

LE MONDE  
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,50 DA; Maroc, 2,50 dir.; Tunisie, 2,20 m.;  
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,  
17 fr.; Canada, 9 \$; Danemark, 255 F Dk.;  
Espagne, 475 pes.; France, 3,00 F; Grèce, 300 dr.;  
Irlande, 30 p.; Italie, 400 l.; Japon, 125 ¥;  
Liban, 1.500 L.; Luxembourg, 17 fr.;  
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 f.; Portugal,  
25 esc.; Suède, 225 F S; Suisse, 2,75 fr.;  
Soudan, 1,20 S.S.; Thaïlande, 25 ba.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
C. C. P. 4897-23 PARIS  
Tél. Paris 4 654572  
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

NOUVEAU SUBSIS  
POUR L'O.U.A.

C'est dans une atmosphère de soulagement unanime que se sont achevés vendredi 4 juillet à Freetown les travaux de la dix-septième conférence des chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'Unité africaine. En effet, quelques heures avant la clôture de ces assises, de vives tensions se manifestaient à propos de la République arabe sahraïenne démocratique, que vingt-six des cinquante Etats membres avaient officiellement reconnue. Des risques sérieux d'éclatement se faisaient alors sur l'Organisation panafricaine.

Conformément à un usage soigneusement établi dans toutes les assemblées délibérantes du monde, les dirigeants ont, faute de pouvoir s'entendre, renvoyé devant une commission « ad hoc » le dossier épineux dont ils avaient à débattre. Dix-huit mois, le comité des Sages décideurs de l'admission éventuelle de la République arabe sahraïenne démocratique à l'O.U.A. C'est de moins en moins que les chefs d'Etat qui ont adopté une résolution rédigée en ce sens par le Nigeria.

Ainsi le Maroc, qui avait menacé de quitter immédiatement l'Organisation en cas d'admission de la République sahraïenne, a marqué un avantage. Mais, s'il est incontestable que le gouvernement de Rabat a gagné du temps et pu faire le compte de ses amis et ennemis, il n'en continue pas moins à perdre régulièrement du terrain. L'entêtement, mais sûrement, les Sahraouis acquiescent, au fil des diverses rencontres panafricaines, de nouvelles reconnaissances. Il n'est pas certain que, après le rejet de la proposition du président Senghor de convoquer une conférence extraordinaire et la décision des dirigeants de l'O.U.A. de s'en remettre au comité des Sages, les Marocains aient obtenu plus qu'une éphémère satisfaction. En revanche, pour l'O.U.A., en choisissant de ne pas reconnaître la République sahraïenne, elle a permis à un grand nombre de dirigeants, marqués par la philosophie du président marocain Samora Machel, instruisant avant ses pairs le procès du Maroc, tout en restant dans l'ordre. Beaucoup d'Etats, pourtant réputés intraitables, avaient opté pour la modération. Ce fut le cas pour l'Algérie, dont le comportement, dicté par le souci constant d'échapper à la réputation d'avoir provoqué la dislocation de l'O.U.A., contrastait sérieusement avec la radicalité agressive de la Libye. Le ton était sans doute monté trop brutalement pour ne pas retomber rapidement, ce qui a permis aux adversaires de la République arabe sahraïenne démocratique de ne pas faire voter et de laisser une Organisation qui, depuis sa fondation, en mai 1963, à Addis-Abeba, paraît irrévocablement condamnée soit à la disparition, soit à la paralysie.

Il en fut d'ailleurs à Freetown des autres grandes crises africaines comme de celle du Sahara occidental. Après un examen controversé, c'est à plus tard qu'a été remise la solution du drame saharien. La suggestion de suppression des litiges sérieux passant par l'Afrique noire en direction de la République Sud-Africaine, formulée par le secrétaire général Edem Kodjo, a été renvoyée pour examen également.

Certes, l'O.U.A. a adopté à l'unanimité une résolution exigeant la restitution à l'île Maurice de l'île de Diego Garcia, base américaine de l'océan Indien, dont la souveraineté relève actuellement de la Grande-Bretagne. C'est la première fois que Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre mauricien, soulevait cette affaire devant l'O.U.A., et le fait qu'il ait obtenu gain de cause va entraîner la réouverture de certains dossiers pourtant contentieux frontaliers. En effet, la République malgache revendique également certaines îles et certains îlots du canal de Mozambique. Mais, quelles que puissent être les conséquences de ce vote, il ne représente qu'un bien modeste résultat face à la complexité et à la multiplicité des problèmes laissés sans solution.

(Lire nos informations page 4).

M. Giscard d'Estaing en R.F.A.

Le président de la République compte sur l'appui du chancelier Schmidt pour « redonner sa place à l'Europe »

M. Valéry Giscard d'Estaing effectuera une visite officielle en Allemagne fédérale, du lundi 7 au jeudi 10 juillet, puis assistera, à Bonn, jusqu'au vendredi 11 juillet, à la trente-sixième session des consultations régulières franco-allemandes, prévues par le traité de 1963. Ce voyage est la première « visite d'Etat » rendue par un président français depuis celle du général de Gaulle, en septembre 1962.

Le programme de M. Giscard d'Estaing est particulièrement chargé. Il doit se rendre à Bonn, à Baden-Baden (où il assistera notamment à une prise d'armes franco-allemande), à Kassel, à Würzburg, à Lübeck et, de nouveau, jeudi et vendredi, à Bonn. Le chef de l'Etat prononcera de nombreuses allocutions et s'entretiendra avec des personnalités politiques ouest-allemandes de la majorité et de l'opposition.

La délégation officielle comprendra, outre le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, ceux de la défense, de l'industrie, du commerce extérieur, de la jeunesse, des sports et des loisirs; de la culture et de la communication, de la condition féminine, ainsi que M. Pierre Bernard-Raymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Le porte-parole de l'Elysée a estimé que ce voyage devrait contribuer à redonner à l'Europe sa place dans les affaires du monde.

Samedi 5 juillet, M. Tchervononko, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, a informé M. Jacques Wahl, secrétaire général à la présidence de la République, de la teneur des récents entretiens entre M. Brejnev et M. Schmidt. M. Wahl a aussitôt rendu compte de cette conversation au président de la République.

Une plongée dans l'Allemagne profonde

L'organisation du voyage de M. Giscard d'Estaing en République fédérale d'Allemagne porte la marque de deux intentions contradictoires.

La première est d'éviter que le rapprochement soit fait de façon trop insistante avec la « tournée allemande » du général de Gaulle en septembre 1962. Celle-ci avait manifesté avec un éclat particulier une réconciliation franco-allemande à laquelle le traité de l'Elysée devait donner, quelques mois plus tard, un cadre juridique, un contenu et des objectifs.

La personnalité et le passé du chef de la France libre, la langue de la construction européenne à cette époque, la nature particulière des relations franco-allemandes, tout avait concouru à l'époque à donner à la visite du président français un caractère à la fois spectaculaire, historique et populaire auquel la visite de M. Giscard d'Estaing peut difficilement prétendre.

C'est probablement pour couper court à toute comparaison que l'on a choisi pour étapes du voyage officiel, cette fois-ci, des villes moyennes de préférence aux très grandes métropoles régionales : M. Giscard d'Estaing n'ira ni à Munich, ni à Francfort, ni à Hambourg, mais à Würzburg pour la Bavière, à Kassel pour la Hesse et à Lübeck pour l'Allemagne du nord. Quelque dix-

huit ans après la rencontre solennelle entre Charles de Gaulle et la jeune République fédérale, il s'agit plutôt d'une plongée dans l'Allemagne profonde et provinciale.

Pourtant, l'Elysée souhaite manifestement donner à ce voyage, présidentiel, le premier qui soit effectué sous cette forme depuis 1963, une importance exceptionnelle.

BERNARD BRIGOLEUX,  
(Lire la suite page 4.)

Les troubles en Iran

Les partisans de l'imam Khomeiny s'en prennent aux partis de gauche au cours de manifestations de masse

L'ancien chah d'Iran, hospitalisé depuis huit jours à l'hôpital militaire Maadi du Caire, a été placé dans une unité de soins intensifs et a passé une nuit agitée, annonce-t-on ce samedi 5 juillet dans les meilleurs milieux médicaux en confirmant que le malade « est dans un état très sérieux, voire critique ».

En Iran, des millions de personnes ont manifesté vendredi leur soutien à l'imam Khomeiny et dénoncé les partis de gauche.

A Paris, des étudiants iraniens ont occupé pendant quelques heures leur ambassade.

Plusieurs millions d'Iraniens ont organisé, vendredi 4 juillet, des manifestations de masse et des défilés dans la plupart des villes du pays en vue de soutenir l'imam Khomeiny et la politique d'islamisation intensive qu'il a définie récemment afin d'insurer définitivement une république islamique pure et dure. Dans la capitale, cette démonstration d'alignement a mobilisé quelque cinq cent mille personnes, près de deux millions selon les organisateurs.

A l'Université de Téhéran, convertie de portraits de l'imam et de banderoles portant des inscriptions islamiques, la manifestation a été rapidement transformée en dénonciation de la gauche. Les slogans « unifiés » contre l'impérialisme américain, tels que « Mort aux trois traîtres : Carter, Sadate, Begin », se sont progressivement transformés, de sorte qu'à la fin, les trois traîtres étaient devenus les « monarches (trahisseurs islamiques), les démocrates et les féodaux ».

Un manifeste, en seize points, réclame notamment une dissolution des deux principales organisations de gauche, le Montajeddin (musulmans radicaux) et Fedayin (marxistes), une accélération de la purge des ministères et des ad-

POINT

La victoire  
des mutuelles

Il aura fallu six mois d'agitation et des dizaines de milliers de manifestants battant à plusieurs reprises le pavé à Paris et ailleurs pour que le gouvernement fasse marche arrière. Pour qu'il accepte que les mutuelles refusent d'appliquer le « ticket modérateur d'ordre public », par le biais duquel il prétendait contraindre les mutualistes à abandonner une partie de la couverture sociale, objet même des cotisations qu'ils versent dédaigneusement. Saura-t-on jamais quel technocrate — obscur ? obscurantiste ? — a ressorti un projet qui avait déjà fait fiasco maintes fois ? Qu'importe, puisque cette idée fixe a gonflé tout esprit critique, tout bon sens chez les neuf ministères qui signèrent le décret du 15 janvier. Pourtant, le texte, à peine publié, avait fait l'unanimité de ceux qui possèdent quelques notions juridiques : il était inacceptable, aucune sanction ne pourrait être prise contre les rebelles.

Personne, et pour cause, n'aurait pu le moindre chiffre sur l'économie que les caisses maladie tireraient du fameux ticket, car, disait-on, il s'agissait de « sensibiliser » les assurés à l'importance des débours de santé, afin qu'ils les modèrent. En fait, d'être treize, vingt-trois millions de mutuelles prirent le mors aux dents. Vingt-trois millions trappés aux points les plus sensibles : la défense contre la maladie, les droits acquis, une protection constituant un recours intangible face à la montée du chômage et de l'inflation.

A la menace du ticket modérateur s'ajoutait celle d'une proposition de loi Berger, lourde de restrictions complexes — et écartée depuis — et celle d'une convention médicale négociée entre organisations minoritaires.

Les syndicats n'eurent aucune peine à mobiliser les salariés et l'opinion. Les irritations, les déresses, le ras-le-bol, jusque-là contenus tant bien que mal, allaient éclater sous le défilé de ce pseudo-ticket modérateur.

A l'approche de la ligne droite vers l'Elysée, le gouvernement a préféré tourner casaque. Un joli pas de clerc.

(Lire page 19.)

UN POINT DE VUE SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Dix mois...

Par ROGER-GÉRARD  
SCHWARTZENBERG (\*)

A quel sert une campagne électorale ? A quoi sert-elle si les engagements pris par le candidat ne sont guère tenus ? S'ils apparaissent comme de simples paroles, comme des propos de circonstance qui restent sans prise sur les faits ? C'est la question que doivent se poser les électeurs de M. Giscard d'Estaing.

Car, six ans après son entrée à l'Elysée, le volume des promesses électorales non suivies d'effets demeure considérable. Qu'il s'agisse de la lutte contre l'inflation, de la réduction des inégalités ou du progrès des libertés.

Pour faire bref, on s'en tiendra à un seul domaine : celui des institutions. Car, là aussi, on mesure toute la distance qui sépare, sous ce septennat, les mots et les choses, les paroles et les actes.

Qu'on s'en souvienne : durant la campagne présidentielle, M. Giscard d'Estaing s'était prononcé à diverses reprises pour la réforme du mode de scrutin. Ainsi, le 11 avril 1974, il avait déclaré nécessaire « une certaine évolution de la loi électorale », afin que les « minorités importantes » soient représentées à l'Assemblée. Son projet : combi-

ner le scrutin majoritaire et la proportionnelle dans un système mixte, inspiré partiellement de l'Allemagne fédérale.

En effet, la représentation proportionnelle photographie l'opinion et ses diverses nuances. Elle donne à chaque formation le nombre de sièges correspondant à son importance exacte dans l'électorat.

Au contraire, le scrutin majoritaire uninominal à deux tours, adopté en 1958, caricature la réalité et déforme gravement la volonté populaire. Tant il sur-représente la majorité au détriment de la minorité. Tant il pénalise les petits partis et les formations nouvelles.

Dès lors, il ferme l'Assemblée à divers courants (gauchistes, écologistes, régionalistes) qu'il risque d'écarter à se manifester alléguant des voix extra-parlementaires. Dès lors, le Palais-Bourbon cesse d'être le vrai reflet de la société, le forum national où s'expriment toutes les tendances, fidèlement représentées.

(\*) Vice-président du M.R.G. député à l'Assemblée européenne.

En un bon demi-siècle de labeur paisible mais ininterrompu, discret mais immense, Maurice Grevisse, né en 1895, ne laisse peut-être derrière lui qu'un livre majeur. Mais quel livre ! Monstre sacré et institution, cette « grammaire française » avec des remarques sur la langue d'aujourd'hui, qu'il avait intitulée dès l'édition de 1938 le Bon Usage et qui n'a jamais changé de titre, n'a jamais cessé non plus d'être son audience et son autorité jusqu'à la onzième édition (1980), qu'il est la satisfaction de voir paraître quelques mois avant sa mort : quinze cents pages, deux mille bons conseils ou petites règles pour écrire un français plus correct, environ quarante citations de trois cents écrivains.

La première édition avait demandé à l'auteur quinze ans de travail, chacune des suivantes, toujours très augmentées, trois ou quatre. Juste récompense de cette ténacité : on parle du « Grevisse » tout court, plutôt que du Bon Usage. C'est un signe qui ne trompe pas. De 1938 à aujourd'hui, combien de grammaires du français s'est-il publiées ? Une centaine peut-être, dont plusieurs sont incontestablement supérieures à l'ouvrage de Grevisse.

La mort de Maurice Grevisse est mort : la langue française porte le deuil d'un Belge. Le grammairien s'est éteint à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le vendredi 4 juillet, dans une clinique de la région de Charleroi.

par la richesse du contenu linguistique et la nouveauté de l'approche. Il n'en reste pas moins qu'à la question : « Comment savoir si ce que j'écris est correct », on ne peut guère répondre autre chose que : « Voyez dans Grevisse ».

JACQUES CELLARD.  
(Lire la suite page 16.)

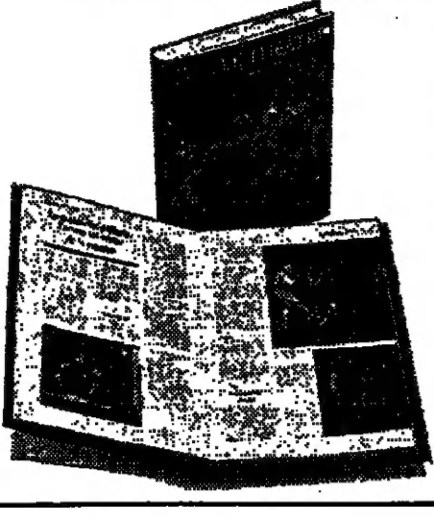
LA MORT DE MAURICE GREVISSE

L'honnête homme  
grammairien

Du spectacle à chaque page.

Somptueusement illustré,  
un ouvrage de référence écrit  
par des spécialistes.  
Une vision globale de l'activité  
dramatique : l'histoire,  
le texte, la scène, le spectateur.

Le Théâtre de Bordes



(Lire nos informations page 4).

DIMANCHE 6 JUILLET

COURSES A SAINT-CLOUD

Le plus beau programme de l'année

avec

LE GRAND PRIX  
DE SAINT-CLOUD

L'une des plus grandes épreuves hippiques françaises  
600.000 F et un objet d'art  
au gagnant - 2.500 mètres  
Aux portes de Paris, Saint-Cloud  
est desservi par de très nombreux  
et rapides  
moyens de communication

ECHO  
Motocouperbes



PPK  
COURBEVOIE  
Tél. 246-72-23



Le Monde

## étranger

## AMÉRIQUES

## Canada

SELON UN RAPPORT OFFICIEL

## La situation des Indiens reste très préoccupante

De notre correspondant

Montréal. — Périodiquement, les Canadiens redécouvrent leurs « nègres rouges », leur « monde indien », ces quelques trois cent mille Indiens parqués dans deux mille deux cents réserves où ils subissent une forme d'apartheid qui n'est pas dite son nom. La publication du 4<sup>e</sup> d'un rapport du gouvernement fédéral sur la situation économique et sociale des Indiens a de nouveau réveillé le sentiment de culpabilité honteuse que certains Canadiens ressentent sans l'exprimer ouvertement à l'égard des premiers occupants de l'Amérique du Nord qu'ils ont déposés de leurs terres, sans chercher à les faire participer au développement économique du pays, les condamnant ainsi à vivre en « parties et assistés sociaux ».

Selon l'étude qui a été réalisée par le ministère fédéral des affaires indiennes, en collaboration avec une cinquantaine de représentants de tribus, la situation des Indiens s'est légèrement améliorée depuis 1960, mais elle reste très préoccupante à plusieurs points de vue. Le nombre des chômeurs et d'assistés sociaux représente plus de 50 % de la population indienne (contre 8 % chez les Blancs), le pourcentage de morts violentes est trois fois plus élevé que dans le reste de la population, le taux de suicide chez les jeunes est six fois plus important.

Les Indiens constituent une proportion anormalement élevée de la population carcérale (sept fois plus que les Blancs), et leur espérance de vie est inférieure de dix ans à la moyenne nationale, ce qui fait dire à un juriste que pour les mêmes délits il se sentait dans l'obligation de réduire les peines infligées aux Indiens. Dans les réserves, où vivent 70 % des Indiens, le taux de scolarisation est très nettement inférieur à la moyenne canadienne, et plus de la moitié des maisons n'ont pas l'eau courante. Enfin, le nombre des divorces et d'enfants naturels a atteint un niveau alarmant, en raison de l'aggravation du taux d'alcoolisme et de la dégradation de la cellule familiale traditionnelle.

## La résistance à l'intégration

Encore ce tableau peu réjouissant ne tient-il pas compte des deux cent mille Indiens « sans statut » et d'autant de métis reconnus comme tels. Ces deux groupes ne bénéficient même pas des droits ni des protections que le gouvernement fédéral accorde aux Indiens vivant dans les réserves.

## LE GOUVERNEMENT SUSPEND LES EXPORTATIONS D'URANIUM D'UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

De notre correspondant

Montréal. — La société française AMOR, qui détient une importante participation dans la mine d'uranium de Clus Lake, dans la province canadienne du Saskatchewan, ne pourra plus exporter d'uranium en raison d'une décision de la commission de contrôle de l'énergie atomique. L'organisme a pris cette sanction à la suite d'un incident survenu le 20 juin à bord d'un avion de la compagnie Air-Canada qui transportait cinquante-huit barils de possesseurs d'uranium à destination de la France.

Lors d'une escale à Toronto, le personnel de l'aéroport s'était aperçu qu'un des barils était ouvert et qu'il avait perdu une partie de son contenu dans le soute à bagages. Les autres barils étaient également mal fermés, et les autorités locales décidèrent de décharger toute la cargaison à Toronto, sans toutefois informer les cent dix-huit passagers de l'incident, lequel ne fut finalement révélé que la semaine dernière. Selon un porte-parole de la compagnie, les bagages des passagers n'ont pas été contaminés par la radioactivité, mais, a-t-il ajouté, la cargaison a fait courir un « risque inacceptable » aux passagers.

Les exportations d'uranium vers la France sont suspendues depuis plusieurs années en raison du refus de Paris de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires. AMOR bénéficie cependant d'un permis spécial qui lui autorise à transporter de la poussière d'uranium pour faire des expériences dans ses laboratoires en France. Il s'agit en fait de l'occurrence de déterminer le niveau de radioactivité de la mine de Clus-Lake.

B. D. L.

De notre correspondant

aux termes de la loi des Indiens. En introduisant, dès 1961, un amendement à cette loi, le gouvernement canadien n'avait d'ailleurs pas caché qu'il souhaitait intégrer progressivement les Indiens à la société blanche comme il l'avait déjà fait pour les métis. L'amendement, qui n'a jamais été appliqué en raison des protestations des chefs de tribus appuyés par plusieurs organisations de protection des droits de l'homme, prévoit que les enfants des mariages mixtes depuis 1961 devront quitter les réserves et devenir citoyens ordinaires.

En fait, et les Indiens s'opposent à l'application de cette disposition, ce n'est pas parce qu'ils sont satisfaits de vivre dans des réserves, mais c'est parce qu'ils veulent éviter la dispersion des familles et surtout parce qu'ils savent que le gouvernement canadien cherche ainsi à faire disparaître le « problème indien », sans le résoudre pour autant. Au sein même du gouvernement fédéral, il semble pourtant y avoir des désaccords au sujet de la politique à suivre à l'égard des Indiens.

Le rapport publié la semaine dernière en est une preuve flagrante dans la mesure où il souligne avec insistance les rares éléments positifs et surtout la volonté exprimée par certains dirigeants indiens de sortir leur peuple de la dépendance. Le rapport note, en effet, que le gouvernement est responsable du développement de la mentalité d'assistés chez les Indiens parce qu'il a tout fait pour les dissuader de développer leurs propres structures économiques et politiques. Les auteurs du rapport proposent donc de réviser la loi des Indiens dans le sens d'une plus grande autonomie des tribus qui pourraient ainsi utiliser de façon plus rationnelle l'aide financière et technique de l'État.

De notre correspondant

Le rachai des terres. Les propositions générales du gouvernement resteront cependant sans effet si les revendications des territoires des Indiens ne sont pas résolues d'abord. Or, sur ce plan, le gouvernement est demeuré intransigeant jusqu'à maintenant, notamment en ce qui concerne les revendications des Indiens et des Esquimaux — appelés ici Inuits — vivant au nord du soixantième parallèle dans un territoire riche en hydrocarbures et où — c'est le seul cas en Amérique du Nord — les autochtones représentent la majorité de la population.

Pour démanteler la contestation, les autorités fédérales et provinciales ont distribué quelques millions de dollars en échange de l'accession par les Indiens de leurs droits territoriaux. C'est ce qui se fait dans la province d'Alberta et dans le nord du Québec où il a fallu inonder une partie des territoires de chasse des Indiens Cri pour construire le gigantesque complexe hydro-électrique de la baie de James.

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

## LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II AU BRÉSIL

## L'étape mariale d'Aparecida

Cinquante mille pèlerins à l'inauguration de la nouvelle basilique

De notre envoyé spécial

Aparecida. — L'étape mariale. Il y a toujours une étape mariale dans les voyages du pape, comme une halte ou une oasis dans ce tourbillon Jean-Paul II. Vierge noire du sanctuaire Jeana-Gora, près de Castro-Alva. Vierge blanche, Cort. Vierge brune, mulâtre, d'Aparecida. Ici c'est bien une manière d'oasis que ce petit port de pêche coloré et parfumé, cette ville calme située presque à équidistance des deux monstres : Rio-de-Janeiro et São-Paulo.

La nuit y est douce, ce vendredi matin 4 juillet, le ciel étoilé et le silence épais simplement troublé par les sirènes des bateaux, là-bas, sur l'océan ou par celles des motards de police qui, sur leurs engins, font davantage savoir qu'ils sont là plutôt qu'ils ne passent. La nuit est douce. La foule des pèlerins a commencé sa longue marche. La marche avant la longue patience, cette attente de huit, dix heures, simplement pour avoir la chance de voir le pape, de le frôler.

Voilà, toucher le pape, cela vaut bien une nuit. Et être simplement frôlé par lui ! Tout à l'heure, à l'arrivée du pape, on verra ici ce qu'on a vu partout ailleurs. Il suffit qu'une personne, qu'un enfant surtout, ait eu l'immaginable chance d'être serré dans les bras du pape, en contact avec lui, pour que deux ou trois autres personnes, furtivement, viennent lui serrer la main, lui saisir l'épaule, comme pour un rituel un peu technique, un abrégé chrétien. Et cela suffit aussi pour que les radiodiffuseurs brésiliens, qui couchent probablement avec leurs microphones et annoncent les arrivées du pape — « *João Paulo* » comme on dit — « *João Paulo* » du Maracana, — se mettent fureusement en chasse.

## A genoux sur l'herbe

Nous n'en sommes pas là. Et dans la nuit, à 4 heures, trente à quarante mille personnes attendent déjà, chantant, dansant, dormant, courent les marchands de brochures et les porteurs de café ou, simplement, prient à genoux sur l'herbe. Les autorités de l'État de São-Paulo avaient lancé des chiffres prévisionnels alarmants : dix, trois millions de personnes, la plus grande foule jamais vue. À l'arrivée du pape, ils seront au plus cinquante mille, et ça fait un vide sur ce plateau à perte de vue. Un échec, le premier ? Plutôt les difficultés d'accès, les bar-

rages de police, les routes coupées. Et, d'ailleurs, quelle véritable importance ?

La nouvelle basilique, énorme, Notre-Dame d'Aparecida, achevée en 1960, fait un peu penser à Sion, mais un Sion des Baux-de-Provence avec ses briques rouges qui répondent aux collines rouges des environs. Le cadre n'est ni splendide ni inoubliable, reposant simplement. Un moment de repos et de méditation pour Jean-Paul II, tandis que résonne une cascade de Bach. Et, également, un moment inédit, touchant. Il y a, ce jour à Aparecida, le cardinal Carlos Motta, quatre-vingt-deux ans. Le cardinal, malade, n'avait pu participer au concile, et donc être le pape. Il ne connaissait pas Jean-Paul II. Jean-Paul II ne le connaissait pas. Le pape a longtemps serré le cardinal dans ses bras.

Et puis, devant la foule sage, Jean-Paul II a parlé de Marie, de cette dame d'Aparecida, l'histoire raconte que, en 1717, les pêcheurs de l'endroit voulant faire un cadeau au gouvernement de São-Paulo, l'offrande du meilleur poisson, tentèrent en vain de le prendre. Jusqu'à ce qu'ils ramènent dans leurs filets le corps sans tête d'une vierge de bois, puis, à la suite, la tête. Encouragés, ils relancent leurs filets et c'est la pêche miraculeuse.

On imagine combien cette symbolique — trouver en la Vierge Marie la force et la réalité des péchés miraculeux — peut plaire à Jean-Paul II, qui développe longtemps ce thème avant la consécration de la basilique.

Ensuite, ce fut d'un coup d'avion le départ vers l'extrême Sud brésilien, Porto-Alegre : le pays des grands froids hivernaux, tout relatif, des grands espaces, des grandes richesses agricoles et des grandes migrations européennes des dix-neuvième et vingtième siècles. Allemands, Italiens, Polonais, Tchèques, Arméniens. Pour peu qu'on les y pousse, les Brésiliens de Rio ou de São-Paulo vous murmurent volontiers que ce n'est pas tout à fait le vrai Brésil, mais le « *pays gaúcho européen* ». La réplique, ici, à Porto-Alegre, on l'a trouvée inscrite au fronton des hôtels en lettres d'or : « *O Brasil merece o novo amor* » (le Brésil mérite notre amour).

Toute la conscience d'être la

richesse et le grenier du Brésil se trouve dans cette adresse faite par le gouverneur de l'État de Rio-Grande-do-Sul aux journalistes « suivant le pape » : « *ici, le rêve de l'Amérique se transforme en réalité grâce à une communauté ouverte aux techniques les plus élaborées et particulièrement aussi grâce à la foi chrétienne* ». Le rêve américain, nord-américain, et une foi sans faille et sans excessive interrogation. Reçu à Porto-Alegre par le cardinal Vicente Scherer, qui ne passe pas pour un partisan acharné de l'évolution progressiste de l'Eglise brésilienne, le pape a célébré, à 19 heures locales, la messe en la cathédrale. Auparavant, il avait reçu un accueil très chaleureux de la population massée sur le parcours, ainsi que de très nombreux Uruguayens et Argentins venus de leurs pays voisins.

On ne peut raconter toutes les messes, tous les parcours. Surtout au moment où, en cette fin de première semaine, le pape va, par une succession de sauts rapides, conquérir sa pastorale. Porto-Alegre samedi matin a accueilli Coritiba l'après-midi, Salvador-de-Bahia le soir. Et ensuite, il prendra la route du Nord brésilien pour cette deuxième semaine, qui le verra arpenter les chemins du désert.

PIERRE GEORGES.

## JEAN-PAUL II APPROUVE LA CRÉATION DU CONSEIL NATIONAL DES ÉGLISES

Le pape a reçu, le 4 juillet, à l'archevêché de Porto-Alegre, les dirigeants des communautés chrétiennes non catholiques. Il a explicitement approuvé la proposition de création d'un conseil national des églises du Brésil. Le but de celui-ci est de maintenir un cadre permanent pour le dialogue et la collaboration, dans l'attention de favoriser l'union des chrétiens. « Je me félicite de cette réalisation, qui peut être le point de départ d'autres initiatives dans le même sens », a précisé Jean-Paul II.

Cet acte du pape est un nouveau pas en direction du Conseil œcuménique de Genève, dont l'Eglise catholique se fait pas statutairement partie.

## Dans la presse brésilienne

## UNE CERTAINE NEUTRALITÉ

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — La grande presse brésilienne faisait unanimement ses titres, le 4 juillet, sur l'appel à la justice sociale lancé par le pape, la veille, devant les ouvriers de São-Paulo réunis au stade Murrumbi. Mais aucun des grands journaux ne commentait explicitement la prise de position de Jean-Paul II. En faveur de la libre organisation des travailleurs (c'est-à-dire l'autonomie syndicale) et de leur participation aux décisions concernant, qui font précisément l'objet des luttes des travailleurs brésiliens.

Le grand quotidien conservateur *O Estado de São-Paulo*, qui avait tiré à boulets rouges sur le pape, et en particulier sur le cardinal archevêque de São-Paulo, Mgr Paulo Evaristo Arns, pour l'appeler à la neutralité, en avril et mai derniers, a choisi de mettre l'accent sur la condamnation de la lutte des classes par Jean-Paul II.

Il tirait en première page : « *Justice dans le travail, mais pas de violence* », et, dans son éditorial principal, il soulignait que Jean-Paul II, « c'est l'Eglise universelle, l'Eglise du mystère de l'Incarnation, et non l'Eglise d'une caste ou d'une classe. Ce n'est pas l'Eglise des tensions sociales ».

Pour leur part, les quotidiens de Rio-de-Janeiro, *O Globo* (conservateur) et *O Jornal do Brasil* (libéral), s'abstenant de tout commentaire, préféraient s'en tenir à une certaine neutralité. Le premier se contentait d'un titre neutre « Jean-Paul II demande du travail pour tous », mais ne mettait nulle part en relief les passages les plus importants du discours du pape sur les questions sociales. Ce n'est pas le cas du *Jornal do Brasil* qui détachait ces principaux passages en première page et en gros caractères sous la manchette : « *Justice, justice sociale* ».

## A TRAVERS LE MONDE

## Bolivie

• UNE SUSPENSION DU DEPOUILLEMENT DU SCRUTIN présidentiel du 20 juin a été ordonnée par les autorités boliviennes après que des plaintes pour irrégularités eurent été déposées par deux des partis en présence le jour du vote national. Le gouvernement national révolutionnaire et l'Alliance démocratique nationale, dont les candidats, M. Paz Estenssoro et le général Hugo Banzer, sont sensiblement distancés par le candidat de centre gauche, M. Siles Zuazo. Les résultats définitifs doivent être publiés avant le 20 juillet. Le vainqueur ne peut être proclamé élu que s'il dépasse la moitié des suffrages. M. Siles est, jusqu'à présent, crédité de 38 % environ des suffrages, contre 19 % pour M. Paz et 18 % pour le général Banzer.

## Chili

• UN AVION MILITAIRE S'EST ÉCRASÉ DANS L'ANTARCTIQUE avec, à son bord, dix-neuf membres de l'état-major des forces armées chiliennes, a-t-on appris, le vendredi 4 juillet, de Santiago. L'appareil, un De Havilland D.H.C.-5-E, de fabrication canadienne, effectuait un vol de démonstration, l'accident, dont les circonstances ne sont pas encore connues, est survenu à la base militaire chilienne de Origines, proche du pôle Sud. — (A.F.P.)

## El Salvador

• M. NAPOLEON DUARTE, membre de la Junta militaire et démocrate-chrétienne au pouvoir au Salvador, a reconnu qu'il y avait de graves atteintes aux droits de l'homme dans son pays, a annoncé le vendredi 4 juillet la section ouest-allemande d'Amnesty. Le général M. Duarte est actuellement l'invité à Bonn du parti chrétien-démocrate ouest-allemand (C.D.U.), a-t-il l'organisation de dénoncer tous les

## cas qu'elle pourrait connaître.

Onze Salvadoriens ont été tués ou retrouvés morts en différents points du pays, le vendredi 4 juillet. Pour sa part, l'armée populaire révolutionnaire (F.R.P., extrême gauche) a estimé à trois cents le nombre de personnes tuées ou blessées durant la première quinzaine de juin, au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre. — (A.F.P., A.P., Renter.)

## Pakistan

• UNE CONVENTION REUNIS-SANT ENVIRON CENT MILLE CHÉVRES à majorité musulmane au Pakistan — s'est ouverte, le vendredi 4 juillet à Islamabad, en dépit de l'interdiction des réunions publiques. Les chèvres demandent que les lois islamiques introduites par le général Zia Ul Haq ne soient pas, sous leur forme actuelle, applicables à leur communauté, notamment en ce qui concerne les mesures fiscales et les châtiments acceptés par la majorité sunnite. Cette manifestation, qui fait suite à l'échec de conversations à ce sujet entre les chefs spirituels chiites et les autorités, a coïncidé avec un mouvement de grève déclenché par les avocats pour réclamer la levée de la loi martiale, la restauration du pouvoir judiciaire et des libertés civiles. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

## République Sud-Africaine

• A JOHANNESBURG, les conducteurs noirs d'autobus ont mis fin temporairement à leur grève, à leur grève illégale qui avait créé une situation chaotique pour cent cinquante mille travailleurs africains. Les grévistes ont finalement accepté une offre de la direction de 15 % d'augmentation des salaires, avec la promesse de nouvelles négociations qui commenceraient le lundi 7. — (A.F.P.)

سكوا من الأصل



## ARTUN UNSAL



## DIPLOMATIE

### Une plongée dans l'Allemagne profonde

(Suite de la première page.)  
Le nombre et la diversité des étapes du déplacement de M. Giscard d'Estaing et des entretiens et rencontres organisés à cette occasion en témoignent. Le chef de l'Etat doit promouvoir au total, compte tenu de la trentième des consultations régulières franco-allemandes organisées dans le prolongement de son voyage, jeudi 10 et vendredi 11 juillet à Bonn, une quinzaine de discours. Un certain nombre d'entre eux se feront en allemand, langue que M. Giscard d'Estaing ne pratique pas d'ordinaire : on sait que lors des tête-à-tête avec le chancelier Schmidt, les deux hommes s'entretiennent en anglais.

#### Après les entretiens avec M. Brejnev

Présentant à la presse, vendredi 4 juillet, les grandes lignes de la visite de M. Giscard d'Estaing en R.F.A., M. Jacques Biot, porte-parole de l'Elysée, a estimé que ce voyage, « placé sous le signe de la coopération et de la confiance entre les deux pays », devait permettre, maintenant que la réconciliation franco-allemande « représente une réalité quotidienne », de fixer « un nouvel objectif : celui de redonner à l'Europe son place dans les affaires du monde ». M. Biot a ajouté : « Au cours de son voyage, le président de la République adressera au peuple allemand, au nom du peuple français, un message d'amitié, de solidarité et d'espoir ».

« Redonner sa place à l'Europe » : la visite officielle de M. Giscard d'Estaing sera en effet l'occasion de rappeler que, si la coopération franco-allemande n'a pas été la seule des relations entre les deux pays depuis le traité du 22 janvier 1963, et si elle n'a pas toujours tenu toutes les promesses, elle demeure l'élément primordial de la construction

européenne. De son bon fonctionnement dépend, aux yeux de M. Giscard d'Estaing et de certains aussi, ceux du chancelier ouest-allemand — la capacité du Vieux Continent de faire entendre sa voix sans trop de discordances.

Les hasards du calendrier — ce déplacement étant prévu et organisé de longue date — font que les deux hommes qui se rencontreront lundi à Bonn sont les deux seuls chefs d'Etat ou de gouvernement occidentaux qui aient dialogué avec M. Brejnev depuis l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan par l'armée rouge, et que ces contacts soient, dans un cas comme dans l'autre, fort récents.

Sans doute s'était-on quelque peu agacé, à Bonn, de n'apprendre que la veille du départ de M. Giscard d'Estaing pour Varsovie, où il devait rencontrer M. Brejnev le 19 mai dernier, l'initiative du président français. Mais celle-ci avait été saluée comme « utile et positive » par M. Schmidt. Il aurait été difficile au chancelier ouest-allemand, il est vrai, de condamner le principe de la rencontre alors qu'on savait, dès cette époque, qu'il se rendrait à Moscou au début de l'été. La politesse, en tout cas, lui a été rendue par l'Elysée, puisqu'on s'est félicité à Paris des résultats de l'entrevue que le chef du gouvernement allemand a eue le 30 juin dernier avec M. Brejnev, et aussi (le Monde du 5 juillet) de la rapidité avec laquelle le gouvernement français a été informé de l'issue des pourparlers.

#### L'élargissement de la Communauté

La crise algérienne, qui a permis de vérifier que Paris et Bonn pouvaient adopter des attitudes parallèles mais non pas identiques (vis-à-vis de la proposition américaine de boycotter les Jeux, par

exemple), ne sera pas le seul point à l'ordre du jour des conversations que M. Giscard d'Estaing aura avec le chancelier ouest-allemand. Les deux dirigeants doivent aussi examiner — outre les questions bilatérales qui feront l'objet principal des trente-cinq entretiens réguliers franco-allemands — la préparation de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, la situation économique internationale (essentiellement les questions énergétiques) et le dialogue Nord-Sud.

En outre, M. Giscard d'Estaing profitera certainement de l'occasion pour tenter d'apaiser les craintes que ses récentes déclarations sur l'élargissement de la Communauté européenne ont pu faire naître à Bonn, où l'on estime que Paris demande en réalité une véritable pause avant l'admission de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. Plusieurs éditorialistes ouest-allemands ont jugé à cette occasion que le président français avait surtout été inspiré par des considérations électorales, et s'en sont irrités.

Mais c'est aussi vers une Allemagne en pleine campagne électorale que M. Giscard d'Estaing s'envoie lundi. Le choix fait en faveur de l'Allemagne fédérale, au lieu de rencontrer dans leurs fiefs respectifs le chancelier Schmidt et son rival, M. Strauss, puisque le président de la République ne se rendra ni à Hambourg ni à Munich. Du moins aura-t-il, conformément à la saine tradition toujours respectée outre-Rhin, un entretien officiel avec le chef de l'opposition et avec plusieurs autres ministres-présidents chrétiens-démocrates. Ce louable souci d'équilibre lui permettra peut-être de vérifier que en Allemagne fédérale au moins, la vigueur de la polémique électorale n'exclut pas totalement une certaine « décapitation ».

BERNARD BRIGOULEUX.

## AFRIQUE

LA FIN DU SOMMET DE L'O.U.A. A FREETOWN

### L'adoption d'un compromis sur le Sahara occidental laisse subsister de nombreuses ambiguïtés

Freetown. — Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise », s'est félicité M. Siaka Stevens, président de la Sierra-Leone, avant de clore, vendredi 4 juillet, la dix-septième conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine. En la fin d'un discours, chacun a pu se réjouir de l'unité retrouvée, ne fût-elle qu'apparente.

#### De notre envoyé spécial

parties au conflit et de trouver une solution pacifique et durable à cette question :

« 3) Se félicite de la volonté du Maroc d'entamer des discussions avec toutes les parties intéressées et de participer pleinement aux travaux du comité ad hoc ;  
« 4) Décide que le comité ad hoc doit se réunir à Freetown dans les trois prochains mois ».

Le comité ad hoc (Guinée, Nigeria, Mali, Soudan, Tanzanie), lors de sa troisième session, en décembre 1979, avait préconisé un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. Selon le scénario adopté à Freetown, M. Stevens devra, dans les trois mois, convoquer le comité ad hoc et tenter, avec son concours, de rapprocher les points de vue des diverses parties au conflit. Si un accord se dégage, il sera soumis à l'aval d'un sommet extraordinaire de l'O.U.A. Le Maroc a fait, semble-t-il, une légère concession en acceptant les recommandations de ses pairs en faveur d'une négociation. La majorité simple acquiesce par les vœux de l'admission de la R.A.S.D. vingt-six sur cinquante — à sans doute incité la délégation marocaine à lâcher un peu de lest.

Dans la résolution adoptée vendredi, les ambiguïtés fourmillent. Qui sont ces « parties intéressées », avec lesquelles le Maroc est censé « entamer des discussions » ? Siybilin, M. Ahmed Boussouf, chef de la diplomatie algérienne, s'est contenté de répondre : « Nous définissons par la suite ce que sont les représentants des populations sahraouies ».

Pour M. Senghor, le Polisario « ne représente que 10 % des Sahraouis. Il n'est qu'une partie parmi d'autres ». L'OASARIO — mouvement sahraoui favorable aux thèses marocaines — et les élus du Sahara doivent, selon lui, participer à la négociation. Au contraire, l'Algérie considère que le Polisario est le seul représentant authentique du peuple sahraoui.

La seconde incertitude concerne le projet de référendum. Le délégué marocain à Freetown a rappelé son hostilité à cette idée. En revanche, M. Senghor indique que les contacts ont été pris par l'O.U.A. avec l'ONU et la Ligue arabe pour organiser une consultation.

#### M. Siaka Stevens sur la sellette

Troisième difficulté : l'attitude de la Sierra-Leone et de son président a été contestée dans les coulisses de la conférence. Certains délégués appartenant au « camp marocain » ont regretté la confusion ayant, selon eux, trop souvent présidé aux débats. On a entendu des mots très durs pour M. Stevens. Dans ces conditions, les « réserves » les plus expressives « émises vendredi soir à Rabat n'ont guère surpris. Le Maroc reproche notamment à la Sierra-Leone de s'être prononcée en faveur de l'admission de la R.A.S.D. pendant la tenue du « sommet ». Abandonnant ainsi, selon lui, « l'impartialité requise pour présider le comité ad hoc ».

Pour le reste, la demande d'admission et la demande d'interprétation présentées par le Maroc restent « en instance ». Au terme des débats, les Marocains affichaient une relative satisfaction. Les dirigeants du Polisario, en revanche, semblaient déçus. L'un d'eux, M. Ibrahim Hakim, pressé de questions par un groupe de journalistes, échappa à ses poursuivants en trouvant refuge dans une voiture de police.

Formis une passe d'armes entre les représentants libyens et sénégalais — les deux pays viennent de rompre leurs relations diplomatiques — la question libyenne n'a guère donné lieu à polémiques. L'assemblée a entériné la résolution de la Commission des ministres prévoyant la mise en œuvre d'une force interafricaine par l'O.U.A. et, en cas d'échec dans un délai d'un mois — et non plus de deux —, l'appel à l'aide de l'ONU. Le président Contonkou a enregistré avec satisfaction que l'ONU continuât de soutenir son gouvernement né des accords de Lagos d'août 1979. Il a indiqué qu'il ne « tolérerait aucune forme d'ingérence étrangère dans un problème purement interne », et a rejeté l'éventuel envoi au Tchad des contingents de l'ONU, qui, selon lui, ne viserait qu'à susciter l'insigne Habbé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Moscou confirme les précisions rapportées par M. Schmidt sur la négociation « eurostratégique »

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques ont confirmé, le vendredi 4 juillet, qu'ils étaient disposés à entamer des négociations sur les euromissiles ayant la ratification de l'accord SALT 2. Un communiqué du bureau politique du P.C. soviétique, du présidium du Soviet suprême et du conseil des ministres à propos de la visite de M. Schmidt ne rappelle pas la condition préalable répétée par le Kremlin depuis le début de l'année et reprise encore par la déclaration du pacte de Varsovie en mai dernier, à savoir que la décision de l'OTAN de produire et de déployer des fusées Pershing 2 et des missiles de croisière en Europe occidentale devait être annulée ou au moins suspendue avant toute négociation. Le texte ne dit pas si cette condition a été formellement abandonnée, mais cette omission n'est pas pour surprendre, les dirigeants soviétiques tenant à affirmer la continuité de leur politique.

Le communiqué déclare : « Confirmant la position qu'elle avait annoncée antérieurement en ce qui concerne les voies les plus justes pour le règlement de la question des armes à moyenne portée en Europe, la partie soviétique, s'inspirant des larges faits de la paix et de la sécurité, a proposé d'aborder la discussion de la question des missiles nucléaires à moyenne portée simultanément et en liaison organique avec la question des engins nucléaires américains de stationnement avancé. Elle considère que les accords conclus sur cette question pourront être mis en pratique seulement après l'entrée en vigueur du traité soviéto-américain sur la limitation des armes stratégiques SALT 2 ».

Sans dire ouvertement que les négociations peuvent commencer immédiatement et sans conditions préalables, mais en précisant que les accords conclus sur cette question pourront être mis en pratique qu'après l'entrée en vigueur de SALT 2, le communiqué permet donc de conclure que les négociations auront lieu avant la ratification de ce traité.

Autre confirmation des propos du chancelier Schmidt : les pourparlers devront, selon les Soviétiques, porter non seulement sur les nouveaux missiles à moyenne portée (fusées Pershing 2 et missiles de croisière, du côté américain), (SS-20, du côté soviétique), mais aussi sur les engins nucléaires américains de stationnement avancé, autrement dit sur tous les engins et avions capables d'atteindre depuis l'Europe le territoire de l'U.R.S.S. Les Soviétiques ne précisent pas si, de leur côté, ils sont prêts à mettre sur la table de négociation leurs propres fusées à moyenne portée SS-4 et SS-5, que les SS-20, beaucoup plus perfectionnées, sont appelées à remplacer.

Enfin, bien que les commentateurs soviétiques aient toujours insisté sur la nécessité de compter dans l'arsenal occidental, dit « continental stratégique », les forces de frappe française et britannique, le texte n'y fait aucune allusion. Limitant les prochains négociations à un dialogue qui sera très probablement soviéto-américain (1), une sorte de prélude aux pourparlers SALT 3.

Le communiqué du bureau politique lance un appel aux dirigeants des Etats occidentaux pour qu'ils fassent « preuve du sens des responsabilités et répondent, dans un esprit de bonne volonté, aux nouvelles initiatives soviétiques correspondant aux intérêts vitaux des peuples d'Europe et du monde entier » (2). Il indique sans plus de précision que M. Leonid Brejnev a formulé de nouvelles idées et des propositions concrètes sur les questions de la limitation des armements, notamment l'arrêt des pourparlers de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

Enfin, donnant une appréciation particulière au fait que, malgré l'aggravation de la situation internationale et l'existence de divergences substantielles, les deux parties aient déclaré avec détermination qu'elles considéraient la détente comme nécessaire, possible et utile.

DANIEL VERNET.

### L'AMBASSADEUR D'U.R.S.S. EN FRANCE A INFORMÉ L'ELYSEE DU RESULTAT DES ENTRETIENS ENTRE MM. SCHMIDT ET BREJNEV

M. Tchervonenko, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, a été reçu ce samedi 5 juillet par M. Jacques Wahl, secrétaire général de la présidence de la République. Il était venu informer son interlocuteur, à la demande de M. Brejnev, du contenu des entretiens que se sont tenus au début de la semaine à Moscou entre le chancelier Schmidt et les dirigeants soviétiques, précise-t-on à l'Elysée.

M. Wahl a aussitôt rendu compte de cette conversation — qui a duré une heure — à M. Giscard d'Estaing qui se repose au fort de Brégançon. On rappelle que le résultat de la visite de M. Schmidt à Moscou fera l'objet du premier entretien que le président de la République aura avec le chancelier ouest-allemand à Bonn lundi 7 juillet, première journée de son séjour officiel en R.F.A.

## PROCHE-ORIENT

### Iran

### Les partisans de l'imam Khomeiny s'en prennent aux partis de gauche

(Suite de la première page.)

Le texte dénonce « tout particulièrement le ministre des affaires étrangères, M. Gholbzadeh ». Ce dernier a réagi dans un communiqué en déclarant que « cette action » est « une tentative de dénigrer l'existence » d'un

immense complot visant à occuper les ambassades iraniennes à l'étranger ».

Au Caire, enfin, on confirme ce samedi, dans les milieux médiatiques, que l'Etat de santé de l'ancien dirigeant d'Iran « est très sérieux, voire critique ». On précise qu'au

l'infection généralisée dont il est atteint, l'ex-chah souffre d'une typhoïde et non du typhus, le malentendu provenant d'un lapsus du porte-parole de l'ancien souverain. On a noté également que la mosquée Al Rifai, au Caire, où se trouvent les dépouilles royales d'Egypte et où le père du chah avait été enterré jusqu'en 1961 (date du transfert de sa dépouille en Afrique du Sud), a été rasée et les ossements ont été jetés à l'entrée. Toutes les dispositions auraient été prises, dit-on, pour le cas où la famille du chah souhaiterait qu'il soit inhumé à son tour, si venait à disparaître.

### Syrie

### Les attentats se multiplient à l'approche du ramadan

De notre correspondant

Beyrouth. — A l'approche du ramadan, qui commence cette année vers le 15 juillet, la situation semble de nouveau se dégrader en Syrie. Plusieurs opérations terroristes ont été récemment signalées dans le pays, et des tracts circulent à Alep appelant la population, au nom de l'islam, à prendre les armes contre les autorités.

Le principal incident des derniers jours a été un attentat manqué le 26 juin contre le président Assad qui n'a jamais été confirmé de source officielle. Selon les rumeurs qui circulent dans les milieux diplomatiques de Damas, un lieutenant de la police militaire aurait lancé une grenade en direction du chef de l'Etat alors qu'il arrivait au Palais des hôtes pour accueillir le président du Niger. Le principal garde du corps de M. Assad aurait eu le temps d'écarter la grenade et de le couvrir de son corps. Le chef de l'Etat n'aurait été que légèrement blessé au pied.

Un autre incident grave avait été une attaque lancée, toujours à la même époque, contre plusieurs voitures transportant des agents des services de renseignements syriens, les redoutables mukhabarats, faisant huit morts. Au début de juin, une quinzaine de frères musulmans s'étaient évadés de prison avec la complicité d'un gardien.

On signale en outre des attentats contre un capitaine de l'armée, des professeurs d'université et un médecin à Alep, ainsi que des explosions quasi quotidiennes mais sans dommages importants à Alep et Hama et une manifestation contre le débarquement de matériel soviétique au port de Lattaquié.

Devant la montée des périls, les autorités ont réagi sur le triple plan de la répression, du contrôle des frontières — où l'on ne dénombre plus de visas — et des alliances politiques. L'armée aurait cantonné huit mille hommes à Alep, notamment dans la vieille citadelle, sans cependant

#### « A l'intérieur et à l'extérieur... »

Le frère du président Assad, le commandant Rifai Assad, chef des brigades de défense, a d'ailleurs lui-même déclaré récemment au quotidien de Damas l'Echiraf : « Nous pourrions nous les membres de la confrérie des Frères musulmans ou qu'ils se trouvent, à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie... Nous sommes prêts à déclencher une guerre, à détruire un million de caches et à sacrifier un million de martyrs afin d'assurer la santé de la patrie et la dignité de ses citoyens ».

Une délégation d'officiers venant demander à ce dernier un assouplissement de la politique intérieure du régime se serait vu opposer une fin de non-recevoir et ses membres auraient été incarcérés.

Les ouvertures du régime vers les intégristes musulmans ayant été rejetées, le président Assad n'a plus devant lui d'autre solution que la manière forte contre les opposants de l'intérieur et, sur le plan extérieur, qu'une accentuation de ses relations avec Moscou, où il pourrait entreprendre un voyage prochainement.

LUCIEN GEORGE.

### EXÉCUTION DE LA RESPONSABLE D'UN HOPITAL DU KURDISTAN

Dans sa dernière livraison datée 5-11 juillet, l'Express rappelle que, dans un précédent numéro, leur envoyé spécial à Sanandaj, capitale du Kurdistan du Sud, en Iran, avait rapporté les méfaits des Pasdaran (gardiens de la révolution). Il avait notamment raconté comment la responsable de l'hôpital, Chahin Bavafa, trente ans, leur avait fait subir la salle de chirurgie, où il avait vu voir les effets des bombardements de la population civile et du mitraillage d'ambulations par les Pasdaran.

Christian Hoché, envoyé spécial de l'hebdomadaire, l'avait mise en garde contre d'éventuelles représailles et son nom était divulgué, comme elle le souhaitait, pour donner plus de poids à son témoignage. « Je n'ai pas peur de la mort », avait-elle dit.

Le 13 juin, le 28<sup>e</sup> division de l'armée et les Pasdaran investissent la ville. Le 17, Chahin Bavafa était fusillée après avoir été jugée et condamnée par un tribunal islamique pour « sabotage » dans son travail et appel contre-révolutionnaire dans un journal étranger ».

M. George Rashmouci, président de la fédération de basketball de Gaza, a été libéré jeudi 3 juillet, a-t-on annoncé de source israélienne autorisée.

Il avait été appréhendé deux jours plus tôt à la frontière israélo-jordanienne par les forces de sécurité israéliennes qui lui reprochaient ses contacts avec les organisations palestiniennes. Le docteur Rashmouci revenait d'un pèlerinage à travers plusieurs pays européens. — (A.F.P.).

### Zaire

### QUATRE MOUVEMENTS D'OPPOSITION AU RÉGIME DU PRÉSIDENT MOBUTU SE REGROUPENT A BRUXELLES

Bruxelles (Reuter). — M. Mungu Diaka, ancien ministre sénégalais de l'Éducation, a annoncé, jeudi 3 juillet, à Bruxelles l'alliance de quatre mouvements d'opposition en exil au sein du Conseil pour la libération du Congo-Kinshasa en vue de combattre le gouvernement du président Mobutu.

Cette initiative, qui coïncide avec le vingtième anniversaire de l'indépendance du Zaire, regroupe le Front national de libération du Congo (F.N.L.C.), le parti révolutionnaire du peuple (P.R.P.), le Mouvement national pour l'union et la réconciliation au Zaire (M.N.U.R.) et le parti socialiste congolais (P.S.C.), auxquels se sont joints les étudiants congolais progressistes (E.C.P.).

M. Diaka, qui avait été arrêté au Zaire sous l'accusation de détournement de fonds, s'est évadé en janvier dernier de la prison de Kinshasa en compagnie de ses gardiens et a demandé l'asile politique aux autorités belges.

Le F.N.L.C., le plus important des quatre mouvements, est composé d'anciens gendarmes katangais, pour la plupart de l'ethnie lunda, dont les bases arrière se trouvaient en Angola. Le Front a dirigé, en 1978, sous le commandement du « général » Nathanaël Mbumbe, l'invasion de la province du Shaba.

Le M.N.U.R., formé il y a deux ans par divers groupes d'opposition, a pour chef M. Mbeka Makosso, ancien ministre qui a démissionné en 1978 de son poste d'ambassadeur en Iran parce qu'il désapprouvait la politique de son gouvernement.

Le Conseil pour la libération du Congo-Kinshasa se donne, pour objectif, le rétablissement d'une démocratie et des droits fondamentaux au Zaire. Les délégués des quatre groupes du Conseil, dont certains semblent être venus du Zaire, se sont rencontrés à Bruxelles, du 8 au 29 juin dernier.

مكتبة الأمل



# MAURITANIE

## la volonté d'exister

Les Marocains qui convoitaient la Mauritanie ont tellement dit et répété, il y a vingt ans, qu'elle était une « création fictive du colonialisme », que la formule avait fini par moquer. Qu'en est-il aujourd'hui ? Né par une volonté qui plongeait ses racines dans une civilisation séculaire, menacé d'être rayé de la carte sous les coups de boutoir du Front

Politaire, ayant littéralement luté pour sa survie avant de relever à nouveau le défi du développement, l'Etat mauritanien célèbre cette année un double anniversaire : celui de son accession à l'indépendance, le 28 novembre 1960 ; celui du renversement de l'ancien régime, le 10 juillet 1978.

## De la survie au développement

par PAUL BALTA

CONTRAIREMENT à la genèse des Français de la conquête (1902-1938), qui avaient appris à leur corps défendant à connaître la réalité du peuple maure, la genèse de l'indépendance semble avoir été imprévue par la fragilité, pour ne pas dire le « non-être », du jeune Etat peuplé d'environ un million d'habitants qui ont presque doublé depuis. Alors que les « conquérants » nous ont laissés d'abondants témoignages, les « libérateurs » ont été étrangement silencieux : il aura fallu attendre près d'un quart de siècle depuis la constitution du premier gouvernement autonome mauritanien pour que l'on dispose en France d'une étude substantielle et complète sur cette ancienne colonie, des origines à nos jours ; encore s'intitule-t-elle, avec une humilité qui ne manque pas de surprendre, l'introduction à la Mauritanie. (Cf. le compte rendu que nous en donnons plus loin.)

La principale cause de cette méconnaissance doit sans doute être recherchée dans la méfiance, voire l'hostilité, que les Etats — anciens et récents, y compris dans le monde arabe, ne pouvaient pas ne pas éprouver à l'égard des non-sédentaires : Ténésiens, Berbères et autres ennemis à cette, il convient d'ajouter l'éloignement de ces arpentés de sable et la difficulté d'y accéder. Mis à part ceux qui, ayant vécu à leurs côtés, se sont passionnés pour eux, les Européens n'avaient guère de raison de s'intéresser à ces fiers chameaux de grande tente, arabes berbères, qui sillonnaient un désert tout à tour plat ou accidenté mais toujours aride, et à ces tentes peuplées de nomades qui enlevaient la bande de terre fertile longeant chichement la rive droite du fleuve Sénégal.

La complexité de cette société mauritanienne, divisée en deux ethnies et subdivisée en tribus et castes, ajoutait à la difficulté. Bien plus, la société maure, figée depuis trois ou quatre siècles, était restée au stade de civilisation qu'un Khaldoun appelle « al-oumra et badawia » (la civilisation bedouine), stade tribal qui répond aux besoins fondamentaux de l'homme définis par le Coran — nourrir, se vêtir, se loger, se reproduire — mais ne se préoccupe pas de l'accumulation de la plus-value, favorable, en Islam et ailleurs, à l'édification de puissantes monarchies.

Cette situation a également prévalu dans la péninsule arabe jusqu'à ce qu'Abd-el-Aziz Ibn Saoud impose, non sans mal, sa loi aux tribus et fonde, le 18 septembre 1932, le royaume d'Arabie Saoudite. Tout comme le pétrole a ensuite consolidé les empires de la péninsule arabique face aux ambitions de Ryad, la

découverte des phosphates au Sahara occidental et du fer en Mauritanie, a accélééré le rythme de l'histoire à Nouakchott et à El Aïoun, face aux puissants voisins d'Algérie, de Rabat et de Dakar.

La position stratégique de ces deux régions extrêmes du monde arabe entre lesquelles existent des liens humains — nombre de tribus maures sont originaires d'Arabie et du Yémen — ne pouvait manquer d'attirer les convoitises de l'Europe impériale. La conquête de l'ensemble mauritanien ne fut cependant pas aisée : commencée au début du siècle elle n'a été achevée qu'en 1934, par Madrid, au Sahara espagnol (1) — et en 1936, par

### L'identité historique, sociale et culturelle des Maures

Pour consolider son empire, la colonisation a cultivé les rivalités existant entre les tribus et les tribus tout en cherchant à réduire les facteurs d'unité. Or il est indéniable que depuis l'empire fédéré des Almoravides — le Nord, composé du Maroc et de l'Andalousie, et le Sud, allant des contreforts de l'Atlas au nord du Mali, avaient respectivement pour chefs Ibn Tachfin et Abou Bakr — les pouvoirs régionaux qui se sont partagés l'ensemble mauritanien, ont été fondés sur un « consensus populaire » : la communauté n'accepte de déléguer son pouvoir à un chef qu'autant qu'il sert les intérêts bien compris de tous et les décisions sont prises par la Djemaa (l'Assemblée).

Face à la pénétration coloniale, les tribus tiraient de ce pas disposer d'un « pouvoir central ». Il n'en demeure pas moins qu'elles partageaient la même civilisation nomade, différente de celle des sédentaires du nord du Maghreb, et qu'elles ont une même identité historique, sociale et culturelle. De Soudra à Néma, d'El Aïoun à Nouakchott, de Dakhla à Tindouf, on est frappé par des ressemblances : mêmes visages basanés qui rappellent ceux des Yéménites, mêmes boucles bleues ou blanches, même allure altière, mêmes coutumes en particulier celle du thé que l'on sert rituellement trois fois — même dialecte — le hassani — si différents des parlers maghrébins, mêmes femmes aux visages dévotés, même tendance à s'exprimer de façon allusive. Ce n'est pas parce qu'une société ne répond pas aux critères de l'Etat ou de la nation tels que nous les concevons qu'elle n'a pas sa spécificité et ne constitue pas un peuple.

Enfin, si nous connaissons mal ces « hommes des nuages », comme on les appelle, c'est que, contrairement à d'autres colo-

nies françaises, la Mauritanie n'a guère été valorisée : Paris s'est avant tout soucie d'occuper un espace, et ses administrateurs y ont surtout pratiqué, selon deux clichés en honneur à l'époque, « l'administration du vide » et la « politique du verre de thé ». Autant dire qu'il s'agissait d'une « colonisation au rabais », guère différente de celle de Madrid au Sahara occidental. La France — de même que l'Espagne — n'a guère formé les hommes et elle a encore moins édifié des infrastructures. Tout cela explique qu'à l'indépendance la Mauritanie ait eu tellement de mal à s'imposer sur la scène internationale, à édifier un Etat moderne et à décoller économiquement.

La modernisation — encore fut-elle limitée et extrême — ne commença qu'avec l'exploitation du fer à Zouerate dans les années 60 (trente ans après que

le minerai a été détecté) qui prend le relief des mines de l'ancienne métropole moins riches en minerai et donc moins rentables. La démarche de Madrid sera identique pour l'exploitation des phosphates de Bou Craa, dans la même période, mais l'Espagne fera alors du Sahara espagnol une de ses provinces.

C'est la volonté d'une minorité de jeunes Mauritanien qui secoue l'apathie des aînés enghé dans le tribalisme, et lutte contre l'hostilité du monde arabe influencé par le Maroc, pour créer une nouvelle conscience nationale et édifier un Etat moderne. Ces jeunes se divisent en deux grands courants qui s'affrontent ou se rejoignent selon les circonstances.

Le premier groupe, animé par le président Ould Daddah, s'appuiera sur la France pour assurer le développement du pays tout en jouant habilement sur les divisions tribales, ethniques et politiques, afin de conserver le pouvoir et de le consolider.

Le P.P.M. (Parti du peuple mauritanien), créé en 1961 et proclamé parti unique quercera sans plus tard, sera pour ce groupe un instrument efficace de gouvernement.

Nouakchott se concilie aussi le monde arabe, jadis sensible au prosélytisme des Mauritanien (maures et noirs) en lui rappelant qu'ils avaient islamisé l'Afrique de l'Ouest au-delà de la frontière où, au septième siècle, la mouche té-té-té avait terrassé les courriers des soldats de Mahomet. Dès lors, la Mauritanie retrouvera son rôle séculaire de trait d'union entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire et acquerra une audience internationale sans rapport avec ses faibles moyens.

(Lire la suite page 7.)

## Les cinq axes de la politique étrangère

VISAGE rond, regard vif, avenant, solide, subtil, M. Mohamed Mokhtar Ould Zamel semblait, aux ministères techniques jusqu'à ce que le président Mohamed Khouna Ould Haïdalla lui confie, en janvier dernier, les affaires étrangères. Tout il y a trente-cinq ans dans l'histoire de l'indépendance de la Mauritanie, ce n'est pas la diplomatie qui a déterminé sa carrière jusqu'à ce qu'il passe à la diplomatie : ministre du Plan, après en avoir été le directeur — à ce titre, il a supervisé le recensement de 1976 dont les résultats n'ont pas encore été publiés. — Il se voit ensuite confier le portefeuille de l'Industrie et des Mines, qu'il conserve jusqu'au dernier remaniement du cabinet. Sa nomination marque un tournant : alors que son prédécesseur s'était vu reprocher d'être « secrètement pro-marocain » et « ouvertement pro-occidental », M. Ould Zamel a été choisi pour incarner la volonté de la Mauritanie de suivre une voie indépendante.

Maîtrisant toutes les finesses du français et de l'arabe, il brosse, pour la première fois, une fresque de la politique étrangère du troisième gouvernement issu du coup d'Etat du 10 juillet 1978. Tout en recourant à l'allusion, il explique néanmoins avec assez de clarté, pour éviter les malentendus, que son pays n'a pas l'intention de s'aligner sur l'Algérie ou sur la Libye. De même, pour repousser les revendications de Rabat

sur le Sahara occidental et, à fortiori, les prétentions des partisans du « Grand Maroc », il parle longuement et avec fierté du passé historique des Maures et de leur résistance aux envahisseurs, avant d'affirmer l'identité ethnique, sociale et culturelle des différentes tribus. Identité qui a, d'ailleurs, conduit la communauté internationale à reconnaître la Mauritanie.

L'aire de mouvance des Maures ? Il renvoie habilement à la tradition et aux historiens. Ce dernier vous dira : « L'ancien président Ould Daddah avait, en 1957, lancé un appel à l'unité

des Maures de l'ouest Draa au fleuve Sénégal. En réalité, il faut remonter, au nord, aux confins de l'Atlas marocain (région de Goulime) et descendre jusqu'à Assad (région de Tombouctou) au nord du Mali. L'actuel gouvernement n'entend évidemment pas remettre en cause les frontières héritées de la colonisation, mais il tient, en même temps, à ce que la communauté internationale n'ignore pas cet arrière-plan historique qu'il oppose, discrètement mais avec obstination, aux thèses marocaines. Cela n'a pas manqué de provoquer des frictions avec Paris et, évidemment, Rabat.

### L'Islam, ciment de la société mauritanienne

définit les grands axes de notre politique étrangère.

« Premier axe : nous sommes partie prenante du monde arabe, et c'est pourquoi nous sommes présents dans tous ses forums, à commencer par la Ligue arabe. Nous nous sentons concernés par les problèmes fondamentaux qu'il affronte, notamment le conflit avec Israël et l'avenir du peuple palestinien. Nous sommes également vigilants à l'égard des convoitises dont il peut être l'objet. Nous sommes persuadés que, s'il parvient à surmonter le respect de chacun des pays qui le composent, il ne sera pas à la traîne des grandes puissances et jouera un rôle dynamique. »

Deuxième axe : la Mauritanie appartient au monde africain.

P. B.

(Lire la suite page 6.)



## GENÈSE D'UN ETAT

par MIREILLE DUTEIL

L'ORIGINE du mot Mauritanie divise les historiens : pour les uns, il vient de « Mahour », terme par lequel les Phéniciens désignaient les habitants du littoral méditerranéen du Maghreb ; pour les autres, il serait une déformation de « mori », nom désignant les membres d'une tribu arabe dont une partie s'était fixée sur le territoire de l'actuelle Mauritanie. Ce qui est sûr, c'est que le nom de Mauritanie apparaît pour la première fois sur des documents officiels français en décembre 1899.

Xavier Coppolani, commissaire général de l'A.O.F., arabisant, pronait depuis quelques années la création d'une « Mauritanie occidentale » sur le territoire appelé alors Chinguetti, du nom du grand centre religieux et caravanier de l'Adrar, considéré comme une des sept villes saintes de l'Islam. L'objectif des par-

tisans d'un grand empire français était alors de rassembler sous une même égide toutes les tribus maures du « Trub-El-Beïdan » (le pays des Blancs), afin de relier les rives de la Méditerranée au golfe de Guinée en créant un ensemble cohérent.

« Trub-El-Beïdan », par opposition à « Trub-Es-Soudan » (le pays des Noirs), s'étend, en gros, de l'ouest Draa à la rive nord du fleuve Sénégal et de l'Atlantique à une ligne reliant Tombouctou à Tindouf et Béchar. Pendant le néolithique, il était peuplé de Noirs, éleveurs et agriculteurs. Ces derniers vont refuser vers le sud sous la double pression des conditions climatiques, la steppe remplaçant la savane, et des pasteurs nomades berbères — les Sanhadja — qui conquièrent le désert et se heurtent, au neuvième siècle, à l'empire noir du Ghana, au sud.

### Guerriers et marabouts

Dès cette époque et pendant tout le Moyen Age occidental, la Mauritanie devient, grâce au commerce transsaharien, un pont entre le monde noir et le Maghreb. Les Fatimides d'Ifrîqiya (actuelle Tunisie) et les Omeyyades d'Espagne, qui ont besoin d'or pour frapper leurs monnaies, s'affrontent pour s'assurer le contrôle de la route qui permet d'accéder, à travers le désert, au métal jaune de Guinée. Les échanges commerciaux donnent naissance à de riches cités caravanières, telles Audaghost, Ouadala, et favorisent la propagation de l'Islam et des idées nouvelles.

Au onzième siècle commence l'extraordinaire époque des Almoravides, moines guerriers, berbères et sahariens qui fondent Marrakech en 1062 et

contrôlent un immense empire qui s'étend des rives du Sénégal à l'Espagne. C'est également à cette époque que, pour contrer la sécession de l'Ifrîqiya, le khalife fatimide d'Egypte lance sur cette région les tribus Maqil, Beni Killa et Beni Soléïm venues d'Arabie. Chargés de consolider l'Islam, ces nomades arabes, sans cesse repoussés par les sédentaires, parviennent au Maroc au treizième siècle, d'où les Mérinides les rejettent vers la Saghe et Hamra.

A partir du dix-septième siècle, les tribus s'associent pour fonder des empires — Trarza, Brakna, Tagant, Hodh, Adrar — groupements fragiles et instables dirigés par un chef guerrier qui partage son autorité avec les nobles de la Djemaa (Assemblée). Des alliances, souvent précaires, se nouent, et les conflits tribaux sont incessants. Ainsi, à différentes reprises, l'émir du Trarza, à la recherche d'un allié, va chercher une sorte d'investiture auprès du sultan du Maroc qui envoie ses troupes. Parallèlement, les raids marocains sur la Mauritanie sont fréquents, mais ils n'ont jamais été suivis de tentatives d'administration directe, et aucun sultan marocain ne put jamais considérer un émir maure comme un vassal. Jamais, non plus, en Mauritanie, la prière ne fut faite au nom du Commandeur des croyants, précision que les Mauritanien ne manqueraient pas de rappeler lorsque, à partir de 1956, Rabat revendiqua le pays au nom du « Grand Maroc ».

Avec les Hassani, la culture arabe se renforce et, en se greffant sur le vieux fonds berbère, elle donne naissance à une culture originale. Le « hassania », langue parlée des Hassani, est adoptée dans la plus grande partie du pays. Parallèlement, la société maure traditionnelle se met en place. Les castes apparaissent. Le clivage entre guerriers et marabouts s'affirme. Les premiers, les arabes Hassani, constituent la noblesse et ont pour rôle de protéger les tribus maraboutiques, en majorité berbères, qui se tournent vers les études, la religion, le commerce et l'élevage. Très riches, les marabouts ont toujours joué un rôle politique et économique important. Au-dessous, la population se divise en tribus d'origine berbère (sénaga), qui élèvent les troupeaux pour le compte des nobles, les haratines (esclaves noirs africains), cultivateurs ou ramasseurs de gomme, les griots, troubadours à la fois redoutés et méprisés en raison des sorts qu'ils peuvent jeter, et les forgerons qui travaillent le fer ou le bois.

(Lire la suite page 10.)

### DANS CE SUPPLÉMENT :

- Paris-Nouakchott : des relations en dents de scie (page 6).
- La paix, condition essentielle du redressement économique (page 6).
- Introduction à la Mauritanie. — Une somme bienvenue (page 8).
- Le pays en chiffres (page 9).
- Arracher à la mort les casés historiques (page 10).

LE MONDE

diplomatique

de juillet

EST PARU

À la somme : L'Italie des miracles et des crises





B. A. A. M.

BANQUE ARABE AFRICAINE  
EN MAURITANIEBanque Centrale  
de MauritanieArab African  
International BankSymbole de la coopération arabo-africaine  
Exécution rapide et efficace de toute  
opération bancaire.Intense réseau de correspondants  
dans le mondeRue Amadou Konaté - Tél. 528-26 - B.P. 622  
Télex 543 NOUAKCHOTT

MATEMA - SA

Boulevard Maritime  
Boite Postale 248  
Tél. 22-48  
Nouadhibou

République Islamique de Mauritanie

ماتما - س

شارع البحري  
صندوق بريدي: 248  
هاتف: 22-48  
نواذيبو

الجمهورية الإسلامية للموريتانية

Assistance et conseil aux entreprises et armateurs pour  
tous problèmes concernant :

- l'acquisition de navire ;
- l'armement et l'entretien ;
- la surveillance de constructions neuves ou de réparations.

Etude de projets techniques ou économiques concernant  
les industries maritimes, portuaires ou fluviales.

Expertise de navires et installations maritimes.

(Publicité)

Société  
Arabe Libyenne Mauritanienne  
des Ressources Maritimes  
SALIMAUREMB.P. 75 Nouadhibou  
République Islamique de Mauritanie  
Téléphone : 22-41المؤسسة العربية الليبية الموريتانية  
للشروة البحرية  
ص.ب ٧٥ نواذيبوParis-Nouakchott : des relations  
en dents de scie

« **N**OUS ne sommes pas les fils spirituels d'Ould Daddah, et la France ne s'est toujours pas faite à cette idée », constatait il y a quelques mois le commandant Moulays Ould Boukreiss, alors ministre de l'intérieur. Pour la seconde fois depuis le changement de régime de Nouakchott, le 10 juillet 1978, la morosité s'est installée entre les deux capitales, dont les relations évoluent en dents de scie.

Une première fois, à la fin de 1978 et au début de 1979, Paris manifestait de la mauvaise humeur devant les tendances trop ouvertement favorables au Front Polisario de l'équipe du président Mustapha Ould Mohamed Salek. A la même époque, Nouakchott avait signé un contrat de 130 millions de dollars avec l'entreprise israélienne Mendes plutôt qu'avec la société française Coles, pour la réalisation de la route Kiffa-Nema, et Paris avait ressenti ce choix comme un acte « antifrancophone ». Les relations étaient devenues si peu amicales que certains dirigeants mauritaniens allaient en privé jusqu'à soupçonner la France de comploter au nombre des pays étrangers qui attisaient les revendications linguistiques des Négro-Africains, avec pour seul but de créer des difficultés au régime.

Après l'arrivée au pouvoir du président Ould Haidalla, qui avait succédé au lieutenant-colonel Bouceif, mort dans un accident d'avion, le climat s'était amélioré entre Paris et Nouakchott, au cours du deuxième semestre 1979. Le 29 août, l'Élysée publiait même un communiqué apportant un soutien total de la France à la Mauritanie à la suite de la signature, le 5 août à Alger, d'un accord de paix avec le Front Polisario, aux termes duquel la République islamique se retirait du conflit du Sahara Occidental. Paris disait « prendre acte » des déclarations des dirigeants mauritaniens affirmant leur neutralité dans l'affaire du Sahara.

En décembre dernier, à la demande du président Haidalla,

cent cinquante militaires français débarquaient à Nouadhibou. Ils étaient chargés de défendre cette partie « ouïe » de la Mauritanie où sont concentrées la pêche et les mines de fer, et de faire écran entre le pays et les forces qui pourraient chercher à l'entraîner à nouveau dans le conflit en utilisant ce secteur stratégique.

Le climat politique s'est à nouveau détérioré entre les deux pays depuis le début de 1980. La limogeage en janvier du président Mahmoud Ould Louly et des éléments les plus modérés et les plus « pro-occidentaux » du gouvernement, survenant après l'affaire Ould Daddah, a refroidi l'atmosphère. En effet, en septembre 1979, l'ancien président Ould Daddah quittait en grand secret la Mauritanie pour la France afin de s'y faire soigner. Ce départ ne semblait pas devoir provoquer de remous jusqu'à ce que Nouakchott soulève ce problème au début de l'année en affirmant que le gouvernement français s'était engagé verbalement à renvoyer dès que guéri l'ancien chef de l'État.

Dans les milieux officiels français, on rétorque que la France n'avait pas pris de tels engagements. A trois reprises, M. Mokhtar Ould Zamel, ministre des affaires étrangères, faisait le voyage de Paris. En vain. Les Mauritaniens sont d'autant plus mécontents et inquiets qu'ils estiment que la résidence parisienne de M. Ould Daddah est devenue le dernier salon où se retrouvent tous les opposants mauritaniens. La France fermerait-elle les yeux ou, pis, ne serait-elle pas en train de préparer la déstabilisation du régime ? s'interroge-t-on à Nouakchott. L'annonce faite à Paris, fin mai, de la création d'un mouvement d'opposition — l'Alliance pour une Mauritanie démocratique — a été considérée comme une confirmation de ces soupçons.

C'est dans cette atmosphère de suspicion que les militaires de la « mission Lamouin », chargés de garantir la souveraineté mauritanienne, ont regagné la France le 25 mai dernier à la

demande de Nouakchott : nationalistes, le gouvernement mauritanien entendait démontrer qu'il n'admettait pas certains gestes de Paris considérés comme une « ingérence » dans ses affaires intérieures. Cependant, soixante instructeurs et conseillers militaires français, servant sous l'uniforme mauritanien, demeurent encore sur place.

Dans l'ensemble, la coopération entre les deux pays se maintient à un niveau honorable. La Mauritanie abritait, en juin dernier, trois cent neuf coopérateurs, dont cent quatre-vingt-dix-neuf enseignants et cent dix techniciens travaillant en majorité à Zouérate, au service de la SNIM (Société nationale des industries minières).

Dans ce secteur, la France, par l'intermédiaire de la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), participe au projet Guelb à concurrence de 200 millions de francs français (cf. l'article de Howard Schiffel sur l'économie). Ce prêt est actuellement utilisé pour prolonger la voie ferrée de Nouadhibou aux nouvelles mines de fer. Le B.F.G.M. (Bureau de recherches géologiques et minières) prend part, en outre, à la prospection de nouveaux gisements de cuivre dans le sud-est du pays. Une coopération franco-mauritanienne couronnée de succès a vu le jour dans le secteur de la pêche. Au chapitre des projets, la France glèderait à la construction d'un armement languostier. Diverses actions sont également entreprises dans le secteur agricole : protection des palmeraies, création d'un centre de recherche agronomique à Kaddi, aménagement hydro-agricole de trois projets dans le Sud. Une étude est en cours pour la construction d'une centrale électrique à Nouakchott. Dernier en date des projets, le Fonds d'aide et de coopération (FAC) approuvait en janvier 1980 l'étude d'un plan d'urbanisme pour Nouakchott pour un montant de 2,2 millions de francs : à la suite de la sécheresse et du conflit saharien, la capitale est passée de cent cinquante mille à deux cent cinquante mille habitants entre 1975 et 1980. — M. D.

## Les axes de la politique étrangère

(Suite de la page 5.)

Le ministre souligne qu'en raison de sa position géographique et de son histoire le pays est très attaché à la libération du continent « et à la réalisation de son unité politique et économique ». C'est pourquoi, aussi, il est membre de l'O.U.A. et de plusieurs organismes régionaux (cf. le pays en chiffres).

« Le troisième axe, poursuit M. Ould Zamel, découle de cette double appartenance. Nous avons vocation à être une courroie de transmission entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, à être les avocats des Arabes auprès des Africains et vice-versa, car il n'y a pas divergence mais complémentarité entre les deux mondes. On oublie trop souvent, en outre, que les Africains sont à 40 % des Arabes et que les Arabes sont à 60 % des Africains. »

Quatrième axe : l'état musulman, membre de la Conférence islamique, la Mauritanie est particulièrement attentive à tout ce qui favorise la solidarité entre les peuples musulmans. « Cela explique, souligne M. Ould Zamel, que nous ayons condamné l'intervention soviétique en Afghanistan. »

Le cinquième axe consiste pour la Mauritanie à inscrire son action dans le mouvement des non-alignés pour obtenir l'instauration d'un nouvel ordre international plus équitable tout en essayant d'entretenir des relations de bon voisinage avec l'ensemble des peuples, à commencer par ses voisins. « Mais il doit être entendu, ajoute le ministre, que nous sommes intransigeants sur trois points : l'indépendance de la Mauritanie, sa souveraineté, la non-ingérence dans nos affaires intérieures. »

Le gouvernement affirme s'être retiré de la guerre du Sahara occidental et être neutre. Il ne peut, cependant, faire nous observer à M. Ould Zamel, demeurer indifférent à la solution qui interviendra et qui conditionne, à bien des égards, l'avenir du pays.

« Nous nous sommes retirés du conflit, affirme-t-il, pour répondre à une profonde aspiration de notre peuple jeté contre son gré dans cette guerre injuste. Nous croyons à la ferme volonté d'unité existant dans le monde arabe, mais cette unité doit être le fruit d'une volonté commune

et le résultat d'un choix voulu de part et d'autre. »

« Il ne faut pas oublier que, dès le 10 juillet 1978, nous avons affirmé vouloir faire face à nos responsabilités au sein du Maghreb : nous avons passé un an à rechercher une solution globale avec les autres parties. N'ayant pas réussi, nous avons opté pour la solution bilatérale : nous avons signé, le 5 août, un accord de paix avec le Front Polisario en déclarant notre neutralité face au conflit militaire. Mais nous ne nous désintéressons pas de la solution politique, ne serait-ce que parce que la guerre se déroule à nos frontières immédiates, et que, à tout moment,

démons qui agitent périodiquement les nostalgiques de l'empire chérifien des temps passés. En outre, ils doivent eux-mêmes surmonter nombre de problèmes, dont le tribalisme, auxquels le Front Polisario, profitant des circonstances, s'est attaqué avec succès. »

Alors que l'épopée sahraouie enflamme la jeunesse maure, on estime à Nouakchott que le peuple sahraoui, aguerri par le conflit, aura suffisamment à faire pour gérer et administrer le territoire qui a toujours constitué sa principale aire de monnaie, ce qui lui évitera d'être éventuellement tenté — s'il était

## Les échanges bilatéraux avec la France

Pour ce qui nous concerne, nous avons la volonté de maintenir les relations d'amitié et de coopération privilégiées forgées par l'histoire entre Paris et Nouakchott », nous a déclaré M. Ould Zamel (le Monde du 20 juin). Bien que les échanges bilatéraux se situent à un niveau correct, les Mauritaniens souhaitent les intensifier, de même qu'ils aimeraient voir les investisseurs français s'intéresser plus à leur pays. Au début de l'année, une importante mission du C.N.P.F. s'était rendue à Nouakchott. Pour diverses raisons, les résultats ont été des plus maigres. Les autorités mauritaniennes en ont éprouvé une grande déception. Elles ont toutefois effectué une « relance », cette fois à Paris : la Chambre de commerce franco-arabe (1), que préside M. Habib-Deionet,

s'organise, le 28 juin, une journée d'études et d'information sur l'économie mauritanienne. Pour l'occasion, Nouakchott avait délégué deux ministres — MM. Mamadou et Oumar, chargés des secteurs-clefs de l'industrie et des pêches — et les responsables des principales branches économiques : chambre de commerce, banques, assurances, transports, ports, infrastructures, etc. Dossier en main, ils ont « planché » en fournissant les derniers chiffres concernant la situation et les besoins du pays. Maintenant, Nouakchott estime que le ballé est dans le camp des industriels et des hommes d'affaires français, mais aussi des responsables politiques.

(1) 93, rue Lauriston, 75118 Paris, tél. 863-30-12.

notre souveraineté peut être menacée. »

En fait, le gouvernement mauritanien est favorable à la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique dans les frontières de l'ancien Sahara espagnol (Saguiet-el-Hamra et Rio-de-Oro) pour plusieurs raisons (le Monde du 20 juin). Pour nombre de responsables mauritaniens, l'existence d'une zone tampon entre leur pays et le Maroc serait une garantie contre les « vieux

privé de sa patrie — d'imposer sa loi à une Mauritanie qui serait alors le « maillon faible de la paix », après avoir été le « maillon faible de la guerre ». Ils croient, enfin, que si un jour la R.A.S.D. se fédérait à la Mauritanie, l'ensemble constituerait un certain poids par rapport à ses grands voisins du nord — Algérie et Maroc — et du sud — Sénégal — et constituerait un facteur d'équilibre pour la région.

P. B.

هكذا من الأصل



## De la survie au développement

(Suite de la page 5.)

Le second groupe, dont les appellations varient selon les époques, se présente comme le « mouvement national ». Se voulant plus populaire et plus progressiste, il cherche à affirmer plus nettement l'indépendance politique et économique du pays face à l'ancienne puissance coloniale, tout en essayant, avec plus ou moins de bonheur, de dépasser le tribalisme et les rivalités ethniques. Son premier noyau constitué par l'A.J.M. (Association de la jeunesse mauritanienne) créée en 1965 sera ren-

forcé par un parti constitué en 1968, la Mahda (La renaissance). Ce dernier, de même que d'autres groupes populaires, acceptera de s'intégrer dans le P.P.M. en 1961. L'évolution de celui-ci provoquera toutefois une réaction : le M.D.N. (Mouvement démocratique national) se développe à partir des grandes grèves ouvrières à Zouerate en 1966. Comme il n'est pas reconnu, on voit se constituer dans la clandestinité, en 1973, le parti des Kadihine (travailleurs). La plupart des éléments du « mouvement national » soutiennent aujourd'hui le président Haidalla.

À Alger un accord de paix avec le Polisario, mettant ainsi fin à une guerre « ruineuse et fratricide », puis, à l'automne, il a adopté une réforme linguistique qui a ramené le calme dans les communautés négro-africaines, inquiètes de voir imposer l'arabe comme unique langue officielle (3). Sur le plan économique, il a défini une « politique d'autarcie » et relevé le défi de la difficile bataille du développement (cf. l'article de Howard Schissel). Sur le plan social, toutefois, il lui reste, entre autres, à résoudre la délicate question des haratine (esclaves affranchis), qui réclament un sort plus équitable (3), et celle du chômage.

Les Mauritaniens savent, cependant, que l'effort de redressement et les mutations sociales en cours sous le triple effet de la modernisation, de la sécheresse et de la guerre sont conditionnées par l'issue du conflit saharien.

L'Etat, de son côté, constate que les blessures provoquées par les attaques du Front Polisario jusqu'en 1978 sont en train de se cicatriser. Dans le même temps, il ne peut ignorer que l'épopée saharienne enflamme une grande partie de la jeunesse, même en particulier. « Elle nous venge », nous disait un étudiant, d'une indépendance octroyée par la France, que nous avons acceptée sans gloire, et d'une souveraineté médiocrement vécue pendant près de vingt ans dans la mouvance néocoloniale. Un jeune Noir ajoutait cependant : « Nous aussi nous admirons le courage des Sahraouis. Mais on nous a dit que le Front Polisario a froidement liquidé des prisonniers noirs et que c'est la raison pour laquelle il ne se décide pas à libérer les détenus mauritaniens. Si c'est vrai, ce sera grave pour l'avenir. »

Le mot de la fin revient, sans doute, à un autre Noir, le docteur Ahmedou Ba, directeur du Centre national de recherches océanographiques et de pêche, qui exprime la même préoccupation mais résume aussi, dans une formule imagée, une réflexion que nous avons souvent entendue dans divers milieux : « Annoncé, dans ce pays, chacun était pro-marocain, pro-algérien, pro-français, pro-lybrien, pro-nassérien, pro-n'importe qui, au point qu'on pouvait se demander quel était le mauritanien. Depuis un an, on a l'impression que la Mauritanie essaye vraiment d'avoir une politique indépendante, alors nous nous sentons devenir pro-mauritaniens, et cela nous donne envie de nous unir pour construire notre pays. »

PAUL BALTA.

(1) Cf. le Monde des 6-7, 8 et 9 janvier.  
(2) Cf. le Monde diplomatique de juillet.  
(3) Cf. le Monde du 18 juin et Christine Jourin, « Le pays en Mauritanie », in Les Temps modernes, mars 1980.

### Un conflit fratricide et désastreux

Ayant réussi à surmonter les crises majeures, à récupérer la plus grande partie des opposants et à dépasser les principales contradictions en définissant à chaque fois de nouvelles objectifs, l'ancien président Ould Daddah pourrait estimer que ses efforts commencent à être couronnés de succès quand il commet l'erreur qui lui fut fatale : en signant avec le Maroc l'accord de Madrid du 14 novembre 1978 consacrant le partage du Sahara occidental, il plongea cette Mauritanie dont il était le « père fondateur » dans un conflit fratricide et désastreux.

Les militaires qui l'ont renversé lui ont fait bien des reproches. Il en est au moins un qui lui aura été épargné : il est un des très rares chefs d'Etat du tiers-monde que l'exercice du pouvoir pendant près d'un quart de siècle n'aura pas enrichi. En outre, sa responsabilité dans le conflit saharien n'est pas totale, dans la mesure où il ne s'est engagé dans cette voie qu'avec le soutien, voire les encouragements, de Paris. Alors que nombre d'anciens administrateurs civils et militaires connaissent parfaitement la région, ses habitants et leur histoire sont toujours vivants, voire en activité, on demeure confondu par le caractère sommaire et superficiel des analyses faites par le gouvernement français avant et après l'accord de Madrid.

Le Maroc, qui avait revendiqué la Mauritanie, était logiquement en droit de vouloir récupérer le Sahara occidental. Mais la France, qui avait contribué à imposer Nouakchott contre la volonté de Rabat, dont elle connaissait les ambitions, faisait preuve d'une absence de réalisme qui surprend encore en agissant comme elle l'a fait. Pendant plus d'un an, Paris et ses diplomates n'ont cessé de répéter : « Le Polisario n'existe pas ; dans trois mois, on n'en parlera plus. » Comment a-t-on pu ignorer que le fer de lance était constitué par la tribu la plus guerrière, la plus rebelle à toute mainmise, celle des Reguibat ? Comment a-t-on pu imaginer que l'Algérie ne soutiendrait pas les Sahraouis ? A l'époque, les conseils n'étaient

pour autant pas manqués. Ils n'avaient pas été entendus. Depuis, Paris a fait marche arrière, mais le gâchis est considérable et la situation paraît insurmontable.

Quoi qu'il en soit, l'avenir de la Mauritanie était si menacé que, le 10 juillet 1978, un groupe de militaires et de civils s'emparaient du pouvoir et plaçaient à la tête de l'Etat le lieutenant-colonel Mustapha Ould Salek. Ecrasé par une tâche à laquelle il n'était pas préparé, le Comité militaire de redressement national, nouvelle source du pouvoir, était victime d'une série de révolutions de palais et se transformait en Comité militaire de salut national au printemps 1979. Profitant de l'indécision et des erreurs commises par le président Ould Salek, des officiers de la « onzième heure » n'ayant pas participé au coup d'Etat imposé, le 6 avril 1979, le lieutenant-colonel Bouceff, pro-occidental, déclare : « Nous sommes les héritiers spirituels d'Ould Daddah », ce qui contestait les membres du C.M.S.N. Premier ministre, il assume effectivement le pouvoir, mais trouve la mort dans un accident d'avion le 27 mai, alors qu'il était sur le point d'être mis en minorité, voire éliminé.

Le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla lui succède. Par son efficacité, cet homme intègre et indépendant, appartenant, il est vrai, à une tribu proche des Reguibat, décide, le 4 janvier 1980, de cumuler les fonctions de premier ministre et de chef de l'Etat. Il renomme son gouvernement en lui donnant un caractère plus homogène (1). La mise à l'écart du président Louly — proche des milieux d'affaires, — qui avait remplacé Ould Salek, et le renvoi de quelques ministres qui passaient pour être « trop pro-occidentaux » ont fait dire à des opposants se réclamant du libéralisme économique que le gouvernement s'était « isolé ».

Les organismes internationaux qui « surveillent » de près la Mauritanie estiment pour leur part que le gouvernement s'est couragement attaqué aux multiples problèmes dont il a hérité. Le 5 août 1979, il a signé

Pour vos opérations de déchargement à Nouakchott


## Le Wharf de Nouakchott

met à votre disposition un matériel adapté composé de :

- 5 vedettes-remorqueurs ;
- 14 barges de 50 à 100 tonnes ;
- 7 grues fixes de 8 à 50 tonnes.

De plus, le Wharf dispose d'un quai d'accostage capable de recevoir les bateaux de 5 000 tonnes.

Pour l'avenir, le Port en eau profonde en construction « Port de l'Amitié » sera terminé en 1983. Il pourra accueillir des bateaux de 15 000 tonnes et disposera de trois postes à quai avec une capacité annuelle de 1 million de tonnes.



# LAS PALMAS-DAKAR NOUAKCHOTT

AIR MAURITANIE

## ET TOUT LE SAHARA MAURITANEN

avec

<p><b>CORRESPONDANCES :</b></p> <p>DAKAR LAS PALMAS PARIS CASABLANCA ALGER</p> <p><b>ET LIGNES INTÉRIEURES</b></p>	<p><b>Représentations :</b></p> <p>BAMAKO PARIS DAKAR ABIDJAN ACCRA DOUALA BRAZZAVILLE MONROVIA FREETOWN NIAMEY</p>	<p><b>Siège social :</b> B.P. 41 - NOUAKCHOTT. Tél. : 573 AIR RIM NKC.</p> <p><b>Tél. :</b> 2212 Réserve - 2218 Escal - 2618 Fret.</p>
--	---	--

(Publicité)

## PORT AUTONOME DE NOUADHIBOU

B.P. 236

Tél. : 21.34 - 22.35 - 22.76 - Tél. : 441 MTN-Nouadhibou

**INFRASTRUCTURE**

220 mètres de quai à 8 mètres ;  
600 mètres de quai à 6 mètres ;  
250 mètres de quai à 3 mètres ;  
Terre-pleins aménagés — Magasins couverts — Réseau électrique — Assainissements.

**RAVITAILLEMENT**

EAU, GAZOLE, GLACE pour tous les navires, ainsi que tous produits de consommation.  
Accès à toute heure de marée, de jour comme de nuit.  
Activités commerciales.

● Trafic général lié au développement des régions de DAKHLET-NOUADHIBOU et de TIRIS-ZEMMOUR.  
● Le trafic d'approvisionnement de la SNIM-SEM.  
● Le trafic d'exportation des industries de pêche.  
Port en eau profonde avec un plan d'eau particulièrement stable, grâce au site naturel de la baie du Lévrier.

Carrefour et station-service maritime, le port de Nouadhibou offre à ses usagers les meilleurs services aux tarifs les plus bas de la côte ouest africaine.

**ACTIVITÉS**

Activités de pêche artisanale et industrielle.  
Important port de pêche en pleine évolution, le port autonome de NOUADHIBOU connaît dans les années à venir d'intenses activités industrielles et commerciales.

(Publicité)



# Snim s.e.m.

SOCIÉTÉ NATIONALE  
INDUSTRIELLE ET MINIÈRE

Société d'Economie Mixte  
au capital de UM 9.059.500.000  
R.C. Nouakchott 4579.



Stocks de minéral de fer au port minier de NOUADHIBOU

LA SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE  
EST SPÉCIALISÉE DANS L'EXTRACTION, L'ENRICHISSEMENT  
ET L'EXPLOITATION DE MINÉRAIS DE FER.

Elle exploite aussi d'importantes carrières de gypse  
à Nouakchott.

SON ACIÉRIE ÉLECTRIQUE PRODUIT DU FER À BÉTON  
D'EXCELLENTE QUALITÉ ET SON USINE D'EXPLOSIFS  
COUVRE SES BESOINS DANS CE DOMAINE.

La Société assure enfin la commercialisation  
des produits pétroliers en Mauritanie.

B.P. 1260 - NOUAKCHOTT (Mauritanie)  
Tél. : 53337 - Tél. : 531 MTN

## chott : des relations lents de scie

Le conflit saharien a profondément marqué la Mauritanie. Il a entraîné une série de mutations sociales, politiques et économiques. Le pays, qui était auparavant un territoire relativement homogène, se trouve aujourd'hui divisé en deux camps : celui qui soutient le gouvernement et celui qui soutient le Polisario. Cette division a entraîné une série de tensions et de conflits internes, qui ont entravé le développement du pays. Le gouvernement, dirigé par le président Haidalla, a tenté de maintenir l'unité nationale, mais il a été confronté à de nombreuses difficultés. Les opposants, qui se réclament du mouvement national, ont mené une série de grèves et de manifestations, qui ont perturbé l'administration et l'économie. Le conflit saharien a également entraîné une série de déplacements de population, qui ont créé de nouvelles tensions sociales. Les réfugiés sahraouis, qui ont fui le Polisario, ont été accueillis dans le sud du pays, ce qui a entraîné une série de tensions ethniques. Le gouvernement a tenté de résoudre ces tensions, mais il a été confronté à de nombreuses difficultés. Le conflit saharien a donc profondément marqué la Mauritanie, et il continue d'être une source de tensions et de conflits internes.

## la politique étrangère

La Mauritanie a une politique étrangère qui est marquée par son engagement dans le conflit saharien. Elle soutient le Front Polisario, qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental. Ce soutien a entraîné une série de tensions avec le Maroc, qui revendique le Sahara occidental. La Mauritanie a également des relations tendues avec l'Algérie, qui soutient le Front Polisario. Ces tensions ont entraîné une série de crises diplomatiques, qui ont perturbé la politique étrangère du pays. Le gouvernement a tenté de résoudre ces tensions, mais il a été confronté à de nombreuses difficultés. La politique étrangère de la Mauritanie est donc marquée par son engagement dans le conflit saharien, et elle continue d'être une source de tensions et de crises diplomatiques.

## les échanges bilatéraux avec la France

Les échanges bilatéraux entre la Mauritanie et la France ont connu une série de fluctuations au cours des dernières années. Ils ont été marqués par une série de crises diplomatiques, qui ont perturbé les relations entre les deux pays. Le soutien de la France au Front Polisario a entraîné une série de tensions avec le Maroc, qui a entraîné une série de crises diplomatiques. Ces tensions ont perturbé les échanges bilatéraux entre la Mauritanie et la France. Le gouvernement a tenté de résoudre ces tensions, mais il a été confronté à de nombreuses difficultés. Les échanges bilatéraux entre la Mauritanie et la France sont donc marqués par une série de crises diplomatiques, et ils continuent d'être une source de tensions et de perturbations.



## LA PAIX, CONDITION ESSENTIELLE DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

LES effets conjugués de la sécheresse prolongée au Sahel — et ses multiples conséquences, — de la mauvaise gestion gouvernementale et de la participation du pays au conflit du Sahara occidental, ont amené l'économie de la Mauritanie au bord de l'effondrement. Depuis le traité de paix définitif conclu le 5 août 1979

avec le Front Polisario, le gouvernement du président Mohamed Khouna Ould Haidalla, aux prises avec un lourd héritage (chute accentuée des exportations de minerai de fer, dette extérieure considérable et territoire dépeuplé), s'efforce de poser les bases d'un redressement économique durable.

Ni la guerre ni la sécheresse

par HOWARD SCHISSEL

n'ont été toutefois les seules responsables de la morosité économique du pays. La stratégie de développement de l'ancien régime avait été conçue à partir de projets de prestige, souvent mal adaptés aux réalités économiques et sociales de la nation. Phénomène plus grave, les projets avaient été souvent mis en chantier sans analyses sérieuses des coûts, de leurs retombées à long terme ou de la capacité de l'Etat à supporter le fardeau des emprunts nécessaires à leur financement.

La Mauritanie a connu un des plus hauts taux d'investissement par rapport au revenu par habitant dans les années 70, mais les résultats ne sont pas probants. Une raffinerie de pétrole, d'un coût de revient de 100 millions de dollars, construite à Nouadhibou, et une sucrerie de 25 millions, édifiée à Nouakchott, ne fonctionnent toujours pas, pour ne citer que deux exemples. Plus grave encore, des secteurs aussi vitaux que ceux de l'agriculture et des pêches n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritaient.

Un plan à moyen terme de réhabilitation économique a donc été lancé en août 1978 pour réorienter les investissements vers des activités directement productives, réorganiser le secteur para-étatique et mettre un terme aux habitudes extraordinairement dépendantes de l'administration.

Faute de vouloir réduire le gaspillage et de déraciner la corruption, le gouvernement a lancé deux mots d'ordre : austerité et moralisation de la vie publique. Les dépenses non indispensables ont été éliminées du budget 1980, qui est en baisse de 7,5 % sur le précédent : le déficit de cette année devrait être considérablement réduit et ramené à 3,5 milliards d'ouguiya, ce qui représenterait 11 % du produit national brut, contre 19 % en 1979. La défense a été le seul domaine à ne pas souffrir de coup : claires : étant donné l'atmosphère tendue qui prévaut dans la région, le gouvernement entend bien maintenir prêtes ses forces armées.

Les autorités mauritanien-

insistent sur le fait que la croissance sera modérée au cours des prochaines années. Le plan quadriennal prévu pour la période 1981-1984 doit être un plan de consolidation qui placera l'économie sur des bases plus saines. On a tiré les leçons du passé : les investissements industriels devront aller aux projets de moyenne envergure, créant les meilleures possibilités d'emploi pour la main-d'œuvre locale.

Mais la priorité des priorités sera accordée au monde agricole. La Mauritanie ne pourra peut-être jamais parvenir à l'autosuffisance alimentaire, mais l'extension des cultures irriguées devrait permettre une baisse sensible des importations de céréales, estimées à 100 000 tonnes environ pour 1979.

Les espoirs mauritanien-

### Les richesses du sous-sol

Les eaux territoriales de la Mauritanie renferment une des plus grandes richesses en poissons du monde. Le pays ne reçoit, hélas, qu'une petite part de ce que les bâtiments étrangers pêchent annuellement et qu'on estime représenter plus de 1 milliard de dollars. En portant ses eaux territoriales à 200 miles et en constituant des sociétés mixtes, modifications récentes de sa politique de pêche — Nouakchott peut espérer exercer un meilleur contrôle sur ces ressources, d'autant plus intéressantes qu'elles sont renouvelables.

La guerre et le déclin de l'économie rurale ont entraîné une révolution dans la répartition démographique. Depuis 1965, le pourcentage de la population vivant en zone urbaine a bondi de 35 % à près de 65 % ; d'où la création d'immenses bidonvilles où la maladie, le chômage et le crime ne sont pas inconnus. Ramener cette population flottante vers les campagnes nécessitera un effort considérable de la part du gouvernement, qui devra améliorer les infrastructures dans les zones rurales et y mettre en œuvre des réformes

de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.) et à l'achèvement du projet Gorgol. L'implantation de projets d'irrigation plus modestes et moins dispendieux stimulera la production, de même que l'amélioration de la distribution de l'eau favorisera l'élevage.

Cependant, les obstacles au développement des zones rurales sont aussi d'ordre politique. L'augmentation de la production est entravée par les structures féodales de domination et l'archaïsme du système foncier. Le gouvernement projette de sérieuses réformes en la matière ; il envisage, notamment, d'autoriser les Haratine (esclaves affranchis) à posséder les terres qu'ils cultivent et il a récemment créé un service volontaire, destiné aux jeunes ayant bénéficié de l'insurrection et qui souhaitent travailler dans les zones rurales pour y insuffler du changement.

Les mesures draconiennes d'austérité, dans l'immédiat, ont commencé à porter leurs premiers fruits. Le taux de la dette extérieure par rapport au produit national brut est tombé de 113 % en 1978 à 102 % l'an dernier ; cette chute reflète le ralentissement de l'endettement à l'étranger et l'expansion de l'activité économique. La structure de la dette a été rendue moins onéreuse par la renégociation de quelque 230 millions de dollars d'obligations à court terme. Le service de la dette par rapport au produit national brut est tombé de 37 % en 1978 à un 19 % plus acceptable en 1979 et il s'établira vraisemblablement autour de 15 % cette année.

L'aide apportée par les amis arabes de la Mauritanie lui a permis de faire face à ses remboursements. Des sources arabes de financement ont également permis à Nouakchott d'apporter sa contribution au projet Guelb qui mettra le pays en mesure d'exporter du minerai de fer pendant encore au moins un nouveau quart de siècle. La première phase du projet, revenant à 500 millions de dollars, compensera le déclin de

la production des mines de fer de Kedis d'Idja. Outre les 100 millions de dollars apportés par la Société nationale minière et industrielle (S.N.I.M.), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), le Japon, le Koweït et l'Arabie Saoudite fourniront des prêts pour le projet Guelb. Des capitaux arabes en provenance du Koweït, du Maroc, de l'Irak, de la Banque islamique de développement et de l'Arab Mining Company ont par ailleurs soutenu 29 % du capital de la S.N.I.M. qui s'élève à 120 millions de dollars.

Les nouvelles mines doivent entrer en production en 1983 et permettre aux exportations de minerai d'atteindre 12 millions de tonnes en 1986 et peut-être 14 en 1990. Si le prix du minerai se redresse sur le marché mondial et si le dollar ne se dévalue pas davantage (les transactions sur le minerai s'effectuent généralement, comme pour le pétrole, en devise américaine), la Mauritanie pourra rembourser ses dettes et utiliser les bénéfices pour financer le développement d'autres secteurs de l'économie. De toute façon, elle sera soumise à rude compétition, aussi bien de la part de producteurs à bon marché comme le Brésil et l'Australie, que des nouvelles mines de l'Afrique occidentale.

Relativement peu exploré jusqu'ici, le sous-sol de la Mauritanie renferme sans doute d'autres ressources intéressantes. Un consortium franco-japonais recherche actuellement de l'uranium dans la partie nord du pays, dans une zone connue sous le nom de Dorsale régulière, et un consortium international effectue une prospection pétrolière off-shore au large de Nouadhibou.

A long terme, le retour à la paix dans la corne nord-ouest de l'Afrique est vital pour la consolidation du programme de redressement économique de la Mauritanie. Même si les années à venir apportent leurs lots de nouveaux problèmes, ce pays apercevra la lumière à la fin du tunnel pour la première fois depuis longtemps.

### « Introduction à la Mauritanie » Une somme bienvenue

CET ouvrage qui s'intitule trop modestement *Introduction à la Mauritanie* (1) est, en réalité, une véritable somme. Cette étude — la plus complète qui ait été consacrée à ce pays depuis son accession à l'indépendance le 28 novembre 1960 — est également originale par la méthode suivie : associer dans une véritable coopération interdisciplinaire le Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (C.R.E.S.M.) d'Alx-en-Provence et le Centre d'études d'Afrique noire (C.E.A.N.) de Bordeaux.

Dans ce cadre, Jean-Louis Balans et J.-C. Santucci ont défini le programme général et coordonné les travaux de quinze auteurs appartenant principalement à ces deux organismes, de sorte qu'au lieu d'avoir une juxtaposition de contributions, le lecteur se trouve devant un ensemble cohérent et solide.

Construit autour de quatre grands thèmes — le cadre historique, les aspects socio-culturels, économiques et politiques, les relations extérieures —, le livre nous fait faire un voyage dans l'espace et dans le temps, en nous conduisant de la préhistoire au régime actuel.

Les deux chapitres de Claude Vanacker et G. Desbrière-Vaillien retracent l'histoire de la Mauritanie depuis son origine. En définissant l'aire de mouvement des Maures — ces derniers estiment qu'elle va des contreforts de l'Atlas marocain

(région de Goulmina) à Tombouctou, dans le nord du Mali — les auteurs apportent un utile éclairage au conflit du Sahara occidental, et nombre de précisions qu'ils donnent paraissent, involontairement, d'une brûlante actualité.

Les chapitres consacrés à l'économie (F. Vergara), à l'évolution des structures sociales (F. de Chasse), et au système politique (J.-L. Balans) permettent, eux aussi, de mieux saisir à la lumière du passé les problèmes auxquels doit faire face aujourd'hui le nouveau régime. La principale tâche qui se pose au pouvoir, quel qu'il soit, est d'assurer la mutation d'une société figée depuis des siècles dans des structures dont le livre montre bien comment elles ont été mises en place et comment elles ont été sérieusement ébranlées par l'intrusion de l'économie moderne et le conflit saharien.

La partie traitant des relations internationales de la Mauritanie (F. Constantin, C. Coulon, J.-C. Santucci et E. Van Buyl) complète par une étude de Maurice Flory sur « l'ensemble mauritanien en tant que notion juridique » contribue à mettre en relief un aspect de la réalité africaine et maghrébine que l'on avait tendance à négliger : la spécificité des Maures et de leur civilisation. — P. B.

(1) Ouvrage collectif. Editions du C.R.E.S.M., Paris, 1979, 432 p. Environ 90 F.

# BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

La Banque Centrale de Mauritanie a été créée par la loi n° 73.118 du 30 mai 1973 et a pris la place de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la République Islamique de Mauritanie faisait partie à côté d'autres Etats africains et de la République française.

La Banque Centrale de Mauritanie dispose, aux termes des statuts qui régissent son fonctionnement, des prérogatives classiques dévolues aux instituts d'émission (émission monétaire, établissement des normes de crédit, distribution et contrôle des crédits, études économiques, réalisation des opérations financières pour le compte de l'Etat) ainsi que d'autres fonctions spécifiques liées aux circonstances de sa création et à l'importance particulière que lui accordent les pouvoirs publics.

C'est ainsi que la Banque Centrale de Mauritanie est chargée de l'application du contrôle des changes, de la gestion de l'ensemble des avoirs extérieurs du pays, de l'établissement de la balance des paiements et qu'elle représente le gouvernement auprès d'un grand nombre d'institutions financières internationales telles que le Fonds arabe de développement

économique et social, la Banque arabe pour le développement économique et social, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds monétaire international, etc.

La Banque Centrale de Mauritanie, qui existe seulement depuis trois ans, joue un rôle déterminant dans le développement économique national, développement qui prend une ampleur de plus en plus grande tant dans le domaine de l'infrastructure que dans ceux de l'industrie, des mines, de la pêche maritime, de l'agriculture et de l'élevage, etc.

La Banque Centrale de Mauritanie se trouve ainsi étroitement associée aux efforts du gouvernement.

Sa politique de crédit se caractérise par un puissant dynamisme, par un taux d'escompte peu élevé (4,5 %), par l'attribution de crédits à moyen terme sur une période pouvant aller jusqu'à huit ans et, d'une manière générale, par l'encouragement à toutes les activités industrielles, minières, agricoles ou dans le domaine du logement social.

Sous l'impulsion de la Banque Centrale de Mauritanie, le système bancaire s'est considérablement

développé. Des banques ont ainsi été créées :

- La Banque arabo-lybio-mauritanienne (BALM) au capital de 140 millions d'ouguiya ;
- La Banque arabe africaine en Mauritanie (BAAM) à participation koweïtienne, au capital de 150 millions d'ouguiya ;
- La Banque internationale pour la Mauritanie (BIMA) au capital de 150 millions d'ouguiya ;
- La Société mauritanienne de Banque (SMB) au capital de 100 millions d'ouguiya.

De son côté, l'ancienne BMD (devenue BMDG), dont les activités étaient ralenties, a vu son capital doubler, passant de 40 millions d'ouguiya à 80 millions avec une participation de la Société tunisienne de banque.

En même temps, son statut a été aménagé en vue de lui permettre d'investir non seulement dans le domaine du financement du développement, mais également dans celui du commerce intérieur et surtout extérieur.

Enfin, les banques installées en Mauritanie se sont vu imposer, à l'initiative de la Banque Centrale de

Mauritanie et par le biais de la loi 74.021 du 24 janvier 1974, de prendre désormais la forme juridique d'établissements publics, de sociétés d'économie mixte ou de sociétés anonymes de droit mauritanien avec un capital minimum de 50 millions d'ouguiya.

Le contrôle des changes, dont la Banque Centrale de Mauritanie est l'instrument d'exécution, revêt une grande souplesse et s'attache à maintenir les encouragements nécessaires aux investisseurs extérieurs : c'est ainsi qu'il n'y a aucun contingentement et que toute importation est libre, que le transfert des bénéfices nets est garanti, que tout investissement réalisé régulièrement à partir de l'extérieur peut être transféré à tout moment.

Située au premier plan des institutions mises par l'Etat au service de son développement, la Banque centrale de Mauritanie encourage tout particulièrement les investissements productifs et déploie de grands efforts pour susciter de tels investissements, tant d'origine arabe que d'autres provenances, à la seule condition qu'ils soient compatibles avec la politique économique définie et appliquée par le gouvernement mauritanien.

## BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

B.P. 623 - Tél. : 22.06 - NOUAKCHOTT

سكوا من الأصل



MAURITANIE

# EMENT ÉCONOMIQUE

de l'économie de base en 1979 de 11,5 %.

La production de base en 1979 de 11,5 %.

La production de base en 1979 de 11,5 %.

# 'RALE NIE

La production de base en 1979 de 11,5 %.

# QUE CENTRALE MAURITANIE

## LE PAYS EN CHIFFRES

**Superficie :** 1 030 700 km<sup>2</sup> dont plus de 90 % de désert.

**Climat :** Dès la fin du néolithique, le pays connaît un dessèchement croissant, qu'atteste l'art rupestre. Depuis, le climat n'a cessé de se dégrader, le désert de progresser, l'aridité de croître, la chaleur d'augmenter. La grande sécheresse de la décennie 1970 était une étape supplémentaire dans ce long processus.

**Population :** Près de deux millions d'habitants — tous musulmans — divisés en deux grandes ethnies, les Arabo-Berberes (70 % à 80 % du total) comprenant les Maures et les Haratins (esclaves affranchis de peau noire, parlant arabe) et les Négro-Africains (partagés en trois groupes principaux, les Fulas, les Soninkés et les Ouolofs) représentant respectivement 28 %, 22 % et 5 % de la communauté noire. Il s'agit là d'estimations, les résultats du recensement de 1978 n'ayant toujours pas été publiés.

**Langues et éducation :** Le régime social d'octobre 1979, la quatrième en vingt ans, entrera en application en 1985. Elle prévoit quatre langues nationales : le pular, le soninké, le oulof et l'arabe qui sera également la « langue unifiée », tous les Maures, devant l'apprendre si ce n'est pas leur langue maternelle. La française, qui a encore une situation privilégiée dans le

système éducatif actuellement en vigueur, deviendra, alors, « langue d'ouverture ». L'enseignement primaire compte quatre-vingt-dix mille élèves et le secondaire dix-sept mille quatre cents. Le taux de scolarisation est de 23,5 %, sans compter les enfants qui suivent l'enseignement traditionnel dans les mosquées.

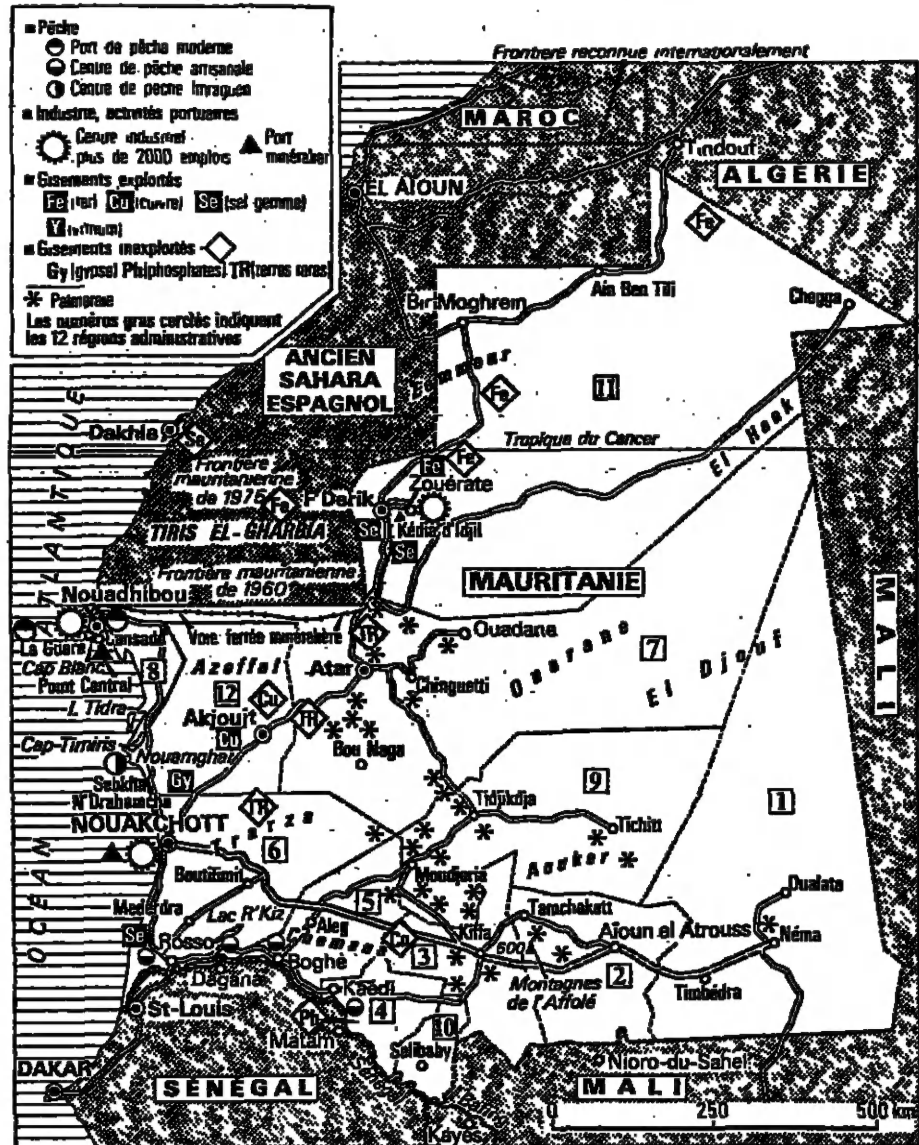
**Régime politique :** La République islamique de Mauritanie est née le 28 novembre 1958. Elle a adopté sa première Constitution le 22 mars 1959 et a accédé à l'indépendance le 28 novembre 1960, mais, en raison de l'opposition du Maroc, elle n'a été admise à l'ONU que le 27 octobre 1961. Le pays a eu plusieurs partis jusqu'en 1961 : l'Union des populations mauritaniennes (1947-1958), l'Association de la jeunesse mauritanienne (1955-1964), le Parti du regroupement mauritanien (1958), Al Nahda (1958), l'Union nationale mauritanienne (1958), l'Union socialiste des musulmans mauritaniens (1959). Tous les partis nés à partir de 1958 ont disparu en 1961 ou se sont intégrés au parti du peuple mauritanien, de M. Mokhtar Ould Daddah, qu'un amendement à la Constitution, déjà révisée en 1961, proclame parti unique en 1965. Trois mouvements clandestins se constitueront en 1969 et 1973, le Mouvement démocratique national et

le Parti des kadhine, d'où naîtra le mouvement El Hor, porte-parole des Haratins. Le coup d'État du 10 juillet 1978 a fait du Comité militaire de salut national l'instance suprême ; le P.P.M. a été dissous. Un front d'opposants, l'Alliance pour une Mauritanie démocratique, s'est constitué à Paris en mai 1980.

**Monnaie :** L'ouguiya (UM), 10 UM = 1 F.F.

**Économie :** Les principales ressources sont fournies par le minéral de fer et par la pêche. L'agriculture est pratiquée le long du fleuve Sénégal et dans les oasis. Le budget 1980 s'élève à 9 947 millions d'ouguiyas : les recettes prévues devant atteindre 8 milliards, le déficit sera ramené de 8 milliards en 1979 à 3,5 milliards. La PIB est de 51 milliards.

**Relations internationales :** Membre de l'ONU, la Mauritanie fait partie des fondateurs de l'O.U.A. et de la Conférence islamique. Elle appartient au mouvement des non-alignés et a adhéré à la Ligue arabe et aux instances maghrébines en 1973, après la guerre d'octobre. Elle est également membre de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.), de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.).



(Publicité) STE DES FRIGORIFIQUES DE MAURITANIE

- NOUADHIBOU -

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

B.P. : 36 — Tél : 21-70/71/81

Télex : 423 SOFRIA/MTN



DIRECTEUR GENERAL :

M. Mohamed Salem O/ Sidha

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT :

M. Efdili O/ Sidi Hatba

Société anonyme au capital de U.M. 16 millions — dont l'Etat mauritanien est l'un des principaux actionnaires — la Société des frigorifiques de Mauritanie (SOFRIMA) a été créée en 1968 pour l'exploitation par concession des installations frigorifiques publiques.

### ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

- Armement : exploitation de chalutiers à glace ;
- Traitement et congélation de tout produit de la pêche ;
- Production et vente de la glace aux armements et au public ;
- Stockage de tous produits ;
- Commercialisation des produits de la pêche. En 1979, la congélation atteignait 11 000 tonnes dont 5 000 tonnes ont été exportées au Japon (marché des céphalopodes exclusivement) et 6 000 tonnes en Europe.
- L'entreprise emploie 210 permanents et 30 à 50 journaliers.
- Projets à l'étude :
  - Développement de l'armement.
  - Augmentation des capacités de congélation, de stockage et de fabrication de glace.
  - Diversification de la production.

شركة مساهمة ذات رأسمال شرعي ١٦ مليون وحدة نقدية وتعتبر الشركة المؤسسة لأحد أهم الصناعات فيها : أن شركة للتصنيع والتجميد والتعبئة للمنتجات البحرية.

تشكلت الشركة لتتولى : إنتاج الجليد للتجميد والتعبئة للمنتجات البحرية والتجميد والتعبئة للمنتجات البحرية والتجميد والتعبئة للمنتجات البحرية.

- تطوير صناعة التجميد والتعبئة للمنتجات البحرية.
- تنمية صناعة التجميد والتعبئة للمنتجات البحرية.

شركة المنتجات الموريتانية - أنواذيبو

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

ص.ب. ٣٦  
نواذيبو ٢١ - ٧١/٧٠  
تلفون ٤٢٣



المدير العام محمد سليم ولد سيديها  
المدير العام المساعد : فاضل ولد سيديها

## BANQUE INTERNATIONALE POUR LA MAURITANIE

**BIMA**

Siège social : avenue Gamal-Abdel-Nasser - Nouakchott  
B.P. 210 et 216 - Tél. : 523-63 - Télex 574 Bintmau

Spécialiste du Commerce International

Agences et bureaux

Nouakchott - Nouadhibou - Zouérate - Rosso et Kiffa

Correspondants en France

BIAO (banque associée)  
PARIS

Al Saudi Banque  
PARIS



## SOCIÉTÉ MAURITANIANNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

Avenue Gamal Abdel Nasser

TÉLÉPHONE : 526-50 &amp; 526-54 — TÉLEX 527 MTN

Société d'état au capital de 100.000.000 U.M. - créée le 27 juillet 1974 - la S.M.A.R. a le monopole de toutes les opérations d'assurances en Mauritanie : automobile, incendie, risques industriels et risques simples, accidents du travail, garantie complémentaire, tous risques chantiers, responsabilité civile des entrepreneurs, transport, aviation, etc.

Une société jeune, un service efficace. Elle a assuré en tous risques chantiers, les réalisations industrielles que sont :

- la raffinerie de pétrole de Nouadhibou - Voest Alpine - 14.000.000 shillings autrichiens ;
- la raffinerie de sucre de Nouakchott - Lang Engenering - 28.000.000 de dollars ;
- travaux de terrassement des guelbs (entreprise Dodin).

Pour les entreprises adjudicataires de marchés en Mauritanie et les sources de financement de projets - la S.M.A.R. répond à toutes sollicitations et est un partenaire sûr pour tous organismes d'assurances et de réassurances intervenant sur le continent africain.

## ARRACHER A LA MORT LES OASIS HISTORIQUES

par ABDEL WEDDOUD OULD CHEIKH

ROBERT CAPOUT-REY disait qu'une cité saharienne, même en parfaite santé, produit presque toujours de prime abord l'impression d'une ville abandonnée. Question d'architecture, sans doute, dans un milieu biologique rareté, mais aussi question de couleur, de mouvement, de rythme quand la vie n'est jamais qu'un frémissement discret, une fragile parenthèse entre deux dunes, deux tempêtes de sable, deux incandescences.

La décadence et la ruine peuvent cependant advenir et l'impression n'être que le reflet exact d'une dégradation réelle. C'est le cas à Ouadane, à Chinguetti, à Tichitt et à Oualata que les autorités mauritaniennes s'efforcent, aujourd'hui, avec le concours de l'UNESCO — et de toutes les bonnes volontés — de tirer d'une situation critique où s'accroissent et se conjuguent les éléments d'un syndrome fatal : déclin démographique, ruine des habitations pour la plupart abandonnées, envasement progressif des vieilles mosquées (Tichitt, Oualata) et des palmeraies de plus en plus mal entretenues (Chinguetti), affaiblissement croissant des échanges commerciaux et humains avec le monde environnant.

Hantées par les figures énigmatiques de légendaires fondateurs (1) venus des confins maghrébins, Ouadane et Chinguetti, au nord, auraient été bâties, la première en 536 de l'hégire (1149) sur les ruines d'anciennes cités occupées par les Teyssiga ou par des Messoufites (Tegherbeyat, Taghrilla, Tamkoulal...), la seconde en 690 h. (1282) par des habitants du site voisin d'Abeyr. La première mention écrite d'Abeyr (Ouadane) n'apparaît toutefois qu'en 1447 sous la plume du Génois Malafante (2) et celle de Chinguetti dans un texte du Portugais Valentim Fernandes en 1506-1507.

Situées plus au sud, Tichitt et Oualata semblent s'être développées beaucoup plus directement dans le sillage de l'empire somalé de Ghana (quatrième (?) - treizième siècle). La première aurait été fondée vers le milieu du treizième siècle tandis que Oualata serait le résultat direct de l'exode d'une partie des habitants musulmans de Ghana devant les armées du souverain palestin Soumangourou Kanté. Dès 1320, Oualata figure sur le portulan du Génois Giovanni di Carignano alors que Tichitt (?) n'apparaît sur un planisphère catalan qu'au milieu du quatorzième siècle.

Un réseau enchevêtré d'événements marque l'évolution de ces cités jusqu'à leur occupation par les troupes françaises entre 1908 et 1913 et explique le passage de leur prospérité passée, celle d'un « âge d'or », fût-il quelque peu mythique, à leur agonie actuelle. L'auteur d'Al-Wasit (3) raconte que Chinguetti comptait, à ses débuts, douze mosquées et qu'il en est sorti un jour « trente-deux mille chameaux chargés de sel, dont vingt mille aux gens de Tichitt et douze mille aux habitants de Tichitt ». Selon les traditions recueillies par Mokhtar Ould Hamidou, la route reliant Murrakech à Tigoumatin (dans le Trarza) par Idjili, Ouadane et Chinguetti — cette fameuse route de l'Ouest dont Mouy se demandait quels produits elle pouvait bien servir à sembler — mesurait en largeur une « sahoua » de chameau, soit

près de 10 kilomètres (1). Le sens de l'épopée, familier à la tradition populaire, a pu l'emporter, dans ces indications, sur le strict souci de vérité historique. Elles n'en demeurent pas moins un indice de la vitalité économique de ces cités dont le rayonnement culturel a, par ailleurs, largement contribué à faire la réputation.

Oualata, par exemple, est une cité déjà très cosmopolite quand Ibn Batouta (4) la visite en avril-mai 1352. Elle devient un foyer intellectuel florissant pendant l'éphémère État touareg de Tombouctou (quatrième siècle) et accueille les nombreux lettrés qui fuient les brutalités de l'armée de Souli Ali. Elle sera alors, pour toute la région, un haut lieu d'enseignement et de diffusion de la culture arabo-islamique, servie avec un zèle remarquable par des savants noirs et berbères. Il reste des vestiges de cette vie intellectuelle et artistique : une architecture savante allant des ressources du milieu (grès rouge, blanc et vert de Tichitt) à la créativité d'artisans de talent (fresques murales polychromes de Oualata, heurtées de portes richement décorées...), mosquées, universités, bibliothèques et archives familiales riches de centaines de manuscrits intéressant l'histoire du monde musulman et ouest-africain.

On a invoqué, pour expliquer le déclin de ces villes, l'infléchissement des routes commerciales transsahariennes vers l'est avec l'affaiblissement et la disparition des empires du Ghana et du Mali (treizième, puis quatorzième - seizième siècles) ; pourtant, l'essor de Ouadane et de Chinguetti ne semble pas antérieur à ces deux siècles. On a aussi parlé des causes internes :

les Chroniques de Oualata et de Tichitt sont de tels glossaires des misères du monde (épidémies, guerres civiles, famines cycliques, razzias) qu'on se demande par quel miracle ces localités ont survécu.

C'est l'intervention des marchands européens le long de la côte atlantique mauritanienne, surtout à partir de la deuxième moitié du dix-septième siècle, qui aura pesé le plus lourd sur le destin de ces villes : elle devait non seulement affaiblir considérablement le commerce transsaharien progressivement détourné vers les échelles côtières (Arguin, Fort-Roch) et les comptoirs du fleuve Sénégal, mais encore amorcer le processus de domination et de désarticulation économique-social que la colonisation allait parachever deux siècles et demi plus tard. Le poids économique et démographique des flots capitalistes en forte croissance au lendemain de l'indépendance de 1960 (Nouakchott, Zouerate, Nouadhibou...), la sécheresse catastrophique qui sévit depuis 1968 et la guerre du Sahara occidental en 1975 ont fait, si l'on peut dire, le reste.

Dans un tel contexte, une tentative de restauration exclusivement architecturale des villes historiques serait pratiquement dénuée de sens : elle accorderait un surcroît à des sites voués à terre à un abandon inéluctable. Il conviendrait plutôt d'envisager une remise à flot globale, économique, sociale et culturelle, une sorte de programme de développement régional intégré, s'il n'y avait quel que témérité à parler de développement pour des cités qui réclament dans l'immédiat des secours d'urgence.

Un architecte envoyé par l'UNESCO en avril 1979 pour une étude préliminaire s'est rallié à cette conception élargie de la restauration. M. El Alaily, qui s'est rendu dans les différentes localités avec une mission de l'Institut mauritanien de recherche scientifique (I.M.R.S.), a préconisé, outre une stratégie d'ensemble, des mesures à court terme visant à arrêter la dégradation des principaux monuments et la défiguration des sites (procédure de classement, construction de maisons témoins...). Le gouvernement mauritanien s'efforce, lui, de réunir les concours financiers nécessaires à l'étude et à la réalisation d'un vaste projet concernant la lutte contre l'ensablement, l'agriculture, les infrastructures (eau, routes, etc.), les équipements sociaux (santé, éducation), le tourisme... Déjà l'UNESCO et la Conférence islamique ont promis leur aide.

Les lenteurs bureaucratiques — une mission, on le sait, en cache toujours une autre ! — et l'indifférence empêcheront-elles ces oasis sahariennes de se ressaisir, de revenir à une vie à laquelle elles s'apparentent peut-être, stoïquement, à renouer ? Préfèrent-elles tout de même l'enlèvement de leur forme de Goudard : « Source qui peut, la vie ! »

(1) El Hadj Othman, El Hadj Yacoub, El Hadj Ruy, auteurs de l'Al-Bihar ; Mohammed Ghellil, auteur des Lachial ; Amar an-Nasr de l'Al-Bihar de Chinguetti.

(2) Cf. E. Mauny, Tableaux géographiques de l'Ouest africain au Moyen Âge, Dakar, IFAN, 1961.

(3) Ahmad b. al-Amin Shingiti, Al-Wasit fi tarajim al-shaykh al-ghani, Chinguetti, maison de l'unité arabe, 1958 (2<sup>e</sup> éd.) p. 428.

(4) Ceinture voyageur arabe né et mort à Tanger (1304-1369). A écrit une autre plus vaste que Marco Polo. Cf. Voyages, éd. Antiquaire, quatre volumes, Paris, 1963.

## GENESE D'UN ETAT

(Suite de la page 5.)

Après le traité de La Haye (1727) et celui de Paris (1814) Hollandais et Anglais renoncèrent à Arguin et ne contestèrent plus la présence française sur les côtes mauritaniennes. Le processus de colonisation peut s'engager. En 1902, à la requête de Coppiani, Paris décide l'occupation des territoires de Gao à la côte, le Rio-de-Oro revenant aux Espagnols. Coppiani opte pour la « pénétration pacifique » mais se heurte au cheikh Ma el Atnin (Malatrine), chef religieux, émir de Smara qui appelle les tribus à la révolte contre les Français. Le 12 mai 1905, Coppiani est assassiné dans le Tagant. Convoqués que le danger vient de cette Sagiet el Hamra, chef de Ma el Atnin, les troupes fran-

çaises décident de le soumettre. Elles lui infligent une défaite dans l'Adrar puis, en 1910, l'empêchent de s'emparer du trône chérifien et, renouvelant l'épopée des Almoravides, d'y installer une dynastie saharienne à la place de celle des Alaouites. Pratiquement « pacifiée », la Mauritanie devient, le 13 janvier 1920, une colonie rattachée à l'A.O.F. Seuls les Régulata, guerriers indépendants, rebelles à tous les pouvoirs centraux, poursuivent, à partir du Rio-de-Oro, leurs incursions dans le nord du pays.

A partir de 1955, la Mauritanie connaît l'aventure du pauvre qui découvre un trésor et suscite des convoitises : après les mines de cuivre d'Akjoujt, d'importants gisements de fer sont mis au jour à Idjili. Dès 1956, à l'instigation de Si Allal El Fassi, doctrinaire inspiré de l'istikhlal, les nationalistes marocains revendiquent la Mauritanie. Ils s'appuient sur quelques Mauritanien comme l'émir du Trarza, qu'ils incitent à se réfugier au Maroc, et surtout sur les éléments de l'armée nationale de libération marocaine. Regroupés dans l'extrême sud du Maroc, composés de Marocains du Sud, de Sahraouis et de Mauritanien, l'A.N.L. est le dernier atout du mouvement nationaliste dans sa lutte contre le Palais.

Allal El Fassi lui ouvre des perspectives grandioses : libérer la Mauritanie « française », après quoi la Mauritanie « espagnole » (le Sahara occidental)

tombera d'elle-même. L'A.N.L. atteint Atar, inquiète les autorités françaises, montent, en février 1958, la fameuse « opération Escovillon » : dix mille hommes reprennent les forces de l'A.N.L. vers le Nord, investissent Smara et ratisent la région, provoquant l'exode d'une partie de la population. La sécurité de la Mauritanie est rétablie, l'Espagne se réinstalle au Sahara occidental et Mohammed V consolide son pouvoir après avoir démantelé cette armée populaire jugée trop turbulente.

On dit que l'histoire ne se répète pas. Pourtant, les relations maroco-mauritaniennes depuis deux ans ne sont pas sans rappeler celles des premières années de l'indépendance. La République islamique de Mauritanie naît le 28 novembre 1960, mais Rabat conteste le nouvel Etat et ne le reconnaît qu'en 1970. Sur le plan politique et militaire, le Maroc entretient une véritable subversion (attentats à Atar et à Nouakchott en 1961) et essaie de récupérer l'opposition interne représentée par la Nahda (Renaissance). Or, depuis que le nouveau régime mauritanien s'est retiré du conflit saharien en 1978 et a rompu son alliance avec Rabat, il doit faire face à une conjonction d'oppositions plus ou moins manipulées et qui, discrètement encouragées par les voisins du Nord et du Sud, s'efforcent de le remettre en cause.

MIREILLE DUTEL.

بسم الله الرحمن الرحيم

الشركة الموريتانية لتجهيز السفن

شخص سجلي

رأس المال : 20.400.000 أوقية

المساحة المخصصة

مستودع البريد 18

الهاتف 21-15 و 23-75

الق طابع الرسائل كود 420 مدين

الولاية

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

COMAR - S.A.

Capital Social : 20.400.000 U.M.

Siège social : Nouadhibou

Tél : 21-15 et 23-75

Tél : COMAR 420 MTN

NOUADHIBOU

République Islamique de Mauritanie

OPERATIONS MARITIMES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

المعاملات البحرية التجارية والصناعية







## POLITIQUE

# LA SITUATION AUX NOUVELLES-HÉBRIDES

## L'indépendance difficile

M. GEORGES KALOKA EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

M. Georges Kaloka, vice-premier ministre du gouvernement des Nouvelles-Hébrides, sera le premier président de la République de Vanuatu quand l'indépendance de l'archipel aura été proclamée, en principe le mercredi 30 juillet. Il a été élu à cette fonction, le vendredi 4 juillet, à l'unanimité des membres présents, par un collège électoral (parlementaires et présidents des conseils régionaux) réduit à vingt-sept membres par l'absence des élus de l'opposition modérée francophone qui avaient décidé de boycotter cette cérémonie. Cette élection n'avait pu avoir lieu la veille, le quorum requis au premier tour de scrutin (trois quarts des membres présents) n'ayant pas été atteint.

Vendredi, le ministre néo-hébraïque, M. Brian Calhoun, accusé de trahison par la Grande-Bretagne d'encourager un climat d'incertitude aux Nouvelles-Hébrides afin de saper l'autorité de l'administration du premier ministre Walter Lini. Le chef de la diplomatie néo-hébraïque a également fait part de son inquiétude en ce qui concerne les divergences entre les parties concernées sur la date d'indépendance, prévue pour le 30 juillet prochain.

Àgé de quarante-deux ans, originaire du village de Mété, près de Port-Vila, ancien du mouvement d'indépendance britannique, M. Kaloka assumera une charge essentiellement honorifique. La Constitution néo-hébraïque prescrit en effet que le président de la République, élu pour cinq ans, « symbolise l'unité de la nation » et « a le droit de grâce et de celui de pardonner et de révoquer les peines infligées à tout condamné ». Le pouvoir exécutif est détenu par le premier ministre et le conseil des ministres.

Règlement de bon voisinage ou source d'un « fétichisme » permanent sous les tropiques ? Les observateurs ont longuement débattu de la question de l'indépendance de l'archipel, depuis le début du siècle, entre la France et la Grande-Bretagne. Au vrai, le terme même de condominium ne figure pas dans la convention de 1906 ; mais nombre des formes utilisées impliquent nettement la « souveraineté par indivision » de Paris et de Londres sur l'archipel. Le préambule évoque l'exercice des « droits de souveraineté » des parties contractantes. L'article premier qualifie l'archipel de « territoire d'influence commune ». Cette co-souveraineté est d'une nature particulière : elle maintient la liberté d'action des deux puissances dans leurs rapports avec leurs nationaux ; mais, sur le territoire, l'action ne peut être que commune.

Paradoxalement, la formation du condominium a moins résulté d'un compromis entre deux volontés d'expansion coloniale que des résistances des deux États à leurs propres ambitions locales : les missions presbytériennes pour Londres, la Compagnie calédonienne pour Paris. Depuis la fin du dix-neuvième siècle, les anciennes Grandes Cyclades, chères à Bougainville étaient devenues un site de concurrence entre missions protestantes et catholiques, entre entreprises commerciales et exploitations agricoles françaises et britanniques ; et les situations privées étaient vulnérables du fait de l'absence d'autorité étatique. Au demeurant, le

condominium fétichisme l'impérialisme vieux style : il offre un exemple, parmi d'autres, de la transposition des concepts de droit privé dans les rapports internationaux. Surtout, il présente le défaut fondamental d'ignorer la société mélanésienne : la population autochtone est exclue de l'organisation municipale prévue par la convention de 1906 et le protocole de 1914 ; elle n'apparaît, dans ces textes, qu'à travers l'indigne, ce travailleur peu appliqué qu'il faut empêcher de boire et de manier les armes à feu. Séquelle de l'ère coloniale, l'expression d'une société figée, l'indistinction coloniale, ce véritable « dinosaure juridique », maintiendra dans une situation anachronique la communauté mélanésienne jusqu'à l'expiration du mouvement de décolonisation en Océanie.

### Les revendications des Mélanésiens

Pourtant, une profonde transformation s'accomplissait parmi les Mélanésiens : ces apatrides institutionnels ressentaient de plus en plus la condition particulière qui leur était réservée (l'installation massive et spectaculaire des forces armées pendant le second conflit mondial fut, à cet égard, un premier révélateur, et le second, plus récent, la décolonisation des territoires voisins) ; leurs revendications en matière foncière prenaient une forme plus active ; ils manifestaient enfin, par le biais d'une emprise croissante de la coutume ou de la montée de

Por CHARLES ZORGBIBE (\*)

mouvements mélanésiens tels que le culte de John Frum à Tanna, la recherche d'une identité collective. Les réactions des puissances coloniales furent d'abord prudentes, puis divergentes. Lors des négociations franco-britanniques d'Omara (28 mars 1964), l'idée d'une participation des habitants de l'archipel à la gestion des affaires publiques fut lancée. Le règlement conjoint des commissaires-résidents du 4 avril 1967 décidait la création d'un Conseil consultatif des Nouvelles-Hébrides, qui se contenterait de donner des avis sur les matières qui lui seraient soumises par les commissaires, et qui ne comprendrait que dix membres, quatre élus et six nommés par les autorités de tutelle.

Par la suite, la Grande-Bretagne, soucieuse d'abandonner ses responsabilités (et les charges financières qu'elles engendraient), chercha à préparer des cadres locaux dans la perspective d'une évolution rapide vers la libre détermination ; les responsables britanniques aidèrent donc à la constitution du premier parti politique de l'archipel, le National Party, qui deviendra plus tard le Vanuatu Party, sous la conduite du pasteur anglican Walter Lini. La France, au contraire, affichait encore ses préférences pour le statu quo — comme le montraient les déclarations de Port-Vila, en 1971, du ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Pierre Messmer.

Le jeu politique local ne va pas moins s'en développer, avec une intensité inattendue. En 1974, Paris et Londres ont décidé — lors d'entrevues au niveau des secrétaires d'État — d'édicter les mesures permettant aux habitants du condominium de « progresser sur la voie de la démocratie et du progrès économique et social » et de répondre « aux aspirations légitimes des habitants de prendre une plus grande responsabilité dans la gestion des affaires ». L'échange de lettres du 29 août 1975 crée une Assemblée représentative des Nouvelles-Hébrides — la première dans l'histoire de l'archipel. L'Assemblée aura certaines compétences en matière de gestion des biens du condominium : affaires économiques, financières et sociales. L'élection est fixée au 10 novembre 1975 ; 88,5 % des électeurs inscrits participent à la consultation ; le National Party, par tout présent, est majoritaire dans toutes les circonscriptions sauf à Port-Vila, Tanna et Aoba. Mais, des fraudes ayant été constatées à Luganville, le scrutin y est annulé. Le National Party s'estime lésé de sa victoire, en raison de la présence de représentants des intérêts économiques ; il préfère se mettre hors du jeu politique et institutionnel ; les travaux de l'Assemblée sont bloqués.

Une tentative de coup de force France et Grande-Bretagne décident alors de dissoudre l'Assemblée et de provoquer de nouvelles élections. Une conférence ministérielle franco-britannique se tient à Paris les 13, 20 et 21 juillet 1976 pour débiter de l'avenir politique de l'archipel avec la participation des différentes forces politiques, mais les nationalistes du Vanuatu Party (ex-National Party) boycottent les entretiens. L'échange de lettres du 15 septembre 1977 et le règlement conjoint du 11 janvier 1978 édictent une véritable « Constitution de l'autonomie interne » : l'Assemblée aura, en principe, la responsabilité de la justice, des investissements extérieurs, des communications extérieures, des affaires foncières, du contrôle de l'immigration, de la gestion des services de radiodiffusion ; les compétences de souveraineté — défense du territoire, ordre public, relations extérieures, monnaie et change — sont « retenues » par les puissances dominantes. Le 29 novembre 1977, les représentants des partis modérés, seuls candidats du fait des consignes d'abstention lancées par le Vanuatu Party, sont proclamés élus sans compétition électorale. En fait, la consultation est dans la rue : le Vanuatu tente le coup de force — c'est-à-dire la mise en place d'un « gouvernement provisoire » avec son propre

drapeau et des pouvoirs en matière de levée d'impôts et de règlement des contestations foncières ; mais les réactions sont vives dans les îles de Santo et de Mallicolo, et surtout à Port-Vila, où une contre-manifestation des modérés est durement réprimée par la milice britannique. Le 11 janvier 1978, le premier gouvernement des Nouvelles-Hébrides est constitué par les partis modérés, sous la présidence de Georges Kaloka.

La situation est-elle, une fois de plus, bloquée — les clientèles des deux résidences, partis modérés pour la France, Vanuatu Party pour la Grande-Bretagne, reproduisant, dans le cadre de l'autonomie interne, les rivalités de naguère entre les deux puissances ? Non, car les partis modérés, qui ont fait la preuve de leur dynamisme, entendent désormais instaurer un climat de détente. Le 5 avril 1978, le gouvernement Kaloka et les opposants du Vanuatu concluent une trêve ; le « gouvernement populaire provisoire » suspend ses activités ; le principe de nouvelles élections est accepté. La nomination à Paris d'un nouveau secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, l'arrivée à Port-Vila d'un nouveau commissaire-résident, qui sera bientôt investi des pouvoirs de délégué extraordinaire de la République française, l'inspecteur général Jean-Jacques Robert, précipitent l'événement. Un « plan conjoint » est proposé par le secrétaire d'État français (avec l'appui de son homologue britannique) lors de sa visite d'août 1978 et de février 1979 : la formation d'un gouvernement d'union nationale chargé d'élaborer une Constitution ; l'organisation d'un référendum sur l'indépendance et la Constitution ; la tenue de nouvelles élections. Le 22 décembre 1978, un gouvernement d'union nationale est constitué, sous la présidence du modéré Clément Leyung, prêtre catholique. L'une des meilleures têtes politiques de la communauté mélanésienne francophone.

protection du pluralisme linguistique est assurée par l'action d'un « médiateur » ; le droit fondamental de tout citoyen d'obtenir, dans sa propre langue, des services de l'administration, est affirmé. Mais les représentants du Vanuatu repoussent l'adoption d'un système électoral proportionnel ou la mise en place de pouvoirs régionaux : ils se présentent comme les seuls interprètes légitimes des aspirations néo-hébraïques, choisissent les formules les plus centralisées et disent leur certitude du regroupement des Néo-Hébraïques en un seul parti au lendemain de l'indépendance. Tendance confirmée après la victoire du Vanuatu aux élections du 14 novembre 1979 : le parti anglophone, mieux structuré, triomphe des modérés à dominante francophone, qui ont abordé le scrutin en ordre dispersé. Un gouvernement monocolore du Vanuatu est constitué.

N'aurait-il pas été plus sage d'aborder l'indépendance dans une union nationale maintenue, qui aurait permis l'intégration de la communauté francophone au nouvel État ? La question est bientôt dépassée : la modification du nom de la République (« Vanuatu »), l'exemple d'une seule langue de travail, la nomination de fonctionnaires sur la seule base de leur affiliation partisane, l'utilisation partisane de la radiodiffusion, les menaces pesant sur l'enseignement francophone, la non application des dispositions relatives au « médiateur linguistique » : tout prouve la volonté de mise en place d'un État, d'un seul parti, d'un pouvoir totalitaire. Refusant l'érudition du fait culturel français, les minorités francophones de Santo et de Tanna ont contesté l'écrit des nouveaux dirigeants de Port-Vila, tandis qu'un centre même de l'archipel, à Vati, se développait des manifestations de « masse » à l'échelle d'un micro-État.

### Une intervention déplorable

L'intervention militaire britannique a d'abord été « rampante » à Tanna, la grande île du sud, l'ancienne place forte modérée ; depuis le 18 mai, une chasse à l'homme sévit, qui doit permettre le pouvoir sans partage du Vanuatu et à déjà entraîné l'assassinat du chef de file de l'opposition, le député Alexis Youlou, qui fut, l'an dernier, notre élève à l'Institut international d'administration publique, à Paris. Elle est ouverte à Port-Vila, depuis le 15 juin, avec l'arrivée des deux cents marines ; elle semble devoir s'étendre demain à Santo... Intervention déplorable. Au plan strictement juridique des rapports franco-britanniques, elle viole manifestement la lettre et l'esprit du statut de 1906, toujours en vigueur s'agissant des compétences de souveraineté ; ni Londres, ni Paris ne peuvent exercer aux Hébrides d'autorité séparée, qu'il s'agisse de procéder à une occupation militaire ou de faire la police. Au plan plus politique du devenir de l'archipel, est-il raisonnable de faire de l'armée britannique le bras séculier du gouvernement Vanuatu ? Victimes de l'histoire et des hasards de la colonisation, les Nouvelles-Hébrides sont, depuis plusieurs années, à la recherche d'une légitimité politique. Hier, face au gouvernement légal de M. Kaloka, c'était le Vanuatu Party qui avait constitué un pouvoir insurrectionnel. Aujourd'hui, comme hier, il importe de parvenir à un « pacte national » entre les différentes communautés géographiques et linguistiques de l'archipel à même de permettre l'accession à une indépendance à une égale distance des deux puissances de tutelle.

Une campagne du P.S.U. va se déployer à travers la France pendant les mois de juillet et d'août pour populariser les grands thèmes de la campagne présidentielle de Mlle Huguette Bouchardeau. Cette « tournée d'été » conduira Mlle Bouchardeau et divers responsables du P.S.U. sur les lieux de vacances des Français et ils annonceront des débats portant en particulier sur le nucléaire et les problèmes de la croissance. Le caravane, qui partira le 8 juillet de Port-Mahon-Plage (Somme), sera équipée d'un camion-école d'un chapiteau et de plusieurs stands d'animation, où sera présentée le film *Le P.S.U. une gauche différente*. Mlle Bouchardeau a également annoncé l'ouverture, pour la première fois, d'une université d'été du P.S.U., à la Roche-sur-Yon (Vendée) à la fin du mois de juillet.

### BIBLIOGRAPHIE

Une étude de Jean Massot sur la fonction de premier ministre

## Le chef d'état-major du président

Voici trois ans, Jean Massot a fait une excellente analyse des fonctions du président de la V<sup>e</sup> République. En 312 pages, il présente aujourd'hui le portrait de son inséparable compagnon sous le titre : *Le Chef du gouvernement en France. Il ne conteste pas que « le rôle du premier ministre » puisse être modestes ; par rapport au rôle primordial du chef de l'État. Mais il ajoute aussitôt : « Quel président du conseil de la V<sup>e</sup> République ne se contenterait de la fonction de premier ministre de la V<sup>e</sup> ? Les deux formules définissent bien l'ambiguïté du personnage le plus indéfinissable de notre régime, mais non le moins important.*

D'apparence anodine par son sujet et sa présentation, le nouveau livre de Jean Massot laisse apparaître de-ci de-là un humour discret ; suggérant par exemple que la modestie sied au premier ministre, puisque a été révoqué assez brutalement le seul dont la popularité dépassait quelquefois celle du chef de l'État (Jacques Chaban-Delmas) et que Georges Pompidou n'a pas été renouvelé à Matignon quand la situation était son plus haut niveau. L'ouvrage réunit sous une forme moderne une foule de renseignements précis, intelligents, commentés et ordonnés dans une synthèse claire. Il fait le point sur toute une série de questions embrouillées ou controversées.

Il confirme que les pouvoirs de l'Élysée se sont étendus sous le second président et plus encore sous le troisième, contrairement à l'opinion courante. Il montre aussi que les prérogatives des Assemblées sont moins faibles qu'on ne le croit. Depuis 1962, la proportion des lois d'origine parlementaire oscille entre 11 % et 21 %, alors qu'elle atteignait environ 10 % en Grande-Bretagne. Les votes bloqués et les utilisations de l'article 35, paragraphe 3, restent assez rares. Après 1974, la possibilité pour l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel et de disposer de la moitié des « questions au gouvernement » posées le mercredi marquent un progrès incontestable du contrôle des représentants du peuple. Cependant, Jean Massot paraît trop optimiste quant au développement des commissions d'enquête, qui restent faibles.

Malgré cet accroissement des deux grands pouvoirs qui l'enserment, le chef de gouvernement garde des prérogatives considérables, qu'il exerce effectivement. Aucun des titulaires de la fonction ne les a laissés dériver. Certains ont été portés plus loin que d'autres : notamment Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas et Raymond Barre au début de leurs règnes. Georges Pompidou à la fin de son long séjour à Matignon. Tous ont employé à l'égard de leurs ministres les mêmes procédés d'encadrement qu'ils subissaient eux-mêmes de la part du président de la République. Ainsi s'est établie une hiérarchie gouvernementale à deux degrés cor-

par MAURICE DUVERGER

respondant assez exactement à la définition du premier ministre par René Capitant : un chef d'état-major appliquant la politique décidée à l'Élysée.

On n'a guère relevé d'erreurs et de lacunes dans un tableau si méticuleusement brossé. Signalement cependant que Michel Debré n'était pas député, mais sénateur, quand il a été désigné comme premier ministre. Il n'a donc pas cherché à récupérer son siège quand il s'est présenté aux élections à l'Assemblée nationale en novembre 1962. On peut regretter que les comparaisons internationales ne soient pas plus poussées. Par exemple, l'analyse de l'investiture serait plus significative si on la rapprochait des pratiques parlementaires à l'étranger, que les Français méconnaissent d'ordinaire.

Quelques précisions seraient utiles sur le rôle du conseil de cabinet, ce dernier étant appelé à fonctionner dans une autre conjoncture politique. On oublie trop souvent que Michel Debré en a réuni douze, entre janvier 1959 et août 1961, avant que l'institution ne disparaisse à l'occasion des élections présidentielles et de l'élaboration des objectifs d'action gouvernementale à l'automne 1977. Elle ressemblerait certainement en cas d'opposition entre l'orientation politique du président et celle de la majorité des députés.

Dans le premier volet de son dictionnaire relatif aux pouvoirs de l'Élysée, Jean Massot n'avait envisagé cette dernière hypothèse que superficiellement, en restant discret sur ses conséquences éventuelles. Dans le second volet, il s'y réfère de façon systématique, ce qui donne à son analyse plus de profondeur et d'actualité. On mesure l'importance du discours de Verdun-sur-le-Doubs. En reconnaissant que l'exercice de ses pouvoirs dépend du rapport des forces parlementaires, M. Giscard d'Estaing a fait mieux comprendre la nature des institutions et les renforcements du même coup. Depuis lors, elles font l'objet d'un consensus de fait, assez nouveau dans notre histoire.

Jean Massot souligne le caractère relatif de la pratique suivie depuis vingt-deux ans, en indiquant la mutation radicale qu'elle subit en cas de distorsion entre le chef de l'État et l'Assemblée nationale. Il montre que la Constitution pourrait faire l'objet d'une lecture parlementaire fort différente de la lecture présidentielle à laquelle nous sommes accoutumés. À l'intérieur de cette dernière, on pourrait distinguer plus aisément des variétés assez différentes. Au début de la présidence du général, et dans le premier gouvernement Barre, on a

vu s'exprimer un ministérialisme assez conforme à la formule de Richelieu : « Si le roi ne peut ou ne veut avoir continuellement l'œil sur la carte ou sur la bonasse, la raison veut qu'il en donne le soin à quelqu'un par-dessus tous les autres. »

Durant le cabinet Chirac, on a presque touché au présidentielisme intégral, le souverain n'écartant guère son regard de la carte et de la bonasse. Le chef d'état-major décrit par Capitant se tient entre ces deux extrêmes. Il ne sert pas seulement à gérer les affaires courantes et à surveiller l'application des décisions du roi en son conseil ; mais également à couvrir celui-ci. Tous ses prédécesseurs et successeurs pourraient prêter à leur compte la remarque mélanésienne de M. Chaban-Delmas : « Dans ce régime, tout ce qui est délégué est grâce au président de la République. Tout ce qui ne l'est pas est imputé au premier ministre. »

★ Jean Massot : « La présidence de la République en France », *Notes de la documentation*, n° 426-427, 21 décembre 1978. La documentation française, 264 pages, environ 25 F. Le chef du gouvernement en France, 312 pages, environ 34 F.

### ANCIENS COMBATTANTS

#### L'UFAC ET LE DÉCALAGE DES PENSIONS

L'Union française des associations de combattants (UFAC), dans un communiqué récent, souligne « l'insuffisance du projet de budget des anciens combattants pour 1981 » et rappelle ses revendications des conclusions de la commission tripartite (chargée de l'application du rapport conjoint du 11 janvier 1978) et le décalage (par rapport à l'indice de référence de la fonction publique) préjudiciable aux pensionnés de guerre, amorce du rattrapage correspondant dans le projet de budget des anciens combattants pour 1981 et étalé sur les deux années suivantes, inscription dans ce même projet de budget de mesures substantielles concernant les diverses catégories d'anciens combattants et victimes de guerre, rétablissement du 8 mai comme jour férié.

Le bureau de l'UFAC n'a pas encore reçu de réponse à sa demande d'audience adressée au premier ministre, mais il a rendu successivement visite aux groupes politiques de l'Assemblée nationale (P.C., P.S., U.D.P.) et bientôt à l'Assemblée de l'Union centriste, au Sénat, en vue de la discussion du prochain budget des anciens combattants. — C. D.

### Une tentative de coup de force

France et Grande-Bretagne décident alors de dissoudre l'Assemblée et de provoquer de nouvelles élections. Une conférence ministérielle franco-britannique se tient à Paris les 13, 20 et 21 juillet 1976 pour débiter de l'avenir politique de l'archipel avec la participation des différentes forces politiques, mais les nationalistes du Vanuatu Party (ex-National Party) boycottent les entretiens. L'échange de lettres du 15 septembre 1977 et le règlement conjoint du 11 janvier 1978 édictent une véritable « Constitution de l'autonomie interne » : l'Assemblée aura, en principe, la responsabilité de la justice, des investissements extérieurs, des communications extérieures, des affaires foncières, du contrôle de l'immigration, de la gestion des services de radiodiffusion ; les compétences de souveraineté — défense du territoire, ordre public, relations extérieures, monnaie et change — sont « retenues » par les puissances dominantes. Le 29 novembre 1977, les représentants des partis modérés, seuls candidats du fait des consignes d'abstention lancées par le Vanuatu Party, sont proclamés élus sans compétition électorale. En fait, la consultation est dans la rue : le Vanuatu tente le coup de force — c'est-à-dire la mise en place d'un « gouvernement provisoire » avec son propre

(\*) Doyen de la faculté de droit de Paris-sud, ancien conseiller constitutionnel du gouvernement des Nouvelles-Hébrides.

### La crise constitutionnelle

Désigné, en décembre 1978, comme conseiller constitutionnel du gouvernement des Nouvelles-Hébrides, le constat rapidement en débats de tout charivari national, que de nombreux éléments étaient à prendre dans le système britannique, et particulièrement dans ce système adapté au tiers-monde (des Constitutions des Salomons et de Maurice se présentant, à cet égard, comme d'incontestables réussites), en raison de sa clarté et de son caractère profondément démocratique. Le régime présidentiel « à la française » n'apparaissait moins adapté ; il correspondait plus au souhait des peuples d'Afrique francophone d'une nette « personnalisation du pouvoir » qu'au sens de la collégialité des sociétés mélanésiennes ; le partage entre le domaine de la loi et celui du règlement, qu'il institue, était trop complexe pour une petite nation du Pacifique sud sans véritable expérience étatique. A quel on pouvait ajouter que le régime de l'autonomie interne était déjà celui d'une responsabilité du gouvernement devant le Parlement, que le mécanisme de la motion de censure avait déjà été expérimenté, en décembre 1978, lors de la chute du premier cabinet néo-hébraïque, et qu'il ne fallait pas changer de pédagogie... Des problèmes majeurs n'en apparaissent pas moins, à l'horizon. Il nous faudrait obtenir, l'encontre peut-être des vues de tel ou tel parti : le maintien du bilinguisme, facteur d'originalité et de richesse culturelle pour le futur État ; l'adoption d'un régime électoral proportionnel, afin d'assurer la participation politique de la communauté mélanésienne francophone supposée minoritaire ; la mise en place de structures régionales, afin de répondre aux vœux d'auto-administration des principales îles — mais, à cet égard, le propos d'éviter toute dramatisation, toute controverse dogmatique entre formules fédérale et unitaire, en représentant les propositions intermédiaires de « régionalisation » établies, en 1976, par deux experts français et britanniques, MM. Mouradian et Wallace.

### Le problème linguistique

Neuf mois plus tard, le décentrement domine. Un succès incontestable a, certes, été remporté sur le problème des langues : le français conserve le même statut que l'anglais ; la

مكتبة الأصل











## ROCK

## LE DIX-SEPTIÈME FESTIVAL DU MARAIS

## Une réussite amère

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS











# INFORMATIONS « SERVICES »

## Les urgences du dimanche

**SANTÉ**

■ **UN SECOURS D'URGENCE.** — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 687-50-50; pour l'Essonne, au 688-33-33; pour la Haute-de-Seine, au 741-78-11; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-82-50; pour le Val-de-Marne, au 307-61-61; pour le Val-d'Oise, au 352-22-33; pour les Yvelines, au 353-83-33; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 16 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

■ **UN MEDECIN.** — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00, ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-09-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S.-Médecine (707-77-77).

■ **UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS.** — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

■ **S.O.S. Urgences bucco-dentaires.** — 337-61-00.

**TRANSPORTS**

■ **AÉROPORTS.** — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (887-12-34 ou 853-12-34) à Roissy-Charles-de-Gaulle (882-12-12 ou 882-22-50).

■ **COMPAGNIES AÉRIENNES.** — Arrivées ou départs des avions : Air France (330-12-55 ou 330-13-55); U.T.A. (776-75-75); Air Inter (887-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61); U.T.A. (776-41-52); Air Inter (330-25-25).

■ **S.N.C.F.** — Renseignements : 261-50-50.

**ÉTAT DES ROUTES**

■ **INTER SERVICE ROUTES** donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière. Bordeaux (56) 96-53-53; Lille (20) 91-82-83; Lyon (78) 54-33-33; Marseille (91) 78-78-78; Metz (87) 62-11-22; Rennes (89) 50-73-93.

**P.T.T.**

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris : recette principale (52, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>), ouvert 24 heures sur 24;

— Paris 13, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures;

— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence;

— Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 8 heures à 23 heures;

— Roissy principal, annexe 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

**ANIMAUX**

■ **UN VÉTÉRAIRE** au 671-20-41 (de 8 heures à 20 heures).

■ **L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS** diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94; en anglais au 720-88-88. Son bureau d'accueil du 127 avenue des Champs-Élysées est ouvert le dimanche de 9 heures à 20 heures. Tél. : 723-81-72.

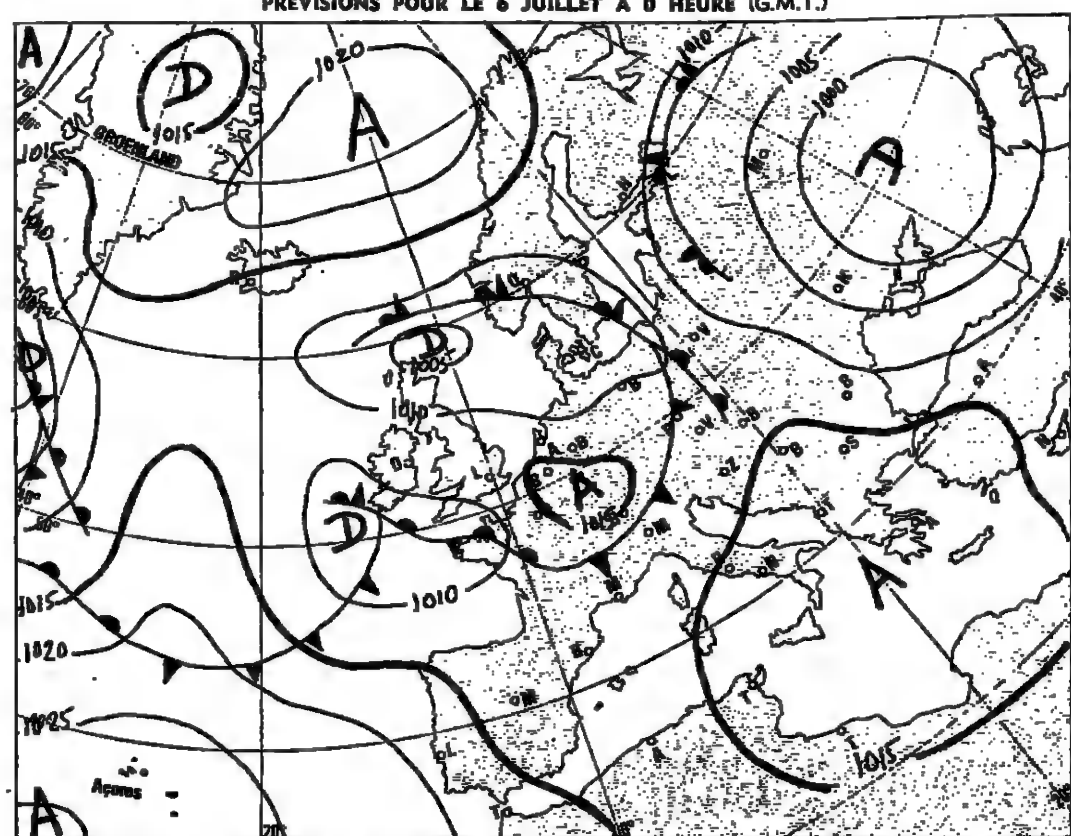
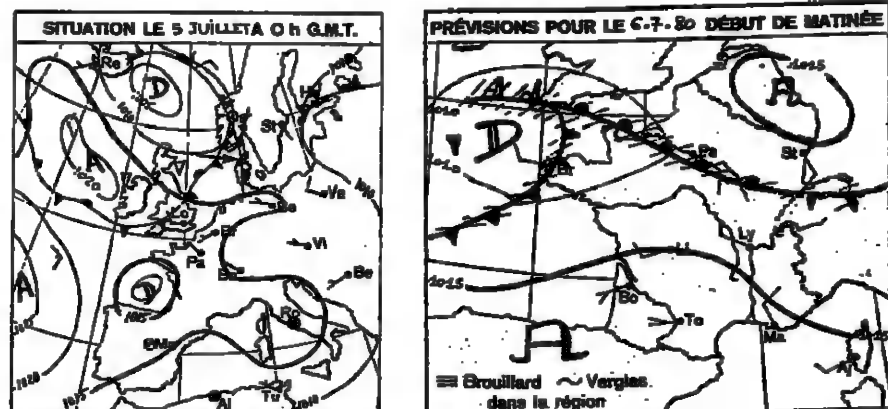
**S.O.S. - AMITIE**

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-81-81 pour Boulogne-Billancourt; 304-31-31 pour Bagneux et 078-10-10 pour Evry (de 14 heures à 6 heures du matin) et au 256-28-28 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin). Il existe, en outre, un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 728-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

**S.O.S. - 3<sup>e</sup> AGE**

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

## MÉTÉO



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verges

— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds

— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 juillet à 9 heures et le dimanche 6 juillet à 24 heures :

Les perturbations océaniques qui circulent en direction de l'Europe centrale affectent une large moitié nord de la France.

Dimanche 6 juillet, le temps restera bien ensoleillé sur les régions méditerranéennes et la Corse. Sur le reste du pays le ciel sera le plus souvent nuageux ou très nuageux et des pluies se produiront. Elles seront plutôt localisées le matin sur la Bretagne, la Vendée, la Normandie et la région parisienne; le soir, le minimum de la nuit du 4 au 5; Alacorn, 23 et 14 degrés; Biarritz, 22 et 15; Bordeaux, 24 et 13; Clermont-Ferrand, 23 et 13; Dijon, 21 et 14; Grenoble, 24 et 14; Lille, 20 et 12; Lyon, 23 et 14; Marseille, 29 et 16; Nancy, 20 et 13; Nantes, 17 et 11; Nice, 24 et 17; Paris-La Bourget, 23 et 14; Pau, 28 et 14; Perpignan, 29 et 16; Rennes, 18 et 12; Strasbourg, 20 et 13; Toulon, 18 et 13; Toulouse, 25 et 13; Poitiers-Pierre, 31 et 25.

Le 20 octobre 1980, à l'occasion du salon Equip' Hôtel International, seront tirées au sort au moins cinq cartes enveloppes. Des lots seront attribués, dont le premier est un voyage de trois semaines pour deux personnes dans les départements et territoires d'outre-mer.

## VIVRE À PARIS

### POUR LE 14 JUILLET : UN SON ET LUMIÈRE DEVANT LA TOUR EIFFEL

Le spectacle traditionnellement organisé par le maire de Paris à l'occasion du 14 juillet rendra cette année, centième anniversaire de la fête nationale, une « ampleur exceptionnelle », a indiqué M. Jean de Préaumont, adjoint au maire chargé de l'animation.

Entre la tour Eiffel et le palais de Chaillot, une grande évocation historique repèrera, le lundi 14 juillet, à partir de 22 h. 30, ce que fut « le dernier jour de la Bastille ». Sur un texte d'Arthur Rimbaud et une mise en scène de Francis Morais, le spectacle — qui durera une heure et auquel participeront une centaine de comédiens et figurants en costumes d'époque — associera feu d'artifice, jeux de lumière et de laser, chants, musique et exploits de cascadeurs. Une retransmission en direct sera assurée par TF1.

Le soir du 13 juillet une régate de voiles sera organisée sur la Seine, entre la pointe de l'Île Saint-Louis et le pont d'Austerlitz. Sept places parisiennes, dont, bien sûr, celle de la Bastille, accueilleront les grands bals habituels avec, devant la Madeleine, les lanternes des Beaux-Arts. Une semaine auparavant, seize bals de quartiers auront été organisés dans la nuit du 5 au 6 juillet dans le cadre des fêtes de « Paris-villages ».

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 7 JUILLET

« Connaissance de Versailles », 15 h, statue Louis XIV, cour des châteaux, Mme Bouquet des Chaux.

« Basilique Saint-Denis », 15 h, devant la basilique, Mme Garnier-Ahlberg.

« Grandes demeures du Marais », 15 h, statue Louis XIII, place des Vosges, Mme Mayol (Café nationale des monuments historiques).

« Exposition Horace Vernet », 14 h. 30, 17, rue Malherbe (Approche de l'art).

« La vie au Moyen Âge au musée de Clugny », 15 h. 4, place Paul-Painlevé (Arènes).

« Le Louvre, le soir », 18 h, musée, porte Denon (Arènes).

« Hôtel de Launay », 18 h, musée Pont-Marie, P.-Y. Jais.

« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 15 h, musée Jacques-Boncompagni, M. Bagnieu (Connaissance d'art et d'histoire).

« Vieux village d'Anteuil », 15 h, musée d'Anteuil, Mme Hager.

« De l'île de la Cité au quartier Latin », 15 h, musée Cité, Mme Hager.

« Le Marais illuminé, hôtels célèbres », 21 h, musée Saint-Paul (Lutèce-Vivantes).

« Basilique Saint-Denis », 15 h, entrée (Tourisme culturel).

« Cour des Miracles, tour de Jean sans Peur, les Éclipses », 15 h, musée Étienne-Marcel, M. Teurlier.

« Le Saint-Louis », 15 h, musée Pont-Marie (Festivals de Paris).

« Hôtels du Marais », 15 h, musée Saint-Paul (Résurrection du passé).

## AUTOMOBILE

### UN DIESEL POUR LA RENAULT 18

Alors que l'industrie automobile en général et la construction française en particulier connaissent le malaise que l'on sait, la Régie nationale des usines Renault poursuit son programme de nouveaux modèles sans modifier d'un iota les dates qu'elle s'était fixées. Elle présente en ce début de juillet ses R 18 « dieselées ». On retrouve dans ces voitures le moteur de la R 20 Diesel et la plupart des solutions retenues sur ce modèle (le Monde du 23 novembre). La cylindrée reste la même (2 068 cm<sup>3</sup>), mais le groupe gagne un peu de puissance.

Rappeignons qu'il s'agit d'un moteur moderne avec carter en aluminium, des chemises humides comprimées, des arbres à cames en tête commandés par courroies crantées. La Renault 18 Diesel avait reçu un excellent accueil sur le marché français et il ne fait guère de doute que ceux qui préfèrent un véhicule à trois volumes à un véhicule à deux volumes (Renault 20) trouveront :

toutes les raisons d'être également satisfaites de la 18 Diesel. L'efficacité de cette satisfaction porte sur le fonctionnement du moteur, tout à fait comparable à celui d'un groupe à essence ordinaire. — C. L.

★ Trois modèles sont proposés : la 18 TD, la 18 GSD, la Break 18 TD, les prix allant de 48 000 à 49 000 F, avec boîte à 4 ou 5 rapports.

## JOURNAL OFFICIEL — TOURISME

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 juillet 1980 :

- L'orientation agricole :
- Modifiant l'article L 514 du code de la santé publique, relatif à l'exercice de la pharmacie.

## UN ARRÊTÉ

● Relatif à la revalorisation de divers avantages de vieillissement d'invalidité et d'accidents de travail.

## CONCOURS — UN TOUR DE FRANCE

« Avec le concours du ministère de la jeunesse, des sports, des loisirs et du tourisme, toutes les organisations nationales professionnelles du tourisme proposent à tous les visiteurs français et étrangers, qui se rendront dans un hôtel ou un restaurant français entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre 1980, de participer à un jeu intitulé « Un tour de France autour du monde ». Des cartes commerciales remises dans les différents établissements devront être envoyées à : « Un tour de France autour du monde », 8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

## Le 20 octobre 1980, à l'occasion du salon Equip' Hôtel International, seront tirées au sort au moins cinq cartes enveloppes. Des lots seront attribués, dont le premier est un voyage de trois semaines pour deux personnes dans les départements et territoires d'outre-mer.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Beaux-Arts  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

**ABONNEMENTS**

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
282 F 331 F 461 F 590 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
367 F 461 F 590 F 728 F

ÉTRANGERS  
(par mandat)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
234 F 282 F 390 F 508 F

II. — SUISSE-TURQUIE  
282 F 331 F 461 F 590 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre de chaque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (à l'exception des adresses de correspondance) sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les souscripteurs en capital d'impression.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant : Jacques Fauré, directeur de la publication, Jacques Fauré.

**ABONNEMENTS DE VACANCES**

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une agencie, d'être servis de la part de Le Monde, nous proposons des abonnements de vacances d'une durée minimale de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours ..... 46 F

Trois semaines ..... 71 F

Un mois ..... 106 F

Deux mois ..... 169 F

Deux mois et demi ..... 232 F

Trois mois ..... 295 F

ÉTRANGERS (voie normale) :

Quinze jours ..... 73 F

Trois semaines ..... 106 F

Un mois ..... 169 F

Un mois et demi ..... 232 F

Deux mois ..... 295 F

Deux mois et demi ..... 358 F

Trois mois ..... 421 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours ..... 99 F

Trois semaines ..... 145 F

Un mois ..... 218 F

Un mois et demi ..... 281 F

Deux mois ..... 344 F

Deux mois et demi ..... 407 F

Trois mois ..... 470 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'expédition. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant dès lors un mot nous en sera adressé, en révisant les noms et adresses en lettres majuscules.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 2706



### HORIZONTALEMENT

I. Magasin où l'on expose souvent de jolis bouquets. — II. Gagne son salut quand il est bon; Sorte de théorie. — III. Prouve qu'on a été remué; Consolida le christianisme en Russie. — IV. Redoublé quand il y a des éclats; Un petit poisson qui ne deviendra jamais grand; Avant nous. — V. Voulat; voir les choses du bon côté; Article étranger; Rivière d'Éthiopie. — VI. Ville d'Italie; Qui s'hâte donc pas à répondre. — VII. Peut être assimilé à un état; Ne croit pas (épilé); Pronom; Difficulté. — VIII. Moche quand il est de soi. — IX. Accompli comme un crime; Hors du droit chemin. — X. Adverbe; Dialecte ancien; Possessif; Se dit dans l'intimité. — XI. Sur laquelle on peut compter; Tentative (épilé); Couleur de beurre. — XII. Distinct; Sa tête est une couleur; Libre, quand il ne faut pas cracher. — XIII. Mesure; Spécialiste de la fabrication.

### VERTICALEMENT

I. Des gens qui ont l'habitude de fêter les fêtes dans l'ass; Nom qu'on peut donner à tout ce qui est réduit. — 2. Pronom; Prénom d'imprimeur; Sorte de wagonnerie. — 3. Ordre de départ; Plat, en Espagne; Noun. — 4. N'est qu'une petite partie de la berge; Réitéré. — 5. Un spécialiste de la recherche; Pas sérieux; Convient. — 6. Patronne de l'Alsace; Exprime des sentiments mélancoliques. — 7. Au monde; Prononcé sur la croix; C'est l'ancien. — 8. Couché dans une coquette; Court en Australie. — 9. Pris des mesures importantes. — 10. En Italie; Qualifie un art ancien. — 11. Marque l'égalité; Peut-être se manger vertes; Conjonction. — 12. D'un auxiliaire; Bien mis. — 13. Peut être abrégé de sang; Fleuve ottier; Centre minier de Bolivie. — 14. Croix; Peut-être être classées avec les moules. — 15. Fais du repassage; Rivière.

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 2705

#### Horizontalement

I. Fromage. — II. Lait; Eau. — III. Ose; Cuisse. — IV. Lèvres. — V. Et; Urrule. — VI. Adre; E.P. — VII. Bidasse. — VIII. C&H; Lal. — IX. Levis. — X. Rue; Oves. — XI. Ete; Ane.

#### Verticalement

I. Fiote; Boire. — 2. Roserade; Ur. — 3. Oise; Ediles. — 4. Mo; Rurales. — 5. C&H. — 6. Grasses; Ion. — 7. Rue; Éléa. — 8. Asile; Are. — 9. Les; Epaisse. — 10. GUY BROUTY.

**PRESSE ACTUALITÉ**

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs.

Dans le numéro de juillet

**REPORTAGE**

**EN AFGHANISTAN**

Jean Bertolino raconte son expérience

**QUOI DE NOUVEAU DANS LES « NEWS »**

Au « Point », à « l'Express », « Paris-Match », « le Nouvel Obs »

**ÇA BOUGE**

**DANS LE NORD**

En particulier dans les quotidiens

**LA PRESSE**

**SUISSE**

Son évolution au cours des dernières années

**RENÉ RÉMOND**

parle des phénomènes d'opinion

**BERNARD MEAULLE**

dit comment il dirige onze hebdomadaires en Normandie

**PRESSE ACTUALITÉ**

est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement.

ENVOYEZ 13 F (timbre ou chèque) à Presse Actualité, 5, rue Bayard, 75003 Paris Cedex 08 au spécifiant numéro de juillet.

L'abonnement d'accueil : 90 F.

هكذا من الأصل



Le Monde

économie

SOCIAL

Les électriciens C.G.T. menacent de faire grève à la rentrée

« Les directions de l'E.G.F. peuvent se considérer d'ores et déjà comme dépositaires d'un préavis de grève pour la rentrée », a déclaré aux journalistes le 4 juillet, M. François Duteil, secrétaire général de la fédération C.G.T. de l'énergie.

En effet, pour lui, les griefs s'accumulent. En raison de leur participation « active » à la grève du 12 juin dernier, deux militants C.G.T. de la centrale de Martignes - Pontault (Bouches-du-Rhône), qui s'étaient opposés aux ordres directeurs de remonter la production ont été rétrogradés pour trois mois, ce qui leur prive de 750 F à 1 000 F de salaire. Une douzaine d'autres grévistes appartenant tant à la C.G.T. qu'à la C.F.D.T. ou à la F.O. ont également été l'objet de « blâmes » ou d'autres sanctions.

En second lieu, les cégétistes s'irritent de l'orchestration publicitaire faite autour de la faculté, donnée au personnel de l'E.G.F., de prendre jusqu'à quatre semaines de congé supplémentaire, à condition de renoncer, au prorata, à la prime de fin d'année égale à un mois de rémunération. « C'est une manœuvre politicienne », déclare M. Duteil, « pour convaincre l'opinion que les électriciens n'ont pas besoin de faire grève pour obtenir des avantages sociaux ».

Surtout, ce 4 juillet, les directions de l'E.G.F. ont annoncé une augmentation de salaire de 3 %, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, soit 7 % au total depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Or la hausse des prix durant le premier semestre va être d'environ 7,25 %, selon l'indice officiel, que réduisent les cégétistes, qui en concluent que leur pouvoir d'achat n'est pas maintenu. Ainsi, M. Duteil annonce-t-il une nouvelle offensive des électriciens pour l'automne.

Dependant, du côté de la majorité, on semble résolu à pour-

suivre la polémique sur le droit de grève à l'E.G.F. M. André Vivien (R.P.R.), président de la commission des finances, a le 3 juillet, de nouveau proposé un débat télévisé à M. Georges Séguy, à moins, écrit-il, que la confédération ne craigne ses révélations sur « l'utilisation » de ses fins politiques du monopole de l'E.D.F. par la C.G.T. au détriment de l'économie française ».

● Les salaires des électriciens et gaziers ont augmenté de 3 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Cette mesure proposée par les directions, le 4 juillet, aux syndicats, porte à 7 % le total des relèvements appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier, alors que la hausse des prix, durant cette période, devrait être d'environ 7,25 %. Les traitements de la fonction publique ont été relevés de 3,15 % au 1<sup>er</sup> juillet, soit 7,40 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

● M. Robert André Vivien (R.P.R.), président de la commission des finances, a écrit une nouvelle fois, le 3 juillet, à M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., pour lui proposer un débat télévisé sur les grèves de l'E.G.F. M. Vivien fait état des « révélations » qu'il fera sur la persistance du droit de grève et sur l'utilisation à des fins politiques du monopole de l'E.D.F. par la C.G.T., au détriment de l'économie française et au mépris de la notion de service public garanti aux usagers ».

● Force ouvrière demande audiences au premier ministre. M. André Bérubé, président de la Force ouvrière, a demandé à M. Raymond Barre de recevoir une délégation de Force ouvrière pour lui faire part notamment de l'insécurité des salaires devant la persistance du chômage et la possibilité d'une nouvelle poussée à la rentrée.

LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SANTÉ

Les mutuelles pourront continuer de ne pas appliquer le décret sur le ticket modérateur

Le décret instituant le ticket modérateur d'ordre public à compter du 1<sup>er</sup> mai ne sera pas abrogé mais il ne sera pas appliqué. Les mutuelles remboursées à 100 % continueront à l'être, malgré ce décret qui prévoyait que 5 à 12 % des frais de santé devraient être supportés par les malades. Tel est le résultat de l'entretien qu'ont eu, vendredi 4 juillet, les dirigeants de la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) avec le premier ministre, en présence de M. Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, et de M. Farge, secrétaire d'Etat.

Commentant les résultats de l'entretien, M. Teulade, président de la F.N.M.F., employé un langage beaucoup plus diplomatique : « Nous avons réaffirmé nos positions. Nous avons demandé la liberté totale pour les mutuelles de couvrir, grâce à des cotisations volontaires, les aléas de l'existence. Nous avons reçu du premier ministre l'assurance que la liberté des mutuelles pouvait être utilisée comme nous l'entendons. » Cela veut-il dire que les mutuelles continueraient à être remboursées à 100 % ? A cette question, des journalistes M. Teulade répond : « Nous avons reçu l'assurance que les sociétés mutualistes qui suivent nos conseils pourraient les appliquer. » S'agit-il bien du remboursement à 100 % comme l'indiquait la consigne ? M. Teulade répond : « Les mutuelles qui, dans leurs statuts, prévoient le remboursement à 100 %, pourront continuer à le faire. Et celles qui n'ont pas prévu cette formule dans leurs statuts ? « Grave problème, grave problème », répète le président de la F.N.M.F. ce qui veut dire que ces mutuelles en seront empêchées.

En langage clair, cela signifie bel et bien que le décret ne sera pas appliqué, mais qu'il ne faut pas le dire aussi brutalement. Comme M. Teulade l'avait lui-même proposé, les mutuelles devront cependant supporter une cotisation pour la mise en œuvre de la prévention mutualiste sera créée pour engager une action « mutualité-prévention ».

Le langage clair, cela signifie bel et bien que le décret ne sera pas appliqué, mais qu'il ne faut pas le dire aussi brutalement. Comme M. Teulade l'avait lui-même proposé, les mutuelles devront cependant supporter une cotisation pour la mise en œuvre de la prévention mutualiste sera créée pour engager une action « mutualité-prévention ».

CONJONCTURE

LE PRÉSIDENT DU CRÉDIT MUTUEL CRITIQUE VIGOREUSEMENT LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. Théo Braun, président du Crédit mutuel, a sévèrement critiqué vendredi, à Paris, la politique gouvernementale en matière d'épargne et présente des propositions « pour promouvoir l'épargne populaire ».

« On assiste incontestablement à un phénomène général de désépargne », a déclaré M. Braun, qui estime que la politique du gouvernement visant à encourager l'épargne longue « recèle de graves dangers et une méconnaissance certaine du comportement des épargnants ». L'épargne dite liquide, donc l'épargne que nous collectons sur livrets, est d'une remarquable stabilité », a-t-il affirmé, en précisant que sur les deux millions de comptes sur livrets ouverts au Crédit mutuel, plus de 70 % ont une durée effective de quatre à cinq ans.

M. Braun, qui reste opposé à l'indexation, propose la création d'un « livret patrimonial », soit en instituant un livret sur lequel les épargnants s'engageraient à verser pour cinq ans minimum des montants fixes et variables, rémunérés par un taux d'intérêt et une prime (financée en partie par l'Etat sur recettes budgétaires), soit en créant un livret de forme contractuelle pour une période de quatre ou cinq ans, dont le taux serait fixé d'avance, mais garantirait au moins le pouvoir d'achat du capital.

Abordant ensuite le problème de l'encadrement du crédit, M. Braun a estimé que « les moyens mis en œuvre entraînent des distorsions telles que nous les jugeons contestables ». Selon lui, le nouveau resserrement du crédit, le 1<sup>er</sup> avril dernier, a augmenté le nombre de chômeurs en France de l'ordre de deux cent mille, rien que pour l'industrie du bâtiment.

« Actuellement, l'argent collecté par le système mutualiste est détourné de ses fins et replacé dans des circuits pratiquant le crédit à la consommation à des taux élevés », a ajouté M. Braun, avant d'indiquer qu'un recours avait été déposé au Conseil d'Etat pour faire annuler le décret pris en novembre dernier plafonnant à 41 000 francs les dépôts sur les « livrets bleus ».

Répondant enfin à une question, le président du Crédit mutuel a déclaré qu'il n'y aurait pas de « candidature mutualiste » aux prochaines élections présidentielles.

● L'exécution du budget de l'Etat pour 1980 fait apparaître un déficit cumulé pour les cinq premiers mois de 17,3 milliards de F, contre 35,2 milliards de F, pour la période correspondante de 1979. Le ministre du budget souligne que ce déficit provient essentiellement des opérations du trésor et notamment du compte d'avance aux collectivités locales, qui fait apparaître une charge nette de 22,1 milliards de F contre 17,7 milliards de F au 1<sup>er</sup> mai 1979.

AFFAIRES

Le sort de Manufrance

M. TAPIE DEMANDE UN DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE

A peine arrivé à Saint-Etienne, vendredi 4 juillet, M. Bernard Tapie, l'homme d'affaires parisien qui s'était vu confier par le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance une mission d'étude de la possibilité d'un rachat de l'entreprise stéphanoise, a annoncé qu'il souhaitait « différer de quelques jours » la remise de ses conclusions.

M. Tapie devait à l'origine remettre son rapport le 16 juillet, et M. Bérubé, le président de la Société nouvelle Manufrance, démissionnaire, avait accepté de conserver jusqu'à cette date. On ignore les raisons qui ont amené M. Tapie à demander ce délai supplémentaire, de même qu'on ignore encore l'accueil qui sera fait à cette proposition par le conseil d'administration.

REMIS A M. D'ORNANO

Un rapport préconise quarante et une mesures pour faciliter l'adaptation des entreprises moyennes du bâtiment

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a présenté vendredi 4 juillet à la presse le rapport du groupe de travail qu'il avait mis en place en octobre 1979 sous la présidence de M. Daniel Deguise, président de la Caisse nationale des marchés de l'Etat, dans le but d'établir un « programme d'action pour l'adaptation du secteur du bâtiment ».

Les entreprises moyennes du bâtiment ont en effet du mal à s'adapter à une situation qui s'est profondément transformée depuis 1974 : la baisse des opérations de construction s'est réduite ; la part des maisons individuelles étant passée de 45 % à 65 % du total des logements construits, des tâches nouvelles (amélioration de l'habitat, économies d'énergie) sont apparues sur le marché ; enfin, seules les très grandes entreprises ont été jusqu'à capables de répondre aux souhaits du gouvernement de voir le bâtiment exporter : une élévation d'un point du taux des exportations du bâtiment procurerait une rentrée de devises de 1 milliard de francs, a souligné le ministre.

Le rapport de M. Deguise ne comprend pas moins de quarante et une propositions précises et ponctuelles qui touchent aussi bien à la réglementation qu'à la modernisation de l'appareil de production, à l'orientation des entreprises vers une politique de « produits », à la formation du personnel et aux conditions de travail.

Il faut, selon le rapport, simplifier les procédures de passation des marchés, faciliter la libération des révisions de prix, créer un organisme commun de réglementation technique pour les différents ministères, permettre aux entreprises de fournir à leurs clients un service complet (du plan de financement jusqu'aux finitions), améliorer la capacité des entreprises moyennes à répondre aux besoins de rentabilisation et d'économies d'énergie, aider les entreprises à mettre au point et à commercialiser des produits et des services mieux adaptés à l'exportation, réformer le système d'assurance-construction pour enrayer la progression du nombre des malheurs, soutenir les initiatives des entreprises désireuses de se moderniser, favoriser l'accès des entreprises aux moyens financiers de leur adaptation, améliorer et rendre plus efficaces les relations des entreprises du bâtiment avec les industries productrices de matériaux, adapter l'appareil de formation continue aux besoins du secteur.

M. d'Ornano, qui a souligné que « le soutien à l'activité du bâtiment est une priorité sociale et économique » et que « cette priorité se traduit dans les faits », a récapitulé les actions déjà entreprises et a annoncé huit mesures nouvelles qui ont pour but de donner au bâtiment les mêmes avantages qu'aux autres industries (prêts participatifs, crédit d'équipement des P.M.E., primes d'investissement régional pour la création d'emplois permanents, prime régionale pour la création d'entreprises de facilité d'adaptation aux nouveaux marchés (développement des interventions de Bâtiments, ordres de l'Etat aux entreprises innovatrices, aides spécifiques aux P.M.E. pour les opérations d'économie d'énergie), de simplifier les conditions d'activité des entreprises (suppression de la réglementation sur les marchés privés et simplification de celle-ci pour les marchés publics), enfin d'encourager l'exportation par l'octroi de crédits-exports.

Le programme d'action des pouvoirs publics s'appuiera sur le rapport de M. Deguise, et un bilan de cette action sera dressé à la fin de l'année.

P.T.T. : MENACE

DE GRÈVE GÉNÉRALE CET ÉTÉ

Les fédérations des P.T.T., C.G.T., C.F.D.T. et F.O., mobilisent leurs adhérents en vue d'une intensification des mouvements revendicatifs au cours de l'été, qui pour Force ouvrière, pourrait conduire au « moment opportuniste » à une grève générale.

Les trois syndicats reprochent essentiellement au budget 1981 de ne prévoir aucune création de poste de titulaire l'année prochaine malgré la pénurie actuelle de cadres.

« Cette orientation », a déclaré M. Claude Fitous, secrétaire général de la fédération F.O., « signifie une nouvelle détérioration de la qualité des prestations des services aux usagers et une aggravation des conditions de travail ».

Le trafic postal doit en effet augmenter de 3 % et celui des télécommunications de 10,9 %.

Force ouvrière a maintenant l'intention de consulter ses adhérents sur le principe d'une grève générale qui « pourrait déborder des vingt-quatre heures » et serait d'accord « pour une unité d'action conjoncturelle » à ce niveau. La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent pour leur part leurs adhérents à intensifier les actions de plus grande ampleur.

AGRICULTURE

Opération images

Il aurait aimé, le président, se rendre à Vassy (Calvados) pour signer le texte de la loi d'orientation agricole. Il ne l'a pas fait, mais il a dit vendredi 4 juillet, dans le grand salon doré de l'Elysée, son espoir du temps ne se fausse pas. La charge de président est ingrate. Elle amène de jour avec les symboles, Vassy, le 15 décembre 1977. M. Giscard d'Estaing passait commande d'une loi pour l'agriculture de l'an 2000 et de vote pour la législature de l'an 1978. Il s'est aimé à Vassy même rappeler qu'il avait été entendu, trois mois après pour les secondes, trente mois plus tard pour la première. « Si j'ai voulu donner de la solennité à cette signature, c'est qu'il s'agit là du texte le plus important élaboré et adopté depuis la première loi d'orientation de 1960 et 1962 », a-t-il déclaré à la télévision, en compagnie d'un ministre et de deux secrétaires d'Etat au garde-à-vue. Le chef de l'Etat a encore parlé d'une seconde vague de progrès, de modèles français pour l'Europe, de volants nouveaux et de supériorité technique. Il s'agit de la loi d'orientation agricole et non, comme on aurait pu le penser, de notre système d'information. Pour inviter les journalistes à participer à cette solennité, le ministre de l'Agriculture avait prévenu : il s'agit moins d'une conférence de presse que d'une opération images. — J. G.

Le conseil de l'ordre des vétérinaires refuse de négocier avec le ministère de l'agriculture

« Les vétérinaires ne participent pas à la réunion organisée le 8 juillet par le ministère de l'agriculture », a annoncé, vendredi 4 juillet, M. Armand George, président du conseil supérieur de l'ordre des vétérinaires. « Le ministre ne trouvera pas d'interlocuteurs dans notre profession tant que la situation ne sera pas normalisée en Bretagne », a-t-il poursuivi.

Cette réunion à laquelle devaient participer des membres du ministère de l'Agriculture et du budget, ainsi que des représentants des vétérinaires et du monde agricole, a pour but d'étudier les conditions d'intervention des vétérinaires salariés et l'établissement d'une convention entre les groupements de producteurs et ces mêmes vétérinaires.

Le 19 juin dernier, en effet, le conseil supérieur de l'ordre des vétérinaires avait démissionné pour manifester son opposition à « la situation anarchique qui règne dans la distribution des médicaments vétérinaires, réglementée par le code de la santé publique, et l'utilisation abusive qui en est faite » (le Monde du 26 juin). Cette distribution serait assurée, selon eux, à 1 % par la pharmacie vétérinaire, à 30 % par le colportage, 30 % par les vétérinaires eux-mêmes et 30 % enfin par les groupements de producteurs. Certaines coopératives des Côtes-du-Nord sont particulièrement visées, des schémas massifs de médicaments (le chiffre de 10 millions de francs est cité) s'y effectuant de façon illégale.

Après avoir rappelé son attachement à la « mise en œuvre du programme sanitaire d'élevage » et à « la promotion d'une médecine hygiénique et prophylactique », le conseil assure « que sa principale préoccupation est de « sauvegarder la santé du consommateur ».

● Manifestation d'agriculteurs à Saint-Tropez. Le célèbre station de la côte varoise a connu dans la nuit du 4 au 5 juillet une heure de véritable folie, après que des agriculteurs mécontents eurent déversé sur les quais du port 2 tonnes de fruits et de légumes. Il était environ 23 heures lorsque sept camions chargés aux plaques d'immatriculation massives ont forcé le passage au milieu de touristes et de badauds et ont déversé sur le quai du port 2 tonnes de fruits et de légumes divers. Repartis aussi vite qu'ils étaient venus, les agriculteurs ont laissé derrière eux un véritable tapis de melons, courgettes, artichauts et tomates notamment. Les badauds ont alors jeté des fruits et des légumes sur les ponts arrière des luxueux yachts amarrés à quelques mètres et sur les clients qui consommaient à la terrasse des plus célèbres cafés de la station, créant un mouvement de panique dans lequel personne néanmoins n'a été blessé.

Le gouvernement du Québec propose à des industriels français de participer à la réalisation d'un programme antipollution de 24 milliards de francs

Sept cent cinquante stations d'épuration à construire, des kilomètres de collecteurs d'égouts à poser, mille cinq cents dépolluants à supprimer, des centaines d'usines et d'élevages industriels à équiper de dispositifs antipollution : tel est le très important programme écologique que le gouvernement du Québec a l'intention de mener à bien en dix ans. Le devis total se monte à l'équivalent de 24 milliards de francs. Il sera payé pour 90 % par l'Etat.

Si les capitaux ne font pas défaut au Québec, on y manque d'expérience, de techniques et de matériels adéquats. Les Etats-Unis seraient assurément capables de les fournir. Le gouvernement de la province canadienne a préféré se tourner vers la France, où il vient d'envoyer M. Marcel Léger, son ministre de l'environnement.

Celui-ci a rencontré une vingtaine d'industriels français spécialisés dans les équipements d'épuration comme le Degremont, l'Ornum d'assainissement, la Cerep. Il leur a proposé de participer au vaste programme de nettoyage qui a déjà commencé. Un grand collecteur et une station d'épuration, qui doivent desservir Montréal et trente communes voisines, sont actuellement en construction. Ce seul marché représente plus de 2 milliards de francs.

Au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet, M. Léger s'est félicité de ses premiers contacts, qui doivent s'intensifier dans les deux prochains mois.

« Le Québec était très en retard sur le chapitre de l'épuration des eaux », a-t-il reconnu. Mais depuis trois ans les citoyens ont exigé de plus en plus exigeants. Huit cents associations de protection du cadre de vie se sont créées. Nous avons donc posé comme principe que les cours d'eau ne pourraient plus servir à l'évacuation des déchets. Nous voulons des rivières propres, où l'on puisse pêcher, canoter, se baigner et puiser l'eau de consommation. Pour en finir, nous attaquons toutes les pollutions à la fois : celle des rivières et des bourgs, celle des élevages de porcs, celle des papeteries, qui vont transformer leur chaîne de fabrication, celle des autres usines, qui l'on puisse déverser aux réseaux urbains ».

Le Québec s'est doté des instruments juridiques et politiques nécessaires à cette entreprise. Il a adopté plusieurs lois et transformé la délégation à l'environnement en ministère à part entière. Une société nationale d'assainissement des eaux a été fondée qui viendra en aide aux petites municipalités.

M. Marcel Léger a rencontré M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. Ils ont convenu que la coopération scientifique et technique déjà pratiquée entre la France et le Québec devait s'exprimer aussi sur le terrain économique.

« La participation à notre programme d'épuration est l'occasion pour l'industrie française d'établir une tête de pont en Amérique du Nord. Car il y a beaucoup d'équipements à vendre dans le reste du Canada et même aux Etats-Unis », a souligné M. Léger.

La politique de protection de l'environnement lancée par le gouvernement du Québec vient à point nommé pour relancer une économie menacée par la récession. M. Léger ne l'a pas caché. « Aujourd'hui encore, on oppose l'écologie à l'économie. Les dépenses antipollution, disait-on, freinent le développement de la production. Nous voulons, au contraire, faire de l'environnement la locomotive de notre économie. La réalisation d'un programme d'épuration va créer cent mille emplois. » — M. A.-R.

Faits et chiffres

● Légère augmentation du chômage en Allemagne fédérale. — Après s'être établi à 3,4 % de la population active contre 3,3 % en mai, 781 400 chômeurs ont été recensés en R.F.A. en juin, soit 1,9 % de plus que le mois précédent. La remontée du chômage, qui touche 3,4 % de la population active (contre 3,3 % en mai) est due essentiellement, selon l'Office fédéral du travail, à des données saisonnières, notamment au début des vacances. Cependant, pour le premier semestre, le nombre moyen des chômeurs s'est élevé à 886 800 contre 968 400 au cours des six premiers mois de 1979, en baisse de 8 %.

Les offres d'emploi non satisfaites ont légèrement augmenté pour atteindre, toujours pour le mois de juin, 362 800, soit 2,5 % de plus qu'en mai.

● Trente-deux compagnies d'assurances du Golfe, réunies le 2 juillet à Koweït, ont décidé de créer un consortium pour assurer notamment les transports maritimes de la région contre les « risques de guerre ».

Un fonds commun, dont le siège sera à Bagdad, permettra de financer le projet conçu par les pays du Golfe à la suite de la décision prise par la société d'assurances Lloyd's l'été dernier, de déclarer la région « zone de guerre ». — (A.F.P.)

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'actualités.

Vous y trouverez également l'APPAREILLEMENT que vous recherchez.



PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE



## ÉNERGIE

### Les résultats financiers des Houillères du Nord et du Centre-Midi se sont améliorés

La C.G.T. et la C.F.D.T. viennent de réaffirmer, séparément, leur opposition à la fermeture des mines de charbon en France. Le bureau confédéral de la C.G.T. souligne son attachement au maintien en exploitation du puits d'Estival, dans les Cévennes, dont le tribunal d'Alès vient de demander la cessation de l'exploitation. De son côté, la C.F.D.T. demande que « la vérité soit faite sur le charbon français » par la mise en œuvre d'études de rentabilité. En attendant, la C.F.D.T. suggère l'arrêt de toutes les fermetures en cours ou prévues.

Ces prises de position interviennent au moment où les houillères du bassin publient leurs résultats d'exploitation pour 1979. Aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, on constate une amélioration incontestable des résultats techniques et financiers. La combinaison de prix de vente adaptés à l'évolution des marchés et d'une technique de pointe permet même d'envisager, selon les responsables, une prolongation de l'activité de certains sièges.

De son côté, M. Marchais demande dans une lettre adressée au président de la République que soit engagée une politique de développement de l'exploitation du charbon en France, et que soit « établie publiquement par les Charbonnages et avec les syndicats une évaluation des ressources minières ».

De notre correspondant

Saint-Etienne. — L'effectif du bassin houiller du Centre-Midi, toutes catégories comprises, est actuellement de onze mille sept cent quarante-neuf personnes, soit moins de cinq mille ouvriers de fond. Il est en diminution de 13 % sur l'année précédente. Les réductions les plus importantes ont été enregistrées dans les houillères des Cévennes (— 24,75 %) d'Auvergne (— 21,82 %) et de la Loire (— 19,02 %). Et pourtant, tout compte fait, 1979 aura été une année relativement satisfaisante sur les plans technique et financier pour les Houillères du Centre-Midi (H.C.M.) ainsi que l'ont constaté les administrateurs présentés au rapport de gestion. Ils n'ont pas pour autant dissimulé que s'ils avaient enregistré des résultats financiers très légèrement bénéficiaires — 18 millions de francs — c'était en grande partie grâce à des circonstances conjoncturelles favorables. Après stagnation, les prix de vente ont augmenté assez sensiblement pendant le deuxième semestre. Le bassin a produit un peu plus de 5,1 millions de tonnes, soit une baisse de 6,56 % par rapport à 1978. L'importance relative des exploitations a diminué, qui ont produit plus de 1,3 million de tonnes, s'accroît. Le rendement fond, 3 677 kilos, et le rendement fond et jour, 2 747 kilos, sont en progrès. Ces améliorations sont à mettre au compte des progrès de la productivité, mais s'expliquent surtout par le poids croissant de la Provence.

Pour les H.C.M. l'objectif demeure tout en terminant l'exploitation au fond lorsque subsiste du charbon — de développer considérablement dans les Cévennes les gisements à découvert « dont le prix de revient est nettement inférieur », comme l'a souligné le président après avoir rappelé qu'il avait différé deux mesures de fermeture dans les Cévennes et dans la Loire (le Monde du 8 avril).

Ces décisions de fermetures sont prises dans le cadre d'une politique énergétique nationale qui est de la responsabilité des pouvoirs publics, a déclaré M. Legendre, avant d'ajouter : « Cette politique, pour aboutir à des mesures qui soient en définitive positives pour l'ensemble de la collectivité nationale, ne peut méconnaître des évidences régionales et des choix qui seront faits après des études approfondies et globales du problème sous tous ses aspects. C'est pourquoi j'ai émis le vœu que cette politique, qui doit tenir compte à la fois des réalités géologiques et des conditions économiques, fasse une place accrue aux considérations sociales ».

Dans ces perspectives grisées, un point rose, cependant, qualité d'indicateur de l'effort, a été souligné : la décision du gouvernement, prise en janvier dernier, de construire un cinquième groupe de 600 MW à la centrale de Gardanne-Mayreuil.

PAUL CHAPPEL.

### M. Chalandon a remis son rapport sur la réorganisation du groupe Elf-Aquitaine

Le rapport demandé le 9 juin par M. Barre sur la réorganisation du groupe Elf-Aquitaine lui a été remis le 4 juillet par M. Chalandon.

La société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.), dont l'Etat est le principal actionnaire avec 67 % des parts, a engagé une politique de diversification industrielle facilitée par le quadruplement des bénéfices en 1979 (5,6 milliards de francs). M. Barre avait indiqué dans sa lettre du 9 juin que la S.N.E.A. devait éviter d'étendre « inconsidérément le secteur public » et gérer ses activités « selon des méthodes en vigueur dans les entreprises comparables ayant des actionnaires privés » (le Monde du 12 juin).

Dans l'entourage de M. André Giraud, ministre de l'Industrie, qui exerce la tutelle sur l'industrie pétrolière, on estime que la diversification de la S.N.E.A. ne doit pas se résumer à « transporter comment » Elf-Aquitaine ne doit pas ressembler à l'I.R.I. italienne, et échapper au contrôle de l'Etat, ajoute-t-on au ministère de l'Industrie.

M. Chalandon avait vivement répondu le 10 juin que l'Etat devait définir une politique « cohérente ».

En fait, les pouvoirs publics se sont émus de la puissance financière de l'Etat-Aquitaine à l'occasion de la tentative d'O.P.A. finalement bloquée par Matignon — sur la société américaine Kerr McGee, détentrice de réserves d'uranium, de charbon, de pétrole et de gaz, ainsi que d'une flotte importante de plates-formes pétrolières aux Etats-Unis, mais aussi ailleurs dans le monde. L'opération aurait coûté environ 16 milliards de francs, soit le montant du cash flow prévu pour Elf-Aquitaine en 1980. Matignon a pris alors conscience que du fait de la hausse du pétrole, les pouvoirs publics se sont émus de la puissance financière de l'Etat-Aquitaine à l'occasion de la tentative d'O.P.A. finalement bloquée par Matignon — sur la société américaine Kerr McGee, détentrice de réserves d'uranium, de charbon, de pétrole et de gaz, ainsi que d'une flotte importante de plates-formes pétrolières aux Etats-Unis, mais aussi ailleurs dans le monde.

Le prix de l'essence continue à baisser en Grande-Bretagne, après une hausse interrompue depuis 1973, la compagnie américaine Esso a annoncé, le 4 juillet, une réduction de l'ordre de 2 pence par gallon, soit environ 1,5 %. Cette décision est, selon la société, liée à l'intensification de la concurrence résultant de la surabondance actuelle du pétrole sur le marché mondial. L'initiative d'Esso a été immédiatement suivie par la Shell, qui a annoncé une baisse du même ordre de ses prix.

En Grande-Bretagne, selon les statistiques officielles publiées le 3 juillet, la consommation totale de produits pétroliers a diminué de 14,3 % pendant le trimestre mai-juin-juillet par rapport à la période correspondante de 1979. — (A.F.P.).

Le trafic de la R.A.T.P. : beau succès pour le R.E.R

Le trafic de la R.A.T.P., avec plus de deux milliards de voyages en 1979, a progressé de 3 % par rapport à 1978, note le rapport annuel de la Régie autonome des transports parisiens.

Cette évolution est intégrée selon les réseaux : le trafic du métro est resté presque stable (+ 0,2 %), celui des autobus parisiens a augmenté de 4,7 %, celui des autobus de banlieue de 5,7 %, celui du R.E.R. de 10 %. Les recettes directes du trafic ont augmenté de 19,6 % avec 2 435 millions de francs (2 036 en 1978). Cette progression est due autant à l'augmentation des tarifs qu'à l'évolution du trafic. La contribution des voyageurs à la couverture des dépenses de la R.A.T.P. est passée de 36,4 % en 1978 à 38,3 % en 1979 et devrait atteindre 38,9 % en 1980. Les remboursements de pertes de recettes (compensations réductions pour familles nombreuses ou du manque à gagner provenant de l'utilisation des cartes orange) se sont élevés à 1 111 millions de francs, ce qui représente 17,4 % des recettes de la R.A.T.P. Enfin, « l'indemnité compensatrice », visant à compen-

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Les disparités économiques interrégionales n'ont pas été éliminées

Les disparités économiques interrégionales sont loin d'avoir été éliminées, constate le rapport du comité de l'aménagement du territoire établi pour la préparation du VIII<sup>e</sup> plan.

Une présentation très simplifiée lève encore l'appareil de trois France, indiquent les experts : une France parisienne, une France riche (à l'est) et une France pauvre (à l'ouest). De même, les courants migratoires

qui drainent la population des campagnes vers les villes n'ont pu être renversés, et il faut constater « les tentatives, parfois illusoires de la décentralisation ».

Le comité propose de « vivifier le tissu économique de chaque région » : « Chaque zone, chaque ville, doit pouvoir générer activités et emplois », souligne le document. Mais s'il faut « laisser chaque région se battre comme elle l'entend, il faut aussi donner

des avantages de munitions aux plus faibles », et « renforcer la solidarité nationale ».

Le comité propose de développer la capacité de la France à innover en « créant d'autres Paris », des « foyers tertiaires de haut niveau ».

Il souligne la nécessité de développer les zones rurales en renforçant l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire et de continuer la lutte contre la pollution.

Enfin, les experts soulignent la nécessité d'élargir les compétences et les ressources des collectivités locales et de développer la concertation à tous les niveaux. Il faudrait régionaliser le budget et simplifier les procédures administratives : « C'est aux collectivités locales de prendre en charge l'accueil des entreprises, l'Etat ne devant intervenir que sur les dossiers les plus importants ».

DANS LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

#### • PICARDIE : créer une administration propre

De notre correspondant

Amiens. — Le conseil régional de Picardie présidé par M. Raymond Maillat (communiste), a, au cours de sa dernière session, adopté des modifications au règlement intérieur de l'assemblée pour faciliter le travail des élus, leur permettre un plus grand contrôle des textes proposés par les services de la préfecture et la possibilité de proposer des choix complètement différents.

A plusieurs reprises, le préfet de région M. Jean Rochet a mis en garde les conseillers régionaux, soulignant que certains des nouveaux paragraphes de leur règlement étaient contraires à la loi, notamment celui instituant un secrétariat des assemblées et un cabinet pour le président.

Pour le préfet les postes que l'on envisage de créer sont inutiles : quatre fonctionnaires supplémentaires vont être embauchés au secrétariat administratif, à la mission régionale, travaillant pour les deux assemblées de la Picardie. Il s'élève contre l'association faite aux services officiels de refuser des renseignements au président depuis qu'il s'agit d'un communiste. Il accuse M. Maillat de vouloir établir une administration parallèle.

M. Dosière, adjoint au maire de Compiègne (A.S.), président du groupe socialiste, affirme pour sa part qu'il s'agit seulement de « recruter un certain nombre de collaborateurs de haut niveau » et qu'il n'y a rien de « révolutionnaire » dans la décision du conseil régional.

#### M. D'ORNANO VEUT RÉDUIRE LES PROGRAMMES IMMOBILIERS DANS LA PLAINE DE VERSAILLES

Les cinq zones naturelles d'équilibre (Z.N.E.) d'Ile-de-France sont au peu la forme parisienne des zones naturelles régionales. Elles doivent s'appuyer sur une volonté ministérielle soutenue par un consensus local. Tels sont les deux principes réaffirmés par M. Michel D'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, à l'occasion d'une visite de la Plaine de Versailles.

Le ministre a aussi annoncé que les crédits annuels de 3 millions de francs consacrés, depuis 1978, à la réalisation de la Z.N.E. seraient renouvelés pour 1980. En outre, il s'est prononcé pour la réduction de trois programmes immobiliers portant sur un total de mille logements actuellement à l'étude dans la Plaine de Versailles ainsi que pour la remise en service « sans création de postes » de certains tramways de la grande ceinture de la S.N.C.F. Enfin le ministre de l'Environnement a réaffirmé son intention de classer « forte de protection » certaines zones boisées d'Ile-de-France, malgré le vote contraire du conseil régional (le Monde du 3 février).

Quant à M. Jean Legendre, maire de Compiègne (majorité) il relève une contradiction dans l'attitude de la gauche : « Les temps qu'elle limite les moyens d'intervention de la région en laissant les rentrées fiscales au préfet, elle augmente considérablement les frais de fonctionnement. Or le conseil régional est une « assemblée d'intéressements ».

MICHEL CURIE.

#### • RHONE-ALPES : éviter le saupoudrage

De notre correspondant

Lyon. — Au cours de sa dernière session où il a examiné le budget supplémentaire de 48 millions de francs présentés par le préfet de région, M. Olivier Philip, le conseil régional Rhône-Alpes a amorcé une importante réflexion sur « l'harmonisation des interventions de la région et des départements ».

Deux préoccupations, après sept ans de fonctionnement, de l'établissement public régional ont amené l'administration préfectorale à rechercher de nouvelles règles du jeu pour fixer les rapports entre la région et les départements.

Premier objectif clairement avoué : « éviter le saupoudrage des crédits régionaux ». Deuxième idée : éviter les abus. Un maire dynamique peut en engager les interventions de l'Etat, du département et de la région, faire financer à 105 % certains équipements. Parfois même en récupérant la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour mettre de l'ordre dans

cette situation, deux genres d'interventions de l'établissement public seront proposés après une large consultation, notamment avec les préfets de région : les interventions pour lesquelles la région agit seule ; les interventions où la région intervient avec les départements. Les élus de toutes tendances sont d'accord sur ces principes. Leurs réserves surgissent dès qu'apparaît la menace d'une région « superdépartement ». Les départements entendent rester maîtres de leurs choix politiques ; les élus aussi, qui pensent à leurs électeurs.

Les interventions de l'établissement public régional ne peuvent être que différentes ou complémentaires de celles des départements. M. Jean Pailly (majorité), président du conseil général du Rhône, souhaite que les choix régionaux soient « orientés vers des équipements structurants susceptibles d'être utilisés par les habitants de plusieurs départements ». M. Louis Besson, député (P.S., de la Savoie) insiste, lui, sur « l'absence d'unité et d'identité » de la région Rhône-Alpes qui interdit de se limiter à des interventions d'intérêt régional.

M. Louis Malsoum, député P.C. de l'Isère, déclare, quant à lui : « On ne peut s'interroger sur les relations entre la région et les départements en négligeant la cellule la plus proche des citoyens : la commune ». Pour le parlementaire communiste la région risque de se dégrader des petites opérations qui intéressent surtout les communes rurales et de montagne.

Conclusion rassurante du préfet : pas question d'imposer des dispositions dont les élus ne voudraient pas. « Nous n'avons pas à intervenir dans la politique des assemblées départementales ».

CLAUDE RÉGENT.

#### PLUSIEURS RUES ET PLACES DE PARIS CHANGENT DE NOM

Une douzaine de personnalités donneront leur nom à des rues de la capitale si les conseillers de Paris, au cours de leur séance de lundi prochain, se prononcent favorablement sur les propositions de Jacques Chirac.

La liste des nouvelles dénominations envisagées est la suivante :

Marcel Gromaire, le Père Chaillet, général Patton, Charles Luitel, Saint-Josse, Henry de la Vaulx, Claude Garamond, le pasteur Marc Boegner, Brassaville, Le Goulet, Victor Baltard, Antoine Carême, Serpillet.

## PÊCHE

● Deux chalutiers espagnols arraisonnés. Deux chalutiers espagnols ont été arraisonnés le 3 juillet alors qu'ils pêchaient en zone interdite au large d'Arcachon (Gironde) et conduits dans ce dernier port.

● Greenpeace : les Espagnols arraisonnés. L'organisation Greenpeace, dont le navire est bloqué dans le port d'El-Ferret pour avoir tenté d'opposer à l'activité des baleiniers espagnols, accuse l'industrie espagnole d'outrepasser les quotas qui lui ont été fixés par la commission baleinière internationale en juillet 1979, soit cent quarante-trois requins communs. Depuis le mois de juin, les chasseurs de baleines espagnols, qui travaillent en réalité pour les Japonais, augmentent leur rythme de leurs prises dans une proportion considérable.

● Les prix des pneumatiques vont augmenter de 1,5 % à 3 % à partir du 15 juillet. Uniroyl, Eaglebert, Kleber-Colombes et Michelin argumenteront de 2,5 % le prix de pneus pour voitures et de 1,5 % ceux destinés aux poids lourds. Chez Dunlop, la hausse est légèrement plus forte : de 2,5 % à 3 % pour la catégorie tourisme, de 1,5 % à 2 % pour les poids lourds. Pirelli et Pirestone augmenteront également leurs tarifs dans le courant du mois de juillet. La précédente hausse remonte à mars 1980. Elle avait été de 7 % à 10 % suivant les marques.

DANIEL JUNQUA.

(1) Air France réalise 5 à 6 % de ses lignes avec l'Algérie, en raison de tarifs élevés et d'un coefficient de remplissage particulièrement important. Elle a transporté, en 1979, dans les deux sens, Air Algérie en a environ un million de passagers. Durant les premiers mois de 1980, augmenté d'environ 20 %. Le poids moyen de bagages transportés par passager est de 30 kilos.

(2) 1, rue de Languead, à Alger.

5050 من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

1. AMÉRIQUES
2. LE VOYAGE DU PAPE AU BRÉSIL
3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
5. SYRIE : les attentats au multiplicité à l'approche du Ramadan
6. AFRIQUE
7. La fin du sommet de l'O.U.A.

### MAURITANIE, LA VOLONTÉ D'EXISTER

1. De la survie au développement.
2. Genèse d'un Etat.
3. Paris-Nouakchott : des relations en dents de scie.
4. La paix, condition essentielle du redressement économique.
5. Les pays en chiffres.
6. Arracher à la mort les oasis historiques.

### POLITIQUE

1. Le renouvellement des instances dirigeantes du M.R.G.
2. LA SITUATION AUX NOUVELLES-HEBRIDES : « l'indépendance difficile », par Charles Zarghile.

### SOCIÉTÉ

1. JUSTICE : les affaires des casinos nigé.
2. SPORTS : JEUX OLYMPIQUES : 75 000 visiteurs étrangers en lieu des 300 000 attendus se rendront à Moscou.
3. ÉDUCATION
4. PRESSE : le Progrès effectue un repli sur ses zones majoritaires.

### CULTURE

1. MUSIQUE : la 17<sup>e</sup> Festival du Maroc.
2. DANSE : Dominique Khalfouni quitte l'Opéra de Paris.

### ÉCONOMIE

1. SOCIAL : les nouvelles pour continuer de ne pas appliquer le décret sur le ticket modérateur.
2. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
3. LA SEMAINE FINANCIÈRE

### RADIO-TELEVISION (17)

1. Canal (17) : Journal officiel
2. Météorologie (18) : Mots croisés (18) : Programmes spéciaux (18).

Le numéro du « Monde » daté 5 juillet 1980 a été tiré à 518 633 exemplaires.

## La R.F.A. adopte un programme d'allègements fiscaux

Bonn (A.F.P.). — A trois mois des élections législatives, le Parlement ouest-allemand a adopté, le 4 juillet, un programme d'allègements fiscaux de 18,4 milliards de deutschemarks (37,7 milliards de francs) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981. Le vote des deux chambres a été acquis avec les voix de l'opposition chrétienne-démocrate, qui est majoritaire au Bundestag. Axé sur une réduction de l'impôt sur le revenu, le plan comprend aussi une série de mesures de caractère familial. Il vise notamment à lutter contre la baisse de natalité qui caractérise, depuis plusieurs années, la situation démographique de la R.F.A.

Sur le plan familial, la principale mesure est un relèvement des allocations familiales à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981 de 20 deutschemarks à 120 deutschemarks pour le deuxième enfant et de 40 à 240 deutschemarks pour les enfants suivants. Les allocations versées pour le premier enfant restent fixées à 50 deutschemarks.

Ce programme, qui, selon les observateurs, ne s'imposait guère d'un point de vue économique, risque d'accroître l'inflation, le seul problème préoccupant dans un horizon conjoncturel encore assez serein. Sur le plan budgétaire, il est jugé que l'endettement des finances publiques n'est guère propice à une baisse de recettes de l'Etat, au moment où la R.F.A. doit faire des efforts accrus en faveur de la défense et de la Communauté européenne.

(1) Selon un exemple donné par le ministre fédéral des finances à Bonn, un ouvrier de l'industrie, célibataire, âgé de 40 ans, qui en 1979 a payé 8 742 DM d'impôts en 1981, au lieu de 7 472 DM, soit 8,7 % de moins.

## EMPLOYÉS D'UNE SOCIÉTÉ SUISSE EN DIFFICULTÉ

### Deux Français sont retenus depuis près d'un an au Bénin

Deux Français, MM. Hubert Estran, directeur de société, et Brochard, comptable, paraissent être les victimes de la loi de la colère des autorités du Bénin et des agissements d'une société suisse en difficulté.

Celle-ci, Engineering General Constructors (E.G.C.), avait recruté au printemps 1979 M. Estran pour prendre la direction de Baima-Bénin, sa filiale installée à Cotonou et qui effectuait une série de grands travaux pour le gouvernement local, notamment la construction d'un hôtel international dans la capitale. A son arrivée sur place, M. Estran, aidé par M. Brochard, recruté un mois plus tard, constatait d'importantes fautes dans la gestion de la société, conduisant à un déficit en 1979 de 1,3 milliard de francs C.F.A. (26 millions de francs).

Selon le fils de l'homme d'affaires et son avocat, M. Marc-Michel Leroux, qui réside à Marseille mais qui pu correspondre avec M. Estran, la société était redevable d'une partie de ce déficit (900 millions de francs C.F.A.) à des sociétés ou à des particuliers du Bénin. Prévoyant le scandale, le groupe E.G.C. aurait décidé, toujours selon eux, de rapatrier la quasi-totalité de ses cadres suisses, « afin de leur

## LE F.M.I. VA ASSOUPPIR SA POLITIQUE DE PRÊTS

Genève (A.F.P.). — Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Jacques de Larosière, a annoncé, le 4 juillet, devant le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), que le F.M.I. avait décidé d'assouplir sa politique de prêts. « Le Fonds », a-t-il déclaré, « pourra, lorsque l'exigence des circonstances particulières, consentir (à ses Etats membres) des prêts d'un montant plus élevé que dans le passé et dépasser les plafonds fixés antérieurement, en fonction des quotas-pays ». En outre, a-t-il ajouté, dans le cas de difficultés d'ordre structurel les programmes d'ajustement pourront couvrir des périodes plus longues qu'autrefois.

Le conseil d'administration du F.M.I. étudiera, en détail, dans trois semaines, les formes et les modalités de ces nouvelles orientations, notamment « la manière dont le Fonds devra adapter ses programmes pour renforcer les bases productives des économies des pays membres ainsi que leur potentiel de croissance à long terme ». Selon M. de Larosière, « la croissance des concours nets obtenus du F.M.I. par les pays en développement s'est accélérée durant les cinq premiers mois de 1980 (1161 millions de dollars) ». Le Fonds se trouve actuellement dans une position de liquidité relativement confortable et, en mesure, par conséquent, de faire face à de nouvelles demandes substantielles.

## LES JOURNAUX OCCIDENTAUX SERONT RARES À MOSCOU PENDANT LES JEUX

Zurich (A.P.). — Les visiteurs étrangers à Moscou ne pourront se procurer, outre l'Humanité, que quatre journaux français : le Monde, le Figaro, France-Soir et l'Express — pendant les Jeux olympiques. L'Association pour la promotion de la circulation internationale des journaux, qui regroupe quatre cents éditeurs et distributeurs de journaux dans soixante-dix pays, a adressé vendredi 4 juillet à Lord Killanin, président du Comité international olympique, un télégramme accusant les autorités soviétiques d'être revenues sur leur engagement de mettre à la disposition des visiteurs étrangers une quantité suffisante de journaux. Selon l'Association, cinquante-cinq titres seulement d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord seront autorisés pour un total de onze mille huit cents exemplaires par jour.

Les quotas autorisés seraient les suivants pour les pays européens : France, quatre titres, 40 exemplaires au total par jour; Grande-Bretagne : six titres, 500 exemplaires; Allemagne occidentale : trois titres, 550 exemplaires; Italie : deux titres, 400 exemplaires; Autriche : deux titres, 380 exemplaires; Pays-Bas : un titre, 25 exemplaires; Suisse : un titre, 110 exemplaires; Belgique : néant; Danemark : néant.

## LA CLIENTÈLE TOURISTIQUE ESPAGNOLE AURAIT DIMINUÉ DE MOITIÉ AU MOIS DE JUIN

La guerre des vacances déclarée par l'ETA politico-militaire risque de porter le coup de grâce à un tourisme espagnol en nette perte de vitesse depuis deux ans et qui se trouve désormais au bord d'une grave crise.

Selon l'administration espagnole, le trafic touristique a diminué de 8 % entre le mois de janvier et le mois de juin 1980 alors que le nombre des devises augmentait de 12 %. Mais ces chiffres ont été vivement contestés par la majorité des directeurs des agences de voyages des principales zones touristiques. Selon un des responsables des agences de voyages de la Catalogne, et la venue des touristes au mois de juin a diminué de 50 % par rapport à l'année dernière. Sur la Costa del Sol, les experts estiment que l'occupation hôtelière est tombée à 40 % au lieu de 70 % l'an dernier.

Autre contradiction, l'Espagne, qui

à long terme est le paradis du tourisme populaire, recherche désormais une clientèle plus aisée, au moment même où l'Europe traverse une crise économique sans précédent. Cette guerre des vacances vient ainsi aggraver les déboires d'une industrie qui était encore, l'an dernier, la première du pays.

● L'ETA politico-militaire a annoncé, le 4 juillet, qu'une bombe de grande puissance avait été déposée à Porto-Banuls, station balnéaire de la Costa del Sol. L'engin devait exploser ce samedi 4 juillet. La police a fait évacuer la ville. Une manifestation avait eu lieu le 3 juillet, à Pamplonne, pour protester contre l'arrestation, en Navarre, de dix-huit personnes soupçonnées d'appartenir à l'ETA. — (A.F.P.)

## NOUVELLES BRÈVES

● M. Jean François-Poncet en Norvège. — Le ministre français des affaires étrangères est arrivé vendredi 4 juillet à Oslo pour une visite privée de deux jours, à l'invitation de son collègue norvégien, M. Knut Frydenlund, avec qui il a eu une conférence informelle. M. François-Poncet a visité l'ancienne usine de Venne, siège de la fameuse et bataille de l'« élan lourd » pendant la dernière guerre mondiale.

● La Suède « préoccupée » par la bombe à neutrons française. — M. Olof Ullsten, ministre suédois des affaires étrangères, a jugé dans un communiqué publié vendredi 4 juillet « préoccupante » l'annonce, faite par M. Giscard d'Estaing, que la France a expérimenté la bombe à neutrons. « Nous considérons la bombe à neutrons comme une arme spécialisée qui accroît les risques d'affrontement nucléaire, déclare le ministre. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est d'abord d'un désarmement, non de nouvelles armes atomiques. » — (A.F.P.)

● Occupation de péages d'autoroute par des touristes et travailleurs. — Des manifestants de Tourisme et travail ont occupé, le vendredi 4 juillet, plusieurs postes de péage au pont de Tancarville, sur l'autoroute de Normandie, ainsi que sur l'autoroute du Sud. L'Association Tourisme et travail et la C.G.T. avaient annoncé au cours du mois de juin qu'ils effectuaient des actions au moment des départs en vacances, afin de protester contre l'augmentation des péages et du prix de l'essence et demander notamment l'obtention de bons d'essence à tarif réduit pour les vacanciers.

● ERRATUM. — Dans l'article consacré aux licenciements décidés à la société Stercheman (le Monde du 3 juillet, page 41), nous avons indiqué par erreur que la société Digue S.A. numéro un du marché de la caravane en France, était une filiale du groupe Caravallat. En fait, Digue S.A. n'a aucun lien avec ce groupe et demeure la filiale de la société suédoise Cabby.

## Après l'occupation du rectorat Le procureur a requis des peines de prison ferme pour six responsables syndicaux de Besançon

De notre correspondant

Besançon. — Voté le 8 juin 1970 dans la fondée des lois « anti-casseurs », l'article 184 du code pénal puni de six jours à un an de prison et (ou) de 500 à 3 000 francs d'amende « quiconque se sera volontairement dans des lieux affectés à un service public de caractère administratif (...) après avoir été informé par les représentants de l'autorité responsable du caractère irrégulier de sa présence ». Si le délit a été commis en groupe, les peines sont doublées. C'est en application de ce texte que six responsables du Syndicat national de l'enseignement national (S.N.E.N.) et de la F.E.N. de Franche-Comté, ont comparu le 2 juillet devant le tribunal de grande instance de Besançon (le Monde du 21 juin). Les prévenus étaient parmi les manifestants qui le 26 septembre 1979, venaient demander au recteur de Besançon, M. Henri Legohérès, des explications sur la rupture d'embargo, les étudiants dans la rue quand le portail s'ouvrait pour laisser sortir le personnel. Les manifestants en profitèrent pour entrer et s'installer dans la rue quand le portail s'ouvrait pour laisser sortir le personnel. Les manifestants en profitèrent pour entrer et s'installer dans la rue quand le portail s'ouvrait pour laisser sortir le personnel.

Le procureur général, M. Robert Schwint (P.S.), lequel est intervenu pour obtenir des assurances qui devaient couvrir les manifestants à se retirer, aux responsables nationaux du S.N.E.N., du S.G.E.N., C.F.D.T., en passant par des élus de Besançon et du département du Doubs, et des enseignants de base — ont largement exposé leurs vues à ce propos. Les avocats, M<sup>rs</sup> Christian Dufay et Alain Florent de Besançon; Georges Pinet, France et Roland Weil, de Paris, n'avaient pas non plus l'intention d'abandonner le débat politique. M. Jean Vagne, procureur de la République, s'étant demandé, avant de requérir des peines de prison ferme, si son discours n'apparaissait pas « à un peu passiste », les avocats l'ont rassuré : « Vous êtes en plein dans le droit fil du projet de loi Peyrefitte. Vous nous avez exposé ce dans quoi on voudrait nous enfermer demain : tout ce qui bouge, tout ce qui discute, tout

## « Répression des libertés syndicales »

Les onze témoins cités par la défense — du sénateur et maire de Besançon, M. Robert Schwint (P.S.), lequel est intervenu pour obtenir des assurances qui devaient couvrir les manifestants à se retirer, aux responsables nationaux du S.N.E.N., du S.G.E.N., C.F.D.T., en passant par des élus de Besançon et du département du Doubs, et des enseignants de base — ont largement exposé leurs vues à ce propos. Les avocats, M<sup>rs</sup> Christian Dufay et Alain Florent de Besançon; Georges Pinet, France et Roland Weil, de Paris, n'avaient pas non plus l'intention d'abandonner le débat politique. M. Jean Vagne, procureur de la République, s'étant demandé, avant de requérir des peines de prison ferme, si son discours n'apparaissait pas « à un peu passiste », les avocats l'ont rassuré : « Vous êtes en plein dans le droit fil du projet de loi Peyrefitte. Vous nous avez exposé ce dans quoi on voudrait nous enfermer demain : tout ce qui bouge, tout ce qui discute, tout

ce qui conteste est matière à répression. On met dans le même panier la répression de l'école publique et la répression des libertés syndicales. »

Le directeur départemental de la police urbaine du Doubs, M. Albert Gros, responsable des forces de police appelées au rectorat, le 26 septembre, n'a pas très bien su dire s'il avait vraiment rejoint les lieux. Cependant, il a assuré ne pas l'avoir entendu leur ordonner de libérer le cours du rectorat. S'il est vrai qu'il n'est pas sûr que celui qui ne peut pas entendre, comme l'a répété le procureur de la République, il n'en demeure pas moins que l'extrême discrétion du commissaire ne permet pas de prouver que les six inculpés ont été personnellement « informés du caractère irrégulier de leur présence ».

Est-ce, au demeurant, à la police de décider du caractère « irrégulier » de la présence de représentants d'enseignants dans le cours du rectorat ? Est-ce même au rectorat ? La question a été posée en même temps qu'on rappele une détermination du président de la République, s'agissant de la grève de l'E.D.F. M. Giscard d'Estaing a, en effet, déclaré les coupures de courant qui gênaient le public, mais a précisé que personne ne pourrait contester le droit aux agents de l'E.D.F. de s'adresser à leur hiérarchie. Ce qui est bon pour les agents de l'E.D.F. ne le serait-il pas pour ceux de l'éducation nationale, qui, plutôt que de « terroriser les routes » se rendent au rectorat « où ils sont autant chez eux que le rectorat » ?

Le jugement sera rendu le 10 septembre.

CLAUDE FASSET.

Au lycée, cet élève devait redoubler sa première D. LE COURS CARPENTIER l'inscrit quand même en terminale D. 9 mois plus tard, il obtient une mention bien au Baccalauréat série D.

DIVISION DES D		ANNEE SCOLAIRE : 1977 - 1978	
SÉRIE D - JUIN 1978		CLASSE DE PREMIÈRE	
1. Enseignement de base	20	1. Enseignement de base	20
2. Français	10	2. Français	10
3. Mathématiques	10	3. Mathématiques	10
4. Sciences Physiques	10	4. Sciences Physiques	10
5. Philosophie	10	5. Philosophie	10
6. Sciences Naturelles	10	6. Sciences Naturelles	10
7. Histoire et Géographie	10	7. Histoire et Géographie	10
8. Langue vivante	10	8. Langue vivante	10
TOTAL : 120		TOTAL : 120	

un des nombreux exemples du COURS PRIVÉ CARPENTIER

Seconde à Terminales A,B,C,D Préparation HEC : BOURSES spéciales aux concours

15, Bd Poissonnière 75002 PARIS Tél. 261.51.27

Un piano droit pour 8750 F ttc

Larges possibilités de crédit personnalisées.

hmm

Le piano... et toute la musique, 135-139 r. de Rennes, 75006 Paris Tél. : 544 38 86 - Parking près Montparnasse.

مكتبة الأمل







## Etrangers ?

D'un lecteur qui nous a demandé de ne pas citer son nom : Je voudrais apporter un témoignage, le mien, à propos des lois qui vont à l'encontre des étudiants étrangers. Je suis arrivé en France sans titres et sans argent. Je viens du « côté sud » de l'Amérique latine, et les gens de mon milieu ne font pas d'études là-bas, comme tout le monde le sait. J'ai pu étudier en France, tous mes diplômes universitaires sont français, et bientôt je soutiendrai ma thèse de troisième cycle en philosophie. Des gens compétents pensent que c'est un bon travail, et même qu'elle est très bien écrite. Pourquoi ajouter que je ne connaissais pas le français en arrivant ? C'est fait, comme aurait dit le Montévidéen, gloire de la poésie française (Lautréamont se dénomme lui-même Montévidéen dans les *Chants de Maldoror*, et avec raison, puisqu'il l'était). Je voudrais seulement ajouter deux choses : si le projet Imbert avait été loi au moment de mon arrivée en France, de toute évidence je n'aurais pas pu rester dans ce pays que j'aime, et encore moins étudier. La deuxième chose est la suivante : vouloir de nuit depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis que j'ai la maîtrise en philosophie, je suis las et fatigué de garder les œuvres de métaphysiciens, comme les dénommés Alechinsky, Brancusi, Caruso, Chagall, Dali, Max Ernst, Freudlich, Friedlander, Foulia, Giacometti, Miró, Juan Gris, Picasso, Soto, Sazki, etc ; ceci pour dire qu'il est vrai, comme « on » l'a dit (« on » au sens de Heidegger), que nous, étrangers étrangers, enlevons le travail aux jeunes gens de la terre de

Voltaire et de Rousseau (ce Suisse !). Est-il nécessaire que pour finir je dise merci aux Français qui m'accueillirent, et qui m'accueillirent chaque jour ? J'aimerais plutôt terminer en citant un poète français, un grand : « Il y a maintenant, comme en tous pays, d'ailleurs, tant d'étrangers en France qu'il n'est pas sans intérêt d'étudier la sensibilité de ceux d'entre eux qui, étant nés ailleurs, sont cependant venus ici assez jeunes pour être façonnés par la haute civilisation française. Ils introduisent dans leur pays d'adoption les impressions de leur enfance, les plus vives de toutes, et enrichissent le patrimoine spirituel de leur nouvelle nation comme le chocolat et le café, par exemple, ont étendu le domaine du goût. » (Ce texte est le commencement d'un récit qui s'intitule *Giovanni Moroni*, œuvre d'un Rital ou d'un Polonais, je ne sais, Guillaume de Kostrowitzky, qui se faisait appeler Guillaume Apollinaire).

## Raymond, les Templiers et Mons-en-Pévèle

Usant — courtoisement — de la loi, M. le maire de Mons-en-Pévèle (Nord), au nom du conseil municipal, nous a adressé ce texte qui est à la fois une mise au point sur l'affaire de « Raymond et les Templiers » (le Monde Dimanche du 18 mai) et un futurisme exposé sur la psychologie d'une agglomération rurale.

Contrairement à ce que peut penser votre collaborateur, l'expulsion de Raymond Fichard

## Géographie

Il est monté dans la voiture. Avec un gros sac à dos. Pas un hippy, ça ne se fait plus. Un routard bien propre. Il voulait aller à Montélimar. Ou à Montbéliard, il ne savait pas très bien. Le bac ? Bien sûr. Et quelques menus diplômes en plus. Il savait où était Tegucigalpa, comment aller à Bombay, Katmandou ? Un peu dépassé tout ça. Mais il situait parfaitement l'endroit. Clermont-Ferrand ? A 200 kilomètres près, oui. Mais pour aller à Toulouse, fallait-il passer par l'Auvergne ? En un mot il connaissait assez bien le vaste monde. La France, à peine. Un cas aberrant ? Non. Renseignez-vous. Il semble que seuls les enfants de fonctionnaires et de militaires aient quelque idée de la géographie française. A cause des mutations. Et que les provinciaux, soucieux de se situer pour exister, soient moins ignorants que les Parisiens.

Lacune de l'enseignement ? L'explication permet, sans imagination excessive, de crier toujours haro sur le même boudet. Désintéressé plutôt pour la France trop proche et supposée familière. Les avions réguliers et les charters transforment en quelques heures l'importance du territoire. A l'exception des villages des huchottes et s'il n'y a pas de nuages, les passagers ignorent qu'ils se promènent dans l'espace et non dans le temps, au-dessus de la terre, de la mer, des villes et des hommes et non sur les colonnes d'un horizon.

La grande soif de l'ailleurs a fait oublier l'ici ou en tout cas l'à-côté. Sans pour autant verser un pleur sur le « bien de chez nous » qui fait l'admiration des Japonais, des Allemands et des Hollandais et le bonheur tout de même d'innombrables autochtones, on peut se dire que le bon vieux lisme où nous vivons mérite d'être un peu mieux connu par ceux qui ont la charge de son avenir.

JEAN PLANCHAIS.

(pourquoi lui avoir inventé un nouvel état civil ?) était depuis bien longtemps au centre des préoccupations des Pévélites et de la municipalité. L'on savait ici que la ferme de Raymond allait être vendue par adjudication publique et on savait aussi que — dès lors que la vente avait eu lieu — Raymond était en sur-sis entre ses murs. Mais lui-

même ne craignait rien, et il se répandait au cœur du village en répétant à qui voulait l'entendre qu'il ne s'agissait que de perpétuelles sans importance et qu'il aurait rapidement le dernier mot pour recouvrer tous ses droits sur ses biens. On ne peut pas reprocher dans ces conditions à la rumeur populaire de ne s'être pas levée puisque aussi

bien personne ne connaissait les tenants et aboutissants de cette affaire qui, épisodiquement, remonte à la surface depuis une dizaine d'années. Mais, en même temps, les gens du monde rural savent intuitivement que dès lors qu'il y a mainmise du « monde des affaires » et intervention de notaire et d'huissier sur un bien immobilier, c'est qu'il y a problème.

On ne laisse pas exclure, ici, aussi facilement quelqu'un qui appartient à la collectivité pévélite. Que son comportement lui donne raison ou tort, il est des nôtres, même s'il a choisi de vivre en marge. C'est l'esprit de communauté qui l'emporte. Il est vrai, par contre, que ce milieu rural pratique facilement l'exclusion et qu'il est difficile de s'y faire admettre. Et qu'on soit arabe, comme il est dit, ou simplement étranger au village, on a quelquefois du mal à s'y intégrer. Mais ne faites pas dire qu'on ne louerait pas une maison à un Arabe, car à cet ostracisme qui disparaît vous substituez le racisme, faisant ainsi une fois de plus, à l'appréhension du contexte. Tous ces bénévoles qui ont organisé — au niveau inter-communal — l'accueil de familles indochinoises ne sont pas prêts à supporter de tels amalgames, et la population de Mons-en-Pévèle sait montrer autant que nécessaire qu'elle ne rejette personne.

Mais revenons à Raymond et à l'expulsion pour parler de l'action de la municipalité et des socialistes. Nous n'aurions pas bougé pour empêcher l'expulsion ? C'est en partie vrai, car il nous paraissait que cette expulsion n'interviendrait pas avant un règlement judiciaire. Et nous n'avions pas connaissance qu'elle était programmée, car Raymond ne nous faisait pas part de ses intentions d'huissier. Comme toute la population, l'arrivée de l'huissier avec le camion de déménagement nous a surpris. De fait, il ne restait qu'à trouver des accommodements. Raymond n'avait pas de problème de logement : de toute façon ça n'était, selon lui, qu'une question de quelques jours avant qu'il ne réintègre sa ferme. Les Templiers, ils avaient décidé d'un autre lieu d'implantation quelque part dans le Midi.

Provisoirement, le problème était réglé, mais comment aider Raymond à retrouver son bien dans cet imbroglio juridique. La vente avait eu lieu près de deux ans auparavant, et depuis il était occupant sans titre mais sans apparemment être inquiété ni s'inquiéter. La bonne foi du nouveau propriétaire n'est pas en cause, mais peut-être était-il possible de vérifier les conditions de légalité de cette vente : c'est ce à quoi se sont employés des élus socialistes de la circonscription, et cette réflexion a abouti à décaler ce vice de procédure qui aujourd'hui conduit Raymond devant la Cour de cassation. Qu'on ne nous dise pas que nous n'avons pas bougé !

Quant à l'expérience du gîte rural, elle mérite une analyse plus fine, car successivement, et même cumulativement, elle comporte plusieurs activités : relais équestre, centre d'accueil pour les enfants et pour les clubs du troisième âge, asile pour les marginaux, et on peut y ranger sans ambiguës cette secte se réclamant des Templiers.

Mais, en célébrant des offices, cette secte attirait l'attention et les foudres de l'Eglise. En s'attaquant à une fontaine — qui depuis le Moyen Âge jusqu'au début du vingtième siècle fut un lieu de pèlerinage, — elle s'attirait en plus les critiques de l'administration des bâtiments de France. En se forgeant des adeptes parmi les jeunes du village, c'était toute la population qui se mobilisait, ainsi que les autorités de police. Avec eux, comme le dit Raymond, nait le marasme. Mais, en même temps, il est entré dans cet flot d'asile qu'il a créé, et il va jusqu'au bout de ces principes.

Ainsi, tous ces sentiments se mêlent : on expulse Raymond. Il faut faire quelque chose, et c'est tout à fait naturellement qu'on se reporte sur la municipalité : en même temps que Raymond, on expulse la secte, et alors c'est le soulagement. F.A.

cheux concours de circonstances ! C'est malheureux toute cette histoire, et ce n'est pas « tardant » du tout, car, au-delà de la personne de Raymond — dont chacun pensera ce qu'il veut — le résultat est que des milliers de personnes ne sont pas prêtes de retrouver un tel lien de communication. Car l'expérience du gîte rural est morte par accident, elle n'est pas morte par rejet.

POUR LE CONSEIL MUNICIPAL, LE MAIRE

## Cadeaux

A l'approche de la Fête des mères, chaque élève des écoles primaires confectionne de ses mains un présent pour sa maman si attentive, et le lui offre avec amour.

Mais cette joie a été refusée à deux enfants : — L'un parce qu'il vit chez une personne n'étant pas sa mère de sang et d'éducation bizarre, n'ayant pas de ce fait le besoin de faire plaisir à sa « maman » ; — L'autre parce qu'elle est lente dans son travail et qu'elle n'a pu terminer à temps son menu cadeau.

Mais où est donc le tact dont parlait cet inspecteur d'académie ? Est-il dans le comportement de cet instituteur qui met cet enfant à part, comme si « son malheur » n'avait pas encore eu assez d'importance ? Tout enfant, quel qu'il soit, n'a-t-il pas besoin de recevoir et de donner librement de l'affection ? La personne lui servant de maman n'a donc aucun rôle à jouer dans la vie de cet enfant si ce n'est de lui fournir le boire et le manger ? Est-il chez cette institutrice indifférente aux pleurs d'une enfant de sept ans, voyant ses camarades partir avec leurs présents, alors que le sien gît, inachevé, au fond d'une armoire ? N'aurait-on pas pu consacrer une matinée à la finition de ces travaux, puisque cette enfant n'était pas un cas unique ? Ces faits n'ont pu que miradiner, ainsi que tous les membres de ma famille, car ces enfants sont mon frère et ma sœur. Je tiens quand même à signaler que, heureusement, cela n'est pas une généralité ; et par la même occasion, à m'excuser auprès de la corporation des instituteurs qui, dans de nombreux cas, s'achèvent à la hauteur de leur tâche.

BERTRAND BRIDOU, 15 ans (Dijon.)

## Mauvais jours

On pourrait intituler ma dérisoire petite lettre : « Si vous plaît, Messieurs, changes de jours ! » Sans doute vous ferez-je rire, mais sachez tout de même que depuis quelques semaines je suis obligé de vivre dans l'interrogation suivante : — Ce mardi, et ce jeudi, prochains, y aura-t-il, ou non, grève, et quel genre de grève ? Il se trouve, en effet, que le soussigné, par suite d'un handicap, récent mais définitif, le mardi, reçoit chez lui avec gentillesse les soins d'une kinésithérapeute, évidemment tributaire des moyens de transport. — et le jeudi parvient à se déplacer en utilisant (seul du reste) des taxis (introuvables certains jours de grève) pour recevoir des soins, cette fois, non seulement de kinésithérapie mais d'électrothérapie, ces derniers évidemment rendus impossibles lorsqu'il y a des coupures de courant.

Voilà pourquoi, tout au cours de ces semaines, et d'après les nouvelles aujourd'hui à la radio, la semaine ou les semaines suivantes (si, non sort dépend de l'éventuel et le souhaité par moi, esprit de... fantaisie, et du goût de la variation, de MM. Bégué et Maire.

Puis-je ajouter que n'attendant manifestation de fantaisie des souverains (et ce depuis plusieurs semaines, d'où ce pluriel), et d'autre part ayant moi-même participé à des grèves fort... fantaisistes (époque O.R.T.F.), je me conforte avec l'espoir candide de soudains caprices imaginatifs chez nos chefs syndicaux.

CLAUDE BAUDREUX (Paris.)

## CONTE FROID

### La séduction

Un jour, il rencontra la Mort et il trouva qu'elle ressemblait vraiment à sa légende : une femme ténébreuse et très brune, sombre et tragique, qui visiblement se prenait très au sérieux. Elle vint à lui, sûre de son charme vénéneux. Il lui échappa sans grande difficulté : il n'avait jamais aimé que les blondes ironiques.

JACQUES STERNBERG.

## JOURS D'ETE

## Le jardin de Portsall

Les paysans de Portsall (Côtes-du-Nord), un jour, ont vu s'élever au milieu d'un jardin une étrange construction métallique. Une serre pour cultiver des tomates ? Non. Sept marins amateurs ont entrepris de construire un bateau pour faire, en 1981, la course autour du monde.

A l'arrivée de la dernière Transatlantique, en 1978, un gamin de vingt ans s'était mis à rêver. Il avait pour-tant le pedigree d'un Parisien « normal » et heureux : il avait bien engagé ses études de physique, allait, en famille, passer ses vacances en Bretagne, naviguait avec des copains. Et puis, un jour, il dit tout haut ce que des amis, depuis quelques temps, n'hésaient pas à lui dire : « Et si on construisait un bateau pour faire le tour du monde ? »

Rien n'est plus solide qu'un rêve lorsqu'on a décidé d'en payer le prix. Ce qu'Alain Béthé avait dit n'était pas tombé dans l'oreille de sourds : Pierre, son père, qui conduisait la voiture d'un P.D.G., Jean-Baptiste Tillot, qui terminait ses études de sciences économiques et de sociologie tout en se préparant sans enthousiasme à être professeur, avaient, eux aussi, envie de larguer les amarres.

L'idée n'était pas si folle que cela. Depuis longtemps, ils naviguaient ensemble, ils s'étaient plongés dans des anciennes cartes de marine et avaient deviné des bibliothèques entières consacrées à la mer et à ses adeptes de toutes les époques. D'autres s'y étaient intéressés. Jean-François Le Menec, ingénieur des travaux publics et skipper dans une école de course ; Yves Branellec, dit Boun, marin et musicien ; Jean-Luc de La Bernardie, ancien étudiant, spécialiste de radio-télévision. Tous avaient participé aux grandes courses officielles et parcouru des milliers de milles.

Ils commencèrent par faire des économies. Puis, lorsque la caisse fut assez pleine pour engager les travaux, ils décidèrent, les uns après les autres de se consacrer au bateau : Pierre puis Jean-François donnèrent leur démission, les autres arrêtaient des études déjà très avancées.

Tout fut sacrifié au bateau : « Nous n'avons plus acheté ni livres, ni disques, ni meubles. Nous n'avons pas de traic, pas de télévision, pas de téléphone. Afin de pouvoir travailler toute la journée, nous avons planté des légumes dans le jardin. L'un d'entre nous va, une fois par semaine, faire les courses dans un supermarché. Le reste du temps, personne ne sort du jardin. »

Un plan de l'architecte Auzep-Brenner sous le bras, ils se cotèrent pour acheter 6 tonnes d'aluminium à 12 F le kilo et payer une facture d'électricité de 10 000 F. Au milieu du jardin de Pierre, ils commencèrent ce qu'ils appelaient un « travail de foum ». Ils découperont les plaques d'aluminium avec acharnement. Alain, qui avait pris pendant plusieurs mois des cours de soudure, se mit à l'ouvrage. A Noël 1978, l'œuvre centrale et la quille étaient terminées. Durant l'hiver 1979, ils construisirent tous les couples, puis, tandis que s'écoulaient la mauvaise saison, ils limentèrent (« six cents trous ») et assemblèrent à la main l'alu glacé par le froid. Aujourd'hui, après cinq mille heures de travail, le bateau est presque terminé. « Aucun chantier de construction n'aurait pu accomplir le travail que nous avons fait. Cela prendrait trop de temps et ne serait pas rentable. » Sans compter les perfectionnements techniques apportés : les lisses ont été doublées pour éviter toute déformation, les trente-quatre membrures faites à la main, car ce type n'existait pas dans le commerce.

Aujourd'hui, le rêve a pris corps. Le bateau qui brille doucement au soleil, c'est un peu la tour Eiffel de Portsall, qu'on vient le dicatiller visiter en famille. Et puis, l'équipe du « canot » (prononcez le « t » est déjà devenue son équipage. Hétéroclites et pourtant aussi solidement soudés que le sont les pièces du bateau, ces amateurs, qui en savent plus que les professionnels, ne portent déjà plus de montre et, quand on leur demande quand ceci ou cela s'est passé, ils répondent : « Lorsqu'on a posé le pont » ou : « Au moment



MARTIN VEYRON

où on préparait les lisses » et savent que dimanche est arrivé lorsqu'ils entendent les cloches.

Ils vont partir pour des raisons différentes. L'un, parce qu'il se sentait « mal dans sa situation sociale », l'autre, parce qu'il s'est « engagé très rapidement dans son métier » et qu'il voudrait « mieux se connaître ». Alain, lui, ne dit rien, mais ses copains affirment à sa place : « Tu verrais une gueule lorsqu'il est à la barre d'un bateau, tu comprendrais. » Ils veulent tous tenter l'aventure d'un équipage, ce petit groupe d'êtres humains disséminés, unis par leur volonté de tirer le meilleur parti de leur bateau, « cet équipage qui compte autant dans la réussite d'une course que dans la qualité d'un bateau ».

l'affirme Boun Branellec, « sortir de la voie rasée » à quelques-uns, d'« show-business », aquatique et de ses « vedettes », ou, comme le dit Jean-Baptiste Tillot, « écrire sur les courses que des histoires d'hommes virent qui affrontent l'océan, mîogre, mi-femme ».

Dans quelques semaines, le bateau sera à l'eau et l'équipage va commencer un entraînement intensif pendant des mois. « Il faudra que nous soyons parfaitement rodés, affirmait-il, unanimes. Nous ne voulons pas constituer l'équipage traditionnel avec un « chef de bord » et des équipiers qui débarquent la veille de la course. A bord, tout le monde occupera tous les rôles. Ainsi, quand celui qui est à l'avant pour changer les voiles se fera saquer

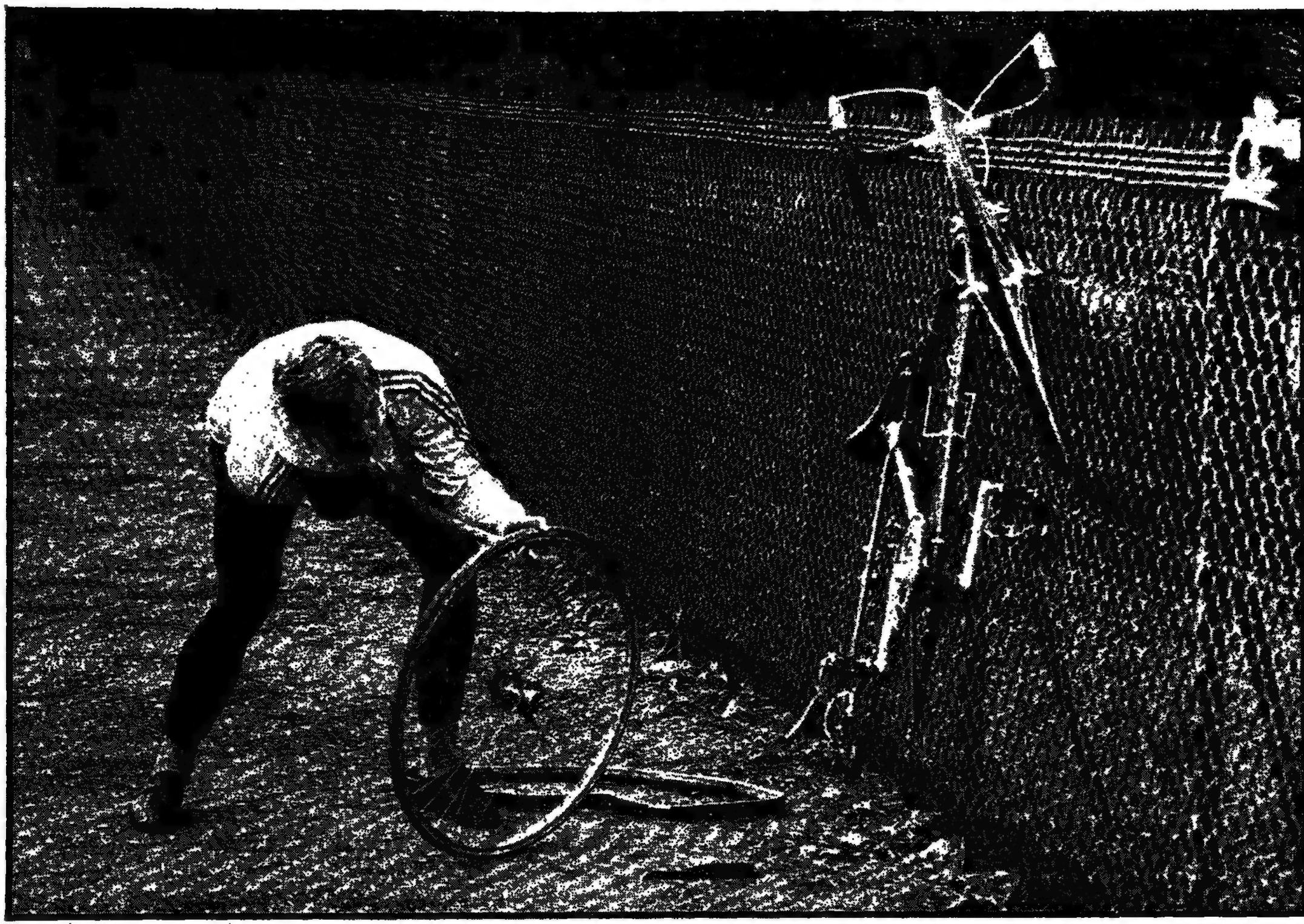
par le barreur, il comprendra, car il aura bûné avant lui. » Ils vont participer à des courses durant la prochaine saison, et Boun se charge d'animer avec ses instruments de musique les ports où le bateau fera escale.

Ils attendent encore un ouvrier, un médecin. Ils se demandent comment transporter le bateau, planté dans le jardin, jusqu'à la mer. Ils cherchent un sponsor qui leur apporterait 1,2 million de francs. Ils trouveront tout cela, cette bande de Bretons un peu fous qui aiment à rappeler que lorsqu'un, un jour, a dit : « Le bateau est le moyen le plus incommode pour aller d'un endroit où on n'a rien à faire vers un autre lieu où personne ne nous attend. »

M.-CH. ROBERT.

مكتبة من الأمل





JEAN-PIERRE FAUREAU

VIES

## Il n'avait pas la classe

Giorgio Finetti n'avait pas la classe. Le Tour de France n'était pas pour lui. Dans sa boutique de cycles du 17<sup>e</sup> arrondissement, c'est la valse des souvenirs.

JACQUES POTHERAT

**R**OUES, cadres et vélos entiers pendent du plafond ; les rayonnages grouillent sous le poids des boîtes de boyaux, des piles de shorts cyclistes, des dérailleurs ; les présentoirs regorgent de rustines, de calepiques... Deux affiches sur la vitrine : « Le parcours du Tour de France cycliste 1980 » (offerte par les boyaux X...) et une autre montrant un prétre cycliste allant porter un bouquet de roses rouges à la Madone du lac Majeur (don du syndicat d'initiative de Strass). Le vélo et l'Italie se partagent l'univers des Cycles Finetti, une petite boutique installée à Paris à quelques coups de pédale de la ligne de chemin de fer qui marque la frontière entre la « plaine Monceau » et le dix-septième tout court.

Blouse grise et tempes argentées, Giorgio Finetti règne sur son petit conservatoire du cyclisme traditionnel. Même si, devant la porte, les Mobylettes et les scooters encombrant la rue, « Qu'est-ce que tu veux, autrefois, ils avaient le temps de pédaler. Maintenant, c'est l'ère atomique, il faut faire une course en un quart d'heure. »

### L'homme au marteau

Les « cyclards » se sont reconvertis. Jetant le vélo-porteur aux orties, le coureur parisien est motorisé. Pourtant, dans la boutique de « Finetti », ils parlent toujours cyclisme. Et dans sa clientèle de coureurs qui ne sont plus des galopins, anciens « chevaliers de la petite reine », on trouve encore des inconditionnels des knickerbockers et de la chaussure à carreaux. On remue des vieux souvenirs qui sentent l'embrocation, la suée et la voiture-balai.

Les vieux éponymeux ne sont pas endormis : la « sorbière aux dents longues » — la taigue qui vous coupait les jambes — ou l'« homme au marteau » — la terrible insolation qui vous

jetait un coureur par terre, entraînant parfois le peloton comme un château de cartes. Et des portefeuilles, on tire des coupures jauniees de l'Equipe ou de Miroir Sprint. Le klaxon du Vel d'Hiv' annonçant : « Encore une prime offerte par les établissements Machin ! » résonne toujours dans les oreilles.

« Ici, je n'ai pas la classe », Finetti a pourtant « posé » sur les manivelles, mais en amateur. Même s'il a côtoyé les champions, à quarante-huit ans il ne refait pas son passé pour la galerie. Chassé des lies Borromées par le chômage, il atterrit à Paris en 1947, mécanicien aux « Cycles et motos Bergamaschi », un cousin putard qui faisait équipe au Vel d'Hiv' avec Forlini. « Il fallait « faire » de tout pour vivre, de la poussette d'enfant à l'Harley-Davidson. » Et le dimanche, Finetti, qui préférait le football, se retrouvait sur un vélo. L'engrenage.

« On préparait nos vélos la nuit pour courir le lendemain. On allait au départ d'une course à bicyclette, avec le sac sur le dos. On se connaissait tous. Piazza, Ziganza, dit « Zigang », le clan des « Ritals ». On était pourtant des adversaires. On se disait : tiens, il est là, celui-là, il va falloir se méfier. Mais, après la course, on rentrait à Paris tous ensemble... »

Amateur, sans moyens, sans « sponsors », comme on dit maintenant, il ne pouvait compter que sur eux-mêmes et sur les copains. « On ne gagnait presque rien en région parisienne. C'était un peu mieux dans les courses de province. Parfois les constructeurs ou fabricants d'accessoires nous donnaient une petite prime, mais ça n'allait jamais bien loin. A l'A.C.B.B. (1) à Boulogne, le

président nous prenait parfois à part après une course, comme si nous étions ses fils : « C'est bien mon petit, continue comme ça ! ». Et il nous glissait un billet de 10 francs... »

Quand on crevait, il fallait s'asseoir sur le bord de la route et recoudre son boyau avec du fil et une aiguille. « Maintenant on en est au boyau tubeless que l'on répare avec une seringue et du caoutchouc liquide... Mon copain André Brulé parlait toujours avec dans sa valise un vélo complet en pièces détachées. Il disait qu'il ne s'entraînait pas. Mais un jour, « Biguet » (Robic) l'a surpris sur son vélo, alors qu'il s'était levé de bonne heure. » Entre coureurs, l'« intox » était de rigueur.

### A la musette

« L'entraînement pour nous, c'était simple. On partait le matin de bonne heure et on faisait Paris-Dreux ou Paris-Cayeux, et retour, avant d'aller au boulot. Encore heureux quand le patron permettait que l'on parte un peu en retard. Le dimanche on partait faire l'entraînement à la musette. On pédalait en faisant le casse-croûte sur le vélo. » En changeant de club, les conditions s'améliorèrent pour Finetti : « A Versailles, le président Cabron nous emmenait en province dans son camion. Il était marchand de charbon et le camion n'était pas toujours très propre... » Il a couru un peu partout. En France, en Italie, en Suisse, mais : « Je n'ai jamais fait le Tour de France. Il fallait avoir la classe. Moi je courais en dilettante. Quand j'ai vu que je n'avais pas les possibilités nécessaires, j'ai

fait autre chose. C'est comme pour être mécano dans une grande équipe ou « stayer » (2) dans Bordeaux-Paris. C'est une place qui est dure à prendre. »

Et Finetti ouvre un jour sa boutique où se retrouvent ses copains, comme Marcel Alavoine, un ancien « stayer », Dufour, Pélissier, Picoche... « Ils n'ont pas fait de grandes carrières, mais il y a eu la guerre. Ils n'ont pas eu leur chance. » Pour eux Finetti a toujours dans son appartement à l'étage quelques tranches de coppa et un verre de Barbera. Et l'on parle encore et toujours du vélo.

Et du Tour de France qui n'est plus ce qu'il était. « Il y a vingt ans « on » partait de Saint-Jean-de-Maurienne et on terminait à Nice. Après avoir passé au moins cinq cols de première catégorie comme l'Aubisque ou le Tourmalet... Quinze gars pouvaient prétendre gagner le Tour. C'étaient des manuels du vélo, maintenant ce sont des intellectuels... »

Et les « géants de la route » reviennent à la mémoire. Bartali, Coppi, Van Stenberg, Bobet, Kubler, Robin, Teisseire, Ockers, Magny. Et les frères Lazarides, Apo et Lucien. « On aurait pu mettre un vélo de quinze kilos entre les païses de Koblet ou de Merckx, ils auraient quand même gagné le Tour. »

On ne se dopait pas de la même manière à l'époque. On prenait un peu de caféine ou des fortifiants. « De toute façon le dopage c'était surtout psychologique. Parfois les dirigeants nous donnaient des petits morceaux de pain sucré : « Tiens petit, avec ça tu vas gagner. » On y croyait

toujours, même quand on faisait des farces. Un jour au Vel d'Hiv', un jeune provincial qui avait fait venir toute sa famille voulait gagner. Il avait fait tout le tour de la majlle des vestiaires pour trouver un truc. Godot, qui faisait équipe en relais à l'américaine avec Bouvard, est allé lui faire tailler deux supportettes en gruyère chez le marchand de fromage d'en face. Le type a gagné à l'individuelle, personne n'a jamais pu le rattraper. »

De toute manière ces histoires de dopage, c'est mauvais pour le vélo. Quand il a une grippe, M. Tout-le-monde se « charge » plus qu'un coureur. »

### Recyclage

Et le commerce ? Ça marche, merci, surtout avec la vogue du vélo à la fin des années 80. « En 68, avec la grève, j'ai vendu des vélos comme des petits pains. Et je ne suis pas le seul. On fai-

sait la queue devant chez Finetti. » Maintenant, le vélo est à la mode, et Finetti ose un modeste calembour : « Ce sont les « cadres » qui achètent des vélos. » Surtout les beaux vélos sur mesure, avec la belle décalcomanie « Cycles Finetti ». Pour lui, il y a deux écoles dans le vélo. L'anglaise avec le « tout Reynolds », le « col de cygne » façon pionnier du cyclisme ; destructible en très « école ». L'italienne, le vélo de course racé, que l'on soulève du petit doigt, avec des dérailleurs précis comme des montres suisses. Le vélo japonais : de la camelote, de la poudre aux yeux. « Le vélo tic-tac » pour un Finetti qui n'a pas encore oublié les montres japonaises vendues au kilo sur les marchés d'après guerre. Et pourtant il y a l'exemple de la petite cousine du vélo, la moto... »

« On va revenir au vélo », Finetti en est sûr. « Les gens ont besoin de marcher, de faire du sport et de pédaler. Si on avait au moins l'intelligence de faire de Paris une capitale du vélo et non des bulldozers, comme Amsterdam ou Rotterdam. » La piste cyclable le long de l'hippodrome de Longchamp, c'est la tribune des anciens cyclistes devenus coureurs et qui se racontent leurs exploits. La « mob » ne suffit pas à faire oublier aux anciens « stayers » les formidables motos à moteur Anzani 1000 cm3 qui faisaient résonner la piste en bois du Vel d'Hiv'. Les vrais cyclistes vont dans la vallée de Chevreuse. Le bois, c'est pour se montrer. Oui, mais quand deux coureurs se rencontrent au coin d'une rue, ils se font une « baraque ». C'est toujours la course. Même si le « vélo-porteur » semble reprendre du service. Charles, un coureur qui attend que son Vespa soit à bout, en a commandé un : « Tu ne pètes plus long, mais c'est une question d'organisation. Et puis c'est bon pour la santé. L'ail malicieux, Finetti risque un dernier jeu de mots : « Dans le vélo, c'est comme partout, il faut savoir se recycler. »

SOYEZ A LA PAGE avec le

**DICTIONNAIRE DE FRANÇAIS**

Plus de 850 mots et locutions de langue anglaise, couramment utilisés dans les médias, la conversation ou la correspondance française d'aujourd'hui avec leur traduction en français.

EN LIBRAIRIE ou Frs 35

Chez l'éditeur GUY LE PRAT  
rue des Grands Augustins  
Paris 6



RÉSISTANCE

# Ruée vers l'uranium

La France a la fièvre de l'uranium. On prospecte, on creuse. Mais, des monts d'Ambazac aux collines de l'Hérault, des paysans résistent.

RICHARD CLAVAUD

La fièvre de l'uranium s'est emparée de la France. D'ici à 1985, les besoins du programme nucléaire français vont doubler, pour atteindre 7 500 tonnes, dont près de la moitié seront extraites en France : 15 000 kilomètres carrés sont aujourd'hui officiellement couverts par des demandes de permis de recherche.

Le 15 avril dernier, le *Journal officiel* ne mentionnait pas moins de six demandes de permis, portant sur 565 kilomètres carrés. Cette ruée vers l'uranium s'explique en partie par l'accélération du programme nucléaire français et par l'importance des capitaux investis dans la prospection.

La principale compagnie qui exploite les ressources nationales est la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires), filiale de droit privé du C.E.A. (Commissariat à l'énergie atomique). Les sociétés privées s'intéressent également à ce minerai : Compagnie minière Dong-Trieu (groupe Empain-Schnel-der), Minatome (Fechney-Ugine-Kuhlman et Compagnie française des pétroles), Compagnie industrielle et minière (Rhône-Poulenc) et Société nationale Elf-Aquitaine. Selon l'électricité de France, la production métropolitaine d'uranium devrait atteindre 3 850 tonnes cette année.

Si quelques gisements sont exploités ou en voie d'exploitation dans les Vosges, le Morvan et la Vendée, c'est principalement dans le sud et le centre de la France que se trouve l'uranium : Massif Central, Roussillon, Languedoc, Provence et Aquitaine, où une récente découverte accroit de 20 % les réserves françaises (le *Monde* daté 6-7 avril et du 29 mai 1980).

## Amers

Pour beaucoup de Français, l'uranium n'est pas une nouveauté. L'extraction a commencé en Limousin vers 1947. A cette époque, personne n'en parlait et la mine gardait tout son mystère. Mais aujourd'hui, comme l'indiquent un communiqué du comité de défense de Saint-Sylvestre (Haute-Vienne), la situation a changé : « Le hasard ou la malchance ont voulu que Saint-Sylvestre soit au cœur de la région minière. Il y a trente ans, nous en étions fiers. Aujourd'hui, nous sommes amers. » Des éleveurs du Limousin aux vignerons du Lodevois (Hérault) ou aux maraîchers catalans, un mouvement de refus se dessine et les pancartes : « Interdit à la Cogema », « Non à Minatome ! » fleurissent à l'entrée des villages.

Depuis 1976, les vignerons de Saint-Jean-de-la-Blaquière (Hérault) interdisent l'accès de leur village aux techniciens de la Cogema, qu'ils appellent les « nouveaux seigneurs ». En mai 1978, des paysans manifestèrent devant le siège de la même compagnie à Razès (Haute-Vienne) aux cris de « Non à la démolition de nos constructions », « Non à la colonisation ! ». En août 1979, soixante-dix Périgourdins font connaissance avec les habitants de Saint-Sylvestre conduits par leur maire. Ils sont venus se rendre compte de l'impact des mines dans cette région. Ensemble, et avec l'appui du mouvement occitan *Voie libre au Pays* ils publient un « manifeste et appel aux populations du Sud » : « A Saint-Sylvestre, lieu historique où fut ouvert le premier puits d'uranium français, nous proclamons notre volonté de résistance et d'union. Nous appelons les populations des régions du Sud à unir du Limousin et du Périgord jusqu'au Mercantour, pour imposer la préservation de nos droits et décider nous-mêmes de notre avenir. »

Le 25 février dernier ce sont les agriculteurs et les habitants de Vimenot (Aveyron) qui s'opposent à la continuation d'un forage entrepris par la Société centrale des minéraux et métaux radioactifs (S.C.M.M.R.A.), filiale

de Minatome. On pourrait multiplier les exemples.

Mars 1980. Dans le petit village d'Octor, près de Lodève, les habitants des communes concernées par une demande de permis de recherche d'uranium se réunissent dans une salle municipale. Vignerons pour la plupart, ils sont venus en famille, pour parler avec les voisins de Saint-Martin-du-Bosc, où des mines sont déjà exploitées. Des habitants de Saint-Jean-de-la-Blaquière sont là eux aussi. Maurice Gély, vigneron, vice-président de l'association de défense contre les nuisances, prend la parole : « Nous, à Saint-Jean, on a dit non à l'uranium depuis longtemps. C'est clair, des mines, des carrières, on n'en veut pas. Au début, les autres villages disaient : « A Saint-Jean, c'est des rouspéteurs, des fanfarons. » Mais maintenant que l'exploitation a commencé, ils nous croquent : « Vous avez eu raison. Même les « têtes » du village nous demandent quand on va remettre les pancartes qu'on avait plantées à l'entrée du village : « Interdit à la Cogema ! » et que des gens de l'extérieur ont enlevées. »

De nouvelles pancartes seront mises en place, plus grandes, plus solides. « Et si on nous les enlève, commente Maurice Gély, on les refait. En béton ! »

Pourquoi cette obstination ? Pourquoi ce viticulteur à qui la Cogema proposait une vigne de quatre mille pieds contre une de deux mille a-t-il refusé l'échange ? C'est que la terre a coûté trop d'efforts pour qu'on la laisse mourir. Grâce à l'amélioration des cépages, la région produit un vin de qualité, classé V.D.Q.S. (vin délimité de qualité supérieure). Si les mines s'agrandissent, que deviendront ces vignes et ces coopératives ? Garder les terres agricoles : cette revendication paysanne se retrouve dans le slogan des Aveyronnais : « Out aux pucierres, non aux forages », ou chez les paysans du Limousin qui s'indignent des achats massifs que fait la Cogema, devenue l'un des plus gros propriétaires fonciers de la région.

Quand on commence à parler de l'impact des mines sur l'environnement, les « rouspéteurs » sont des gens très sérieux et très documentés. Comme dit l'un d'eux : « On a beau avoir quitté l'école à douze ans pour travailler, on sait quand même se renseigner par nos propres moyens, car ce n'est pas les compagnies minières qui le feront ! » Ils sortent alors des rapports scientifiques des habitants hérités des grands-parents et expliquent pourquoi ils disent non à l'uranium.

Bien que le bouleversement du paysage prenne dans le cas des mines à ciel ouvert des proportions considérables (les carrières du Limousin sont les plus importantes d'Europe), c'est contre des risques moins directement visibles que se battent les réfractaires. D'abord les tirs de mine. Avant d'attaquer le minerai à la

petite mécanique, il faut casser les couches à l'explosif. Plus on en met, mieux ça casse. « Un jour, on a tiré 20 tonnes d'un coup. On en avait mis un peu trop », commente un mineur de Lodève. Et quand on en met « un peu trop », les murs des fermes se lézardent, comme c'est le cas dans la commune de Saint-Sylvestre (Haute-Vienne) ou au mas d'Alary, près de Lodève.

Il faut reconnaître que les sociétés minières prennent certaines précautions vis-à-vis de la population. Une famille du Limousin s'est vu recommander de quitter sa maison au moment des tirs, c'est-à-dire à 7 heures du matin. Au mas d'Alary, on a longtemps conseillé aux deux derniers habitants du village, M. et Mme Daumas, d'ouvrir portes et fenêtres pendant les tirs pour éviter que les vitres ne cèdent au souffle des explosions. « L'hiver, constate Marie Daumas, c'est ennuyeux, le froid rentre. Ah ! ces tirs de mines. J'en ai pleuré ! Et j'en ai pleuré plus s'en servir. » Cette eau, c'est celle que l'on récupère dans des réservoirs lorsqu'il pleuvait.

## Inquiets

Aujourd'hui, les habitants craignent qu'elle ne soit contaminée par les dégagements de gaz radon, provenant de la désintégration du minerai d'uranium. Ce gaz rare qui est confiné dans les couches géologiques est libéré lors de l'exploitation du minerai et de son stockage. Il s'échappe également par les cheminées d'aération des galeries souterraines des mines, dont certaines sont installées à quelques dizaines de mètres des maisons d'habitation et même, en Limousin, dans des cours de fermes. D'après les sociétés minières, il n'y a aucun danger. Pour ceux qui habitent près des mines, par contre, l'inquiétude grandit : « Pourquoi ne nous communique-t-on pas les mesures de la concentration de radon dans l'air de nos villages ? » demandent les vignerons du Lodevois (1).

On ne connaît toujours pas les effets du radon et des autres composés qui sont libérés lors de l'exploitation du minerai. Dans son rapport d'activités du quatrième trimestre 1979, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (S.C.P.R.I.) (2) reconnaît que « le mécanisme de l'action biologique des faibles doses de rayonnement et des contaminations radioactives du milieu. » Au mas d'Alary, Marius Daumas se souvient des recommandations des responsables de la Cogema : « Ils m'ont dit de ne pas boire l'eau des réservoirs, car ça pourrait nous occasionner des maladies. » Mais pour ce qui est de l'air provenant de la carrière, à quelques centaines de mètres de là, impossible de ne pas le respirer.

Mais M. et Mme Daumas n'ont plus envie de se battre contre cette carrière qui mange la montagne et leur village. Le combat est trop inégal. Ils savent que le mas d'Alary est condamné et qu'il ne leur reste qu'à partir.

(1) Le radon issu de l'uranium est insoluble dans l'eau. Il peut toutefois être contenu en suspension en petite quantité. Sa durée de vie est faible : il perd 50 % de sa radioactivité en 3,82 jours. On ne sait pas encore « piéger » le radon, on le continue le temps qu'il perde sa nocivité.  
(2) S.C.P.R.I., B.P. 35, 78110 Le Vésinet. Tél. : 978-02-72.

« S'il n'y avait pas cette carrière, nous serions restés. Mais avec ces tirs, cette poussière, la vie est devenue impossible. Vous savez, il ne faut pas croire que c'est très bon pour la santé. C'est nos petits-enfants qui paieront tout ça. » En attendant le départ, M. Daumas sert le traditionnel vin de nois au visiteur. Un agent de la sécurité, chargé de surveiller le site minier, et qui est passé dire bonjour, a lui aussi droit à la tournée. Ici, on n'est pas rancunier et le gardien de la mine a remplacé le facteur. Installé face à la cheminée où figure la date de construction de la maison, il s'empare tout à coup de son talkie-walkie et disparaît dans un « ici uragamma, vous me recevez ? » Il n'y aura bientôt plus de vigne au mas d'Alary pour faire du vin de nois et plus d'habitants pour fêter les trois cents ans du village.

Le problème de l'eau est souvent au centre des préoccupations des populations concernées par les mines d'uranium. Dans la plupart des communes où s'installe une compagnie minière, les sources disparaissent. Dans le Lodevois, plusieurs cas ont été relevés autour de Saint-Martin-du-Bosc. Même situation dans la Haute-Vienne. « On nous propose bien de nous dédommager avec les assurances, commente le paysan de Saint-Sylvestre, mais, des billets, on n'en veut pas. Ce qu'on veut, c'est nos sources ! » Les tarissements ont conduit à des luttes très dures dans cette région des monts d'Ambazac, notamment à Grandmont, où la population a récemment barré les routes pour empêcher la Cogema de continuer une campagne de forages. Les travaux n'ont repris qu'après l'intervention des C.R.S., alors que pendant dix heures le tocsin sonnait au clocher. Pour la première fois en France une compagnie minière de recherche d'uranium (la Cogema) travaillait

sous la protection des forces de l'ordre. Mais dans le village — au milieu des banderoles « Là où la Cogema passe, les sources trépassent », « Non à la colonisation, nous gardons le pays » — les visages étaient graves : en traversant le cordon de C.R.S. au volant de sa voiture, M. Maurice Courrier, adjoint au maire, avait les larmes aux yeux. Ici personne n'a oublié les années de guerre et la tradition de résistance des monts d'Ambazac. Le comité de défense des habitants de Saint-Sylvestre le rappelle dans un communiqué publié le 24 avril dernier : « Comme en 1943 où la maquis de Grandmont résistait à l'occupant, une nouvelle résistance s'oppose à un nouvel occupant, la Cogema. Notre combat pour la vie au pays ne fait que commencer. Il va s'étendre à d'autres groupes et à d'autres endroits. »

## Dépassement

Autre sujet de préoccupation pour les populations vivant près des sites miniers : les rejets liquides des mines et des usines de concentration des minerais. Ces usines sont implantées dans chaque division minière, car la teneur moyenne des minerais est faible, de 0,1 à 0,3 %. Grâce à un traitement mécanique et chimique, on parvient à un produit d'une teneur voisine de 70 %. Le *yellow cake*, forme sous laquelle se font les transactions commerciales d'uranium. C'est à Limoges que le problème de la pollution de l'eau se pose de la façon la plus aiguë. Depuis trente ans, les effluents des mines des monts d'Ambazac sont rejetés dans les étangs qui alimentent Limoges en eau potable.

En 1966, le ministère de la santé notait que « le résultat du contrôle indique un dépasse-

ment des normes ou règles de sécurité actuellement en vigueur, mais de l'avis des responsables du S.C.P.R.I., ce dépassement est sans conséquence pour la santé publique. »

Les mesures de radioactivité sont restées secrètes jusqu'en 1979, lorsque des scientifiques ont « emprunté » les bulletins du S.C.P.R.I. et les ont publiés. Depuis, elles sont rendues publiques, mais le classement des eaux en catégories a subi des modifications, et la lecture des résultats est plus compliquée. Certaines précautions ont été prises par la Cogema pour diminuer le taux de radioactivité des rejets, et les normes en vigueur ont évolué. La teneur en radium à ne pas dépasser est aujourd'hui de dix picocuries par litre, alors que la norme de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) est de trois picocuries par litre.

Pour s'assurer de l'indépendance des personnes chargées d'effectuer les mesures, la municipalité de Limoges a décidé de mettre en place un service de contrôle indépendant du S.C.P.R.I., avec l'aide d'un laboratoire spécialisé de l'université de Paris-Sud (Orsay). Le problème du baryum, utilisé pour le retraitement des eaux avant leur rejet en rivière, devrait également être évoqué. Malgré les précautions et les chiffres qui se veulent rassurants, l'inquiétude demeure. En octobre 1979, lors des Journées scientifiques et techniques du ministère de l'environnement consacrées à l'eau, M. Louis Longueque, maire de Limoges, concluait : « Non seulement il faut apaiser, mais il faut prévenir tout risque, même s'il y a une chance sur dix millions. S'il y a un risque de pollution par un déversement de produits toxiques quelconques au stade de l'exploitation (des) mines, il faut que nous le prévenions, et je pense que pour le prévenir, il n'y a









## CROQUIS

## L'engrenage

Un petit restaurant vers la place Stalingrad. Elle, on ne la voit que de dos, c'est seulement à la fin du repas que je verrai son visage et son long, avec de grands yeux trop maquillés. Pour l'instant, le nœud de l'épave que ses cheveux mal décolorés, aux racines noires, ses mains fines aux ongles trop longs, trop vernis de marron, ses doigts bagués d'anneaux argentés auxquels brillent de petits morceaux de verre, ses épaules minces secouées de sanglots monotones qu'elle enfouit dans un grand mouchoir blanc.

Elle se mouche. Il parle. De dos, lui aussi, chemise élégante, cheveux trop gonflés, trop bien coiffés, des gestes péremptifs de ses mains baguées de chevalières en or et brillantes. Face à eux, son ami à lui, miroir muet, complice, l'air compatissant.

Il la rudoie d'abord : « Tu pleures, tu pleures... Moi aussi, j'ai été au chômage. Mon expérience, elle vaut aussi pour les autres, non ? »

Elle pleure un peu plus fort. « Bon, moi, j'étais au chômage parce que je voulais bien. Le jour où j'ai cherché, j'ai trouvé tout de suite. Toi, jolis comme tu es... »

Il s'adonne : « De toute façon, tu sais qu'on s'aidait si ça va trop mal, on n'est pas dégoûté à ce point là ! »

Il se rengorge : « Les gens, de nos jours, ils tueront leur voisin, c'est chacun pour soi, tu peux croire, on se laisse séduire. Mais nous, on est pas comme ça. Regarde mon ami, là... »

L'ami se fend d'un grand sourire intimidé et heureux.

« Mon ami, c'est le pire des voyous, mais il a bon cœur, comme moi, il ne laisserait pas une amie dans l'ennui. »

Il allume ses cigarettes à bout doré, l'une après l'autre. Elle regarde en coin, à présent, elle pleure moins. Implacable et logique, il poursuit sa démonstration :

« Il est allé à l'école », proteste la fille, dans un souffle. « Et alors s'il est allé à l'école ? tranche-t-il d'une voix définitive. Tout le monde peut téléphoner, moi aussi je peux téléphoner. »

C'est le moment de la proposition :

« Si tu travailles avec nous, dit-il avec naturel, ce sera fini tout ça, tu auras de l'argent, tu ne te croieras plus comme ça. Et puis, tu auras des amis... »

« A-t-elle compris ? Elle ne pose pas de questions. Elle hésite à répondre. Alors, il parle à nouveau, longuement. Fini le chômage, fini l'usine, elle doit refuser de s'abîmer plus longtemps les mains et les yeux. Elle s'est finalement dégoûtée, l'air encore un peu inquiet, elle s'est tournée vers lui, l'aperçoit maintenant son joli profil, son nez fin rougi par les larmes. Elle sourit, elle ne pense pas à demander, à se demander comment tout cela va se passer. Elle est partie avec eux : elle avait l'air presque contente. »

BRIGITTE DYAN.

## REFLETS DU MONDE

## Daily Mail

## Des prisons surpeuplées

Même si l'on ne parle des prisons britanniques que lorsque des émeutes y éclatent, au train où vont les choses, estime le Daily Mail, elles risquent de faire de plus en plus souvent la une des journaux. « Cela en raison de leur surpeuplement. Les cellules sont occupées au double, parfois au triple de leur capacité. La population carcérale est actuellement de quarante-quatre mille personnes et ne présente aucun signe de décroissance. Quelconque sa jeunesse ou sa connaissance de ce qui se

passa derrière les murs et les grilles se rend compte du danger que recèle cette situation. La population des prisons doit être réduite. Mais comment ? »

C'est effectivement la question. Le Daily Mail suggère pour sa part que l'on se libère tous les alcooliques, les prostituées, les mendiants et les fumeurs de cannabis. On mettrait ainsi fin, selon le quotidien britannique, à une démographie carcérale galopante, sans pour autant mettre en péril la sécurité publique.

## LA LIBRE BELGIQUE

## Cachez ce sein...

La nu est une forme d'art, mais la Chine n'est pas la Grèce antique et il est préférable de ne pas l'y afficher publiquement.

C'est l'opinion des étudiants chinois des beaux-arts qui reproduit la Libre Belgique : « Pour Wu Guanchung, les formes humaines sont très belles et les artistes ont raison de vouloir les étudier, mais le nu ne devrait pas être exposé en public car cela pourrait aller à l'encontre des coutumes sociales. La société féodale chinoise interdisait de regarder ouvertement des nus, expliquait-il, et une rupture avec cette

régie demande une approche lente et progressive, sans quoi le fait de laisser sous le regard des jeunes des nus féminins ferait plus de mal que de bien. Chen Chih, de son côté, estime que les artistes doivent prendre en compte avant tout l'impact de leurs œuvres au niveau social. Dans le nouvel aéroport de Pékin, ouvert le 1<sup>er</sup> janvier dernier, il y avait un nu de femme nu milieu d'une fresque représentant le Festival des Dais, une des épreuves de la Chine. Cette partie a depuis été recouverte d'un rideau parce que, paraît-il, des Dais s'en étaient plaints. »

## Pariser Kurier

## La fête des sorcières

La firme Walter Preussner, en Allemagne fédérale, se porte bien. Cette fabrique de masques a reçu du chancelier Schmidt une importante commande, révèle le Pariser Kurier : « Cent vingt masques de sorcières, cinquante de diables, vingt de vampires et autres bizarres sataniques, ainsi que quelque cent cinquante masques d'hommes politiques. Helmut Schmidt n'a pas l'intention de transformer Bonn en enfer.

Il a simplement placé la traditionnelle fête d'été de la chancellerie sous le slogan : « Le Huit de Wuppurgie », nuit au cours de laquelle, dit la légende, les sorcières se réunissent. Les organisateurs se sont parmis une liberté linguistique : la parenthèse de Wuppurgie est une allusion aux prochaines élections. « Wahl » en allemand. Elections qui seront, estime le journal, la grande fête des diables de la politique.

## POLOGNE

## Féministes ? Pas du tout !

Des féministes en Pologne ? Certainement pas. Ni associations ni manifestations. Pourtant, si l'on a les relations qu'il faut...

MARYSE WOLINSKI

REPAS familial un dimanche, dans un P4 surpeuplé de Varsovie. Quatre générations représentées autour de la table. Nappe blanche damassée des jours de fête et pétales de fleurs. On se gave de charcuterie et de choux caramélisés en écoutant, poliment, les souvenirs de l'alcool. La vodka coule à flots. Nature, colorée, parfumée au citron, vieillie, il y en a pour tous les palais. De l'alcool aux petites-filles. Cul sec.

Au bout de la table, Eva, la maîtresse de maison. La cinquantaine, yeux bleus et blonds cheveux, un sourire placide sur les lèvres où se consume une cigarette. Elle se lève de temps à autre pour remplir les plats de choux. Jusqu'à l'arrivée des pâtisseries : cinq sortes de spécialités au pavot et au fromage blanc. Le repas aura duré quelque quatre heures.

Une réussite bien méritée. La seule préoccupation d'Eva pendant cette semaine aura été le ravitaillement en viande, légumes, pain... Toutes les femmes réunies ce dimanche, mères, belles-mères, filles, belles-filles, et qui la félicitent, savent ce que cela représente en efforts et en temps.

La course au ravitaillement est un sport auquel se livrent quotidiennement les Polonaises, en plus de leur double journée de travail, professionnel et ménager. Vient 15 heures, elles quittent le bureau. Les rues se remplissent de femmes, un filet à provisions à la main. Elles vont de magasin en magasin, de quartier en quartier, jusqu'à ce qu'elles découvrent le jambon de la semaine, le rouleau de papier devenu tellement rare, ou le cosmétique de leurs rêves.

An cours de ce repas dominical, la vodka aidant, elles se raient. Eva, employée dans une maison d'édition, Ana, infirmière. Dorota, architecte-urbaniste et Marika, dessinatrice, qui dit : « Pour se changer les idées, dans les queues, on parle entre nous. »

## « Libérées »

Lorsqu'une femme polonaise rencontre une autre femme polonaise, que se racontent-elles ?

« Surtout pas des histoires de femmes polonaises, continue Marika, qui pointe du doigt la télévision mais frotte de nos conditions de vie. De notre vie de femmes. »

Pourtant, à les écouter, les sujets de discussion ne manqueraient pas. Si Eva a parcouru la ville à la recherche de son jambon, Marika, elle, est déçue de ne pas avoir obtenu de place en maternelle pour la petite Susan, quatre ans. Et la brune Dorota, italienne d'origine, se plaint de la disparité des salaires entre hommes et femmes. Quant à Ana, elle n'a toujours pas reçu de réponse pour son logement. Voilà cinq ans qu'elle vit chez ses beaux-parents, comme 40 % environ des jeunes couples. A trois ou quatre générations dans quelques mètres carrés.

Pour elles, ce sont des problèmes propres au régime, mais pas des revendications féminines spécifiques. En ont-elles, alors, des revendications ? « Il reste des solutions à trouver dans certains domaines », explique Dorota, par exemple, les crèches, les maternités, les allocations familiales. Mais la femme polonaise a été « libérée » bien avant les autres. Les lois sur l'égalité datent d'après la guerre. »

Certes, mais sont-elles appliquées ? « Dans les faits, pas toujours », avoue Ana qui ajoute : « Et depuis l'arrivée au pouvoir de Giersek de nouvelles lois ont été votées. Des lois qui nous protègent. Ainsi la loi sur les soixante jours de congé. Elle nous permet de nous absenter de notre travail pour garder ou soigner nos enfants. Soixante jours de congé légaux en plus du congé ordinaire, et sans réduction de salaire ! »

Rien d'étonnant dans ce cas à ce qu'il y ait des disparités

entre les salaires des hommes et ceux des femmes. N'est-ce pas une loi qui se retourne contre les femmes ?

« Mais non, réagit vivement Dorota, puisqu'elle concerne aussi les hommes. » Seulement aucune d'entre elles n'est capable de citer un collègue qui ait osé convoquer son chef de lui accorder ces journées, pourtant légales. Des hommes qui jouent les pères au foyer, c'est vrai, elles n'en connaissent pas.

« On ne se pas pour cela aller manifester dans la rue », s'exclame Ana. Rien que l'idée les fait rire. Elles trouvent grotesques les défilés des féministes françaises, retransmis par la télévision. Des mouvements ou associations de femmes dont le but est de réfléchir à la condition féminine. Il n'en existe pas, si ce n'est la Ligue des femmes, effondrée après la guerre mais « très peu représentative aujourd'hui », selon Ana.

Alors créer une association ? Nouvel éclat de rire. Impossible sans en référer aux autorités du quartier. Obstacle difficile à surmonter. « Et une association pour qui ? Quelle femme aurait le temps à l'heure libre de se réunir avec les Polonaises ne peuvent pas s'offrir. »

Alors comment manifester son mécontentement ? Une possibilité, la seule pour Marika, le courrier des lectrices des journaux féminins qui prennent en compte les revendications des

femmes. Un exemple est cité : celui des campagnes de presse de la Femme et la Vie (Kobieta).

Hédomadaire vendu à six cent quarante mille exemplaires, et selon un sondage récent, la par plus de deux millions de lectrices, il s'adresse aux femmes qui ont une activité professionnelle. A sa tête, une « battante » qui frise la cinquantaine, Barbara Sidorczuk.

## Aux orties

Epanouie, énergique, rayonnante, Barbara est connue en Pologne pour ses actions en faveur des femmes. Une femme de caractère, taxée de féminisme par ses amis du parti dont elle est une militante de choc. Féministe, elle se défend pourtant de l'être.

« Je ne me sens pas féministe, comme on l'entend en France, assure-t-elle. Jeter son soutien- gorge aux orties, là n'est pas la question en Pologne. » Les féministes françaises apprécieraient peu ce curieux raccourci.

Et Barbara de poursuivre : « Les femmes ne peuvent pas résoudre leurs problèmes sans la participation des hommes. Et les hommes, non plus, sans la participation des femmes. C'est ensemble que les solutions seront trouvées. »

Soutenue par ses nombreuses lectrices, aidée de ses vingt-

cinq journalistes, toutes des femmes, elle mène depuis dix ans quelle dirige son journal, des campagnes, parfois virulentes, souvent efficaces.

En 1973-1974, la Femme et la Vie reçoit un courrier important de femmes divorcées qui ne perçoivent pas leur pension alimentaire. Au cours de rencontres régulières entre l'équipe du journal et les lectrices, Barbara pose le problème. La seule solution envisageable : une banque de pensions alimentaires. L'Etat verserait aux femmes la somme convenue par le juge et se chargerait lui-même de faire rentrer l'argent.

Articles, reportages, enquêtes, courrier des lectrices... Le Conseil national des femmes polonaises, organisme « censé » (selon Marika) représenter les intérêts des femmes auprès du pouvoir, enregistre les revendications. Les parlementaires (25 % de femmes) attentifs, dit-on, aux campagnes de la Femme et la Vie, réfléchissent sur le sujet. Barbara se démeure, rencontre parlementaires et ministres, s'explique au nom des femmes. Aujourd'hui, le système commence à fonctionner.

Autre exemple : la garde des jeunes enfants. « Impossible à l'heure actuelle », reconnaît Barbara, de construire la quantité nécessaire de crèches ou d'écoles maternelles. Aux parents donc de se débrouiller.

La solution la plus fréquente, ce sont les gardiennes clandestines, des retraitées qui acceptent de jouer les nourrices, moyennant un prix souvent exorbitant. Interrogées par leur journal, les lectrices révèlent l'escalade des tarifs. Il faut, estiment les journalistes, satisfaire les deux parties : les parents et les gardiennes dont le travail doit être rémunéré. Mais sans abus.

Le ministère de la santé et de l'assistance sociale suit la campagne de presse et étudie parallèlement une solution : ou légaliser le travail des nourrices « au noir », ou mettre au point une allocation de garde, versée par l'employeur des parents.

## La réconciliation

Troisième campagne, plus récente : la réconciliation, cette dernière étape avant le divorce, pure formalité jusqu'à en Pologne, où le nombre de divorces a augmenté ces dernières années. Les femmes se plaignent de ne pas avoir le temps de réfléchir. Plus d'un millier d'entre elles avouent à la Femme et la Vie, que « les choses sont allées trop vite pour elles et qu'aujourd'hui, elles regrettent leur divorce. »

L'affaire est menée rondement, avec très vite la coopération du ministère de la justice. La conciliation a lieu désormais en présence d'un psychologue, d'un pédagogue et d'un médecin sexologue, spécialistes dont malheureusement les effectifs sont insuffisants.

Barbara Sidorczuk a publié une brochure relatant les faits, exposant le point de vue des lectrices et les projets du ministère : deux cent mille exemplaires ont été vendus en trois jours.

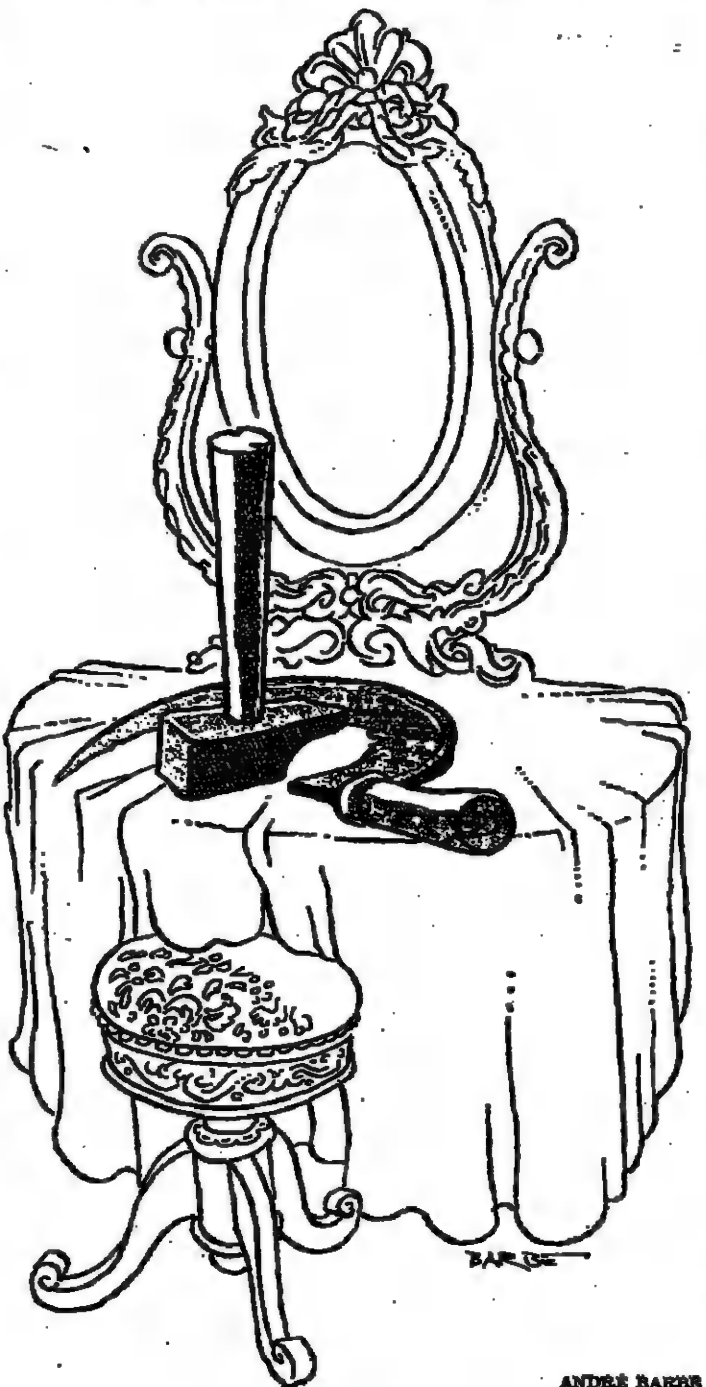
En avril dernier, responsables du journal et lectrices se battaient pour une amélioration du système des allocations familiales, allocations plutôt symboliques, en Pologne. Aboutiront-elles ?

« Lorsque nous lançons une campagne, nous ne lâchons jamais », affirme Barbara, sûre d'elle. Sûre peut-être aussi de ses amis, des dignitaires du parti.

Mais la campagne qu'elle aura menée avec le plus d'acharnement depuis dix ans, c'est sans doute celle du partage des tâches ménagères et familiales. « La seule solution contre la double journée des femmes. » Mais l'habitude commence seulement à entrer dans les mœurs. Et encore, bien lentement.

A coups d'articles d'humeur, d'enquêtes, d'interviews, les journalistes s'efforcent de persuader leurs lectrices, encore timorées, de mettre leur époux au travail. Barbara Sidorczuk est optimiste : un professeur de l'université de Varsovie lui a téléphoné pour l'informer des changements intervenus dans son foyer depuis que sa femme est une fidèle lectrice de la Femme et la Vie. Il est régulièrement de corvée de vaisselle, et contraint de laver ses chemises, s'être rendu à l'université. « Malgré cela, je continuerais tout de même à vous lire, parce qu'on doit connaître les idées de ses ennemis ! »

« Des hommes qui craignent pour leurs privilèges, il y en a dans tous les pays du monde », conclut Barbara.



ANDRÉ RABIER

STÉPHANE MALLARMÉ Première édition confondue  
Un coup de Dés jamais n'abolira le Hasard  
Format 28,5 cm x 38 cm | Coédition Change extrait / d'atelier  
■ Pour la première fois grandeur nature. Saluons l'événement ! La Bibliothèque Littéraire ■ Conforme non conformiste... En soi, cela, un fait de civilisation. ■ Libération ■ Une naissance, une façon de révéler... Écrivains et typographes, même combat ! Les nouvelles Littéraires ■ Cet acte d'audience est tout un acte théorique. ■ Le Magazine Littéraire ■ Pour que les poètes apparaissent tels qu'en eux-mêmes. ■ Révolution ■ En librairie, autour de 140 F ; sinon écrire à d'atelier 48, rue Massima - 75006 PARIS



PÉTROLE

# Les gens de la barge

Sur un rivage africain, une lourde barge pose un oléoduc pétrolier, qu'on appelle toujours le « pipe ». A bord, les hommes finissent par se considérer comme des croisés de l'Occident.

BERNARD TANDEAU

Sur la passerelle du *Silver-Fish*, le commandant me désigne du doigt un minuscule point noir. C'est là-bas, dit-il comme s'il allait me déposer à une bouche de métro. Partir la veille au soir de Douala, nous nous étions laissés glisser le long des balises qui jalonnent le cours du Wouri, puis avions gagné le golfe de Guinée. Les lumières épiées de Fernando-Po nous avaient accompagnés un temps avant de s'éteindre progressivement, tarissant l'imaginaire des rares passagers qui cherchaient encore l'Afrique au détour d'un itinéraire professionnel trop chargé.

Paul B., nous avait rejoint et, un verre d'anisette à la main, commentait abondamment les avantages et les inconvénients de la barge sur laquelle nous allions bientôt débarquer. Soudeur de longue date, la trentaine bien entamée, il effectuait sa quatrième rotation en l'espace d'un an et espérait bien en rester là maintenant qu'il était devenu propriétaire d'une maison de caractère quelque part aux environs d'Avignon. Ce dernier séjour ne signifiait pas pour autant le début d'une période d'inactivité ; Paul laissait entendre qu'il envisageait de faire un peu de charbonnier, à son compte, ou plus précisément qu'il aimerait bien gérer un dépôt de boissons, à condition toutefois qu'il trouve femme pour partager les joies du ménage et du zinc.

Quand le soleil vint au zénith, le *Silver-Fish* n'était plus qu'à quelques encablures de la barge. Les manœuvres africaines des équipes de relève, accouées au bastingage du cabotage, paraissaient fascines par cet assemblage hétéroclite de ferraille qui flottait au milieu d'une mer agitée. L'énorme grue Clyde, sa flèche fragile dressée vers le ciel, pivotait sur son axe afin de déposer les caissons flottants destinés à ralentir l'immersion du pipe-line qui se profilait sur l'arrière de la barge. Une certaine fièvre perçait à travers les explications que fournissait Paul à propos de l'opération en cours et il aurait été déplacé d'en attribuer le succès à d'autres qu'à ces hommes de terrain luttant en permanence contre les mille et un tours d'une nature hostile. Il y avait, bien sûr, les ingénieurs, mais leur travail de conception était considéré ici comme une tâche purement routinière, sans rapport avec la réalité. Les « gens de Paris », comme Paul aimait à les désigner en haussant les épaules.

## Pionniers

Où, les véritables artisans du succès de la société, les « pionniers », c'était bien eux : Leo, le chef de barge, Remo, le responsable des soudeurs, en compagnie duquel Paul avait fait la fameuse campagne du détroit de Magellan au milieu de vents de force huit et de creux de 10 mètres. Noël, le chef mécanicien, dont l'ingéniosité à bricoler les machines n'avait d'égale que sa connaissance encyclopédique des lieux de plaisir des ports du monde entier, et tous les autres, que Paul évoquait en les illustrant chacun d'une anecdote. Une poignée de main vigoureuse nous accueillait à bord et

le maître des lieux nous invita à le suivre à travers le dédale des conteneurs et des baraques de chantier posées à même le pont. De la cabine de commandement se discernait la logique qui présidait à cet entassement, même si l'esthétique n'y trouvait pas forcément son compte. « Vous voyez, c'est comme une usine sur la mer. »

Ce capitaine au long cours, que

le destin ou l'étroitesse du marché du travail avait placé à ce poste parce que la législation imposait sur les barges la présence d'un inscrit maritime, ou se l'imaginait frustré à la barre d'un vaisseau immobile.

Immobile ? Pas tout à fait. Derrière nous se mettaient en marche deux treillis géants. Au bout des filins d'acier longs de plusieurs centaines de mètres, des ankers. Ainsi la barge se propulsait par intermittence à la manière d'une araignée dont la course aurait été ralentie par la pesanteur de son ouvrage : à chaque nouvelle avancée un tronçon de pipe glissait lentement dans la mer pour s'allonger progressivement sur les fonds marins.

« Le problème c'est de « positionner » correctement les ankers de façon que la barge ne s'écarte pas du tracé retenu pour le « pipe » : en ce moment nous posons à moins de 1 mètre ; si tout va bien on aura terminé la semaine prochaine », et le chef de barge d'ajouter, se tournant vers un personnage jusqu'alors silencieux : « Pas vrai, Jim, qu'on fait du bon boulot ! »

Jim c'était le quantifié, surveilleur, un nom barbare pour désigner le représentant du client. Son rôle consistait à veiller sur-

pulacement à ce que les moindres détails des travaux soient exécutés conformément aux clauses contractuelles. « Celui-ci, il est O.K., mais le précédent ne nous lâche pas les basques une seconde », me confia Paul quelques instants plus tard.

Tout conférait un caractère solennel à l'opération. Les dais en toile dressés par-dessus la chaîne pour la protéger des intempéries, les projecteurs focalisés sur les jointures des tubes, les manœuvres s'affairant à nettoyer, polir, chauffer le métal, jusqu'au comportement presque condescendant des soudeurs dont les gestes assurés et précis n'avaient rien à envier à ceux des manipulateurs de forçeps ou des experts du bistouri. Le rituel est identique et légitime une compétence et un statut que personne d'ailleurs ne cherche à contester. Indispensables et solidaires, les soudeurs sont les maîtres du jeu face à la direction qui peut difficilement prendre le risque de retarder, voire d'interrompre le chantier ; chose impensable quand on connaît les coûts d'immobilisation du matériel. Paul en convenait volontiers, il gagnait bien sa vie mais ses rémunérations confortables n'étaient que la stricte contrepartie d'un travail harassant

assorti de servitudes quasi militaires. Des journées de onze heures, pas de repos hebdomadaire, une vie de caserne pendant deux mois... Le contraire d'une sécurité. « T'en connais beaucoup qui seraient prêts à faire ça même pour un salaire double du salaire métropole ? »

La réponse, c'est la passion secrète du métier.

## L'époque héroïque

Coups de sirène. « C'est l'heure du casse-croûte », dit Paul. Descendant dans les profondeurs de la barge, Africains et Européens gagnaient leur cantine respective. Un aménagement rendu, paraît-il, nécessaire par la différence de cuisine, les Africains ne voulant pas « manger européen » et vice versa.

Loin des femmes et des loisirs, soumis au rythme alternatif du labeur et du sommeil, les barpiés semblaient particulièrement goûter ce moment qui autorise un minimum de vie sociale. Calem-bours et lazis fusaient de part et d'autres, ponctués par de larges éclats de rires dès qu'un des protagonistes demandait sans répit.

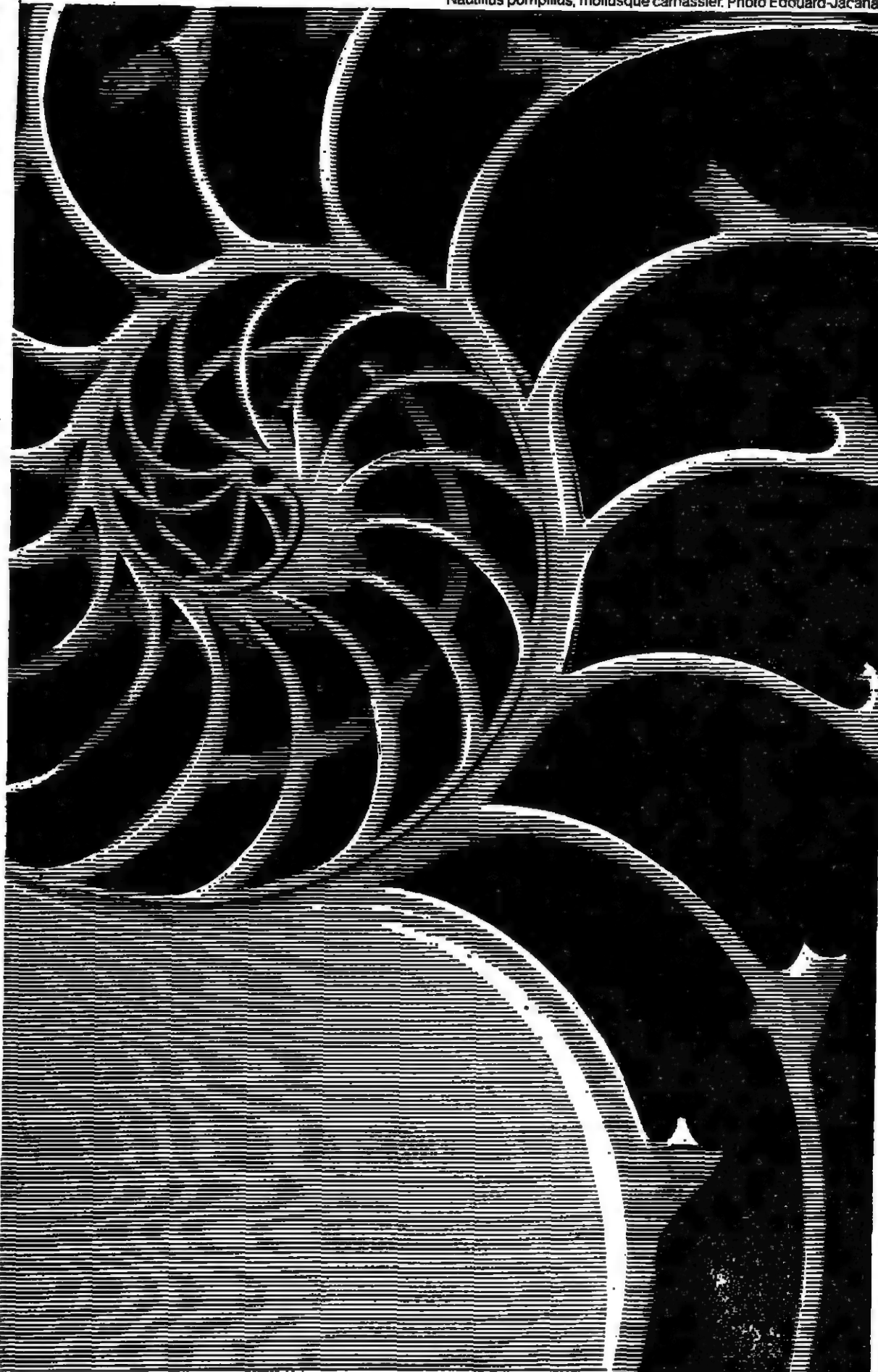
A la table du chef de barge,

on était plus sérieux. Le doyen du groupe évoqua l'époque héroïque des chantiers du Sahara, l'âge d'or des poseurs de pipe. Il obtint presque le renouvellement tant était vivace le souvenir de cette épopée. Puis la conversation dévia sur la crise, le manque de pétrole, le déclin de l'Occident. C'était inscrit sur les lèvres, dans les regards ; eux ne démissionneraient pas devant les événements à venir et continueraient tant bien que mal à accomplir une vie dure et vitale. Quelqu'un enfin lâcha le mot : la reconquête. Oui, le point nodal du malaise de ces nouveaux croisés semblait bien être l'ingratitude qu'affichait, croyaient-ils, la société à leur égard. Ni distinction ni honneur, tout juste pouvaient-ils prétendre à la sécurité de l'emploi et à une retraite sans problème.

De nouveau la sirène. Impeccables, les serveurs africains débarrassèrent les tables tandis que chacun regagnait son poste de travail. La démarche un peu lourde, je pris congé du chef de barge. Plusieurs semaines après, je croisai Paul dans une rue de Paris. J'appris qu'il partait le soir même pour l'Afrique. « Maintenant que j'ai la maison, il faut bien que je la meuble », me dit-il avec un sourire complice.

# Architecture à vivre.

Nautilus pompilius, mollusque carnassier. Photo Edouard Jacana.



Un habitat adapté est un impératif essentiel pour toutes les espèces. Certains animaux ont même la faculté de sécréter chimiquement la matière première de leur habitation. Très tôt, l'homme a eu recours à des procédés chimiques pour construire son abri : le verre, la brique et la chaux sont apparus dès la plus haute antiquité.

Aujourd'hui, dans la maison où nous vivons, les produits de synthèse interviennent à tous les stades de la construction (gros œuvre, huisseries, équipements sanitaires et électriques) et des finitions (crépis et peintures par exemple).

Les nouveaux matériaux mis au point par les chercheurs de Hoechst, tels que les résines Mowilith, la matière plastique Hostalit Z et la fibre Trevira haute ténacité, permettent à l'architecture de s'adapter aux nouvelles normes de la vie moderne.

Dans le domaine du bâtiment, comme dans bien d'autres, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

**L'avenir, c'est passionnant.**

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

**Hoechst**



collection complète en plusieurs largeurs  
**J. CARTIER**  
chausserie pour homme  
à 30 m de la rue Tranchet  
23, rue des Mathurins 8<sup>e</sup> - tél. 266.26.85

à tout!  
à associations  
à tout

à tout!  
à associations  
à tout

à tout!  
à associations  
à tout

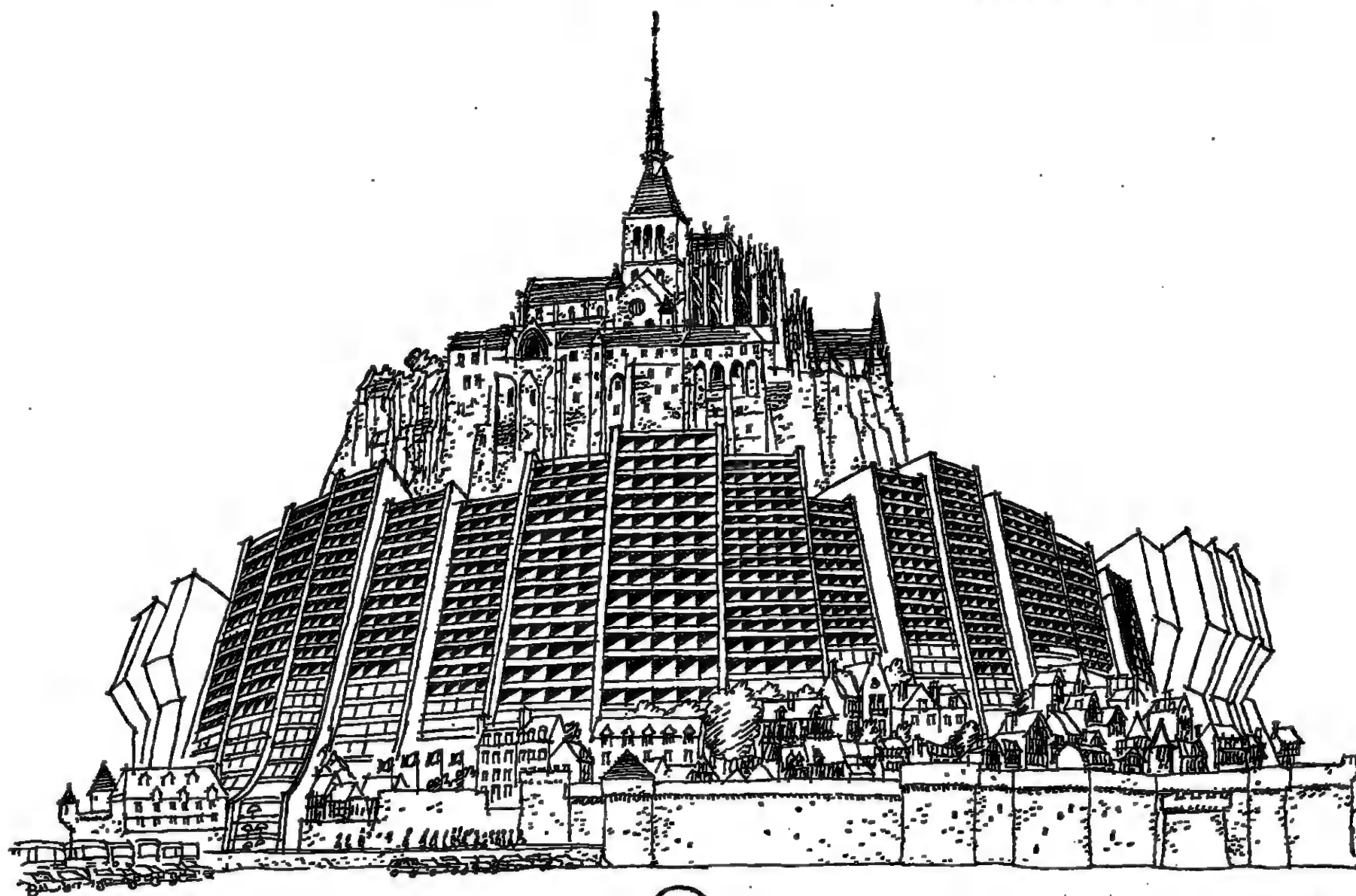
à tout!  
à associations  
à tout



à tout!  
à associations  
à tout



Cabu a successivement publié aux Editions du Square : le *Journal de Catherine* ; les *aventures de Miss Pompidou* ; le *Grand Doudouche* (jeune homme intérieur) ; le *Grand Doudouche en vacances* ; *Mon beau* ; *Des toises les armées* ; *Catherine seule-au-pai* ; le *Franc des bouffes* ; aux Editions du Sagittaire : *Ouvres le massacre* (la démolition de Châlons) en collaboration avec J.-M. Boeglin, enfin, chez Dargaud, le *Grand Doudouche et Doudouche*. Il lui faudrait une bonne guerre.



# marina 2

*enfin au Mont St Michel!*

[illegible]

هكذا من الأصل



Des avantages comparés du doublage et du sous-titrage

## Ephémères légendes ou intonations trahies

CLAUDE SARRAUTE

Pour une fois qu'on peut s'avoir des fleurs sans se couvrir de ridicule, on aurait tort de se gêner. Savez-vous quel est le pays le plus cinématographique du monde, celui qui dispose du plus grand nombre de salles d'art et d'essai ? Celui qui offre les plus grandes choix de films en première exclusivité, celui qui propose le plus de reprises et de cycles en tous genres, celui qui fait et défait les réputations à l'étranger ? C'est la nôtre, c'est la France, c'est Paris. Prenez un Don Sichel quelconque — je l'ai vu l'autre jour à la télé à Amsterdam, — c'est nous qui en avons fait ce qu'on appelle outre-Atlantique « a cult figure », un monstre sacré. Sans nous il serait resté ce qu'il était : un bon artisan de série B un peu violent, un peu sadique sur les bords.

A présent, il est à l'honneur sur toutes les chaînes européennes, on détecte ses vieux poils, on lui rend hommage, on envoie des équipes l'interroger à Hollywood. Et lui, avec l'air de ne pas y toucher, se voit faussement poignarder, éougné à l'envi notre intelligence raffinée et notre goût exquis ! Il est absolument ravi et pulse dans cette admiration tardive des accents d'une suffisance assez insupportable. Sur le moment, on n'y prête pas tellement attention. Ce n'est qu'après coup qu'on s'en aperçoit : contrairement à ce qu'il se passe chez nous et, bien que programmé à une heure de grande écoute, l'entretien est entièrement

marqué, questions - réponses, en anglais.

En anglais sous-titré. C'est en effet une des particularités des Scandinaves et des Néerlandais : leur télé a voulu ignorer dès le début l'existence d'une quelconque possibilité de doublage. En quelque circonstance que ce soit. Il y avait à cela une bonne raison : le manque d'argent. Sur grand écran les films passent déjà tous sans distinction en version originale sous-titrée. Il en trait de même sur le petit. Seulement voilà, là-bas comme ici, le cinéma tout le monde n'y va pas. Il est réservé à une certaine élite.

Alors, quand il est arrivé à domicile et qu'il a fallu tendre le cou pour essayer de déchiffrer au rythme de soixante-cinq lignes par ligne, renouvelé toutes les six secondes, le résumé extrêmement succinct de ce que disaient ces acteurs italiens, français, japonais ou indiens, vous imaginez la fureur des populations. C'était se moquer des gens. C'était mépriser les analphabètes — il y en a, — c'était ignorer les aveugles et brimer les sourds. Ceux-ci exigent en effet un rythme de lecture plus lent (neuf secondes environ). De tous les plus respectueux, ils n'ont pas désarmé. Alors que les journaux se sont assez vite résignés, eux protestent encore et réclament toujours trois petites secondes supplémentaires pour arriver

à déchiffrer ces légendes trop éphémères.

On a hésité à leur donner satisfaction et puis on s'est aperçu qu'à ce compte la brièveté des sous-titres déjà réduits au minimum reviendrait à ne donner qu'un fil conducteur si l'on ne servait plus à grand-chose. C'est le grand inconvénient du procédé évidemment : la perte quasi totale du dialogue et son parallèle : la perte d'une partie de l'image recouverte par le texte qui grimpe souvent jusqu'aux lèvres des interprètes ! Au Japon, c'est dans le coin droit de l'écran que s'inscrit, minuscule trait tiré de haut en bas, le résumé de l'action. Pour l'étranger de passage c'est un régal, surtout quand le film vient d'un pays dont on connaît la langue. Notez que même s'il s'agit du français, c'est très irrégulièrement attiré par le sous-titre, très écrit en chinois.

### La paresse du public

Ces sous-titres, les Européens du nord ont appris à les lire à la vitesse voulue, légèrement accélérée par rapport à celle qu'on pratique ailleurs et ils s'y sont si bien habitués qu'ils ne supportent plus d'entendre la voix du traducteur recouvrir celle d'une personnalité interrogée au journal télévisé. Formément, d'ailleurs, ils parlent tous plus ou moins bien l'anglais et l'allemand, ils n'ont donc aucun mal à comprendre un Schmidt ou un Carter. Possible. Seulement ils ne comprennent rien à ce que disent Giscard ou Khabdât et sont cependant très mécontents quand, parfois, on est obligé — ce a été le cas pour Begin et Sadate après Camp David — de recourir, faute de temps, à la traduction simultanée.

En Allemagne de l'Ouest et en Italie, c'est l'inverse. De Hambourg à Naples vous ne trouverez pas une seule de ces affiches où un film en version originale et tous les films programmés à la télévision sont doublés. A l'exception des ciné-clubs où, sans les privilèges systématiquement comme nous le faisons ici, on passe souvent à l'antenne outre-Rhin des films sous-titrés qui font dégingolter l'index d'écoute à des 3 à 5 % au lieu des 10 à 15 % recueillis par un film parlant allemand.

Les responsables des programmes ne plaignent amèrement de cette paresse du public d'autant qu'elle coûte cher. Le prix d'une sous-titration est parfois plus

élevé que celui du droit de passage à l'écran. Ils auraient dû y penser avant et suivre l'exemple tout trouvé de leurs voisins : nous pas plus.

En France, dans les cinémas, une de problèmes. Les films sortent selon les salles en version originale ou en version française. Mais à la télé, il faut attendre dix ou onze heures du soir pour avoir droit à la voix d'Humphrey Bogart. Et encore n'est-ce pas sans peine. Et sans reproche. Claude-Jean Philippe, l'animateur du ciné-club d'Antenne 2, nous le confirme : les téléspectateurs n'ont pas qu'à attendre. Ils trouvent encore les sous-titres lisibles, minuscules, trop fins et n'aiment pas, mais alors pas du tout, qu'on leur mette le nez dans une difficulté beaucoup plus répandue qu'on ne pense à lire un texte tout en regardant une image. Une image qui bouge de surcroît ! L'autre jour, la première chaîne a pris mille précautions pour présenter, au cours de l'après-midi, un v.o. un film parlé et chanté par Marlene Dietrich. C'était une simple expérience, on attendait nos réactions, on ne recommencerait qu'à nous étions prêts à l'accepter.

Nous ne le sommes pas, hélas ! Et c'est bien dommage. A quoi se reconnaître le talent d'un comédien, voire d'un politicien ? Les deux métiers se rejoignent à l'écran. A la variété, à la persuasion, à la justesse de ses intonations. Le geste, l'attitude, la démarche, le jeu de physionomie, tout ce n'est rien si l'on « parle faux ».

Et encore la perte de la voix n'est-elle rien dans bien des cas comparée à celle du texte. C'est seulement quand il s'agit des Muppets qu'on peut parler d'extraordinaire réussite sur le plan du doublage. Prenez l'exemple du théâtre complet de Shakespeare proposé par la BBC. Sous quelle forme le présenter ? La solution adoptée chez nous ne paraît la plus sage : version originale sous-titrée, même si, passant le dimanche en fin d'après-midi, elle n'intéressera qu'une minorité élargie aux élèves des lycées. Une solution possible dans un avenir plus ou moins rapproché : l'utilisation de la modulation de fréquence — on le fait bien pour l'Opéra — devrait permettre de couper le son à la télé et d'allumer la radio chargée de transmettre le texte original — ou sa traduction, c'est selon — aux amateurs. Un peu compliqué, d'accord. Mais que d'auteurs et que d'acteurs en valent la peine !

## les films de la semaine

Les notes de JACQUES SICLIER  
\* A VOIR \* LE GRAND FILM

### Angélique, marquise des anges

DE BERNARD BORDERIE  
Lundi 7 juillet  
FR 3, 20 h 30

Michèle Mercier, succédant de Martine Carol (Caroline chérie), dans une imagerie historique éblouissante. La série réalisée par Bernard Borderie, médiocre mais « de grande audience », revient pour l'été. Mieux vaut lire ou relire les romans d'Anne et Serge Gollon.

### Miquette et sa mère

DE HENRI-GEORGES CLOUZOT  
Lundi 7 juillet  
TF 1, 20 h 35

\* Clouzot considérait ce film comme « une erreur et le fruit d'un malentendu ». Obligé de réaliser une adaptation de la comédie de Flers et Caillanet, il l'a traitée par l'ironie, la dérision mais sans vraiment marquer de son style ces pantins 1900. Boursin — c'est le démi d'un cycle qui lui est consacré — n'a pas ici son rôle bien intéressant, et Danielle Delorme n'est pas très à l'aise. Mais, hors à eux-mêmes, Louis Jouvet, en cabotin machin comme un ange, et Saturnin Fabre, en vieux beau, sont tristessimiles.

### Gervaise

DE RENE CLEMENT  
Mardi 8 juillet  
A 2, 16 h 05

\* Aurenche et Bost ont remarquablement adapté l'Assommoir de Zola en résumant toute la deuxième partie du roman par une scène d'une terrible conviction. La reconstitution d'époque est d'une justesse, d'une vérité rarement atteintes dans le cinéma français, et René Clément a mis en scène avec maîtrise un enfer social où les personnages sont prisonniers de leur condition, de leur hérédité, de leurs tares physiologiques. Comme le livre, le film est d'une noirceur tragique. Il est magnifiquement interprété par Maria Schell, François Périer, Armand Mestral et Suzy Delair.

### Les Contrebandiers de Moonfleet

DE FRITZ LANG  
Mardi 8 juillet  
FR 3, 20 h 30

\* Sombres intrigues, duels et châtiments dans un film d'aventures à costumes (le dix-huitième siècle anglais). Tout en respectant les lois du genre, Fritz Lang est allé bien plus loin qu'un produit hollywoodien. L'épure de sa mise en scène fait apparaître le mystère d'êtres maudits, les cercles d'un univers où règne le mal et la fascination d'une amitié entre un enfant, symbole d'innocence (Jon Whiteley) et un chevalier des ténèbres (Stewart Granger), qui se transforme à son contact. Une œuvre superbe qui se trouve, malheureusement, en concurrence, ce soir-là, avec un film de Tati.

### Marie, l'otande hongroise

DE PAUL FEJOS  
Dimanche 13 juillet  
FR 3, 20 h 30

\* La simple et émouvante histoire d'une servante séduite, enchaînée, vouée à l'opprobre, prise de sa fille et finalement tuée, de haut du paradis des pauvres (la légende), l'auteur de printemps qui préserva celle-ci, devenue grande, du même destin. Tournée en Hongrie, en 1932, avec Annabella (admirable) et une troupe d'acteurs hongrois qui apportent des figures caractéristiques, cette comédie poétique fait retrouver, redécouvrir, l'usage et le style de Feroi (théâtre) le décadent Fantomas de la semaine dernière). Peu de dialogues, mais des images merveilleusement composées qui parlent à par elles-mêmes des sons et des musiques, une grande tendresse à l'égard des humbles, des solitaires perdus dans une société contraignante.

### Journalisme électronique

CLAUDE DURIEUX

## La revanche de la vidéo

CLAUDE DURIEUX

Le langage propre à la télévision, c'est la vidéo. Dans les premières années de la R.T.F. (1950-1955), ce langage n'était pas contesté : le journal télévisé s'efforçait de faire du direct, tandis que l'École des Buttes-Chaumont — s'érigeait en académie des émissions dramatiques. Mais le matériel vidéo, très « lourd » — qu'il s'agisse des caméras comme du nombre des techniciens nécessaires — manquait de souplesse dans l'utilisation. La télévision française fut ainsi amenée peu à peu, à recourir au film, plus maniable pendant de nombreuses années.

Mais l'heure de la revanche allait sonner pour la vidéo, grâce aux progrès technologiques réalisés dans les années 70 : caméra vidéo légère, reconvertie à l'électronique, etc. Adopté aux Etats-Unis au milieu de la dernière décennie, le journalisme électronique a fait son apparition en France en 1978 et c'est la société FR 3 qui lui a donné sa place, en particulier dans la station de Montpellier, où le bureau régional d'information a été entièrement équipé en matériel vidéo léger à partir de 1979.

### Des avantages essentiels

L'intérêt du journalisme électronique réside essentiellement dans la rapidité du traitement de l'information. Cela est vrai dans le cas du direct mais reste également justifié pour les sujets en différé (enregistrés sur cassette). Outre la qualité de l'image vidéo, qui demeure incomparable, son utilisation dans le domaine de l'actualité présente des avantages essentiels :

— La film nécessite un retour de la pellicule au laboratoire du centre télévisé, dont le délai s'ajoute au temps de développement (une heure environ pour un court sujet d'actualité) ;

— La vidéo permet au contraire une liaison instantanée, supprimant le temps de transport (qu'on songe aux embarras de circulation) comme les risques du développement raté. Grâce à un équipement des récepteurs auquel T.D.F. est en train de procéder — timidement — la liaison entre le point de reportage et le centre télévisé devrait être encore améliorée dès la fin de la prise d'images, l'équipe journalistique se rendra au récepteur le plus proche (5 ou 10 km au lieu des 150 ou 250 km parfois, en province, pour rejoindre le centre), branchera la caméra vidéo sur une « boîte noire » et l'image sera transmise immédiatement au centre télévisé par faisceaux hertziens.

C'est donc un grand pas qu'est sur le point de franchir le journalisme télévisé, grâce à la vidéo légère qui raccourcit singulièrement le temps jusqu'ici nécessaire entre

le moment où se produit l'événement et celui où l'image peut être transmise sur le petit écran.

A la station Nord-Picardie, que dirige le Pierre Roubaud, des cinq équipes de reportage du B.R.I. de Lille, une seule est dotée de matériel électronique. En revanche, elle bénéficie d'un mini-car de reportage, spécialement aménagé, qui peut transmettre — en moins de trois minutes — au centre d'actualités télévisée de Lille, dans un rayon de 30 kilomètres, les images prises en vidéo légère. Une antenne aéroportuelle de 14 mètres, orientable, émettrice, la nuit du car et « cherche » l'antenne réceptrice du CAT du boulevard de la Liberté. Ce matériel est le premier actuellement exploité à FR 3. Compte tenu des difficultés de la circulation urbaine à certaines heures, le gain de temps est considérable et la qualité de l'image supérieure.

A Lille comme ailleurs, l'introduction de la vidéo légère n'a pas été sans créer un certain nombre de réserves de la part des « utilisateurs » journalistes. La manière d'appréhender un sujet n'est pas la même, en effet, qu'avec le film la pellicule permet de prendre « n'importe quoi » à la limite l'essentiel se fait au montage, après de nombreuses coupures. Avec la vidéo, il faut concevoir préalablement un petit scénario et s'y tenir. Même si toutes les prévisions ne sont pas encore entièrement respectées sur le plan professionnel, on peut dire que la force de séduction de la vidéo légère ne fait plus de doute parmi ceux qui l'utilisent. La station de Lille vient même d'étendre l'expérience au tournage d'une émission dramatique.

A priori, les avantages semblent évidents : matériel plus léger et moins encombrant (la caméra électronique est posée sur un simple trépied), nécessité de beaucoup moins d'éclairage artificiel (projecteurs) — ce qui rend moins pénible le travail des comédiens, — contrôle immédiat de la qualité de l'image (grâce à un écran vidéo de contrôle), enfin et surtout, rendement supérieur de la productivité (on estime à six minutes par jour le temps « utile » de tournage en vidéo, contre trois minutes au maximum avec le film).

Cette dernière constatation, si elle devait se confirmer, serait de nature à elle seule à réduire de moitié le coût moyen horaire actuel (1 million de francs) d'une émission dramatique.

Reste à prendre, sur le plan technologique, des options fondamentales sur le choix des matériels (français, japonais, américains ?) dont la technologie devra être la plus avantageusement évolutive. Des investissements considérables sont en jeu. Les techniciens de la Télévision française sont priés, dans ce domaine, de faire le bon choix.

## CLASSIQUE, JAZZ, ROCK, FOLK : TOUS LES FESTIVALS D'ETE, LES DELIROPHONES, RICCARDO MUTI, BORIS GODOUNOV, LES NUITS DE VENISE, LONDRES ET NEW YORK, LES DISQUES ECONOMIQUES

Au sommaire du numéro 25 du Monde de la Musique, le panorama le plus complet des festivals de l'été avec une vaste sélection commentée, les programmes et les adresses.

Connaissez-vous, par exemple, le pianotail, le marzophone, ou le chromélodion : voici rassemblés les instruments les plus fous inventés depuis des siècles : inconnus. Riccardo Muti : comment on chef au répertoire immense est-il venu à la direction d'orchestre ? Comment dirige-t-il un opéra ? Opéra : vous pouvez voir et entendre « Boris Godounov » sur Arles 2 au mois d'août. Nous avons enquêté à l'Opéra de Paris : un comment on « monte » un opéra.

Egalement dans ce numéro, trois grands reportages : que sont devenus les orchestres qui ont fait la gloire des grands chefs viennois ? Quel rock incube dans les caves de Londres ? Dans quelles boîtes de jazz faut-il aller à New York ? La suite de notre enquête sur les pirates du disque, les portables HIFI, les autographes de musiciens, le quatuor à cordes et, bien sûr, les disques du mois et les disques économiques.

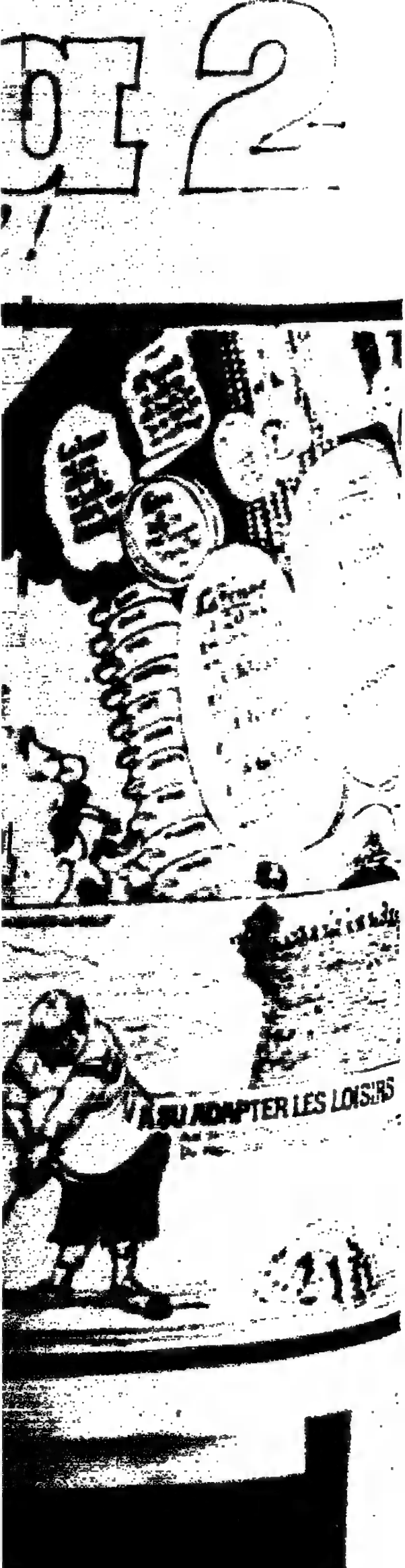
## LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

## FRANCIS RONSIN La Grève des ventres Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France 19-20<sup>e</sup> siècles

“Remarquable” LE MONDE  
“Des textes stupéfiants” LE NOUVEL OBSERVATEUR

AUBIER









Jeudi 10 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique.  
Les petits incidents et bobos des vacances.  
12 h 30 Le francophonisme.  
13 h Journal.  
13 h 50 Série : Le riche et le pauvre.  
Réalisation R. Bennett.  
14 h 40 Objectif santé.  
L'alcool à brûler.  
15 h 45 Vieilles le Vieux.  
16 h 15 Tour de France.  
17 h 35 Histoire sans parole.  
Buster Keaton chez les Indiens.  
17 h 35 Croque-vacances.  
Dessin animé : 17 h. 50, Indes, le lapin ; 17 h. 55, Infos-magazine ; 18 h. 5, Variétés ; 18 h. 5, Momo et Ursula.  
18 h 20 Documentaire : Une maison, une histoire.  
Le duo de Wellington et Stratfield Saye.  
19 h 10 Caméra au poing : Mieux vaut prévenir.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Hommage à Odile Versois, dramatique : « Le Milliardaire ».  
Réalisation R. Gros, avec R. Macy, O. Versois, C. Titi.  
Une milliardaire trop occupée à réaliser qu'elle a négligé sa femme et ses enfants pendant des années, mais il est trop tard.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

22 h Magazine expressions.  
Un architecte et son fils de treize ans découvrent ensemble le jazz, s'éprennent de jazz, jouent du jazz (reportage de R. Kaufman et D. Chagoury). Les parents tranquilles d'un gardien de musée, en châteaux-musée de Nohant (reportage J.-Cl. Verrier et Ph. Piard). Promenade dans les anciens bâtiments de l'hôtel et de la gare d'Orléans, qui sont devenus le Musée du dix-neuvième siècle (reportage R. Paulus et R. Bober). Portraits d'un chef de clinique en psychiatrie, Yves Buis, poète (reportage J.-Cl. Verrier et Ph. Piard).  
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Émissions réservées aux partis politiques. Le parti socialiste.  
20 h Journal.  
20 h 30 Téléfilm : « Emile Zola ou la conscience humaine ».  
(Lire notre sélection.)  
0 h 50 Journal.

Vendredi 11 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique.  
Se taper à Paris.  
12 h 30 Le francophonisme.  
13 h Journal.  
13 h 50 Série : Le riche et le pauvre.  
Réalisation D. Greene.  
17 h 20 Scoubidou.  
17 h 40 Croque-vacances.  
Dessin animé : 17 h. 15, Bricolage : les ballons de ping-pong s'évadent (et à 18 h. 5) ; 17 h. 55, Indes, le lapin ; 17 h. 55, Infos-magazine ; 18 h. 5, Variétés ; 18 h. 5, Momo et Ursula.  
18 h 20 Documentaire : Une maison, une histoire.  
Marie-Antoinette à Versailles.  
19 h 10 Caméra au poing : Faces aux ours polaires.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Documentaire : L'inspecteur mène l'enquête.  
L'encarcène de Salazambé.  
Une affaire qui commence en Tunisie et qui va nous entraîner jusqu'en France. Cette émission, une coproduction TF 1 - Radio-Télévision tunisienne, se déroule en direct et en duplex entre la France et la Tunisie.  
22 h 15 Série : Châteaux de France.  
La Malmaison.  
23 h 25 Journal et Cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 10 Spécial Tour de France.  
12 h 45 Journal.  
13 h 50 Série : Ah ! quelle famille !  
San-Francisco.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Premières chances 1980 : finale.  
15 h 5 Feuilleton : Septième Avenue.  
15 h 55 Sports-été.  
Tennis : finale de la coupe Davis ; Tour de France.  
16 h 10 Récit A 2.  
Le fantôme de l'espace : Mlle Rose et Charlemagne ; Satanas et Diabolo ; Dino boy.  
18 h 30 C'est la vie.  
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Variétés.  
20 h Journal.  
20 h 30 Série : Winnetou.  
Numéro 3 : Duels.  
21 h 40 Apostrophes.  
Les aventures et les petites détes. Avec M.M. A. Bay (les Mouches) ; A. Estratou (la Vie sexuelle des plantes) ; J. Lacarrière (le Pays sans l'école) ; J.-M. Pelt (les Plantes : leurs amours, leurs problèmes, leurs civilisations) ; P. Vincent (le Bonheur sur terre) et Mme S. Frou (le Cygne de Fening).  
23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

23 h 5 Ciné-club (cycle Histoire au présent) : « Les Amants de Vénise ».  
Film français d'A. Cayatte (1968), avec S. Beggiani, A. Almée, P. Brasseur, M. Carol, L. Balon, S. Sicard, C. Carter, M. Oswald, Dello (N.).  
Un courtier ennuie de Murano et une jeune fille appartenant à une grande famille vénitienne en pleine décadence sont engagés comme figurants dans un film tiré de Hamlet et Juliette. Ils restent, en marge du cinéma, la tragédie des amants de Shakespeare.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le G.P.A. (Société protectrice des animaux).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 40 Pour les jeunes.  
Le maître du monde : des livres pour nous : l'histoire.  
20 h Les Jeux.  
20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : Grande Minoie (Helmuth Schmidt).  
Un film de François Benoit sur le chantier d'alignement de l'église. Suivi d'une interview réalisée le 4 juillet par Jean-Marie Guvande et Jean-Claude Paris.  
21 h 30 La France musicale : suite Lorraine.  
Une exploration des musiques en vie entre Henry et Mica. De Michel Tabachnick aux paysans chanteurs de Loix en passant par la Philharmonique de Lorraine et les rochers du blues.  
22 h 25 Journal.  
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 12 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Philatélie-club.  
12 h 30 Le francophonisme.  
13 h Journal.  
13 h 30 Le monde de l'accordéon.  
13 h 50 Au plaisir de samedi.  
Des maîtres sonneurs ; 13 h. 55, La petite maison dans la prairie ; 14 h. 35, Maya Fabelli ; 15 h. Claude Rabin en direct de la Chartre ; 16 h. 35, Le magazine de l'aventure ; 17 h. 55, Temps X.  
18 h 55 Six minutes pour vous défendre.  
19 h S.O.S. animaux.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Variétés : Luis Mariano.  
21 h 30 Série : Stinky et Nutch.  
Réalisation R. Kallian, avec V. Hamel, F. Levine, D. Vadim.  
22 h 30 Série : C'est arrivé à Hollywood.  
Les méchants d'Hollywood.  
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 30 Journal des sourds et des malentendants.  
11 h 45 La vérité est au fond de la marmite.  
La bouillie de l'été.  
12 h 15 Tour de France.  
12 h 45 Samedi et demi.  
13 h 35 Documentaire : La France vue du ciel.  
L'Auvergne.  
14 h Les Jeux du stade.  
Tennis : coupe Davis ; Cyclisme : Tour de France ; Rugby.  
15 h 15 Document : Moi aussi, je parle français.  
Le Maroc.  
16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Variétés.  
20 h Journal.  
20 h 30 Téléfilm : « Messieurs les Jurés ».  
L'affaire Vico.  
22 h 30 Variétés : La chanson de Tiber.  
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Pour les jeunes.  
Mon ami Ougnoi : Le vol du vol.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 40 Pour les jeunes.  
Le maître du monde : See and Tell : les papillons.  
20 h Les Jeux.  
20 h 30 Variétés : Tout va très bien Madame la Marquise.  
Une revue en chansons et danses des années 30 à 40. Pato double, samba, swing... Les succès que la France a introduits depuis la période des années folles jusqu'à la nuit de la guerre.  
21 h 35 Le Pays d'où je viens : la Réunion.  
(Lire notre sélection.)  
22 h 25 Journal.  
22 h 45 Aspects du court métrage français : Rauschenberg.

Dimanche 13 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 La source de vie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe.  
Célébrée dans le site de l'abbaye de Tre Fontaines à Bernafay-le-Bas.  
Prédicateur : Père Robert Jovan.  
12 h La séquence du spectateur.  
13 h 30 La bonne conduite.  
13 h Journal.  
13 h 20 Variétés.  
14 h 5 Le monde merveilleux de Disney.  
14 h 50 Sports premiers.  
16 h 40 Histoire des Jeux olympiques.  
Les Jeux du renouveau.  
17 h 50 Une même course.  
Wallis et Futuna.  
18 h 15 Série : Les tuteurs de marquis.  
Réalisation M. Camus, avec C. Wodetzky, R. Pradal, P. Moterel, G. Michu.  
19 h 15 Les animaux du monde.  
La compagnie des bêtes noires.  
19 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Cinéma : les Tonitrues Hinguer.  
Film français de Georges Lautner (1983), avec L. Ventura, R. Bille, P. Blancobé.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 30 Dimanche à tête.  
Carte postale.  
12 h 10 Tour de France.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Série : Embarquement immédiat.  
Les nouvelles planétaires.  
14 h 15 Concert.  
Orchestre symphonique de la garde républicaine.  
15 h La fête.  
16 h 25 Reconstitution du 14 Juillet.  
17 h 10 14 Juillet aux quatre coins.  
18 h 20 Kiosque.  
19 h Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Pourquoi le 14 Juillet ?  
Historique du 14 Juillet.  
22 h 50 Journal.  
23 h La fête continue.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h Feuilleton : la Flèche noire (le Lépreux).  
20 h 30 Série : Histoire de la France libre.  
20 h 4 : La victoire.  
Avec les témoignages du général Beaulieu, du colonel Boudoux, des généraux Zakharenko, Bissu, Pouyade, Cabroux, de Gaillet, de M.M. R. de la Fayette, G. Pélissier, P. Coulet, de Lord Avois.  
21 h 30 Téléfilm : On dirait un conte.  
Scénario et réalisation : E. Gréde. Avec : R. Eyberg, J. Bergoulet, E. Iden et E. Gunther. Une production de la télévision suédoise.  
Jeu de cache-cache psychologique à l'intérieur d'une famille dans une grande maison suédoise. Film poétique sur le peur et l'imaginaire.  
22 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle P. Fejos) : Marie, légende hongroise.  
Film hongrois de P. Fejos (1933), avec Annabella, I. Gyurgyal, I. Dajuk, K. Zala, G. Gombi, M. Ledomszky, E. Maklary (version française, N.).  
Une armoire de ferrie se déplace par un oq de village et chasse les sorcières au troux suédois. Son enfant est dans un bordel où elle a trouvé du travail, mais on le lui arrache au nom de la morale.

A VOIR

Une rediffusion opportune

EMILE ZOLA OU LA CONSCIENCE HUMAINE  
Mercredi 9 et jeudi 10 juillet  
A 2, 20 h. 35.

Deux ans après, le Zola d'Armand Lanoux, de Jean Topart, revient sur Antenne 2. Le Zola formidable d'Armand Lanoux, qui l'a écrit, de Jean Topart qui l'a incarné avec tant de passion qu'on le croirait réincarné : « Emile Zola ou la Conscience humaine », quatre épisodes de deux heures que Stello Lorenzi a attendu vingt ans de pouvoir réaliser, parce qu'on lui disait que le sujet était « inopportun ».

Zola inopportun ? Tout simplement à cause de Dreyfus et l'affaire du même nom (le capitaine est interprété par Roger Montsori). Et l'apparition en 1978 des deux hommes associés par la défense d'une vérité, d'une liberté commune, a encore sus-

cité assez d'émotion, d'étonnement, de fureur le cas échéant, pour qu'on prenne la mesure de son actualité et de son importance.

Film-monument, que son académisme parfois un peu ridicule n'altère cependant pas, film-document et comme tel précieux, dont certains traits théâtralement grossiers s'oblitèrent nullement la rigueur historique, « Emile Zola » a obtenu un nombre impressionnant de prix et a été vendu par Antenne 2 à dix-neuf pays. Ne pas l'avoir vu il y a deux ans était presque un péché. Oublier cette rediffusion en serait tout à fait un : l'affaire Dreyfus et le « terrain » qui l'a portée ne sont pas si loin de nous.

« La projet » sécurité et liberté, récemment mis à l'honneur par l'Assemblée, montre qu'un état d'esprit jugé sévèrement par l'histoire peut n'être pas la contrainte d'une passion présente.

Une et Indivisible

SERIE : CELA S'APPELAIT L'EMPIRE  
Mercredi 9 juillet  
TF 1, 21 h. 30.

Sept émissions sur l'empire colonial français, c'est-à-dire sur sa formation, sur les événements politiques et sociaux qui l'ont marqué, les hommes qui y ont contribué. Sept émissions dont la conclusion, curieusement, n'est pas la décolonisation mais, en 1944, la participation des colonies à la libération de la France. Bizarre, bizarre, surtout de la part de Michel Droit, qui a réalisé cela en collaboration avec Frédéric Grov-Rodenez, et qu'on imagine assez mal avoir oublié son grand interviewé, le général de Gaulle. Mais peut-être envisage-t-il sept fois soixante-dix-sept autres émissions sur la fin de l'empire français.

En attendant, c'est aux heures

de gloire, de conquête, d'extension, à ces heures dont on ne doute pas, à considérer les intentions de cette série, qu'elles « nous » ont conservé un indéfectible attachement à l'empire paternel, malgré quelques zones d'ombre, à ces heures mouvementées que nous convie « Cela s'appelle l'Empire ». A commencer par « l'Aventure américaine » qui, selon le principe de la série, retrace à travers des documents iconographiques d'époque, de Jacques Cartier au traité de Vienne, l'instabilité installation des pionniers et colons du nord au sud du Nouveau Continent. La Nouvelle France, la Nouvelle Angleterre, et un Waterloo nouvelle formule puisqu'on apprend, en guise de conclusion, qu'on y gagne et la Guyane et les dernières possessions des Caraïbes. Tout est bien qui finit bien pour la France Une et Indivisible.

Folklore

DOCUMENTAIRE :  
Le pays d'où je viens  
(la Réunion)  
Samedi 12 juillet  
FR 3, 21 h. 35.

Un vrai dépliant touristique. Une vision folklorique et asseptisée de la musique comme de

l'île, de jolis paysages, de jolis palmiers, des maisons en tôle bien propres, bref du décor, il y a même un chanteur déguisé en « pauvre » avec une fausse moustache qui joue les musiciens du peuple. Cette émission, censée montrer la musique et les danses traditionnelles de la Réunion, est affligeante.

INVESTISSEZ EN BEAUTÉ



Jean Mick

le spécialiste des pierres précieuses  
Diamants, émeraudes, rubis, saphirs

100-102, RUE LA BOÉTIE 75008 PARIS - 225 85 68 & 359 05 71

le TONNEAU DE FEU

le poêle-cheminée danoise

Le "tonneau de feu" est un robuste poêle-cheminée de conception artisanale. Porte ouverte, c'est une agréable cheminée. Vous apprécierez les bons feux de bois dans votre appartement ou votre résidence secondaire. Porte fermée, c'est un poêle de chauffage très efficace. Et pourquoi ne pas cuisiner sur la plaque du dessus ?

8 modèles en exposition permanente. Branchement supérieur ou arrière, capacité de chauffage entre 100 et 250 m², nombreux accessoires.



fyrtønden  
Dessiné par Hans Dahl



LA BOUTIQUE DANOISE

Département poêles-cheminées : 157, Fg St-Honoré (angle Av. Friedland)  
PARIS 8° - Tél. 563.85.85 - Du Mardi au Samedi de 10 h à 12 h 30 et 14 h à 19 h  
MARSEILLE : 21, rue Grignan - Tél. : (91) 33.89.17



PORTABLES

# Les performances de la pile au lithium

Les piles classiques coûtent cher, s'usent vite. Les nouvelles piles au lithium ouvrent des perspectives intéressantes.

ROGER BELLONE

L'INDUSTRIE de la pile semble sur le point de réaliser une révolution qui devrait lui assurer une prépondérance incontestée comme source d'énergie miniaturisée autonome. Les informations parvenues ces derniers mois des constructeurs dans le monde font état, en effet, de progrès déterminants dans une technique relativement nouvelle, celle des piles au lithium dont la capacité et la durée de vie sont nettement plus élevées que celles des autres piles.

Un fabricant japonais, Sanyo, lance sur le marché (et en particulier en France) des piles au lithium et bicyclette de manganèse pour appareils photos, caméras, calculatrices, montres, etc. Ces piles de faible volume sont de deux sortes. Les une délivrent un courant de 3 volts et remplacent deux piles à l'oxyde d'argent de 1,5 volts. Les autres sont de 6 volts et se substituent aux piles à l'argent de 6 volts correspondantes. Leurs prix sont très avantageux : 11 francs environ la pile de 3 volts au lieu de 4 francs les deux piles à l'argent de 1,5 volts, et 23 francs la pile de 6 volts au lieu de 60 francs le même type à l'argent. En fait, les piles au lithium condamnent les piles à

l'argent, dont les prix deviennent excessifs et qui, au surplus, sont polluantes lorsqu'elles sont jetées après usage. Condamnation d'autant plus évidente que les piles au lithium ont d'autres avantages : elles peuvent fonctionner trois ans, soit le double des piles à l'argent ou au mercure ; elles peuvent être stockées dix ans sans chute de tension et avec moins de 2 % par an de perte de capacité (les piles à l'argent perdent environ 10 % de leur tension et plus de 5 % de leur capacité par an) ; elles fonctionnent de façon satisfaisante de moins de 20 degrés à plus de 50 degrés.

## Stimulateurs

Aux Etats-Unis, la société Electronic and Technology se propose de lancer des piles au lithium concurrentes des piles salines (celles qu'on utilise dans les lampes de poche) ou alcalines au manganèse (celles qu'on recommande pour les caméras, les gros récepteurs radio à transistors ou les magnétophones). Elles pourront être utilisées dans des appareils gros consommateurs d'énergie tels les postes radio, les magnétophones, les caméras professionnelles alimentées jusqu'à par batteries au cadmium-nickel.

Si les piles au lithium sont nouvelles dans ces applications, elles sont cependant connues depuis plus de dix ans, en particulier en médecine pour les stimulateurs cardiaques. Leur aptitude à débiter un courant de tension constante durant des années les destinait tout particulièrement à ces usages. L'idée en revient, semble-t-il, aux Japonais Sanyo et Matsushita. Mais les Français ont acquis eux aussi l'expérience et maîtrise. La société SAFT-Leclanché, à Poitiers, produit en effet des piles-boutons au lithium et chromate d'argent (de prix relativement élevé, cette fois) pour stimulateurs cardiaques. Et sa connaissance de cette technique est telle qu'elle a pu vendre une licence à General Electric, aux Etats-Unis.

Ainsi la pile au lithium, sous diverses formes, se prépare-t-elle à concurrencer les piles traditionnelles, salines, au manganèse, au mercure ou à l'oxyde d'argent. C'est le fruit de vingt ans de recherches qui se trouvent ainsi un peu bouclés.

La pile moderne remonte à 1968, lorsque Leclanché réalisa la première pile sèche avec anode de zinc et cathode de carbones plongeant dans un électrolyte composé surtout de chlorure d'ammonium. Le long de la tige de carbone, du hydroxyde de manganèse agit comme un dépolarisant en limitant l'action polarisante de l'hydrogène dégagé pendant le débit de la pile, ce qui prolonge sa durée.

## Au-dessous de 0°

La pile au carbone-zinc est toujours largement employée, car elle est bon marché. Elle convient surtout pour les lampes de poche, les jouets électriques, les petits postes de radio. Elle a reçu ces vingt dernières années des améliorations importantes (mélange électrolyte, plus grande étanchéité...). Toutefois, pour les appareils gourmands en énergie, elle est très insuffisante. En outre, au-dessous de zéro degré, le débit de courant devient nul. D'autres couples électrolytiques et d'autres types de piles ont été créés pour pallier ces insuffisances.

La plus répandue actuellement est la pile alcaline au manganèse qui vit le jour entre 1950 et 1955. Elle est identique au type zinc-carbone, mais l'électrolyte employé est alcalin. D'autres piles alcalines ont une cathode en hydroxyde de manganèse à la place du carbone. Ces piles sont plus coûteuses, mais elles permettent un débit élevé de courant électrique : à volume égal, elles rendent de 50 à 100 % plus d'énergie que la pile au carbone-zinc ; elles peuvent enfin assurer une alimentation prolongée sans

chute brutale de tension. Cette alimentation reste satisfaisante jusqu'à moins 10 degrés et souvent jusqu'à moins 20 degrés. Les piles alcalines par conséquent conviennent aux appareils exigeant beaucoup d'énergie et possédant des appels brutaux de courant.

C'est le cas, par exemple, d'un récepteur radio en modulation de fréquence. Celui-ci a des points élevés de consommation lorsqu'une émission de musique comporte des fortissimi, des roulements de batterie, des coups de cymbales : il y a alors une forte demande de courant que les piles doivent pouvoir satisfaire. Le phénomène est sensiblement le même avec une caméra super 8 lorsqu'on passe du tournage normal à dix-huit images-seconde à une fréquence élevée de cinquante-quatre images-seconde : les piles doivent laisser passer instantanément la quantité de courant nécessaire.

D'autres piles ont des caractéristiques voisines de celles de type alcalino-manganèse : piles à l'oxyde de mercure ou à

l'oxyde d'argent. Mais elles sont obèses (trois ou quatre fois plus qu'une pile alcaline), le mercure et l'argent étant des métaux coûteux. Aussi n'est-on utilisé la capacité de ces piles à stocker une grande quantité d'énergie (80 % de plus qu'une pile alcaline au manganèse) pour réaliser des types miniaturisés (pile-bouton notamment). Leur très faible volume permet de les utiliser dans de petits appareils (cellules d'appareils photo, montres, réveils, petites calculatrices). Au surplus, elles ont des propriétés adaptées aux appareils qui exigent une grande stabilité de tension pour fonctionner de façon satisfaisante (cellules, montres...). En effet, cette tension reste constante durant toute la vie de la pile : 1,35 volt pour le type au mercure et 1,50 volt pour celui à l'argent. Leur conservation est longue (dix-huit mois) et leur rendement reste très bon à basse température, surtout pour la pile à l'argent (-20 degrés, et même parfois -30 degrés).

Ces dernières années les piles se sont diversifiées. Ainsi, certaines piles au mercure sont dopées au manganèse : leur voltage passe de 1,35 à 1,40 volt, leurs propriétés sont peu différentes, leur prix un peu moins élevé. Cette diversification a permis de réaliser des piles adaptées à des usages particuliers avec le meilleur rendement possible et le meilleur rapport qualité-prix.

Ainsi la pile est-elle devenue la source d'énergie d'appareils de plus en plus nombreux : sonneries, radios électriques, calculatrices, flashes, magnétophones, clôtures électriques, appareils de sécurité, balises, parcomètres... Dans ce dernier cas, par exemple, la précision du compteur horaire dépend de la stabilité de l'alimentation, laquelle doit être maintenue par toutes

température de moins 30 degrés à plus 70 degrés. De plus, lorsque l'automobiliste introduit sa pièce dans l'appareil, une minuterie se remonte et, durant quelques secondes, le système d'alimentation doit fournir un courant de quelque 500 milliampères. Un jeu de trois piles alcalines assure cette alimentation durant environ douze mois.

D'année en année, les applications de la pile augmentent. Parfois dans des domaines inattendus. Ainsi, l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) a-t-il utilisé des piles pour alimenter des émetteurs radio de moins de 30 grammes montés sur des oiseaux après baguage. Les oiseaux pouvaient ainsi être localisés dans un rayon de 2 kilomètres sans qu'il soit nécessaire de les capturer.

## Autonomie

En multipliant les applications des piles, les besoins se sont aussi diversifiés. Et, malgré des progrès constants, les piles n'ont pas toujours permis de résoudre les problèmes d'alimentation. Ainsi, certaines grosses caméras super-8 leur demandent trop de courant : il a fallu se résoudre à leur conserver une alimentation par batterie au cadmium-nickel. On pourrait multiplier les exemples de matériels qui ne peuvent pas s'accommoder des piles : récepteurs portables de télévision, magnétophones portatifs, émetteurs-récepteurs de radio portables, télécommandes... Or, sur beaucoup de ces appareils, des piles seraient intéressantes. Elles assureraient une autonomie parfaite et resteraient plus légères que les autres sources d'énergie.

C'est ici que nous retrouvons les progrès réalisés dans le domaine des piles au lithium et les perspectives qu'ils ouvrent. Elles permettront à de nouveaux appareils d'alimentation par piles. Elles assureront même l'arrivée de nouvelles techniques, par exemple pour le cinéma magnétique. Hors des applications médicales, les possibilités des sources d'énergie au lithium n'ont pas encore été explorées. On commence seulement à percevoir les domaines nouveaux qu'elles vont ouvrir aux piles. SAFT-Leclanché, par exemple, a conclu un accord de coopération en Suisse avec ASTAG, important groupe horloger européen. Il est prévu, en particulier, que seront fabriquées des montres à jeter après usage : la pile au lithium assurera leur alimentation. Avec cette source d'énergie, la vie de la montre sera ainsi d'une dizaine d'années. La firme américaine Electronic and Technology commercialisera dès cette année, au prix d'environ 80 francs pièce, des piles plates de 9 volts au lithium, qui produiront trente fois plus de courant que les piles salines correspondantes (deux piles de 4,5 volts). Autant dire que, à échéance plus ou moins longue, la pile saline sera sérieusement menacée. Quatre piles au lithium de 9 volts, d'un poids total de 800 grammes, pourront aussi remplir une batterie d'automobile de 4 à 5 kilos.

Les perspectives ainsi offertes sont telles qu'Electronic and Technology a prévu de s'implanter dans les prochains mois en Allemagne et en Grande-Bretagne, puis ultérieurement en France, afin d'assurer les productions destinées à l'Europe. Elle entend ainsi exploiter rapidement la pile au lithium à l'échelle mondiale et devancer ses concurrents français et japonais, convaincus de la place importante qu'elle occupera parmi les sources autonomes d'énergie en cette fin du vingtième siècle.

## CHINE

# De l'eau froide pour l'usine de coton n° 3

Refroidir ou climatiser en été ; chauffer en hiver. D'une saison sur l'autre, des entreprises industrielles chinoises récupèrent de précieuses calories.

TIAN SANG (\*)

EN vue d'économiser de l'énergie, de nombreuses entreprises chinoises stockent aujourd'hui de l'eau froide ou de l'eau chaude dans les couches aquifères de la terre.

En hiver, l'eau refroidie est introduite dans ces couches pour être exploitée l'été suivant à des fins de refroidissement et de climatisation ; en été, l'eau chauffée par le chauffage de l'industrie ou par le soleil est injectée sous le sol pour être extraite l'hiver suivant et utilisée dans le chauffage, la climatisation, la régulation de l'humidité et le service des bains.

Cette nouvelle technique a été mise au point par des géologues et des ouvriers chinois. En été 1968, le département de la géologie, le service des eaux et quelques usines textiles de coton de Shanghai ont conjugué leurs efforts pour contrôler les affaissements de terrain et combler le déficit des eaux souterraines en introduisant de l'eau résiduelle industrielle purifiée et de l'eau superficielle sous la terre. Au cours de l'opération, ils ont constaté que le débit de l'eau pompée dans les couches aquifères était faible et que la température de l'eau restait à peu près constante. Aussi ont-ils décidé d'essayer de stocker de l'eau froide en hiver pour l'utiliser ensuite en été.

Cent vingt-sept usines ont pris part à cet essai. En 1968, l'été suivant, trente-huit usines ont stocké de l'eau chaude. Toutes ces expériences ont été réussies. Actuellement, à Shanghai, le volume annuel maximum de l'eau froide injectée sous terre, en hiver, atteint 14 980 000 mètres

cubes et celui extrait, en été, 11 870 000 mètres cubes, tandis que le volume annuel maximum de l'eau chaude introduite sous terre en été s'élève à 4 890 000 mètres cubes et celui exploité en hiver, à 3 200 000 mètres cubes. Cette technique a été popularisée ces dernières années parmi les entreprises des industries textile, chimique, des industries du cuir et de transformation alimentaire, ainsi que dans des aéroports et des cinémas de nombreuses villes.

## Neuf puits

Ainsi, à Pékin, dans l'usine de textile de coton n° 3, l'eau souterraine réfrigérée en surface puis injectée dans le sol servira à la climatisation des ateliers l'été suivant.

L'eau souterraine est aspirée par des pompes de trois puits profonds de plus de 100 mètres. Introduite, ensuite, dans des jeux de tuyauteries posés sur des supports en béton et disposés sur un bassin de 5 000 mètres carrés, elle est pulvérisée dans des buses fixées sur les tuyaux à 5 mètres d'intervalle et refroidit au contact de l'air.

L'hiver à Pékin, qui s'étend de la mi-novembre à la mi-mars, est rigoureux et venteux. L'eau souterraine, une fois traitée de cette manière, voit sa température tomber de 15 à 8 degrés, et parfois même à 3 degrés. L'eau refroidie est enfin refoulée dans neuf puits de plus de 100 mètres de profondeur et s'infiltre dans les couches aquifères.

Dans cette usine textile située

(\*) Collaborateur de l'agence China Features.



MARTIN VEYRON

sur la plaine alluviale de la banlieue est de la capitale, il existe cinq couches aquifères d'une épaisseur totale de plus de 30 mètres, à 300 mètres de la surface de la terre. Elles sont constituées principalement de sables et de graviers, fins ou grossiers, avec un coefficient de perméabilité de 30 à 50 mètres par vingt-quatre heures et un coefficient de transmissibilité de 1 600 mètres par vingt-quatre heures. Cette structure géologique permet une pénétration facile de l'eau sans la laisser pour autant se répandre ailleurs.

Les neuf puits de cette usine textile sont capables d'absorber chacun en moyenne de 50 à 60 tonnes d'eau froide par heure, et l'eau est conservée dans les couches aquifères dans un rayon de 150 mètres autour des puits.

Malgré l'étanchéité des records des tuyauteries et des pompes, une quantité minime d'air entre avec l'eau froide dans les couches aquifères. En conséquence, une fois par jour ou une fois tous les deux jours, on pompe l'eau au-dessus pendant cinq ou dix minutes pour dégager l'air.

En dépit de son contact avec l'eau souterraine non traitée, l'eau refroidie, lorsqu'on l'exploite

en été, reste encore à 11 degrés, soit 4 degrés de moins que l'eau souterraine normale.

La nouvelle méthode donne plus d'efficacité à l'utilisation de l'eau souterraine. Dans le passé, l'usine textile de coton n° 3 de Pékin arrivait difficilement, en pompant en été de l'eau souterraine dans treize puits, à couvrir ses besoins en eau de refroidissement. Aujourd'hui, huit puits suffisent pour refroidir les équipements des huit mille ouvriers de l'usine. On estime que 350 000 tonnes d'eau souterraine sont ainsi économisées chaque année.

Cette nouvelle technique, facile à mettre en application, demande peu d'investissements et de charbon. La construction d'une telle installation ne coûte que 30 % de celle d'un système frigorifique. Elle ne consomme que de 5 à 30 % de l'électricité demandée par d'autres techniques. Grâce à l'application de ce procédé, l'usine textile de coton n° 3 de Pékin a économisé, entre 1970 et 1978, un total de 500 000 yuans (équivalent à 1 350 000 francs) et certaines usines textiles de Shanghai 400 millions de kWh.

## Samedi 12

### FRANCE CULTURE

- 10 h. - Concert de musique de chambre.
- 11 h. - Concert de musique de chambre.
- 12 h. - Concert de musique de chambre.
- 13 h. - Concert de musique de chambre.
- 14 h. - Concert de musique de chambre.
- 15 h. - Concert de musique de chambre.
- 16 h. - Concert de musique de chambre.
- 17 h. - Concert de musique de chambre.
- 18 h. - Concert de musique de chambre.
- 19 h. - Concert de musique de chambre.
- 20 h. - Concert de musique de chambre.
- 21 h. - Concert de musique de chambre.
- 22 h. - Concert de musique de chambre.
- 23 h. - Concert de musique de chambre.

### FRANCE MUSIQUE

- 10 h. - Concert de musique de chambre.
- 11 h. - Concert de musique de chambre.
- 12 h. - Concert de musique de chambre.
- 13 h. - Concert de musique de chambre.
- 14 h. - Concert de musique de chambre.
- 15 h. - Concert de musique de chambre.
- 16 h. - Concert de musique de chambre.
- 17 h. - Concert de musique de chambre.
- 18 h. - Concert de musique de chambre.
- 19 h. - Concert de musique de chambre.
- 20 h. - Concert de musique de chambre.
- 21 h. - Concert de musique de chambre.
- 22 h. - Concert de musique de chambre.
- 23 h. - Concert de musique de chambre.

### FRANCE CINÉMA

- 10 h. - Le silence est d'or.
- 11 h. - Le silence est d'or.
- 12 h. - Le silence est d'or.
- 13 h. - Le silence est d'or.
- 14 h. - Le silence est d'or.
- 15 h. - Le silence est d'or.
- 16 h. - Le silence est d'or.
- 17 h. - Le silence est d'or.
- 18 h. - Le silence est d'or.
- 19 h. - Le silence est d'or.
- 20 h. - Le silence est d'or.
- 21 h. - Le silence est d'or.
- 22 h. - Le silence est d'or.
- 23 h. - Le silence est d'or.

### FRANCE LITTÉRAIRE

- 10 h. - Le silence est d'or.
- 11 h. - Le silence est d'or.
- 12 h. - Le silence est d'or.
- 13 h. - Le silence est d'or.
- 14 h. - Le silence est d'or.
- 15 h. - Le silence est d'or.
- 16 h. - Le silence est d'or.
- 17 h. - Le silence est d'or.
- 18 h. - Le silence est d'or.
- 19 h. - Le silence est d'or.
- 20 h. - Le silence est d'or.
- 21 h. - Le silence est d'or.
- 22 h. - Le silence est d'or.
- 23 h. - Le silence est d'or.

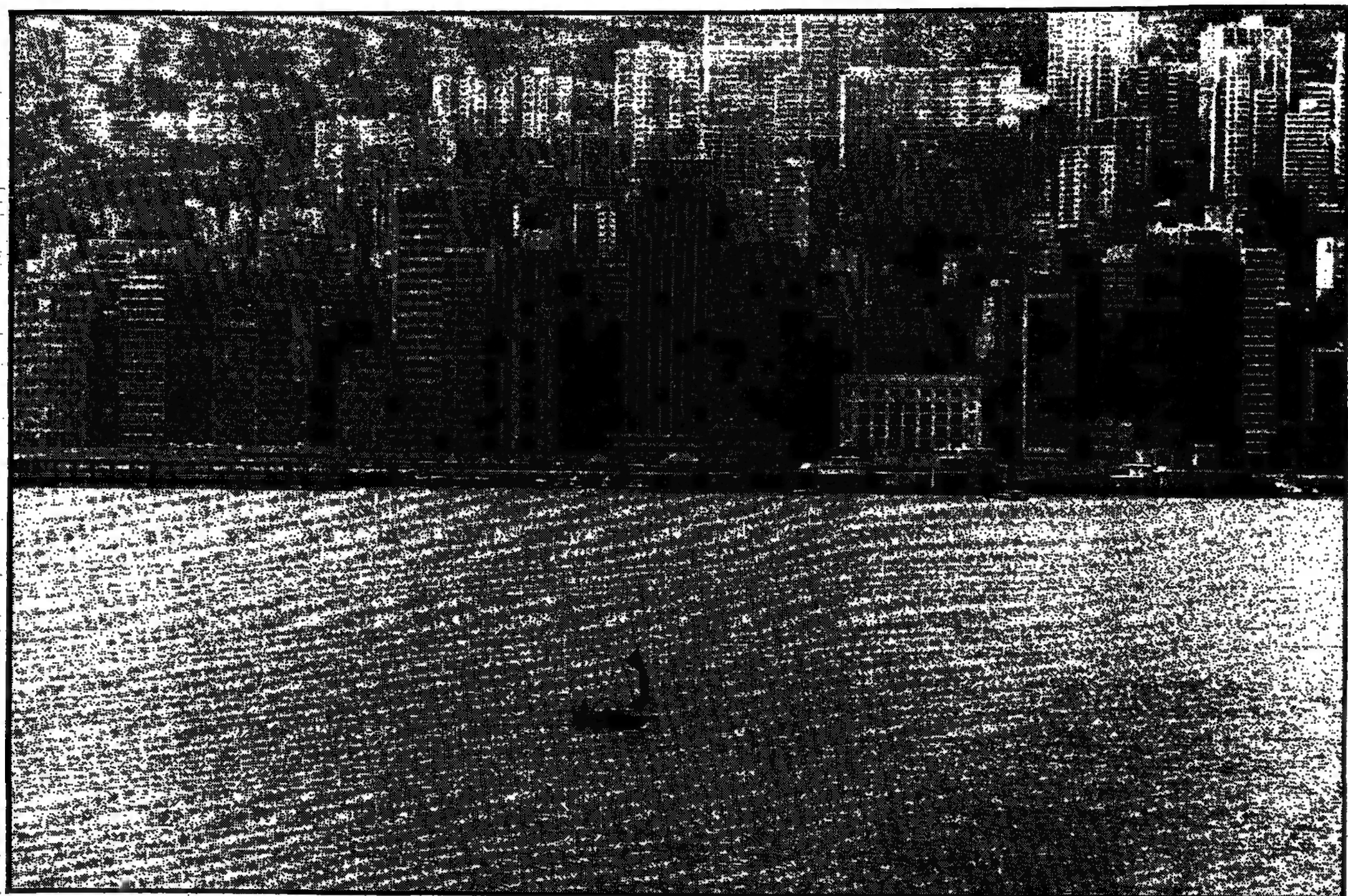
### FRANCE THÉÂTRE

- 10 h. - Le silence est d'or.
- 11 h. - Le silence est d'or.
- 12 h. - Le silence est d'or.
- 13 h. - Le silence est d'or.
- 14 h. - Le silence est d'or.
- 15 h. - Le silence est d'or.
- 16 h. - Le silence est d'or.
- 17 h. - Le silence est d'or.
- 18 h. - Le silence est d'or.
- 19 h. - Le silence est d'or.
- 20 h. - Le silence est d'or.
- 21 h. - Le silence est d'or.
- 22 h. - Le silence est d'or.
- 23 h. - Le silence est d'or.

### FRANCE DANSE

- 10 h. - Le silence est d'or.
- 11 h. - Le silence est d'or.
- 12 h. - Le silence est d'or.
- 13 h. - Le silence est d'or.
- 14 h. - Le silence est d'or.
- 15 h. - Le silence est d'or.
- 16 h. - Le silence est d'or.
- 17 h. - Le silence est d'or.
- 18 h. - Le silence est d'or.
- 19 h. - Le silence est d'or.
- 20 h. - Le silence est d'or.
- 21 h. - Le silence est d'or.
- 22 h. - Le silence est d'or.
- 23 h. - Le silence est d'or.





ALAIN MC KENZIE

RÉVERIES

# Les premiers Américains

Le peuplement de l'Amérique a été une source d'inépuisables rêveries pour l'imagination des hommes. Si certaines données sont considérées comme sûres, bien des énigmes demeurent. Poésie et préhistoire sont liées.

JACQUES MEUNIER

La science du préhistorien, vue de l'extérieur, est moins rébarbative que celle du chimiste ou celle du physicien. On peut même y trouver une certaine poésie : à partir des pollens, on reconstitue les paysages ; le calibrage des minéraux raconte l'histoire des climats ; on peut parler de gestes et d'économie. De fait, la découverte scientifique et son interprétation n'ignorent pas ce que d'autres appellent l'inspiration et le talent. Le préhistorien, en participant d'un temps qui n'est plus, en s'inscrivant à des sociétés sans textes, en se promenant dans des espaces presque infinis (tant ils sont fœdales), en se plantant à des techniques extrêmement patientes, touche aux territoires de l'imagination. Il est, comme le poète, un artisan des formes.

Gratifier le sable, fouiller la terre, exhumant des os ou collectant des fragments de silex, ne sont pas seulement des activités sensorielles et nécrophiles. Elles s'inscrivent autour d'un projet théorique : résoudre le mystère des origines. On comprend qu'un tel métier, qui combine l'humilité et le sens du cosmique, la preuve et l'intuition, attire autant les mythomanes que les mythologues. D'où cette prolifération de faux poètes du savoir, que l'on nomme quelquefois les « archéologues », et de ces feuilletonistes de l'humanité, « inventeurs de genèse à bon marché », qui sont habituellement rangés dans la catégorie des « préhistoriens pour hall de gare ». Ceux-là semblent oublier que, selon l'exacte expression de Gilles Deleuze, « le mythe de l'origine pré suppose ce qu'il prétend engendrer » et se confon-

(1) A. Laming-Emperaire, *Le Problème des origines américaines*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Presses universitaires de Lille. (Publié avec le concours du C.N.R.S.), 1980.

dent, avec un rien de grosse (de fausse ?) naïveté, l'imagination et le culot. Les hypothèses hardies qui font intervenir les extraterrestres et les Atlantes ne sont toutefois pas méprisables, elles sont seulement incontrôlables. Poétiquement, elles sont extrêmement pauvres. De belles fictions explicatives cheville l'invention et, finalement, sont beaucoup plus contraignantes que la science elle-même. En ne respectant pas la règle du jeu — qui consiste à tenir compte de toutes les données connues — elles se privent d'une diversité autrement séduisante : car une même série de données scientifiques débouche presque toujours sur une multitude de théories.

Ainsi, pour ce qui est de l'archéologie et de la préhistoire de l'Amérique, l'histoire de son peuplement par le détroit de Béring, il existe cent une théories plus ou moins crédibles, plus ou moins séduisantes. Certaines sont fantaisistes, d'autres démodées. Le plus difficile étant de savoir par où les aborder, comment les intégrer.

Inventaire des hypothèses qui ont peuplé le Nouveau Monde, le petit livre posthume d'Annette Laming-Emperaire, *Le Problème des origines américaines* (1), illustre bien ce rapport incertain de la poésie et de la préhistoire, de la fantaisie et de l'imagination (tel que l'entendait le poète Coleridge). C'est un guide sûr et bien informé où se dessine en arrière-plan la naissance de l'idée de préhistoire.

Homme de son temps, perspicace, Joseph de Acosta écrit en 1590 : « Nous sommes obligés de soutenir que les habitants des Indes (entendez les Indiens d'Amérique) sont venus d'Europe ou d'Asie pour ne pas contredire la Sainte Écriture qui enseigne clairement que tous les hommes descendent d'Adam. Nous ne pouvons donc leur donner d'autre origine, car cette même Écriture dit que toutes les bêtes et animaux de la terre périrent, sauf celles qui furent enfermées dans l'Arche de Noé pour la propagation de l'espèce. De même, de-

voient-nous réduire la propagation de tous les animaux aux seuls ceux qui sortirent de l'Arche sur le mont Ararat. De telle sorte que, pour les animaux comme pour les hommes, il nous faut rechercher le chemin par lequel ils sont passés de l'ancien monde au nouveau. »

Encore une fois, une voie mythique et suggestive, une fausse perspective, rencontre une idée juste. Aujourd'hui, pour de tout autres raisons, l'idée d'un peuplement secondaire de l'Amérique est très largement admise. Elle fait même figure d'idée reçue, de faux problème. Le romancier Georges Arnaud — quatre siècles après Acosta — il est vrai — en appelle au bon sens et ne manque pas d'ironiser sur les querelles d'érudits : « Car tout le monde savait cela depuis longtemps ; il suffisait d'avoir vu un Indien, soit sur pied, soit en photographie ; puis un Chinois, un seul aussi ; et de réfléchir cinq minutes en regardant un planisphère. »

Oui. Mais, entre l'intuition inspirée par la tradition chrétienne et l'affirmation jetée comme trois dés de 421, il y a un formidable déploiement d'hypothèses. Des centaines de chercheurs et d'amateurs, de savants et d'illuminés, de simples curieux, ont consacré leur vie à résoudre l'énigme. Si bien qu'il est devenu presque aussi difficile de s'orienter dans leurs doctrines que de rechercher sur le terrain les preuves qui les consolident ou qui les infirment. A reconstruire toutes ces tentatives d'explication, tous ces fantasmes, toutes ces contre-vérités, toutes ces trouvailles fabuleuses, aussi, un sentiment domine : l'Amérique fut et demeure, avant d'être totalement explorée et colonisée, un vide mythologique qu'il faut combler.

## Bible et carbone 14

Annette Laming-Emperaire signale trois types d'explications. Au seizième siècle, au dix-septième siècle et au début du dix-huitième siècle, les auteurs s'interrogent sur les origines de l'homme américain en se référant essentiellement aux textes paléontologiques de l'Antiquité et aux mythes chrétiens de l'origine de l'humanité. A la fin du dix-huitième siècle, ainsi que pendant le dix-neuvième, on se fonde principalement sur les observations des voyageurs et des naturalistes qui parcourent les deux Amériques. Les chercheurs contemporains s'attachent sur-

tout à l'interprétation des documents archéologiques.

En quatre siècles donc, on est allé de la tradition savante (exégèse, rhétorique) à la science. Reste qu'un même souci guide l'érudit qui explique, Bible en main, les civilisations américaines et le savant qui date ses découvertes au carbone 14. Seul le système des preuves a changé. Il existe sans doute un principe de continuité, une filière historique, sous l'apparent désordre des méthodes et des résultats.

La simple énumération des peuples qui ont été apparentés aux grandes civilisations américaines (Incas, Mayas, Aztèques) laisse songeur. Les Phéniciens, les Assyriens, les Égyptiens, les Cananéens, les Hébreux, les Troyens, les Grecs, les Étrusques, les Romains et les Scythes ont été sollicités. Plus tard, on invoqua aussi les Tartares, les Huns, les Hindous, les Chinois, les Africains, les Malgaches, les Vikings, les Gallois, les Irlandais, les Basques. Annette Laming-Emperaire note : « En un mot toutes les espèces anciennes dans lesquelles interviennent la destruction d'une ville ou d'une culture (Troie), ou l'anéantissement d'une armée (Alexandre), ou des conquêtes ou des invasions de terres lointaines (les Huns, les Vikings) sont susceptibles d'être utilisées. »

La palme du succès revient cependant aux « dix tribus perdues d'Israël » qui sont régulièrement citées depuis quatre siècles. Dernier argument en date : Cyrus H. Gordon, en 1954, décrypte une tablette photographiée en 1894 par le Smithsonian Institute, et qui avait été publiée la tête en bas ! Dans ce texte, trouvé sous un squelette dans un tumulus, Gordon lit l'inscription « pour la terre de Juda ». Voilà qui est trop précis pour ne pas être troublant. De fait, la tablette de Gordon ne prouve rien. Il faudrait pouvoir dater précisément ce document et le replacer dans une histoire plus large et plus ancienne. Car, s'il n'est pas douteux que l'homme américain soit le produit de migrations multiples et éloignées dans le temps, il est sûr que certaines ont été fécondes et d'autres stériles.

Avant d'échafauder une théorie générale, il convient de ne pas confondre les indices et les preuves, les intuitions et les données. Cyrus H. Gordon semble plus prompt à satisfaire son désir de retrouver « les dix tribus perdues d'Israël » qu'à reconstituer le scénario préhistorique du peuplement de l'Amérique. C'est

pourquoi, sans doute, il n'hésite pas à prendre la parole pour le tout Annette Laming-Emperaire, qui ne signale pas cette étrange et tardive découverte, écrit à propos des pseudosciences : « Les utopistes puisent parfois des arguments chez les savants, ou même peuvent en découvrir de valables, et il est d'authentiques savants qui, les soirs de nostalgie, se laissent aller à compenser l'austérité de leurs recherches en éclairant leur œuvre d'une touche consolante ou exaltante de merveilleux. » Jolie et perfide remarque.

Les mormons, se fondant sur les révélations d'un ange (recueillies dans le *Livre des mormons*), affirment que Quetzalcoatl, le dieu aztèque, et Jésus-Christ sont un seul et même personnage. Thomas Stuart Ferguson, en 1950, a même tenté un essai de démonstration et il a relevé les ressemblances entre les cultures maya et les cultures de l'Égypte, de la Mésopotamie et des Hébreux à partir de deux cent quatre-vingt-dix-huit éléments culturels. Pot-pourri anthropologique, fouilli de démonstrations et de correspondances, l'entreprise ne convainc guère. Elle amalgame systématiquement le général et le particulier. Au jeu des analogies, on se perd vite dans les miroirs ethniques.

## Par Béring

Les membres de l'ordre de la Rose-Croix et les théosophes, eux, en tiennent pour l'Atlantique. Le continent Mu, création du zoologue allemand Haeckel, a aussi ses partisans. On pourrait ainsi, en fil d'une immense bibliographie, suivre la manière dont les hommes reconstruisent le passé pour justifier leur présent. Tel nationaliste convulserait, comme l'Argentin Ameghino, prétendrait que l'homme est autochtone d'Amérique et que les pampas argentines furent le berceau de l'humanité ; il avait attribué au tertiaire des terrains du quaternaire (une paille !). Tel Bolivien soutiendrait que le Christ s'exprimait en aymara ou en quechua. Tel autre, d'origine européenne et disciple de Gobineau, en plaçait pour les blonds Vikings.

Vérités euphoriques et éphémères. Par air, par terre, par mer, on a construit le mythe des origines américaines. De la soucoupe volante au réseau de bases, tous les moyens de locomotion et de pénétration ont été envisagés. Seule les sous-marins,



SOCRATISME

# François Châtelet philosophe populaire

Pédagogue, chercheur, militant, vulgarisateur, François Châtelet est de ceux qui ont le plus contribué, depuis trente ans, à faire sortir la philosophie de sa tour d'ivoire.

CHRISTIAN DESCAMPS

**P**ROFESSEUR de philosophie à l'université de Paris VIII - Vincennes, François Châtelet a, depuis plus de trente ans, au cœur des mouvements philosophiques. Après avoir enseigné en Algérie et en Tunisie, il a participé à la revue *Arguments*, qui, dans les années 60, regroupait les diverses tendances de la pensée moderne. Il a notamment publié la *Naissance de l'histoire*, *Logos et praxis*, *Platon, Hegel*. Il a, aussi, dirigé une importante *Histoire collective de la philosophie*, ainsi qu'une *Histoire des idéologies*.

Il assure, aujourd'hui, un cours d'histoire des idées politiques à l'université de Paris-I et un séminaire de philosophie à l'École polytechnique. Pédagogue et chercheur, François Châtelet veut contribuer à la mise en place d'une philosophie populaire.

Il milite, c'est-à-dire l'extrême gauche, pris parti dans les engagements de notre temps. Comment l'histoire que vous êtes regardé-t-il son propre itinéraire ?

— Cette question m'étrange un peu, car tenter de voir clair, c'est d'abord bien des fois dont je ne puis mesurer l'épaisseur. Très tôt, j'ai rencontré le marxisme, dans l'ambiance de la Sorbonne de l'occupation. Les premiers textes de Marx que j'ai lus m'avaient été remis par une bibliothécaire de Boulogne-Billancourt. Celle-ci n'avait pas de position politique, mais elle refusait de voir des livres mis au pilon. Un peu plus tard, à la Sorbonne, j'ai rencontré des camarades des réseaux trotskistes qui diffusaient ces textes alors dangereux et interdits. Au même moment, je commençais à me sentir philosophe, à m'empêcher de la rationalité classique.

— A l'époque, vers la Libération, Hegel était quasi ignoré en France. Très peu de gens connaissaient les cours fameux de Kojève sur « La phénoménologie de l'esprit », que suivait Queneau, Leca, Leiris, Bataille...

— En effet, à la Sorbonne, on ne nous parlait — fort bien d'ailleurs — que des grands philosophes classiques. Et j'y trou-

vais de grandes joies. Puis, vers 1945-1946, des gens comme Kojève et Eric Weil nous ont — à travers le Collège philosophique — parlé de Hegel. C'était neuf, car dans l'atmosphère intellectuelle de l'époque on voyait s'affronter trois groupes principaux. D'un côté, les marxistes orthodoxes — Gerasimov, Ledoux, — de l'autre, les existentialistes, avec Sartre et Merleau-Ponty, et puis les philosophes chrétiens, comme Daniélou. Dans ce débat, je prenais radicalement parti pour la rationalité. Ainsi, je défendais un Descartes rationnel, contre le Descartes existentiel d'Alquié ou de Laporte. Je m'en tenais à un marxisme non orthodoxe, car mon rationalisme classique m'empêchait d'adhérer à la vulgate qu'on appelait matérialisme dialectique.

## Platon et Marx

— Comment situez-vous Sartre et Merleau-Ponty ?

— Ils représentaient une relation à la réalité que nous vivions. Sur la question de la connaissance, sur celle des pouvoirs centraux, sur celle des pouvoirs périphériques, ils étaient en accord. Aujourd'hui encore, je suis Spinoza ou Platon avec cette question.

— Vous enseignez à Vincennes dans une université expérimentale où se côtoient des chercheurs, des militants, des travailleurs. Cela vous a-t-il conduit à modifier votre façon d'enseigner ?

— En effet, je continue à parler d'Aristote, mais sans donner d'une autre façon. Je fais cours devant des étudiants qui n'ont pas forcément de formation philosophique. Je dois donc — et cela m'est aussi très utile — faire sans cesse un effort pour retourner au texte, pour le déconstruire au présent. Ce qui était, avant, le privilège de l'érudition devient une obligation. Reprendre le texte grec, vérifier chaque mot, ce n'est plus faire un travail de spécialiste, c'est le seul moyen de faire vraiment entendre Aristote. Pour cela, je dois parler de lui comme d'un philosophe contemporain. Il inventait des mots : mais ces mots-là ont été complètement obscurcis par les traductions latines qui nous encombrent. Les traductions hyper-cultivées sont incompréhensibles à mes étudiants. Je suis donc obligé de retraduire tout cela. Et si je parle de « Léviathan » de Hobbes, je ne puis le faire sans souligner qu'en 1649 le peuple anglais coupe la tête de son roi.

## Casse-tête écologique

Reste à imaginer la progression et l'assombrissement des hommes sur leur nouveau territoire. Car, une fois franchi le détroit de Bering, ils se trouvèrent confrontés à une barrière de glaciers qui leur coupait la route du Sud et la vallée du Mackenzie. Ils étaient pris dans un système de saut d'échecs, gigantesque casse-tête écologique. Reste encore à établir à quelle vitesse ils ont rejoint l'actuelle Patagonie, quel fut leur taux d'accroissement démographique par la suite, quel fut leur itinéraire et comment ils ont réussi à apprendre les climats, les paysages, les espèces végétales et animales.

Tant de questions sans réponse ! Qui fut-il ce premier pré-Colombien qui franchit le détroit de Bering et inventa l'Amérique ? Qui étaient-ils ces païens indiens qui — il y a peut-être soixante-dix mille ans — découvrirent le Nouveau Monde ? Quelles pistes d'odeurs suivaient-ils ? Quel gibier ? Pensaient-ils qu'au-delà des toundras et des glaciers ils trouveraient des terres pour s'empareiller ?

Au terme d'une vie consacrée aux problèmes des origines américaines, Annette Laming-Empereur constate, très modestement : « On ne sait pas grand-chose de ce premier Américain. Il existe, c'est sûr. Mais il est comme jadis dans l'impossibilité de nous le dire qu'il a découvert. »

## Bévue théorique

— Vous dites que, ce moment, vous avez bécoté quasi à vos engagements politiques. Ainsi, vous hésitez entre rejoindre le groupe d'extrême gauche Socialisme ou barbarie et l'adhésion au parti communiste. Rétrospectivement, une telle hésitation paraît bizarre ?

— J'avais rompu avec le trotskisme qui me semblait insuffisamment fort théoriquement pour se permettre d'être aussi minoritaire pratiquement. Les analyses de Socialisme ou barbarie me fascinaient par leur profondeur et par leur puissance novatrice. En fait, si je m'inscris au parti communiste en 1965, je

suis en désaccord avec la ligne du parti. Je milite à l'époque dans des groupes d'opposition à la ligne Thorez, cette ligne qui défendait la thèse de l'Algérie « nation en formation ».

— Il y a tout de même eu l'insurrection de Budapest de 1956. Comment avez-vous pu être aveuglé à un événement de cette importance ?

— Je vous accorde que j'ai commis une bévue théorique et pratique. Mon marxisme de l'époque était très attentif à l'impérialisme français, mais il m'évitait aussi de penser de la même manière les événements de Hongrie. Je me suis, évidemment, opposé à la répression en Hongrie. Pourtant je n'ai pas vraiment mesuré la gravité de tout cela. Pour moi, et pour beaucoup, nous étions du mal à admettre l'existence d'un impérialisme soviétique.

— Qu'est-ce qui vous a amené à quitter le parti communiste ?

— Quand le P.C. a vu les pouvoirs spéciaux, quand il a nommé Guy Mollet, je me suis tout à fait étranger à ce parti. Pourtant, j'y reste un moment en oppositionnelle. Mais, pour moi, ce qui est décisif à l'époque, c'est évidemment la lutte contre la « sale guerre d'Algérie ». C'est dans cette optique que je signerai l'appel dit des 121 sur le droit à l'insoumission.

— A côté de la lutte contre la guerre d'Algérie, vous rejoignez la revue « Arguments », qui regroupe Edgar Morin, Jean Duvigneaud, Kostas Axelos, Pierre Fongeyre...

— J'y ai appris, par le jeu des amitiés, les limites du militantisme. C'est à cette période que je me suis résolu à être un chercheur qui voulait parler clairement de problèmes difficiles. Mon « Platon » et mon « Hegel » entrent dans ce cadre. Ainsi, à la fin du « Platon », j'écrivais : « D'où vient donc la puissance de la raison ? » En 68, c'est cette question qui m'a amené à réfléchir sur la puissance des dogmatismes, sur celle des pouvoirs centraux, sur celle des pouvoirs périphériques. Aujourd'hui encore, je suis Spinoza ou Platon avec cette question.

— Vous enseignez à Vincennes dans une université expérimentale où se côtoient des chercheurs, des militants, des travailleurs. Cela vous a-t-il conduit à modifier votre façon d'enseigner ?

— En effet, je continue à parler d'Aristote, mais sans donner d'une autre façon. Je fais cours devant des étudiants qui n'ont pas forcément de formation philosophique. Je dois donc — et cela m'est aussi très utile — faire sans cesse un effort pour retourner au texte, pour le déconstruire au présent. Ce qui était, avant, le privilège de l'érudition devient une obligation. Reprendre le texte grec, vérifier chaque mot, ce n'est plus faire un travail de spécialiste, c'est le seul moyen de faire vraiment entendre Aristote. Pour cela, je dois parler de lui comme d'un philosophe contemporain. Il inventait des mots : mais ces mots-là ont été complètement obscurcis par les traductions latines qui nous encombrent. Les traductions hyper-cultivées sont incompréhensibles à mes étudiants. Je suis donc obligé de retraduire tout cela. Et si je parle de « Léviathan » de Hobbes, je ne puis le faire sans souligner qu'en 1649 le peuple anglais coupe la tête de son roi.

## Sectateurs indignes

— Vous participez également à la création de l'Institut de philosophie de Vincennes, qui se veut attentif aux affluents contemporains. Il y a là un pari sur l'actualité de la philosophie.

— Cet institut, va formaliser une pratique déjà en place. La philosophie ne peut vivre que de recherches qui sont toujours en rapport avec des pratiques extra-philosophiques comme l'art ou la science. Ainsi, la pratique de la musique est aujourd'hui si problématique qu'exercer cette activité c'est se poser des problèmes sur la société, sur ce que l'on produit ou l'on exécute. Cela est vrai aussi des recherches mathématiques, de la vie quotidienne ou des rapports hiérarchiques dans une famille. C'est tout cela que l'institut veut tenter de prendre en compte.

— Aujourd'hui, la philosophie est menacée dans son enseignement, mais, d'un autre côté les hommes d'Etat ne cessent dans leurs discours d'emprunter des références à la bonne vieille philosophie du dix-neuvième siècle, au progrès, à la croissance...

— Ceux qui nous gouvernent disent : « On n'a plus besoin de philosophie », précisément parce qu'elle est partout. Ceux-là considèrent que les médias,

la télévision, fournissent suffisamment d'idées générales et abstraites au public moyen. D'ailleurs, les philosophes sont sans cesse cités. On cite Descartes comme on citait hier Corneille. Quel est le speaker qui n'a pas un attirail de citations où Nietzsche côtoie Freud, ce qui permet, à peu de frais, de se classer à la pointe extrême de la modernité ? Militer pour un retour à une philosophie qui remonterait sur la tribune de la raison sacrée, ce serait évidemment ridicule ; ce serait même dangereux, car cette tribune est aussi un tribunal.

— Mais, d'autre part, je crois que la philosophie est vivante et qu'aujourd'hui encore elle sait vraiment inventer. Il est vrai, pour reprendre le vocabulaire de Platon, que le champ philosophique est envahi de sectateurs indignes. Nos hommes politiques ne sont pas les moins. Contre cet état de fait, il s'agit de tenter de mettre en rapport des activités et d'essayer également d'inventer des types d'argumentation, qui permettent d'établir une intelligibilité véritable. La philosophie contemporaine excelle les « ismes » ; elle ne propose pas de savoir ni de programme ; elle n'est même plus seulement critique, elle est volontaire de retrouver un mode d'argumentation qui permette de comprendre comment les activités les plus diverses se développent. Il s'agit de faire le départ entre les arts qui sont des modes et ceux qui effectuent de véritables explorations de la réalité ; entre les politiques qui ne sont que la répétition des pouvoirs en place et celles qui s'intéressent aux mutations profondes de la société.

— Déjà Platon dans « Protagoras » expliquait que tous les hommes sont doués de la vertu politique. Je crois qu'il est toujours vrai que les hommes pensent, mais que leur pensée est prise dans des réseaux qui leur interdisent de s'exprimer et de se développer vraiment. Longtemps, les philosophes se sont voués au service de l'humanité en général ; aujourd'hui, le philosophe se doit, plus modestement, de mettre en relation d'intelligibilité les activités effectives des gens. Car, la plupart d'entre eux sont désemparés de leur puissance de parole. Je ne crois pas que les gens soient abêtis par les médias. Bien sûr, cela existe, mais beaucoup sont aussi capables, une fois le poste fermé, de penser de façon personnelle. C'est tout ce que la philosophie doit tenter de prendre en compte.

## Vélocité

— La philosophie classique mettait en avant de grosses notions. Il y avait la Raison avec un grand R, le Progrès avec un P majuscule et l'Histoire qui allait quelque part. Or toutes ces notions sont maintenant battues en brèche.

— Certes, mais les sectateurs indignes profitent de l'affaiblissement de ces notions pour dire que c'est fini de la rationalité, que le sujet a disparu devant la structure, qu'il n'y a pas d'histoire... Tout cela est une simplification odieuse. Car, si l'on regarde l'exercice scientifique on y verra que la rationalité est vivante, même si elle s'est complètement transformée depuis le début du siècle. Ainsi, le sujet-conscience bien sûr disparu depuis Freud, mais les problèmes de l'individualité et de la liberté sont plus que jamais à l'ordre du jour. Et puis, s'il y a des histoires, cette situation n'implique pas qu'il faille négier le devenir ou les progrès locaux.

— Nous avons été tellement bercés par les flammes des progrès à l'Auguste Comte ou par les discours de prix de l'III<sup>e</sup> République que beaucoup méprisaient dès qu'ils entendaient parler de progrès. De quels progrès leur parlez-vous donc ?

— Regardons la science. En quelques années, la biologie et la cosmologie ont fait des progrès considérables. On pourrait en dire autant de la médecine ou de la chirurgie. Ce serait une absurdité de ne pas percevoir ces progrès. De quels progrès leur parlez-vous donc ?

— Regardons la science. En quelques années, la biologie et la cosmologie ont fait des progrès considérables. On pourrait en dire autant de la médecine ou de la chirurgie. Ce serait une absurdité de ne pas percevoir ces progrès. De quels progrès leur parlez-vous donc ?

— Reprenons encore que les philosophes n'ont pas à dire ce qui doit être, mais à rendre intelligible ce qui est. Repérer la forme d'un objet comme ce qui est aujourd'hui un mode d'organisation dominant me semble une évidence évidente. Mais il faut prendre soin de ne pas confondre l'Etat avec le gouvernement ou avec l'administration. L'Etat, c'est le principe souverain qui agit à l'extérieur par la diplomatie ou la guerre, à l'intérieur par les lois. En ce sens, l'Etat — qui a toujours une Constitution et un drapeau pour se présenter aux Jeux olympiques — est une forme obligée, mais cela ne veut absolument pas dire que ce soit une forme nécessaire ou même adéquate. Il y a eu, dans le passé, des sociétés sans Etat. Pensez à celles que décrit Pierre Clastres, mais aussi bien à la société chinoise ou à la société romaine qui étaient des pouvoirs centralisés, mais pas des Etats. Je ne pense pas que cette forme obligée soit adéquate ou même satisfaisante. Le philosophe peut, peut-être, imaginer d'autres formes sociales, mais là, nous sommes devant des énigmes. On ne peut pourtant pas les éviter totalement quand on voit que le vieux discours du travail, de la famille, de la patrie est partout battu en brèche.

## Enigmes

— Vous avez longuement pratiqué Marx, vous le pratiquez d'ailleurs toujours. Aujourd'hui, les lois de l'histoire ont mauvaise presse. Plus profondément, on parle souvent moins de l'œuvre de Marx que de ce qu'on lui attribue. Où en êtes-vous à l'égard de l'œuvre de Marx ?

— Je pense que l'annonce d'un Marx des projets électoraux. Les textes de Marx sont divers. Spinoza est homogène, Descartes ou Kant peuvent être pensés à travers deux ou trois perspectives. Chez Marx, la diversité est si grande, qu'on le voit sans cesse scier entre divers points de vue. Voir en lui un philosophe unifié me paraît relever d'une erreur grossière. Mais il est important parce qu'il est l'un des premiers philosophes post-classiques à introduire dans la pensée le point de vue de ceux qui ne parlaient pas. Il est vraiment anti-platonicien, en ce sens qu'il se pose la question de la matérialité du devenir des choses. Quant à résumer Marx à travers M. Brejnev, cela ne présente strictement aucun intérêt. Ce serait aussi simple que de résumer Aristote de la condamnation de Galilée ou Descartes du naufrage du « Torrey-Canyon ».

— Pour vous, les Etats-nations sont partout. Or tout un pan de la pensée révolutionnaire avait pour but la lutte contre l'Etat.

— Le rêve de la destruction de l'Etat s'est souvent terminé dans des cauchemars, à l'encontre des socialistes réellement existants.

— Précisément, ces cauchemars-là ont construit encore plus d'Etat.

— Répétons encore que les philosophes n'ont pas à dire ce qui doit être, mais à rendre intelligible ce qui est. Repérer la forme d'un objet comme ce qui est aujourd'hui un mode d'organisation dominant me semble une évidence évidente. Mais il faut prendre soin de ne pas confondre l'Etat avec le gouvernement ou avec l'administration. L'Etat, c'est le principe souverain qui agit à l'extérieur par la diplomatie ou la guerre, à l'intérieur par les lois. En ce sens, l'Etat — qui a toujours une Constitution et un drapeau pour se présenter aux Jeux olympiques — est une forme obligée, mais cela ne veut absolument pas dire que ce soit une forme nécessaire ou même adéquate. Il y a eu, dans le passé, des sociétés sans Etat. Pensez à celles que décrit Pierre Clastres, mais aussi bien à la société chinoise ou à la société romaine qui étaient des pouvoirs centralisés, mais pas des Etats. Je ne pense pas que cette forme obligée soit adéquate ou même satisfaisante. Le philosophe peut, peut-être, imaginer d'autres formes sociales, mais là, nous sommes devant des énigmes. On ne peut pourtant pas les éviter totalement quand on voit que le vieux discours du travail, de la famille, de la patrie est partout battu en brèche.



HISTOIRE

# La laborieuse ascension de Winston Churchill

A la veille de la guerre, Churchill a la réputation d'un politicien fini, sans envergure. Et son arrivée au pouvoir ne s'est pas faite sans mal.

FRANÇOIS BEDARIDA

**S**i un jour notre pays devait connaître le malheur, il lui faudrait pour se relever dans la débâcle la dernière arme que l'Empire ait eue : un homme capable de résister à l'effondrement et de mener à bien la lutte pour la survie au désastre au prix de la servitude.

Ces féroces paroles, que l'on pourrait croire datées du printemps ou de l'été 1940, sont en réalité extraites d'un livre publié en 1899 sous le titre *The River War*. L'auteur en était un jeune journaliste nommé Winston Churchill, et il y décrivait la reconquête victorieuse du Soudan par les Britanniques en 1898, campagne à laquelle il venait de prendre part comme lieutenant de cavalerie.

Comment ne pas être frappé par cette vision prophétique, anticipation quelque quarante ans à l'avance de l'esprit de Dunkerque ? Et comment ne pas songer au passage célèbre du *Fi de l'épée*, où, en 1932, le commandant de Gaulle dépeignait l'homme de caractère se révélant face à une situation exceptionnelle ?

De fait, la résistance en 1940 de l'Angleterre, demeurée seule à affronter Hitler, s'est bien inscrite en une figure légendaire : celle de Winston Churchill. A cette époque ont contribué les discours, restés fameux, prononcés alors par le premier Britannique : « Je n'ai rien à offrir que du sang, du labeur, de la sueur et des larmes (1) ». (13 mai.) « Nous nous battons sur les plages... nous nous battons dans les champs et dans les rues... nous ne nous rendons jamais » (4 juin, après Dunkerque). « Conditions nous de telle façon que, même si l'Empire britannique et sa communauté de nations devaient durer mille ans encore, les hommes diront toujours : ce fut l'heure la plus belle de leur histoire » (15 juin, après la chute de la France). Pour ses compatriotes, Churchill dit « ce qu'ils souhaitent dire eux-mêmes s'ils savaient comment s'exprimer... Il parle pour la nation (2) ».

Mais, du même coup, la stature héroïque acquise par le chef de l'Angleterre en guerre a accablé des vues simplistes sur un destin politique exceptionnel. Comme il arrive souvent en histoire, on a été tenté à posteriori de transformer le hasard en nécessité, de juger inéluctable l'enchaînement des événements qui ont porté, puis maintenu Churchill à la charge suprême, sans mesurer à leurs véritables dimensions les aléas immenses qui jalonnent la période dramatique du printemps et de l'été 1940.

## Fiasco

Car, s'il est bien vrai, selon la formule saisissante du général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*, que Churchill s'est révélé « d'un bout à l'autre du drame, comme le grand champion d'une grande entreprise et le grand artiste d'une grande histoire », en revanche, à la veille encore de l'attaque allemande à l'Ouest, il n'était ni évident ni fatal qu'il réussit un jour à s'imposer à la classe politique, à prendre la direction des affaires et à obtenir l'adhésion quasi unanime du pays (à commencer par celle de son propre parti). C'est donc une légende complète que de présenter le Churchill des premiers mois de 1940 en leader assuré de l'avenir ou même en successeur désigné de Chamberlain. Au contraire, le futur chef de guerre de l'Empire britannique a dû surmonter un par un

1940, lorsque commencent à être connus les revers de Norvège. Par une étrange ironie du sort, c'est Chamberlain, peu enthousiaste pendant des mois pour une intervention sur le théâtre scandinave, qui est la principale victime, alors que Churchill est épargné, lui dont les responsabilités sont pourtant lourdes dans la conduite malheureuse des opérations et qui les a encore aggravées par des déclarations intempestives (« Hitler vient de commettre une erreur stratégique et politique comparable à l'intervention de Napoléon en Espagne »). Effectivement, la réputation se concentre sur le premier ministre, ainsi que sur ses amis « munichois » du cabinet, jugés coupables de l'impréparation militaire de la Grande-Bretagne et cruellement mis en évidence par la campagne norvégienne.

Mais si l'autorité de Chamberlain est maintenant atteinte sans rémission ; si sa popularité chute d'un coup, dans l'opinion comme au Parlement, rien n'indique encore que l'heure de Churchill soit proche. Certes, le débat qui s'ouvre à la Chambre des communes le 7 mai tourne aussitôt à la confusion du gouvernement, assailli par un flot de critiques acerbes. Le vote qui clôture le débat le 8 mai au soir, prend à l'évidence la signification d'un scrutin de défiance envers le premier ministre : la majorité gouvernementale est tombée de 300 à 81 voix ; 41 députés conservateurs ont voté avec l'opposition, tandis que sont abstenus d'autres se sont abstenus. Mais, même une fois Chamberlain apparemment condamné et viruellement démissionnaire, les chances de Churchill de le remplacer semblent encore faibles.

## Le 10 mai, à 18 h. 30

En effet, à part une poignée de conservateurs favorables au premier lord de l'Amirauté et quelques travaillistes isolés, la classe politique a son candidat tout prêt. Celui que l'on voit alors comme le successeur naturel de Chamberlain, c'est lord Halifax, le ministre des Affaires étrangères : personnage subtil et secret, parfaite incarnation de l'establishment, Halifax rassure par son sens de la mesure, son expérience, sa prudence. C'est vers lui que vont les préférences du roi George VI, aussi bien que d'Attlee, le leader de l'opposition Labour. Et la masse des députés conservateurs se retrouve unie en sa faveur.

En ces heures fébriles et décisives, il va falloir, par chance, une série d'enchaînements fortuits pour écarter à la fois Chamberlain et Halifax. D'abord un membre influent du cabinet, le lord du sceau privé, Sir

Kingsley Wood, change de camp, incline à Chamberlain de démissionner et prend position en faveur de Churchill : retourne le poids du parti conservateur les anciens supporters de Chamberlain, c'est-à-dire la majorité, se tiennent sur la réserve. Ainsi, lors du premier grand débat à la Chambre des communes le 13 mai 1940 — celui au cours duquel Churchill prononce le discours fameux sur le sang et les larmes — seuls les travaillistes applaudissent, alors que la plupart des conservateurs réservent leurs acclamations à Chamberlain.

## Réticences

Ce dernier d'ailleurs reste le leader du parti : fait exceptionnel dans la pratique constitutionnelle britannique, Churchill est chef du gouvernement, sans être chef du parti majoritaire aux Communes (la situation ne sera régularisée qu'en octobre 1940, lorsque Chamberlain, atteint d'un cancer, abandonnera à la fois ses fonctions ministérielles et son poste de leader, et que Churchill lui succèdera à la tête du parti conservateur).

Le premier ministre a beau multiplier les appels à la sagesse et à la concorde — « Si nous nous laissons, déclare-t-il le 18 juin, dans une querelle entre le passé et le présent, nous nous apercevrons que l'avenir est perdu pour nous » — la réserve boudeuse n'en continue pas moins. C'est seulement à partir de juillet que s'opère le ralliement des conservateurs à la personne du premier ministre, à l'investigation du reste de Chamberlain qui juge l'union sacrée indispensable face à l'homme qui perd où se trouve l'Angleterre. Pour la première fois, après Mers-el-Kébir, Churchill reçoit une ovation unanime des Communes et de s'entendre ainsi chaleureusement applaudi par tous ses collègues conservateurs lui arrache des larmes.

Dans la haute administration, tant civile que militaire, on avait pu noter, lors de son arrivée aux affaires, le même manque d'enthousiasme. Partout l'on redou-

tait les initiatives imprévisibles d'un esprit jugé capricieux et brouillon. Des hommes qui deviendront par la suite d'ardents supporters de Churchill, dévoués à sa personne jusqu'à la mort, ont raconté comment, avant d'être cooptés par le dynamisme et l'accent du premier ministre, ils avaient nourri les pires préventions à son endroit. Par exemple, Sir John Colville, qui fut son secrétaire pendant la guerre après avoir été celui de Chamberlain, a évoqué l'atmosphère régnant à Whitehall à l'annonce de la nomination de Churchill à la tête du gouvernement : cette pensée, écrit-il, « glaçait dans le dos le personnel du 10 Downing Street ». Il en était de même dans tous les autres ministères. « Rares furent, poursuit-il, les premiers ministres à pris ses fonctions avec un enthousiasme aussi rempli de doute sur le choix du titulaire et aussi prêt à voir ses appréhensions justifiées » (4). De ce point de vue, comme l'a noté A.J.P. Taylor, si Churchill a réussi, c'est en faisant appel aux masses populaires par-dessus la tête des détenteurs traditionnels du pouvoir (5).

Le fait est qu'à partir de l'été 1940 la popularité de Churchill est solidement et définitivement établie. Un sondage Gallup au début d'août donne une proportion de 88 % de Britanniques en faveur du premier ministre contre 7 % hostiles et 5 % douteux. Pendant toute la durée de la guerre, la cote personnelle de Churchill se maintiendra à un niveau très supérieur à celle du gouvernement (l'écart variant entre 10 et 30 points) ; jamais elle ne tombera au-dessous de 75 %, et la plupart du temps elle oscille entre 85 % et 90 %.

## Intrigues

Enfin, parmi les obstacles intérieurs que Churchill eut à affronter en 1940, il convient de mentionner les intrigues qui sévissaient dans certains milieux politiques britanniques. Car loin que l'esprit de résistance fût une naine, on sait aujourd'hui que de divers côtés l'on songeait à un compromis possible avec l'adversaire. Selon toute vraisemblance, une invasion réussie de l'Angleterre eût suscité la création d'un gouvernement à la Pétaïn, sinon à la Quisling. Au premier rang des éléments détaillés et pacifistes figuraient alors Lloyd George. D'autres étaient prêts à s'engager dans une politique de « collaboration ». Ici ou là, les offres de paix de Hitler ont trouvé des oreilles complaisantes. Parmi maints témoins, citons celui d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, qui confiait au médecin de Churchill : « Sans Winston, le pire aurait pu arriver après Dunkerque. Tant qu'il fut là, un marchandage avec Hitler était hors de question et une paix séparée impensable (6) ».

On comprend dès lors la haute opinion que Harry Hopkins, le représentant personnel de Roosevelt à Londres, exprimait à propos du premier ministre. En janvier 1941, Hopkins, faisant part au président des Etats-Unis, à la fois de son diagnostic et de ses conseils, écrivait au premier ministre : « Churchill est à lui seul le gouvernement — dans tous les sens du terme. Il dirige toute la stratégie, parfois jusque dans le détail ; le monde du travail lui fait confiance ; l'armée, la marine, l'aviation sont unanimes derrière lui. Le monde politique et le gratin paraissent l'aimer. Je ne saurais trop souligner que c'est ici la seule et unique personne avec laquelle vous devez être d'accord en pleine et entière communion » (7).

(1) Ce que l'on ne sait guère, c'est que ces paroles et « Churchilliennes » sont, en réalité, déformées d'une proclamation de Churchill aux soldats de la République romaine en date du 3 juillet 1890. Une autre partie du même discours est directement empruntée à une déclaration de Clemenceau en 1917.

(2) Lord Moran, Winston Churchill, Londres, 1965, t. 12-13 ; trad. fr., Paris, 1968, p. 26-27.

(3) En 1942, Goebbels notait dans son journal que, avant la guerre, Churchill, en Angleterre, ne prenait Churchill au sérieux : « Le Führer se rappelle que tous les Anglais qu'il rencontra alors s'accordaient pour le traiter de politicien radicaux. Même Chamberlain le dit au Führer ».

(4) J. Wheeler-Bennett, *Action*, 1965, Londres, 1968, p. 45-46.

(5) A. J. P. Taylor, *English History 1914-1945*, Oxford, 1965, p. 467. Dans un sondage de décembre 1939, à l'époque où la cote de Churchill était encore faible, avait mentionné que si on le comparait le plus de partisans, c'était à la fois dans la population masculine, parmi les titulaires de la presse et dans la tranche d'âge des 21-30 ans.

(6) Lord Moran, op. cit., p. 267.

(7) Cité par R. Feiling, *Winston Churchill*, Londres, 1974, p. 466. Ce livre, malheureusement peu traduit en français, constitue la meilleure biographie de Churchill.

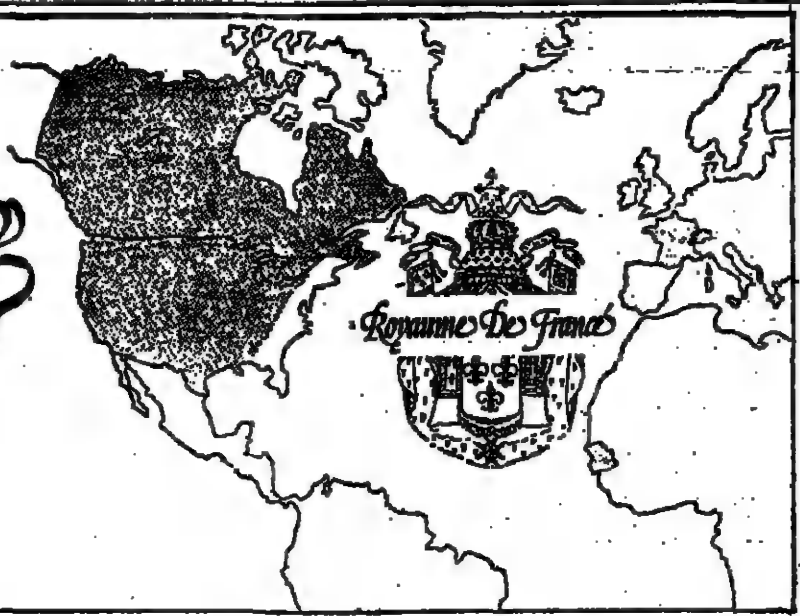


BERTRAND DAULLE



# As-tu vu Montezuma?

Par Balhazars



## CHAPITRE III

**RÉSUMÉ DES ÉPISODES PRÉCÉDENTS :** 1870, sous le règne du roi de France François VI. Nommé secrétaire général de la Louisiane à l'assassinat de son prédécesseur, le chevalier Larose, accompagné de son garde du corps Le Gall, parcourt incognito sa circonscription administrative. Il vient de rencontrer une jeune noire, Agathe.

## Où je découvre

**F**AUTE d'avoir protégé mon sommeil, Le Gall commençait dans la joie sa journée de service, à juger par l'écho d'habitudes bruyantes et les chants breloons embrouillés de soufflements qui parvenaient de l'autre côté de la cloison. J'eus plaisir à voir sa stupéfaction quand je lui annonçai le volant jusqu'à Memphis, et qu'enfin, les de l'autoroute et de la monotonie, je souhaitais revenir au fleuve, et le remonter par le chemin du Roi. Notre départ se fit sans encombre : Agathe n'emportait presque aucun bagage, l'autoportiste libidineux n'avait pas reparu pour constater l'enlèvement.

En suivant à rebours l'ancienne route des Conquistadors, bordée de roseaux et de marécages,

sans doute imaginai-je vaguement rafraîchir ma sensibilité historique. En fait, c'est une sorte de concours de Carnaval qui nous assaillit : une minuscule bourgeoisie prétendait avoir vu mourir Jackson après sa défaite, mais les trois suivantes revendiquaient la même funèbre particularité. A Sainte-Anne-de-la-Croix, on pouvait visiter le « fameux champ de bataille » où s'affrontèrent, en 1832, des combattants oubliés. A Roberval, une barcasse ensablée commémorait le premier pont de bateaux sur le Mississippi. Un peu partout, des écriteaux : « la Station du Roi », « le Relais de la Reine », tentaient de persuader l'étranger naïf que

le cortège de François-III, en 1861, avait pu s'arrêter dans cette gargote. Bronzées au soleil du Sud, des familles encombrées de marmos, de crocodiles empalés, de petites poissons dorés nageant dans des sacs de plastique transparent, achetaient des cartes postales, se faisaient photographier devant le canon d'Orville, passaient leurs têtes ahuries à travers des paravents de toile peinte, où des corps de bouviers et d'Indiens caracolent à la poursuite des bisons. Agathe, l'œil à tout, j'accusait. Mais je la sentais nerveuse, mortelle du lendemain, mal à l'aise avec Le Gall en tiers. A Chaconson, elle soupira :

« C'est ici qu'est née ma nourrice, Mamou Louverture. Pauvre Mamou ! Elle habite maintenant la Nouvelle-Orléans. Nous nous éloignons d'elle... Pourtant c'est chez elle que j'aurais dû aller : c'est le seul être auprès de qui rien de mauvais ne pourrait m'arriver... »

Ma grimace piteuse la fit à peine sourire. A l'heure du déjeuner, nous étions à Arkansa-

ville. La cité somnolait entre le fleuve et la plaine cotonnière, sous les globes plombés de sa cathédrale.

« On dirait Périgueux », dit Le Gall.

Encore l'autoroute, ses éternels roseaux, les plaines destinées au coton ou au maïs... Chaque agglomération s'annonçait par une forêt d'éoliennes, décapées sur la muraille des alios. Les champs de tabac appartenaient à une cinquantaine de kilomètres de Memphis, puis ce furent des villas ombragées de plus en plus nombreuses. Vers 17 heures, au long de faubourgs interminables et poussiéreux, nous faisions notre entrée dans la capitale du Tennessee. Agathe y avait achevé ses études, elle dénichait l'hôtel. Une douche bienvenue y réunit à nouveau nos corps contrastés. Il fallait retrouver Le Gall : aussi peu désireux que moi-même de passer toute la soirée en trio, il suggéra l'entorse libératrice de ses consignes. Nous le retrouvâmes pour souper chez Laurette, un bistrot du fleuve.

## la puissance

mais on n'a pas lu une ligne de Paroles d'un croyant !

Je me souvenais vaguement du titre. N'étaient-ce pas les lettres hispaniques qui le citaient, race que j'ai toujours tuée ?

« Tu parles de ces bouquins d'un curé mexicain ? »

— Montezuma, reprit-elle avec emphase. Le bienheureux Fray Francisco Montezuma ! Ses yeux brillèrent, ses narines frémissaient. Elle était bien loin pourtant de l'amour, et il était trop tard pour changer de conversation.

« Qui était-ce ? demandai-je avec détachement. »

— Un pauvre, métis d'Indien, et aussi prêtre. Mais il avait tout ce que nous n'avons pas. »

Elle posa son regard sur les petits traversiers illuminés, qui coupaient prestement la route aux poussoirs trains de barge, et reprit :

« Il est né à Bogota (pas au Mexique !), dans un faubourg misérable. Il disputait sa bouffe aux chiens et aux autres gémis. A huit ans, sa mère l'a vendu à la bonne d'un curé qui vieillissait et ne voulait plus porter de paquets. Le prêtre lui a appris le catéchisme, et l'a envoyé au petit sémi-

naire. A seize ans, échappé de là, il s'est installé en banlieue, un peu maître d'école, prédicateur, un peu sorcier aussi. Il a eu bien vite autour de lui une horde de pauvres hères, à sa dévotion. Il imprimait des pamphlets contre les riches. Naturellement, la police l'a arrêté, et c'est alors qu'il a été réprimé par l'échafaud. »

— Et que prêchait-il ton saint ?

— Ce n'est pas mon saint, c'est celui des pauvres... Il disait que la Création comporte deux aspects, la puissance et la merde... En castillan, c'est encore plus beau. Selon lui, toute puissance au monde a les pieds dans la merde. Plus le puissant est riche et vigoureux, plus sa merde engluie les pauvres, les obscurs. C'est pourquoi il voulait abolir tous les pouvoirs, partout et pour toujours. »

Il était bien enivré, mon duo amoureux ! Adossée à la balustrade, les seins tendus sous la blouse, fixant les flots du Mississippi, et comme pour elle-même, elle me décrivait la mort de Montezuma, vers 1837, l'apparente dispersion de ses disciples pendant la guerre, la résurrection du montezumisme à Mexico en 1948, et sa prodigieuse diffusion depuis quelques temps, à partir des universités du Nouveau-Mexique, jusqu'à Memphis.

« Tiens, en voilà un qui a le Montezuma, dit-elle brusquement, me désignant un étudiant qui sortait d'un fourré. »

J'eus quelque mal à distinguer, sur son maillot, le dessin d'une croix noire barrée d'un étron sacrilège.

— Eh bien ! C'est la mode ici ?

— On me l'avait dit, mais c'est le premier que je vois.

bande de p'totes à l'en, qui ! Sainte Vierge ! Jamais encore ils n'étaient venus si près de la ville ! Et l'assu'ance va payer ça, dites ? »

Nos deux tendrons tremblaient, livides, en émergeant de dessous une table. Mais Agathe n'était plus là.

« Elle s'est glissée sous la balustrade, mais j'avais bien trop peur pour la suivre, dit Lucile. Je l'ai vue filer sur le quai. »

— Ces Noires sont toujours cinglées ! commenta légèrement Marie-Alice.

Nous les abandonnâmes dans le centre de Memphis, abreuvées de conseils paternels. Les vicines étaient illuminées, les passants cherchaient le frais, en famille, aux terrasses des cafés, d'autres couples négociaient les jeux de la nuit. Le portier nous tendit les clés sans paraître remarquer le désordre de nos toilettes. Non, cette demoiselle n'était pas rentrée. Oui, il reviendrait si elle venait, même tard dans la nuit.

Mais, cette fois, mon lit resta vide. J'eus du mal à y trouver le sommeil. Il me semblait que dans cette brève aventure mes sens n'étaient plus seuls en cause.

— Explique-moi donc, professeur.

— Certains affirment qu'à la fin de sa vie Montezuma, tout à fait désespéré, est allé jusqu'à proclamer la mort de Dieu.

— Quelle balverne !

— Ce genre de discours, figure-toi, me touche plus que les considérations sur le territoire... Et l'idée que tu enverrais moins tes étudiants parisiens si tu leur faisais lire Montezuma.

— Tout cela ne tient pas debout, Agathe !

— Inutile d'entreprendre une réfutation. Je ne m'attends pas à convertir un prof blanc de la capitale ! Mais maintenant, tu me connais un peu mieux.

— C'est donc important que je te connaisse mieux ?

Elle perçut ma vibration de sensibilité, la par-tagea, peut-être, coupa net.

— Allons dîner, ton acolyte doit s'impatience.

Chez Laurette — une péniche amarrée au quai — une jeunesse multicolore dégustait sous les lampons du poisson frit, arrosé de vin du Nouveau-Mexique. Nous découvrimmes Le Gall attaché avec deux très jeunes filles, qui me parurent bien jolies.

« Tiens, tiens ! ricana ma compagne, on se laisse aller aussi ! »

On fit les présentations. Si Lucile et Marie-Alice tiquèrent légèrement devant la brune Agathe, elles eurent le bon goût ou la timidité de n'en rien laisser voir.

« Charmantes enfants, dit Agathe, soudain très dame. »

— Notre ami a du goût, dis-je. Et Le Gall s'empourpra.

**D**ANS ses voitures fleurdelisées, l'express Carrière-de-la-Salle, La Nouvelle-Orléans-Québec, traînait majestueusement son public : jeunes mariés comme il faut ; donataires nostalgiques ; cardinaux interdits d'avion. Les dames néo-orléanaises, reconnaissables à leur éventail et à leur façon de hâler le garçon noir pour obtenir une menthe à l'eau, débarquaient tout à l'heure à Saint-Louis, comme on arrive au Grand Nord, tandis que le couple tout neuf, qui exhibe fièrement un bagage complet en crocodile, acheté à Baton-Rouge, savotte d'avance l'arrivée triomphale de lui préparant parentèle et amis en gare de Chicago. Puis au long des fenêtres, l'Illinois succédait au Mississippi ; puis ce seront d'autres fleuves, le Grand Lac, d'autres encore, et tout au bout le Saint-Laurent s'élargira.

Vers 5 heures, au-delà des champs de blé, on vit l'Amérique horizontale se hérissier de constructions dignes de l'ancien Continent. Comme entre Paris et Rouen, c'était d'abord la giclée des faubourgs industriels, où nous croisons, à toute allure des trains de banlieue bondés. Bientôt, gratte-ciel métalliques et tours de briques nous encadrèrent : Saint-Louis, fin de la promenade.

« Je me réjouis, chevalier, d'accueillir en vous un homme jeune, de qui la carrière, même encore courte, en vaut d'autres, plus cheues. Je ne vous cacherais pas qu'on vous a préféré à mon neveu, Brissac, dont j'avais un moment envisagé le cent. Mais le choix qui vous honore est évidemment le meilleur, et je suis que vous ayez à cœur de le justifier. »

Je devais par la suite dîner souvent à la table de la Lieutenantance, m'habituer jusqu'à ne plus l'entendre au babill de Mme de La Trémouille, dissenter mécaniquement sur l'équilibre américain avec le consul d'Autriche, et renoncer progressivement à sonder l'immense regard vide de la superbe Mme de Beauré. Ce soir-là, devant le suprême de bécasse à la Chèvrene servi dans une antique porcelaine aux armes de mon hôte, la liturgie du dîner en ville me parut difficilement supportable, même si mes voisins n'exercent pas lieu de soupçonner que le nouveau secrétaire général regrettait secrètement l'espace libre de l'autoroute, les flâneries au jardin de Memphis, peut-être le tiède satin d'une cuisse noire. J'en avais cependant bien fini de ce jeu de l'oisie insatiable, bizarrement voulu par le souverain. Une seule mission s'imposait dès lors à moi : tenter de faire oublier à mes maîtres les mérites et la mort de M. de Malartie.

(A suivre.)

## sur les esprits

d'une adolescente ; malgré cris et rudes, ils l'allaient sur la table ; l'Indien qui l'accompagnait fut abattu d'un revers de gourdin avant d'avoir pu s'interposer. Dans le paisible restaurant, devenu en quelques instants champ de bataille, les plus résolu s'armèrent de chaises, tandis que deux immenses Noirs, coiffés du bonnet blanc des cuisiniers, le torse nu luisant de sueur, accouraient en renfort.

Je lenglai au hasard sur les sauvages une table et sa vaisselle. Le Gall dégainait froidement son pistolet, quand retentit l'airain maintenant des voitures de police. Deux ou trois envahisseurs échappèrent, les autres furent copieusement rossés, puis enfilés dans un fourgon. Sous son turban croissant, la grosse Laurette expliquait :

« Les sauvages, qu'on les nomme ! Une fois

## du mystérieux Montezuma

ici : « Les Chouteau ne parlent qu'aux Lacédé, » et les Lacédé ne parlent qu'au roi. »

Je souris, imaginant les deux fondateurs de Saint-Louis, transpirant au débarqué, assaillis de moustiques parmi les roseaux, et qui, de leur vie, n'avaient vu un roi.

Mais tantôt Zette se souvenait d'y avoir dansé, m'avait décrit l'étonnant palais du Lieutenant-général du roi en Louisiane. Utilisée pour la première fois dans l'architecture civile, ses poutrelles métalliques, après avoir beaucoup fait rire les esthètes, provoquent aujourd'hui leur admiration. Mais, plus remarquable encore que les arceaux d'acier de la grande galerie, l'antichambre et le salon où j'attendis d'être introduit s'enrichissaient d'un pétrifiant mobilier « expédition d'Amérique ». Sur Pacajou massif des tables et des fauteuils, dont la coquette solidité séduisait les enrichis de l'aventure coloniale, un maître parisien avait prodigué jusqu'au délire une

La chaleur, toujours forte, était cependant plus sympathique que la moiteur du Sud. Sous la marquise de la gare centrale, Nuches du Val était flanqué d'un grand homme maigre, strictement vêtu de sombre. Il me le présentait comme le secrétaire des commandements du Lieutenant-général, courtoisement dépeché pour confirmer l'invitation de ce soir à la table de Monseigneur, qui me recevrait d'abord dans son cabinet à 7 heures et demie. Nuches m'informa, en outre, qu'un appartement avait été loué pour moi en ville : les Malartie résidaient à la Lieutenantance, mais on avait pensé qu'un célibataire préférerait sa liberté.

Le chauffeur nous arrêta dans une rue tranquille, près des jardins de Talleyrand, devant une immense bâtisse fin de siècle, trônant dans la verdure. Les épis de maïs stylisés voisinaient, sur les grilles, avec les grosses volutes caractéristiques de François IV.

« C'est l'hôtel de la comtesse de Chouteau-Chouteau, née Lacédé, venue depuis quelques années déjà. Elle veut bien louer la moitié du premier étage. Vous n'aurez guère de conversation à lui faire, si l'on en croit le dicton qui se répète



THÉÂTRE

# La force des lieux

BERNARD DORT

Un récent Festival de Nancy, deux spectacles, surtout, ont fait parler d'eux : *Prométhée porte-jeu* et *Forbidden Riddles* (littéralement : *Devineries interdites* (1)). C'étaient deux créations, commandées et financées, en partie, par le Festival — les seules, je crois, mais ces deux spectacles, qui différaient sur à peu près tout, avaient encore en commun quelque chose de capital : c'est de jouer moins avec un texte et avec des acteurs qu'avec des lieux et d'avoir été conçus en fonction de ces lieux-là.

J'entends bien : il y a une belle lueur que comédiens et spectateurs ont pris l'habitude de fuir les salles fermées. Le beau temps aidant, les représentations de plein air fleurissent un peu partout, dans des espaces consacrés comme la cour du Palais des papes d'Avignon et le Théâtre antique d'Orange (au dix-neuvième siècle, le théâtre y retrouvait l'air libre), ou sur la moindre place d'une quelconque ville au sud de la Loire... Dans bien des cas, ces festivals ont plus à voir avec le tourisme qu'avec l'art dramatique. Ils prétendent à la fête, mais, à l'exception de certains d'entre eux (dont Avignon et Nancy qui sont comme les deux pôles de l'activité festivalière française), ils frôlent le plus souvent la kermesse, quand ils ne tournent pas à la braderie. L'enfer de ces deux spectacles nancéiens est bien différent. Ce dont il s'agit, c'est d'une nouvelle modalité de la création théâtrale et, peut-être, d'une dimension autre de la mise en scène, de nature à transformer le concept même de représentation théâtrale.

Mettre en scène, c'est d'abord, généralement, aménager un espace scénique approprié où des comédiens interpréteront un texte écrit au préalable. Cet espace peut avoir été établi une fois pour toutes : c'est, par exemple, celui de la scène d'un théâtre à l'italienne. On y installe alors des décors et on l'utilise en fonction des exigences de l'œuvre et de la conception que s'en fait le metteur en scène. Il peut encore être n'importe quel espace public : cour, place ou rue... Il suffit d'y monter une estrade et quelques praticables ou d'y délimiter une aire de jeu. Texte et comédiens viendront s'y inscrire, sous le regard des spectateurs. Qu'il soit entouré de beaux murs ou qu'il se situe dans un ensemble remarquable ou inattendu (palais, forteresse ou décharge...), cela n'entre en ligne de compte que par surcroît.

## Espace abstrait

Ce qui a fait le succès de la cour du Palais des papes d'Avignon, ce fut moins la beauté des murs qui fermaient cette cour que le caractère presque abstrait de l'espace qu'ils délimitaient : il était vide et simple, à ciel ouvert et, en même temps, suffisamment clos sur lui-même ; les murs ne lui imposaient, pour ainsi dire, ni un style ni une époque. Sa nudité et ses dimensions permettaient presque tout — et d'abord, dans le cas de Villar, une nudité et une ampleur comparables de la représentation. Il appelait l'épure et ouvrait un large champ à l'imagination du spectateur avignonnais. Une fois adopté au fixe, le lieu théâtral n'intervenait plus dans la représentation : il est une donnée pour celle-ci, il n'en est pas un élément. La mise en scène, alors, n'a plus à faire qu'un texte, aux comédiens et aux décors (2).

Il en va autrement dans nos spectacles nancéiens. Le lieu où ils se jouent n'est pas choisi pour répondre à une idée préconçue ou à certaines virtualités du texte ; il n'est pas non plus construit ou utilisé pour en rendre compte. Il constitue un élément autonome et durable de la représentation. Il y tient sa partie au même titre que le texte (ou son absence), les mimiques, les mouvements et la déclamation des comédiens. Il y apporte son histoire et la charge de ses significations. De surcroît, lieu et non espace, il englobe jusqu'au spectateur. Le spectacle y intervient ; il ne l'asservit ni ne l'annule.

Prenons, par exemple, *Forbidden Riddles* (car je n'ai pu voir le *Prométhée porte-jeu*, interrompu, pour des raisons de sécurité), après trois représentations. Le spectacle de l'Independent Outlaw University (prononcez tou) — un groupe de peintres, sculpteurs, danseurs et musiciens anglais, issus de la compagnie du Welfare State — a pris forme et corps dans l'abbaye des prémontrés, à Pont-à-Mousson, où les huit membres de la troupe ont séjourné une quinzaine de jours avant la première. Il se donne dans quatre lieux de cette belle abbaye : le parc, une galerie jouxtant ce parc, le jardin près de la Moselle, enfin la chapelle désaffectée. Des créatures mi-humaines parcourent le parc et nous entraînent à leur suite ; elles se métamorphosent en chevaliers féodaux qui miment un repas burlesque et dérisoire, s'étripent... et tout se termine sur l'image d'un bras d'homme sortant d'une caisse, bientôt gagné par une raideur cadavérique et maintenu à l'horizontale par des ficelles. Une image beckettienne de la mort. L'histoire n'a ni queue ni tête. Ce qui, en revanche, fait sens et qui nous parle, c'est le rapport entre ces lieux et les personnages de théâtre, les lambeaux d'épisodes qui y prennent place.

## La paix du soir

*Forbidden Riddles* commence au crépuscule. Au milieu de ses gazons bien fournis et de ses parterres de fleurs, l'abbaye respire, littéralement, la paix du soir. La Moselle est toute proche. L'endroit est noble et idyllique. On s'étend à quelque chose comme le *Songes d'une nuit d'été*. Or, ces pseudo-chevaliers tout bardés de ferblanterie jurent étrangement sur cet environnement. A la pérennité des bâtiments, au recueillement des jardins, ils opposent leur délabrement, leur violence. Leur désordre, tout un attirail théâtral de mauvais aloi qui finit par sentir la mort. Ce beau lieu de repos, de méditation, ce lieu qui parle d'une tranquillité séculaire est, en quelque sorte, mis sens dessus dessous par le spectacle. Et le spectateur y prend un plaisir pervers. La facilité avouée du théâtre, des lieux et des travestissements de ces chevaliers de quinzaine, double et jette le doute sur l'authenticité de ce domaine historique, mais elle y gagne aussi un semblant de noblesse et de vérité. Aussi, à la fin de *Forbidden Riddles*, devant ce bras raidi émergeant de la caisse, dans la chapelle, nous ne savions plus si nous avions vécu un beau songe ou un cauchemar — ni même si nous avions assisté à un spectacle ou rêvé celui-ci.

De telles tentatives pour faire fonctionner — ou dysfonctionner — un lieu réel dans un spectacle et pour mesurer celui-ci à celui-là se multiplient. A Berlin-Ouest, Klaus Michael Gruber a fait jouer *Hypérion*, de Hölderlin, dans l'immense stade olympique où se célébraient des triomphes nazi (dont les Jeux de 1936). Cet *Hypérion* (1977) n'occupait pas tout le stade. Quelques centaines de spectateurs, seulement, étaient rassemblés sur une tribune ; c'était en décembre, il y gelait à pierre fendre. Le texte de Hölderlin résonnait étrangement, perdu dans le froid et la démesure de ce stade qui faisait référence à une tout autre Grèce que celle du poète et où Gruber avait installé des débris, des épaves de Berlin de la guerre : la façade en ruine d'une gare, une échoppe à saucisses... *Hypérion* s'installait ainsi *Winterreise* (*Voyage d'hiver*).

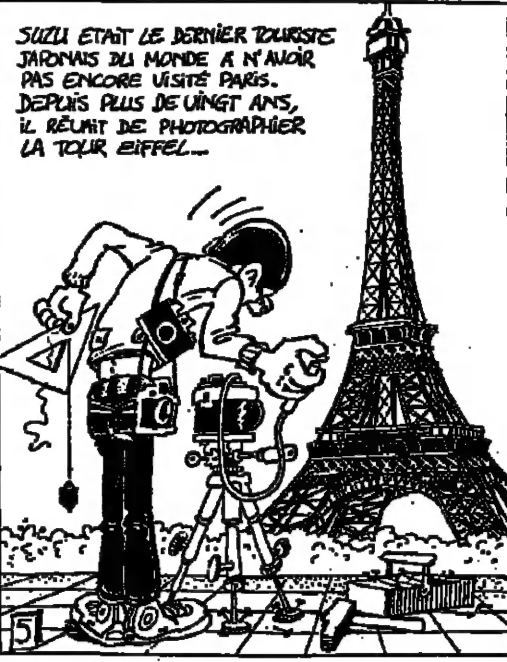
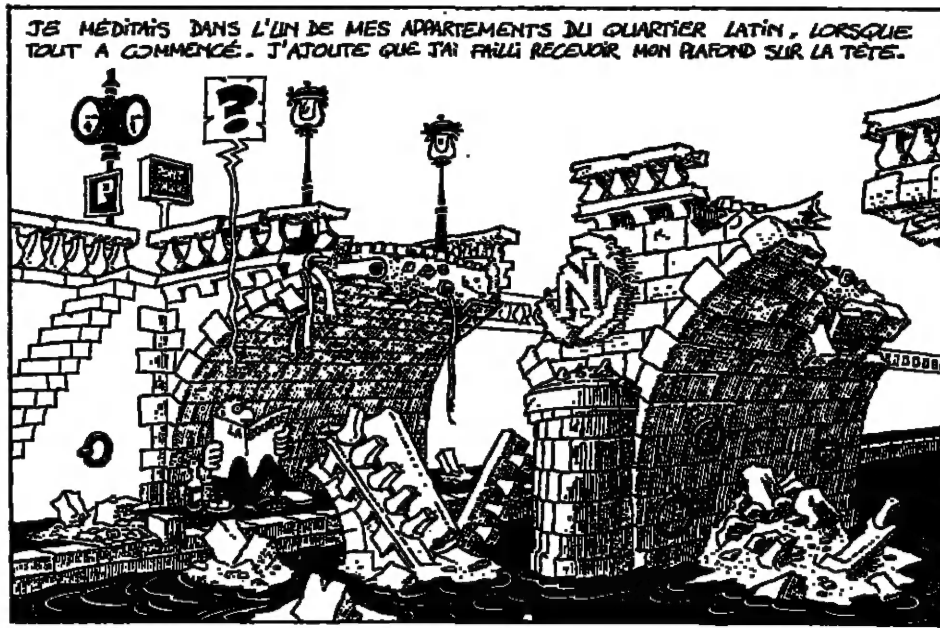
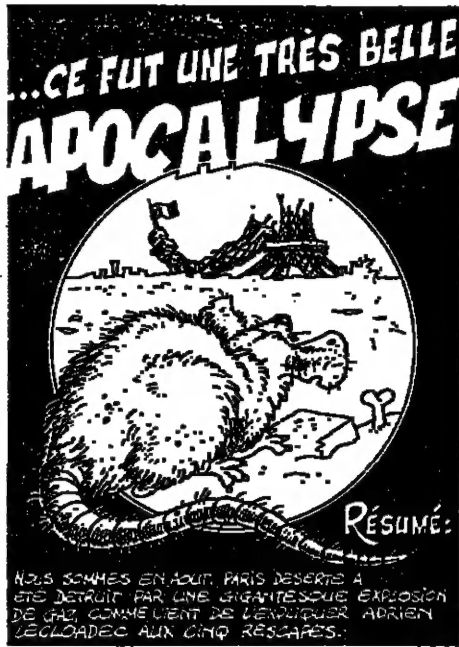
## Climat d'hôtel

A Strasbourg, avant leur *Prométhée nancéien*, André Engel, Bernard Pautrat et Nicky Bled avaient aussi, déjà, réalisé plusieurs spectacles à partir de lieux donnés et non d'espaces scéniques aménagés en fonction de l'œuvre. Sans doute, leur *Baal* de Brecht (1976), qui se jouait dans les halles et où le spectateur suivait, en quelque sorte, Baal dans un pseudo-voyage au Barrax, restait-il encore, pour une large part, dans la tradition d'un théâtre scénographique. En revanche, dans le *Kafka - théâtre*

complet (T.N.S., 1979) qui se passait dans « un hôtel qui fonctionne à son rythme normal, avec des grooms qui accueillent le client, des femmes de chambre et un portier, des cuisines d'où sortent des bruits familiers de conversations et de casseroles, toute une activité indépendante qui se donne à voir au premier coup d'œil » (3) et au cours duquel le spectateur se retrouvait, sent, dans une petite chambre de cet hôtel, il y avait bien renversement des facteurs de la représentation. Le lieu était premier. Le texte et le jeu ne faisaient que souligner l'incongruité qu'il y a, pour un spectateur de théâtre, à se trouver ainsi dévoyé, transformé, passivement, en client d'hôtel. Le *Prométhée porte-jeu* de Nancy constituait, à n'en pas douter, une autre version de la même tentative : celle de déplacer le spectateur en le confrontant, d'un seul coup, à un lieu — en l'occurrence, un paysage de mine loirain ravagé par le feu, — à un texte — celui du *Prométhée enchaîné* d'Eschyle sur lequel avaient été greffées des phrases d'un anarchiste du XIX<sup>e</sup> siècle, Ernest Couderey, et à un moment singulier : l'aube.

(1) Voir le Monde des 18-19 mai et 23-24 mai.  
(2) Sur ces questions, voir l'excellent cahier n° 45 de la collection « Actualité des arts plastiques », édité par le Centre national de documentation pédagogique : l'espace théâtral. Recherches dans la mise en scène d'aujourd'hui, par Arne Ubersfeld et Georges Banou.  
(3) Cf. le texte de Bernard Pautrat dans le cahier-programme de *Kafka - théâtre* au Théâtre national de Strasbourg.

GERARD MATHIEU



GÉNÉALOGIE

# Album de famille

PIERRE GALLERY

En matière généalogique pour le commun des mortels, l'iconographie est limitée. Du moins, c'est ce qu'on croit, c'est ce qu'on s'imagine. Aucun d'entre nous, en effet ou presque, ne possède un château microbolant, sur les bords de la Loire, en Basse-Bretagne ou ailleurs, avec une interminable galerie de portraits d'aïeux.

Toutefois, même dans les familles les plus modestes, la recherche bien menée de l'iconographie permet généralement de retrouver plusieurs dizaines de portraits (photographies en général) et aussi quelques manuscrits et beaucoup de signatures, qui offrent à qui sait les déchiffrer une bonne peinture de leurs auteurs.

Comme toujours en généalogie, la recherche commence par soi-même, puis par ses parents. Les premiers pas sont généralement faciles.

Lorsqu'on arrive aux grands-parents, les difficultés commencent. L'un d'eux est peut-être toujours vivant, possédé ou a laissé un album de photographies.

De toute façon, il y a souvent eu des prises de vues au mariage des parents et le cortège de sortie de la mairie ou de l'église donne dans un ordre protocolaire très strict, l'ensemble de la parenté.

Des épreuves ont généralement été distribuées à toute la famille et aux amis. En conséquence, si elles ne sont pas retrouvées sur place, il convient de les rechercher chez les cousins et les voisins. De même, un vieux album de photographies peut avoir été constitué chez des parents éloignés et contenir néanmoins des portraits de la proche famille. Au-delà des aïeux, ce sont ces vieux albums qui peuvent le mieux permettre de retrouver le visage des ascendants. La difficulté, très générale, c'est que les noms ne sont pratiquement jamais indiqués et que même les personnes les plus âgées ne les connaissent pas toujours.

Il convient alors de procéder par collationnement avec les différentes autres sources de reproductions photographiques : groupes scolaires ou sportifs, comptes rendus d'associations dans le journal local, identités



GENERAL

# Album de famille

PIERRE GALLIEN

des dossiers administratifs, militaires, professionnels ou de tout autre ordre. Les épreuves des vieux albums sont souvent excellentes, jusqu'à nos jours, et les photos, si elles ne sont pas identifiées, peuvent ainsi être repérées. Par le jeu des photos de groupe et de cortèges, il peut même arriver que l'on repère d'autres ascendants.

Ne pas oublier enfin, que les photographies ont été prises au point vers 1880, qu'ambrotypes et daguerréotypes les ont précédées, et qu'il serait bien rare qu'un photographe ambulant, comme il s'en trouvait souvent à la fin du dix-neuvième siècle, n'ait tiré la photo de l'un ou l'autre des ascendants. Le tout est alors de le retrouver !

Dans les milieux férus d'art ou dans la petite bourgeoisie, des aïeux et miniatures ont existé également. Dans certains cimetières, notamment en Italie, le buste ou le portrait des défunts est placé sur la tombe.

## Signatures

Quant aux signatures — et l'on peut penser qu'aucun graphologue ne le contredira — c'est une véritable photographie de la personnalité. En remontant le cours des temps, tout le monde ne savait évidemment pas signer, mais quelques-uns pourtant, ce qui fait beaucoup au total. D'autant que des actes de catholicité parfois et la majorité des contrats notariaux ne se contentaient pas d'indiquer éventuellement que l'intéressé était illettré. Ils con-

naient alors la marque de la partie : simple croix bien souvent, véritable petit dessin différencié, propre à chaque individu dans certains papiers du quinzième, seizième ou dix-septième siècle. N'est-ce pas la graphologie chinoise qui soutient qu'un seul trait suffit pour retrouver le caractère d'un individu ?

Alors, quand cette simple marque devient le dessin d'un oiseau chez un certain Lagre, une sorte de truie pour un autre, maçon de profession, et au moins un signe cabalistique (croix gammée, cercle percé d'un point, barré d'un trait ou inachevé) pour leurs contemporains (tabelleau de Tullier-sur-Avre, quinzième - seizième siècle), ne peut-on s'en y découvrir ?

La collecte des signatures n'est pas tout à fait analogue à celle des portraits. Le chercheur a retrouvé déjà les références des actes de mariage et des contrats notariaux. Le hic, c'est qu'on ne peut se contenter d'une photocopie. Il convient d'obtenir du gardien de chaque document de prendre une bonne photographie. Ensuite, il faut effectuer le tirage d'une seule signature à la fois. Eventuellement, on gomme à la gousse sur une première épreuve tous les traits qui ne font pas partie de la signature souhaitée. On prend une nouvelle photographie. Puis, le tirage définitif est effectué. Dans le cas d'une marque, l'indication, ajoutée par le curé ou le notaire, de l'auteur de celle-ci mérite, semble-t-il, d'être conservée telle qu'elle a été mise à son côté.

## SABLES

# Le volley-ball de plage

GÉRARD ALBOUY

**A**PRES avoir joué les fourmis pour préparer l'en dernier les championnats d'Europe avec cent quarante jours de stage et trente-deux matches internationaux entrecompas seulement de deux semaines de repos, les volleyeurs de l'équipe de France se transformeront cet été en cigales pour animer, du 8 au 27 juillet, quarante-cinq stations du littoral. En lançant cette première opération « volley vacances » avec le concours de la Fédération nationale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative, la Fédération française de volley-ball (F.F.V.B.) a voulu « mettre l'équipe nationale au service du public ». Il s'agit, indique Alain Geles, le directeur technique national, « de répondre au désir du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs qui souhaite développer le

sport pour tous en organisant une manifestation qui associera trois composantes : élite, masse et loisir. Pour notre fédération, c'est aussi une opération image de marque. Nous ne voulons pas lutter contre la pratique du volley-ball sauvage sur les plages, ni la récupérer à notre profit, mais aider les gens à venir à une pratique plus naturelle de ce sport ».

L'été venu, tous ceux qui fréquentent les plages françaises ont pu assister, armés ou agacés, au spectacle de ces dizaines de ballons se détachant sur fond d'azur en paraboles pas toujours contrôlées ou bondissant en sants de puce jusqu'au premier corps alangui au soleil et hissant d'humide soie. De Canet au Grau-du-Roi en passant par Sète ou Palavas-les-Flots, po- teaux et filets de volley-ball sem- blent même faire partie inté- grante du décor sur ce long

ruban de sable presque inter- rompu sur 180 kilomètres de la côte languedocienne, qui a tou- jours été un haut lieu de la pra- tique de ce sport.

Ces poteaux de volley-ball, on les retrouve inévitablement de- vant les débits de boissons ou en toile de fond des plages les plus fréquentées. Sans attendre l'heure de l'apéritif pour lancer des défis, les pratiquants ne man- quent pas pour engager une par- tie. La certitude de faire du volley-ball est en effet le seul lien qui semble exister entre des estivants réunis en cercle pour se renvoyer un ballon en plas- tique et certains tournois regrou- pant les meilleurs spécialistes. Faute de terrain ou de filet, les premiers se contentent d'emprun- ter au volley-ball les règles pour la frappe de balle en évitant au maximum de lui faire toucher le sol.

## Tournois

Souvent le cercle se forme à la naissance des premières va- gues. Tout en vendant les échan- ges plus brefs encore, cela fa- vorise le bronzage par réverbération et permet de mieux supporter les effets d'une activité physique inhabituelle sous le soleil. Pour les plus timides, le volley-ball est un moyen de lier connaissance et de s'intégrer dans des grou- pes de jeunes. Pour les dragueurs, c'est un moyen discret d'opérer. Tout cela ne doit pourtant pas faire oublier que le volley-ball de plage est aussi un sport qui possède même ses règles, ses ter- rains, ses tournois et ses cham- pions.

A Marseille, le Club des Cata- lains, qui regroupe plusieurs cen- taines de membres, se consacre exclusivement au volley-ball de plage. Son terrain abrité du vent permet la pratique de ce jeu la plus grande partie de l'année. Son tournoi, soutenu par les journaux locaux et fortement doté de lots en nature (voyages, appareils électroménagers, etc.), est l'un des plus connus et des plus passionnants. Le même phénomène existe à Sète, à Pal- lavas, à La Grande-Motte, à Can- nes, où les équipes, formées de joueurs opérant en première di- vision, sont bien souvent inquié- tées par les habitudes de l'endroit.

C'est pour proposer au grand public des structures d'accueil et des moyens de s'initier ou de se perfectionner que la F.F.V.B. propose cet été l'opération « vol- ley vacances ». Trois caravanes animeront simultanément le li- ttoral français sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée. Chaque caravane est composée de dix per- sonnes dont cinq joueurs de l'équipe de France.

## Image dynamique

Chaque semaine, du 8 au 27 juillet, cinq stations seront ainsi visitées du mardi au ven- dredi. Dès le matin, la caravane proposera une animation avec initiation, démonstration, tour- nois familiaux, challenges du jeune volleyeur, etc. Un grand tournoi à quatre sera organisé l'après-midi. L'équipe victorieuse rencontrera en fin de journée la sélection française et sera qualifiée au nom de la station pour un tournoi final le dimanche. Ce jour-là, les cinq équipes quali- fiées et la sélection française (hors concours) disputeront le tournoi final pour désigner le champion de Côte d'Opale, d'Amour, d'Argent, Vermelle ou d'Azur.

## POUR EN SAVOIR PLUS

● **FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY-BALL (F.F.V.B.)**, 1, rue Ambroise-Thomas, 75008 Paris; tél. : 623-13-00 et 770-65-61.

● **OPERATION VOLLEY-VACANCES 80**

Du 8 au 13 juillet. — Manche : Berck-Plage, Le Touquet, Harde- lot, Calais, Dunkerque ; Atlantique : Les Sables d'Olonne, Tharon, Saint-Brévin, Pornichet, La Baule ; Méditerranée : Le Grau-du-Roi, La Ciotat, Cassis, La Couronne, Carro, Mar- tique, Marseille (les Catalans, Prado-Plage).

Du 15 au 20 juillet. — Manche : Annelles, Luc-sur-Mer, Rivne-Belle, Hougate, Villers, Deauville ; Atlan- tique : Ile de Ré, Châtellillon, Ile d'Oléron, Saint-Georges-de-Didonne, Royan ; Méditerranée : Hyères, Sainte-Maxime, Saint-Laurent-du-Var, Cannes, Fréjus.

Du 22 au 27 juillet. — Manche : Perros-Guirec, Binic, Saint-Cast, Dinard, Saint-Malo ; Atlantique : Anglet, Seignosse-la-Penon, Biar-rosse, Lacanau, Andernos ; Méditer- ranée : La Grande-Motte, Palavas,

Cette opération — dirigée par M. Robert Maniand, qui fut international de volley-ball dans les années 50 — a nécessité un investissement d'environ 1 million de francs assuré par l'Etat, par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, par les prestations des offices de tou- risme et par des publicités. La Fédération, qui entend ainsi don- ner une image dynamique du volley-ball et qui agrèrera les stations visitées en les aidant à se doter d'un encadrement techni- que permanent, attend beau- coup de cette opération pour faire progresser, dans un proche avenir, le nombre de ses licen- ciés (53 105 dont 23 493 fem- mines), même s'il est délicat d'as- similier les deux façons de pratiquer ce sport.

Au plan technique, l'une des originalités des épreuves de plage consiste en la suppression de la ligne des trois mètres qui existe en salle, ce qui entraîne pour n'importe quel joueur la possibilité de contourner ou d'atta- quer. Pour le reste, les règle- ments varient en fonction de la situation géographique ou du nombre de joueurs sur le ter- rain.

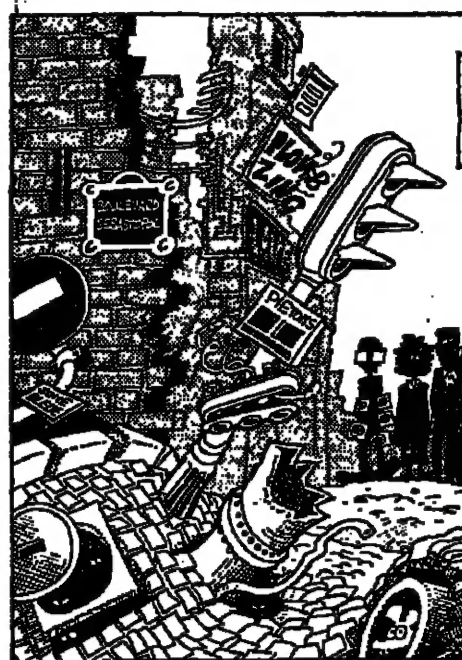
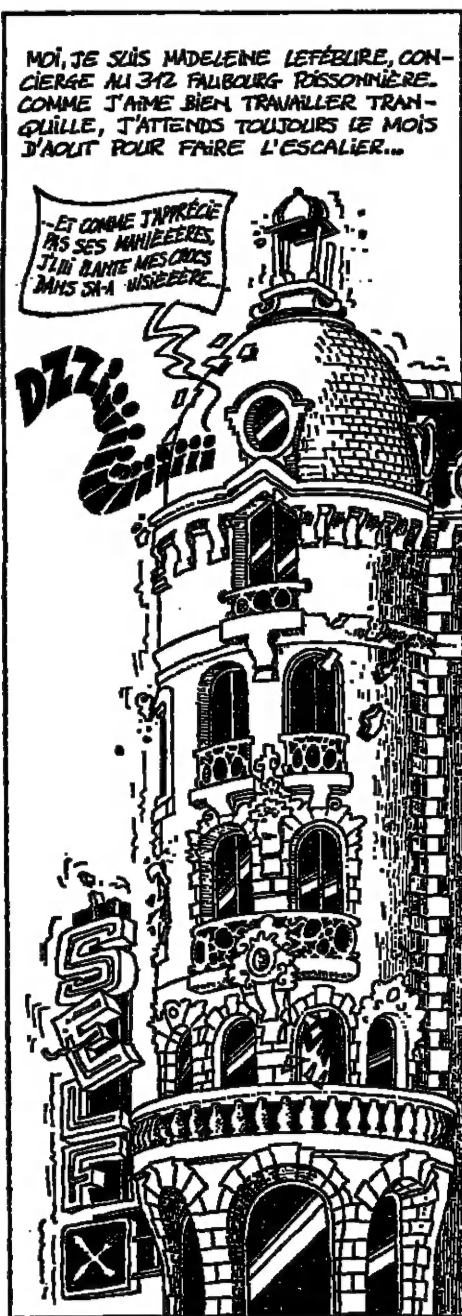
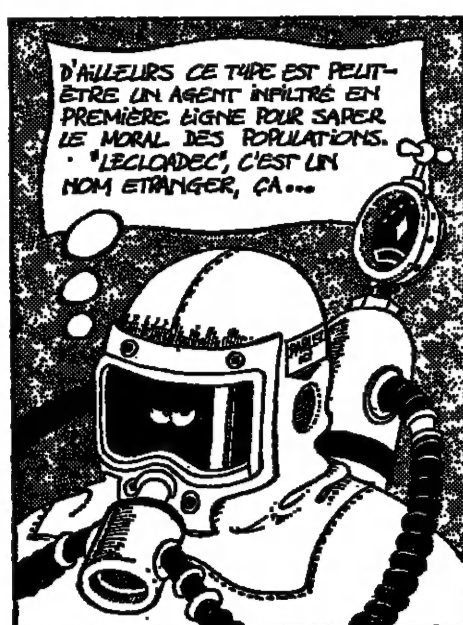
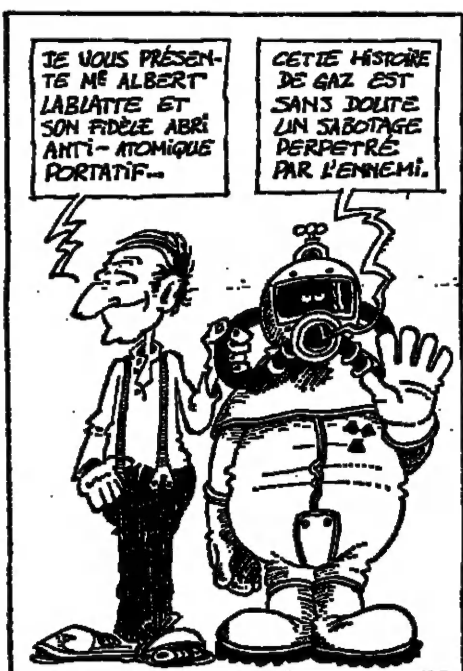
## Adaptation

A quatre, le principe de la rotation des joueurs pour le ser- vice est conservé. Les équipes sont en général organisées avec un contreur et trois ou plus rare- ment deux défenseurs. En triple, les joueurs peuvent occuper un poste fixe avec un passeur qui assure le service, un contreur ou un défenseur, ou effectuer égale- ment une rotation. La première solution permet toutefois aux volleyeurs de petite taille de ne pas être trop désavantagés puis- qu'ils ne se retrouvent pas obli- gatoirement en contre.

La réduction du nombre des équipiers de six en salle à trois ou quatre sur la plage s'explique par la défense rendue plus facile par le sable, moelleux tapis de réception, sur lequel les joueurs n'hésitent pas à tenter les repri- ses les plus acrobatiques. S'il est très spectaculaire, le volley-ball de plage est aussi moins rapide, et le soleil souvent gênant n'est pas le seul responsable. En se dérobant sous les pieds lors des impulsions, le sable est la cause d'un retard de quelques dixièmes de seconde sur toutes les actions de jeu.

Pour remédier à cet inconvé- nient, les joueurs en position d'attaque délaissent sur la plage l'appel classique sur deux ou trois pas pour des sauts verticaux, exécutés sans élan. Ils ont d'au- tre part intérêt à ne pas trop monter les balles dans les échan- ges entre partenaires, pour éviter de donner prise au vent sur un ballon qui, avec ses 250 ou 260 grammes, est l'un des plus légers de tous ceux utilisés pour les sports d'équipe.

Ces modifications de technique de jeu nécessitent un certain temps d'adaptation de la part des joueurs qui participent aux compétitions officielles en salle. « Ce temps d'adaptation, précise Jean-Marie Buchel, l'entraîneur de l'équipe de France, est d'ail- leurs plus long pour passer de la salle à la plage que pour revenir ensuite en salle. » Il ne faut jamais oublier, en effet, qu'avant de jouer les règles en ou deux mois, les volleyeurs de haut niveau se livrent le reste de l'année à d'interminables répétitions techniques que ne rendraient pas les plus laborieuses des fourmis.



Imprimé par la S.A.R.L. le Monde. Gérance : Jacques Fournier, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé de « Monde » S.r.l. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous arti- cles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire n° 57 021.



UNE NOUVELLE D'ADOLF MUSCHG

## Épître à la sœur d'un poète

AUCUNE trace du terrible poison dont monsieur votre frère s'est cru contaminé n'ayant pu être décelée dans le crâne du chien que j'ai disséqué selon les règles de l'art, il ne reste au médecin qu'à tirer une triste conclusion : monsieur votre frère, qui s'imaginait devancer une épouvantable agonie en choisissant la mort, a été victime d'une méprise. D'une méprise si profondément contre nature que malgré la peine qui m'endormait je me sens indigné et ne peux, sans rancœur, vous adresser les condoléances auxquelles pourtant, chère Mademoiselle, vous avez bien droit.

Un client entre dans le restaurant Justi sur la Kaiserstrasse ; Néron, le setter irlandais connu de tous les enfants de Gras pour sa gentillesse, accourt saluer l'homme qu'il attend pas de reconnaître comme le célèbre auteur de comédies pour lui passer de bon cœur la langue sur la main. Monsieur votre frère, l'esprit ailleurs, semble agréer ces marques d'une lécherie familière et même jouer à lui d'écarter sans cesse un nouvel aliment.

Nul ne comprend les hurlements que pousse monsieur votre frère en se levant d'un bond, en renversant la table, en criant « maudite bête ! » et en donnant du pied sur l'animal qui, du coup, grogne de peur plus que de colère, montre les dents et se hérisse. « Je suis prêt ! » crie monsieur votre frère, cette bête a la rage ! », crie-t-il, blanc comme un linge en serrant convulsivement la main sur la poitrine. J'étais là, chère Mademoiselle. J'ai tâché de dissiper l'angoisse de monsieur votre frère. Mais en vain ; c'est justement l'aspect anodin de sa blessure qui l'effrayait et il me suppliait le plus sérieusement du monde « de lui ouvrir la peau pour faire sortir le poison ». Ce furent ses propres mots, j'ai des témoins. Il n'y avait rien à faire pour le soulager ; vous qui avez pris consciencieusement soin de lui le savez aussi bien que moi.

En l'espace de quelques jours, il manifesta tous les symptômes d'un caractère caractéristique de la rage chez l'homme : maux de tête, inquiétude, humeur dépressive, hypertension générale des réflexes et même spasmes d'épouvante à la vue de l'eau. Cherchais-je à persuader monsieur votre frère que semblables phénomènes, lorsqu'ils s'agit véritablement d'un cas sérieux, n'interviennent qu'après un certain temps d'incubation d'un mois ou deux semaines et que, s'ils intervenaient plus tôt, ils ne témoignaient que d'une imagination surexcitée, il entraînait en furie comme si je me fusse moqué de lui et comme s'il eût voulu me démontrer sur-le-champ ce que c'est qu'une véritable rage. Puis brusquement, d'un ton presque froidement scientifique, il me montrait l'écume qui lui venait effectivement aux commissures des lèvres et de ce symptôme-là, qu'est-ce que j'en faisais dans mon acharnement ; à tout prendre à la légèreté ? Comment comptais-je accommoder sa salivation avec mon éternel optimisme ? Quels détails devrais-je donc observer pour pouvoir crever selon les règles tatillonnes que lui prescrivait ma sagesse livresque ? Après quoi ? Si s'abîmait dans un silence mortel, une espèce d'hébété à me faire perdre mon latin médical plus sûrement encore que son agitation.

En désespoir de cause, je résolus de me rendre à sa chambre. Elle finissait bien, espérais-je, par se dissiper si sa solide nature la contredisait quotidiennement et si la catastrophe ne se produisait point. Nous avons renoncé à faire admettre un homme aussi émérite à l'hôtel et qui sait si par cet excès d'égards nous n'avons pas compromis les chances de la médecine ? Car il apparaît aujourd'hui clairement que son angoisse ne voulait pas se laisser démentir. Il s'appliquait de toutes ses forces à tourner en imposture les interprétations rationnelles de son état. Et finalement le pistolet qu'il avait soigneusement caché sous son linge lui sembla l'unique moyen de prévenir un supplice dont l'atrocité obéissait tout son être.

S'AGISSANT d'une personne plus connue, j'aurais été disposé du devoir d'établir la justesse de mon diagnostic, c'est-à-dire l'aberration du malade, par une contre-épreuve sur le corps du chien, d'autant plus que le comportement du fidèle Néron ne s'écarta en rien de la normale au cours des jours suivants. Comme l'affaire touchait au célèbre Ferdinand Raimund (1), et donc à ma réputation, je dus exiger la dissection de l'animal et ajouter au trépas d'un malade imaginaire celui d'un chien qui s'avéra en parfaite santé. On ne put trouver dans l'organisme de Néron la moindre trace de la maladie redoutée dont il fut donc de toute évidence sinner le germe dans la cervelle de monsieur votre frère. Et comment pourrais-je ne pas tirer de tout cela d'amères conclusions sur la véracité des poètes ? Des conclusions amères sur la vie spirituelle de la nation et aussi sur moi-même.

Oui, je dis que c'est une mort lamentable quand un homme aussi doué que monsieur votre frère répu-

gne jusqu'à la folie, répugne jusqu'au suicide à regarder en face la vérité : à convenir qu'il est condamné à vivre. Il aurait eu maintes occasions de le reconnaître et de se ressaisir même après la morsure qu'il croyait mortelle. Nous tenons conversation dans le salon Goeben où je l'ai entraîné pour le distraire ; cette société semble l'apaiser, il s'abandonne et, sur les instances de notre charmante hôtesse, il récite un monologue de sa pièce *Le Roi des Alpes et le Misanthrope* (2) ; si entonne un de ses couplets. Mais soudain il s'interrompt, blêmit et se tourne vers moi pour me dire à voix basse qu'il a besoin sans délai d'une consultation en tête à tête. Mise au courant, Madame von Goeben nous conduit, bon sans étonnement mais avec discrétion, dans ses appartements privés où monsieur Raimund ôte sans un mot ses vêtements. La lumière du chandelier ne suffit pas, je fais apporter d'autres lampes pour voir au moins les altérations qu'il prétend avoir soudain remarquées aux hanches et aux aisselles, car à l'auscultation je ne sens rien.

Le boudoir est aussi clair qu'en plein jour, mais nous ne parvenons pas à objectiver un seul des phénomènes qui lui faisaient battre le cœur ; voilà qu'il trouve pour m'émouvoir par la description de la rage qui le frappe les mêmes accents que tout à l'heure pour déclamer les sentiments de son *Misanthrope*. Je me sens véritablement transporté en plein théâtre, et la déresse me fait perdre la parole. Les gestes du boudoir où se multiplient les gestulations du malade me le font voir comme si j'étais derrière lui. Je me rends compte qu'il cherche à dominer ses tremblements en raidissant le genou et en serrant les muscles fessiers, je vois ses épaules ployer comme sous un lourd fardeau.

Il vient alors une idée que je ne saurais qualifier de générale mais qui faute de mieux promet de faire cesser le spectacle. « Maître, dis-je à monsieur votre frère, veuillez donc vous confier à vous-même ce dont tenez à m'informer en tête à tête, vous n'avez qu'à vous retourner, je vous en conjure, parlez donc avec vous-même, avec l'image à laquelle Dieu vous a confié, et il ne vous refusera point son aide ; et, ajouté-je par une soudaine inspiration, si vous me permettez un conseil, soulagez vos membres en les laissant trembler, ne faites pas violence à votre faiblesse, vous vous sentirez bientôt affermi. »

Je le laissai tout abasourdi, Mademoiselle, mais je ne m'éloignai pas au-delà de l'antichambre où, gagné moi-même par l'affolement, je demeurai aux aguets. Derrière la portière règne un tel silence que, dirait-on, les murs se resserrent. Le bruit de la société toujours animée qui parvient du salon résonne à mes oreilles comme un grelot, je pense sans savoir pourquoi à une partie de traineau dans la neige et j'entends pour de bon des hurlements étouffés, comme si une horde de loups sortait de la forêt profonde, un frisson d'hiver, en plein mois de juin, me glace la moelle qui soudain se fige sous l'effet d'un cri presque surrational qui menace de rompre les murs du palais Goeben et de me faire perdre les sens.

Je me reprends, me précipite à travers la portière et je découvre votre défunt frère à quatre pattes, le corps tordu comme s'il avait l'arrière-train paralysé, posant à demi agenouillé devant la glace. Il semble chercher à attraper son reflet entre les dents, son haleine se dépose en buée sur le miroir, on dirait même



ALAIN LETORT

que par ses jappements continuels il veut faire disparaître son visage sous la vapeur qui sort de sa bouche. « Tiens, regarde ! dit-il en se tournant vers moi d'un air terrifiant, regarde bien ce que tu as fait, combien de temps encore pour-tu observer ma souffrance en spectateur ? » Sur ces mots il trace du doigt sur la buée un dessin que je ne saurais décrire et, avant qu'il se soit évaporé, il tend le visage et se met à lécher le verre avec application ; les cheveux lui tombent sur le front, on dirait véritablement qu'il s'est mué en un spécimen de la race canine.

« Maître ! » m'exclamé-je. — « Oui, dit-il, interrompant son manège, vous donc ce que tu as fait, tout est fini. » Je ne pouvais, hélas ! plus douter, Mademoiselle, que le cas de ce pauvre homme échappait désormais à la compétence du médecin et que seul le Créateur pouvait encore le prendre en pitié. « Maintenant aide-moi du moins à me rhabiller », dit le malheureux, non sans grandeur, en se relevant : « Ainsi donc, lui répliquai-je, l'évidence que je vous propose est vous à paraître ? » — « Ah ! répond-il évasivement, c'est plutôt à toi qu'elle aurait pu faire du bien. »

Il ne veut pas qu'on le ramène à son antre, il fait à la fois du pressant conseil que je lui donne de prendre

quelque repos, il revient se mêler à la société comme si de rien n'était, il paraît y prendre plaisir et son départ, peu après, passe complètement inaperçu. Voilà, chère Mademoiselle, la dernière vision que nous conservons de lui ; à l'aube, l'hôtelier, inquiété par un coup sourd, le trouve baignant dans son sang.

A tristesse m'entreint, chère Mademoiselle, et d'achever la funèbre me gagne. Voilà un homme comblé plus qu'aucun autre par le génie, célèbre pour l'art d'observer le genre humain, qui nous gratifiait de son humour libérateur, et qui s'est révélé absolument incapable de soutenir calmement le spectacle de son propre visage ; de le supporter du moins assez longtemps pour que lui viennent les larmes, pour que la miséricorde envers son propre être de chair prenne tout doucement le dessus. Il se regarde dans le miroir et refuse de s'y apercevoir ; il veut ignorer ce que pourtant il sait : que sa vraie blessure n'est pas celle qu'il a pensée ; il se voit confondu et recourt à la pose ; il fait du théâtre. Il lui plaît de fuir sa vie, que Dieu tient en sa main comme celle de chacun, pour une mort indécise, égoïste et superficielle. Comment, je vous le demande, pouvons-nous, nous autres, ajouter foi à la sagesse supérieure que la plume de tels hommes a tracée ? Que penser du rire par lequel monsieur votre frère s'entendait à déridier la mine grave de ses contemporains ? Ne me faut-il point désormais tenir pour un suspect enchanté les soupçons qu'un Ferdinand Raimund faisait peser sur nos institutions en nous forçant à rire d'elles ?

Je ne peux pas retirer mes éclats de rire, Mademoiselle, et pourtant, je rougis d'eux ; car l'homme qui s'était donné pour métier de nous faire rire de la sorte ne se contentait pas de nous abuser, il s'abussait lui-même. Il s'est perdu à force de se fuir ; en jouant la galeté il agissait contre son âme. Sa rage fut une farce ; mais la tiendrais-je pour réussie parce qu'il l'a jouée jusqu'à son funeste dénouement ? Non, ce serait pousser trop loin le sarcasme aux dépens d'un être humain.

C'est une destinée purement empirique, si j'ose ainsi m'exprimer, qui nourrit son imagination et qui tenait la nôtre en haleine ; cette imagination a fini par le tourmenter jusqu'à le tuer, et il est mort, lui que tous connaissaient, sans lui-même se connaître. Dois-je célébrer un art du mensonge, puis-je le louer, cet art qui amène l'artiste, quand un chien l'a mordu, à confondre, au péril de son propre corps, le sérieux et le dérisoire ? Je ne puis que méditer, chère Mademoiselle ; il ne se voit pas dans mon métier qu'on aille percer la cornée de quelqu'un sans être sûr de l'état de son œil ; ni qu'on reconnaisse un mal sans avoir appris à le reconnaître.

C'est la peine au cœur que j'écris ces mots, car en les prononçant je perds mon défunt ami pour ainsi dire une seconde fois. Mais répondez vous-même : comment un homme qui ne veut rien savoir de sa bonne santé, bien que je m'en sois porté garant, peut-il parler sensément de la maladie (de ce qu'il prend pour tel) du genre humain tout entier ? Dois-je me laisser abuser comme lui pour la seule raison que son verbe brillant m'éblouit ? Voilà qui serait un bien singulier et bien cruel hommage : je ferais là trop de cas du théâtre et point assez de la créature dont la souffrance ne veut point être jouée, mais soignée et guérie.

Devant mes yeux, chère Mademoiselle, baigne dans l'alcool le cerveau d'un chien innocent ; il m'a fallu le tuer pour sauver la vérité, pour sauver la raison, et demain, quand j'irai chez Justi à ma table de déjeuner, Néron ne sera pas là pour me faire fête. Il était tout autant que Shakespeare une créature de Dieu, construite avec autant d'art et animée certainement de meilleurs sentiments envers nous autres qu'il nous disons les fleurs de la Création. Je déplore que cette bête ait dû périr pour la seule raison qu'un homme, favorisé sans doute par la nature et néanmoins pitoyable, n'a pas réussi à vivre ; et parce qu'il n'eut pas l'indulgence de faire grâce à lui-même et aux autres.

(Traduction de Jacques La Rider.)

Né en 1904 à Zollikon, près de Zurich, ADOLF MUSCHG est professeur de littérature allemande à l'université technique fédérale de Zurich. Parmi ses romans, nouvelles, essais et pièces pour le théâtre et la radio, signalons, traduits en français : *L'impossible Enquête* (roman, Gallimard, 1977), *Fluctuations d'émotion* (nouvelles, Gallimard, 1977), *Le Témoin* (nouvelle, dans le recueil *Nous pleurons ensemble*, Grasset, 1980). *L'Épître à la sœur d'un poète* a été publiée en novembre 1979 par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.



